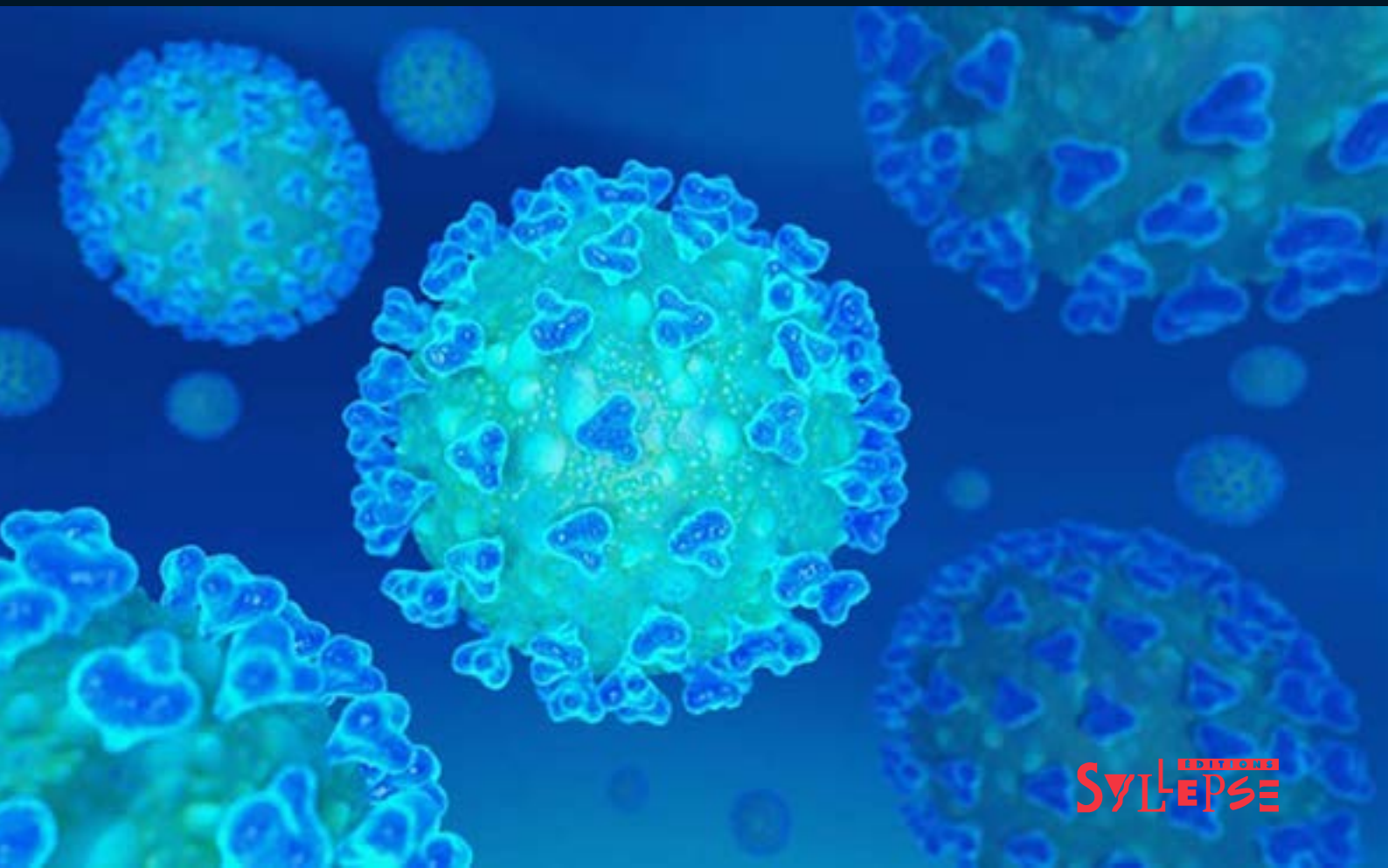
COVID-19
UN VIRUS TRÈS POLITIQUE

ÉDITION AUGMENTÉE DU 6 AVRIL 2020

2



SYLLEPSE

ANTIDOTES

30 MARS 2020, 13E JOUR

Les maillons essentiels du livre (imprimeurs, diffuseurs, distributeurs, librairies) sont à l'arrêt. Mais les éditions Syllepse ne pouvaient se résoudre à cette quarantaine éditoriale.

Devant l'ampleur de la crise sanitaire devenue crise sociale, économique et politique, nous n'avons qu'un seul cri, osons le dire : « Bas les masques ! »

C'est l'objet de ce recueil, gratuit et téléchargeable, que nous mettrons régulièrement à jour au fil des semaines, tant dans sa partie contributions que pour son éphéméride sociale et ses documents.

Il entend ainsi contribuer à dévoiler l'envers de la pandémie actuelle.

6 AVRIL 2020, 21E JOUR

Mauvaise nouvelle. L'équipe des éditions Syllepse est contrainte de proposer une mise à jour de *Covid-19, un virus très politique,* car l'épidémie s'étend et s'approfondit au niveau mondial. La faillite des États à gérer la crise sanitaire est de plus en plus béante et, partout, le capital défend violemment ses intérêts au mépris de la vie des travailleur·euses et des couches paupérisées de la mondialisation capitaliste.

C'est pourquoi ce livre est entré dans un processus de réédition permanente et verra son contenu régulièrement actualisé et enrichi. Dans cette deuxième édition, arrêtée au 5 avril, nous avons ajouté de nouvelles contributions illustrant les capacités du mouvement syndical et plus généralement du mouvement social à opposer ses propres instruments d'autodéfense sanitaire – et donc sociale – et à proposer des esquisses d'alternative à la gestion capitaliste de la crise et de la société.

De même, l'actualisation de l'éphéméride sociale de la pandémie montre comment, sur l'ensemble des cinq continents, les salarié·es et les exclu·es résistent au quotidien aux attaques patronales et étatiques qui préparent une « sortie de crise » en imposant leurs propres conditions pour la reprise du travail. Patrons et États la veulent la plus rapide possible, sans prendre en compte les nécessités sanitaires dont ils n'ont que faire. Au fil des informations venues des quatre coins de la planète, nous voyons s'organiser une résistance sociale mondiale à cette « normalisation » inhumaine.

La lutte des classes ne connaît pas le confinement !

www.syllepse.net

ÉDITIONS SYLLEPSE
2e édition, 7 avril 2020
ISBN : 978-2-84950-851-0
Iconographie : DR

SOMMAIRE

ANTIDOTES

30 mars 2020, 13e jour 2

6 avril 2020, 21e jour 2

Le jour d'après a déjà débuté 5

Une épidémie prévisible 13

Addendum du 6 avril 18

ÉDITION DU 6 AVRIL

Les choix industriels amplifient la catastrophe sociale. Contribution au débat pour le «plus jamais ça» 21

TÉMOIGNAGES

ÉDITION DU 30 MARS

Journal symptomatique de ma maladie et de l'impéritie d'un gouvernement coupable 27

ÉDITION DU 6 AVRIL

Envie de dire… 33

ÉPHÉMÉRIDE

ÉDITION DU 30 MARS

Éphéméride sociale d'une pandémie (3 mars-29 mars) 37

ÉDITION DU 6 AVRIL

Éphéméride sociale d'une pandémie (30 mars-5 avril) 65

DOCUMENTS

ÉDITION DU 30 MARS

Suisse. «Il faut arrêter toutes les activités de production et de service qui ne sont pas socialement nécessaires et urgentes!» 83

International. Solidarité avec les travailleurs et travailleuses contraint·es de risquer leur vie pour les profits de quelques-uns! 84

États-Unis. «Le gouvernement fédéral a choisi de ne pas être responsable» 85

Mexique. Alerte rouge au Chiapas 89

Monde. Huit thèses sur le coronavirus 91

France. Covid-19 : pour une socialisation de l'appareil sanitaire 93

Chine. Les travailleuses en première ligne dans la lutte contre le coronavirus 96
Chine. Les mobilisations collectives redémarrent de plus belle avec la reprise du travail 98
France. Renforcer l'entraide et l'auto-organisation 100

ÉDITION DU 6 AVRIL

Argentine. Masques et coopératives : quand l'autogestion agit contre la pandémie 103
Pakistan. Une stratégie de gauche contre le coronavirus 105
Chine. Les syndicats aux prises avec la crise du Covid-19 107
États-Unis. Que faire si le Covid-19 arrive sur votre lieu de travail ? 110
Inde. Sur la nécessité d'alternatives créatives et à long terme 112

ÉDITION DU 6 AVRIL

LE VIRUS ET LA PESTE BRUNE 117

LIENS 120

IMAGES 124

LE JOUR D'APRÈS A DÉJÀ DÉBUTÉ

PATRICK SILBERSTEIN

> «Août 1940 : alors que la Luftwaffe écrasait Londres sous les bombes, les politiciens bourgeois britanniques eurent beaucoup de réticences à ouvrir le métro pour que la population puisse s'y réfugier. Il fallut l'intervention de la gauche – peu importe laquelle – pour qu'ils cèdent à ce besoin élémentaire. Par intervention, il faut entendre des prises de position, mais aussi des actions directes et une mobilisation. À ce moment particulier, l'Angleterre impériale – qui ne savait plus à quel saint se vouer – fut contrainte de céder à la pression populaire et à demander l'"aide" de son prolétariat pour faire face aux bombes et à l'hypothèse d'une invasion nazie», Peter Tatchell, *Democratic Defense,* Londres, Heretic Books, 1985[1].

> «Nous venons de subir une incroyable défaite. À qui la faute ? [...] À tout le monde, en somme, sauf à eux [nos généraux]. Quoi que l'on pense des causes profondes du désastre, la cause directe – qui demandera elle-même à être expliquée – fut l'incapacité du commandement», Marc Bloch, *L'Étrange Défaite,* Paris, Folio, 1992.

Si ces deux citations placées en exergue peuvent sembler anachroniques, voire déplacées, elles ouvrent, me semble-t-il, parfaitement à la compréhension de la situation dans laquelle nous a plongés le Covid-19[2] et à celle de la démarche éditoriale qui a conduit les éditions Syllepse à publier ce recueil.

On peut spéculer et gloser sur les causes des atermoiements du pouvoir macroniste devant le déferlement de l'épidémie : «Sous-estimation des risques, mépris des expériences étrangères, *habitus* managérial néolibéral, court-termisme politicien, incompétence, etc.[3]» Il est certain qu'il est tout à fait nécessaire de se préparer à exercer notre devoir d'inventaire : d'abord pour demander des comptes aux responsables de cette «étrange défaite» et ensuite pour les renvoyer[4]. Cependant, notre choix éditorial n'est pas celui de revenir sur les «négligences» gouvernementales ni sur la destruction de la santé publique menée avec persévérance – de nombreuses publications s'en font l'écho depuis très longtemps. Nous avons choisi un autre éclairage : montrer les mille et une façons dont le mouvement social, dans sa diversité, en France et dans le monde, réagit pour faire face à la fois au virus, aux carences majeures de l'État et des fondés de pouvoir du capitalisme, au patronat, en construisant des solidarités et des réponses faisant la démonstration pratique de la nocivité des politiques néolibérales et de la possibilité d'une autre gestion de la société[5].

---

1. Traduction partielle : «L'armée des hommes libres», www.syllepse.net.
2. Voir Gérard Chaouat, «Une épidémie prévisible», page 13 et Daniel Tanuro, «Huit thèses sur le Covid-19», p. 55 du présent ouvrage.
3. Philippe Batifoulier, Nicolas Da Silva, Mehrdad Vahabi, «Comment gérer une économie de guerre ? Quelle union sacrée ?», *Europe solidaires sans frontières,* 19 mars 2020, www.europe-solidaire.org.
4. Lire, parmi d'autres, la très forte tribune de Claude Baniam, psychologue à l'hôpital de Mulhouse : «J'ai la rage», *Libération*, 24 mars 2020.
5. Nous avons fait ce choix en nous souvenant de l'injonction insolente de la 11e thèse sur Feuerbach que le jeune Marx clamait en 1845 : «Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer», Karl Marx, *Œuvres,*

Plus rien ne sera comme avant, nous dit-on. Mais nous connaissons la formule de Giuseppe Tomasi di Lampedusa dans *Le Guépard,* «pour que tout reste comme avant, il faut que tout change[6]». Pris de court, secoués, désarçonnés, inquiets, coupables d'incurie – pour ne pas dire pire –, les fondés de pouvoir sont prêts à tout pour sauvegarder l'essentiel. Ils annoncent, la main sur le cœur, un changement de politique : de possibles «nationalisations» – qui ne sont plus un tabou pour le Medef, surtout à l'heure de socialiser pertes et faillites –, des «plans de relance», des «investissements massifs» des «primes», des «efforts partagés» (entre qui et qui ?), un «nouveau pacte social». Leur «modèle» va sortir affaibli de cette épreuve et les plus lucides comparent l'intensité de la crise à venir à celle de 1929. Les ordonnances antisociales sur la durée et les conditions de travail prises récemment ne se sont que les prémices d'une offensive plus globale à venir contre le monde du travail et les opprimé·es. En France et à l'échelle mondiale, la restauration des taux de profit sera violente. Il faut évidemment se mobiliser contre ces coups de bâton en organisant la résistance dès maintenant et leur opposer un *autre* plan, un contre-plan de sortie de crise. Si un autre monde est possible, et il l'est, c'est souvent dans les moments de crise majeure que, lové dans les pores de la société, il émerge au grand jour[7].

BAS LES MASQUES

Il y a quelques mois, avant que ne s'engage la bataille pour la défense des retraites, dans la lutte sur la question des urgences et des moyens de l'hôpital public, certains collectifs de défense se disaient prêts à élaborer le budget de l'hôpital[8]. Revendiquer l'élaboration du budget, c'est d'une certaine manière revendiquer le pouvoir. Quelque part, il s'agissait de revendiquer le pouvoir pour les citoyen·nes et le personnel hospitalier le droit d'évaluer les besoins et d'organiser la distribution des soins et la gestion des ressources.

La crise du système de santé n'a évidemment pas disparu avec la crise sanitaire. Bien au contraire. Non parce que le gouvernement ne fait rien, mais parce que ce qu'il fait est tardif, peu cohérent, faible et peu intelligible. Une raison à cela : ce gouvernement porte (avec ses prédécesseurs) la responsabilité de la dégradation des moyens que la société aurait pu se donner pour parer à une telle éventualité – prévisible depuis des années – parce que ses décisions butent systématiquement sur le «mur de l'argent». La crise sanitaire est liée à l'organisation capitaliste de la société et en particulier de la santé publique[9].

À la télévision, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a découvert «avec stupeur» que la

t. 3, *Philosophie,* Paris, La Pléiade, 1982, p. 1033.

6. Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*, Paris, Le Seuil 2006. On peut voir la séquence du film éponyme de Luchino Visconti sur www.allocine.

7. « À chaque crise politique et sociale se développent des pratiques d'autonomie et d'auto-organisation dont les contenus et les formes sont suscités par les rapports sociaux capitalistes en pleine transformation ; contenus et formes qui peuvent dans un second temps, et en général très vite, entrer en opposition avec la logique capitaliste qui a provoqué leur apparition, et devenir alors des points d'appui pour une lutte anticapitaliste », Lucien Collonges, « Demain est déjà commencé », *Encyclopédie internationale de l'autogestion,* t. 4, Paris, Syllepse, p. 1466, www.syllepse.net/autogestion-l-encyclopedie-internationale.

8. Fin 2019, le Dr Sylvie Faye-Pastor expliquait : « Ce qui se passe dans les hôpitaux est inédit. Il existe plusieurs collectifs, le collectif inter-urgence, le collectif des infirmiers de bloc, le collectif inter-hôpitaux […]. Ils veulent des effectifs, des lits et une revalorisation des métiers. Ils demandent de faire remonter les besoins par service. La motion du collectif inter-hôpitaux est très intéressante. Elle commence par "Nous soussignés"… Et cela va des chefs de service jusqu'aux agents de service hospitaliers en passant par les secrétaires, les infirmiers, etc. c'est la première fois que je vois un tel front se créer. Il y a des pistes d'organisation, ils disent qu'ils sont prêts à élaborer le budget avec l'administration, service par service. […] Ces collectifs sont en relation avec les collectifs d'usagers : 300 000 signatures pour la défense de l'hôpital public. Continue-t-on à raisonner dans le cadre du capitalisme qui actuellement fait mourir les gens ? Ou raisonne-t-on hors-cadre ? », *Cerises, la coopérative*.

9. Est-il besoin de rappeler, dans le désordre, Seveso, Fukushima, Tchernobyl, l'amiante, la « vache folle », le diesel, AZF, Médiator, Lubrizol et bien d'autres « accidents » industriels ?

pénurie de masques et de gel hydroalcoolique se traduisait par une hausse des prix. Il a fait l'étonné et les gros yeux et annoncé l'encadrement des prix avant de décréter la réquisition – tardive – des faibles stocks de masques[10]. Cette pénurie et cette spéculation ne seraient donc pas le produit d'un système, mais une sorte de catastrophe naturelle, un peu comme les invasions de sauterelles…

À peu près au même moment, la multinationale pharmaceutique française Sanofi, qui fabrique en Chine son paracétamol[11], envisageait une restructuration de la production en la rapatriant en partie. On découvre donc – y compris dans les sphères dominantes – que la mondialisation capitaliste avec son lot de délocalisations des productions de première nécessité peut poser quelques problèmes, pour l'essentiel d'ailleurs en termes de profitabilité.

Le département de l'Oise a été l'un des premiers foyers de Covid-19. Sur la base aérienne de Creil[12], un cas avait été identifié au retour de la mission de rapatriement sanitaire française à Wuhan (s'il y a bien un lieu facile à confiner et à consigner, c'est bien une caserne). Pourquoi alors ne pas avoir pris la décision de confiner la ville de Creil, sachant que de nombreux trains – remplis de salarié·es, contaminables et potentiellement contaminant·es – font quotidiennement l'aller et retour entre l'Oise et Paris qui ne se trouve qu'à une soixantaine de kilomètres ?

On ne compte plus les virologues, les épidémiologistes, les chercheur·euses ou les responsables de services hospitaliers qui expliquent que si « nous n'étions pas prêts » c'est parce que les lignes budgétaires de la santé publique et de la recherche ont été *délibérément* réduites[13]. Implicitement ou explicitement, les choses sont dites : les politiques menées ont créé la situation et la stratégie sanitaire adoptée par le gouvernement n'est finalement que l'accommodement à la pauvreté des moyens qu'*ils* – ceux et celles qui nous gouvernent – ont eux-mêmes organisée[14] : le manque de lits de réanimation[15], le manque de masques, le manque de matériels pour faire les tests[16], le manque de structures hospitalières, le manque de courage politique devant la nécessité du confinement total,

10. Le décret de réquisition des stocks et des productions de masques date du 3 mars. Créé en 2007, l'EPRUS (Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires), qui a géré un temps les stocks nationaux de produits de santé était cofinancé à la fois par l'impôt et l'assurance-maladie (les cotisations sociales), a vu ses moyens divisés par dix en dix ans. Il a même été décidé de ne pas renouveler des stocks au profit d'une distribution dans le commerce et les pharmacies. Chaque établissement hospitalier, par ailleurs soumis à une austérité budgétaire et à une logique comptable, doit désormais constituer ses propres stocks. Voir Sophie Chapelle, « Pénurie de masques face au Covid-19 : la faillite des gouvernements successifs dans la gestion des stocks », *Bastamag*, 19 mars 2020, www.bastamag.net.

11. Il faut savoir que 80 % des principes actifs des médicaments sont fabriqués en Chine et en Inde, contre 20 % il y a trente ans. C'est évidemment l'« occasion » de repenser une décentralisation-relocalisation mondiale de la fabrication des médicaments.

12. Base sur laquelle se trouvent 2 500 personnes dont 800 employé·es civil·es.

13. Bruno Canard, directeur de recherche CNRS à Aix-Marseille : « Comment anticiper le comportement d'un virus que l'on ne connaît pas ? Eh bien, simplement en étudiant l'ensemble des virus connus pour disposer de connaissances transposables aux nouveaux virus, notamment sur leur mode de réplication. Cette recherche est incertaine, les résultats non planifiables, et elle prend beaucoup de temps, d'énergie, de patience. C'est une recherche fondamentale patiemment validée, sur des programmes de long terme, qui peuvent éventuellement avoir des débouchés thérapeutiques. Elle est aussi indépendante : c'est le meilleur vaccin contre un scandale Mediator-bis. […] Mais, en recherche virale, en Europe comme en France, la tendance est plutôt à mettre le paquet en cas d'épidémie et, ensuite, on oublie. […] L'Europe s'est désengagée de ces grands projets d'anticipation. […] Désormais, quand un virus émerge, on demande aux chercheur·euses de se mobiliser en urgence et de trouver une solution pour le lendemain. […] La science ne marche pas dans l'urgence et la réponse immédiate. Avec mon équipe, nous avons continué à travailler sur les coronavirus, mais avec des financements maigres et dans des conditions de travail que l'on a vu peu à peu se dégrader », « J'ai pensé que vous avions momentanément perdu la partie », *Academia,* 12 mars 2020, https://academia.

14. Il va de soi que la paupérisation voulue et organisée du secteur public se faisait en transférant les « créneaux » profitables au secteur privé, notamment hospitalier et assurantiel.

15. La France compte moins d'un lit de réanimation pour 10 000 habitants alors que l'Allemagne en compte plus de trois (source : Fédération des mutuelles de France).

16. « L'identification plus systématique des sujets porteurs pourrait contribuer significativement à l'écrasement ou l'étirement du pic épidémique », *Le Quotidien du médecin*, 23 mars 2020.

c'est-à-dire l'interruption complète de l'activité des entreprises, des transports et des services non indispensables[17]…

On pourrait établir un inventaire à la Prévert de l'incurie des pouvoirs dits publics. Non pas que la réponse à la situation soit simple et univoque. Évidemment ! Mais ce qui est clair, c'est que la gestion capitaliste et la santé publique ne font pas bon ménage et que de débat intellectuel cette antinomie est désormais passée sur la place publique. Une telle crise sanitaire appelle donc, me semble-t-il, à la fois des mesures de pouvoir – comme le confinement, l'arrêt du trafic commercial[18] et des activités non essentielles[19] – et une prise en charge démocratique.

Le gouvernement des capitalistes, les destructeurs du service public, les technocrates et les adeptes des mesures liberticides doivent se voir opposer une autre logique. Celle de la construction de la Sécurité sociale, de l'hôpital public et de la recherche publique que les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de freiner, de détourner, de démanteler ; sans oublier les alternatives qui ont été produites et expérimentées par le mouvement social[20].

FAISONS BLOC MAIS SANS EUX : PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN

Il est donc nécessaire de dire et de mettre en œuvre des choses concrètes et qui soient aussi porteuses d'alternatives. C'est précisément dans des moments comme celui que nous vivons actuellement que le mouvement social et les forces avec lesquelles il peut s'allier doivent réaffirmer leur capacité et leur disponibilité à « gérer » une telle crise autrement et mieux que le pouvoir[21].

Après les Gilets jaunes et le mouvement sur les retraites, la pandémie a ouvert un nouveau front de crise politique. Il est nécessaire de mettre en avant une politique indépendante, alors même que la crise ouverte par la pandémie met à nu les responsabilités de la mondialisation capitaliste et l'irresponsabilité de ses fondés de pouvoir.

C'est le moment de sortir notre arsenal programmatique et de revenir notamment sur la question des services publics : c'est le moment d'en redéfinir les contours et les fonctionnements et aussi d'y intégrer des fonctions bien plus larges que la liste datant des lendemains de la Deuxième Guerre mondiale. C'est le moment de mettre en avant, par exemple, la socialisation des entreprises liées à la santé, l'expropriation des trusts pharmaceutiques, la fin des brevets et la mise en place d'un office public du médicament qui réoriente la recherche et la production[22] et, bien entendu, le

17. Géraldine Delacroix et Rozenn Le Saint, « Épidémie : derrière l'absence de dépistage massif au Covid-19, la réalité d'une pénurie », Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament, 21 mars 2020, http://europe-solidaire.org/spip.php?article52533.

18. En d'autres temps, pour filer à nouveau la métaphore guerrière, pendant la guerre d'Indochine les dockers marseillais avaient refusé de travailler sur les navires militaires. Leurs homologues australiens en avaient fait de même à deux reprises : pendant la guerre d'indépendance indonésienne et pendant la guerre du Vietnam. Les organisations syndicales ont donc la possibilité de faire cesser les activités non essentielles et en tout cas celle d'en dresser la liste.

19. Des intersyndicales locales et départementales élargiesà toutes les expressions du mouvement social pourraient dresser la liste des activités indispensables et celles des entreprises qui devraient cesser toute activité.

20. Voir notamment *Les Utopiques*, « Pour une protection sociale du 21e siècle », n° 12, hiver 2019-2020, www.syllepse.net/pour-une-securite-sociale ; ainsi que pour les années 1970, la revue *Fracture, santé, critique-pratique-autogestion*.

21. « Ainsi peut s'élaborer, en pratique et en théorie, l'hégémonie des producteur·trices, c'est-à-dire leur capacité, reconnue par des secteurs majoritaires de la société, à faire triompher le bien public, à réorganiser la société de manière à prendre en compte les intérêts de toutes et de tous et non plus ceux d'une minorité exploiteuse. L'hégémonie est indispensable pour que la transformation anticapitaliste ne retombe pas dans une gestion corporatiste de la société où un nouveau groupe social s'érige en groupe dominant et fait passer ses intérêts avant ceux de la société. Le programme de transition doit se fixer parmi ses objectifs la constitution d'une conscience et d'une culture hégémoniques, au sens gramscien, parmi les salariés », *Encyclopédie internationale de l'autogestion, op. cit.*, p. 1470, www.syllepse.net/autogestion-l-encyclopedie-internationale.

22. Les salarié·es de Sanofi ont émis des propositions sur les conditions d'une production socialement utile. Voir Danielle Montel, Danielle Sanchez, Daniel Vergnaud, Thierry Bodin, *Sanofi Big Pharma : l'urgence de la maîtrise sociale,* Paris, Syllepse, 2013, syllepse.net/sanofi-big-pharma. Déjà en 1979, en Grande-Bretagne, celles et ceux de la Lucas Aerospace avaient élaboré un « plan de reconversion industrielle » d'une entreprise d'armement vers des productions socialement utiles dont des équipements médicaux, Jean-Pierre Hardy,

rétablissement des postes de travail supprimés dans l'hôpital public, ainsi qu'un plan d'investissement hospitalier et de santé publique démocratiquement élaboré[23], etc.

> C'est le moment de demander, par exemple, la réquisition des entreprises de santé, le contrôle sur les stocks et la distribution des masques, la mise en place d'un office public du médicament, le rétablissement des postes de travail supprimés dans les hôpitaux publics, etc. La situation actuelle amène à poser le plus fort possible ces questions : et si c'étaient les premiers et premières concernées qui discutaient, préparaient et décidaient les budgets des hôpitaux ? De la recherche ? En réalité, de tous les secteurs utiles à la vie sociale[24] ?
>
> Il faut réquisitionner toutes les entreprises pouvant être utiles à la fabrication de matériel médical utile dans la lutte contre le Covid-19 et, si c'est nécessaire, réorienter la production vers la fabrication de matériel médical et ce en concertation avec les délégué·es syndicaux·les[25].

ON NE PEUT S'EN REMETTRE AUX MESURES PRISES PAR LES PATRONS ET L'ÉTAT

C'est aussi, évidemment, le moment de se battre bec et ongles pour imposer des mesures d'accompagnement liées aux mesures de confinement et de prévention et de résister aux aspects antisociaux de l'urgence sanitaire adoptée par le Parlement[26] : prise en charge systématique des salarié·es contaminé·es en accident de travail ; indemnisation à 100 % en cas de chômage partiel ; prise en charge à 100 % des arrêts de travail pour la garde des enfants ; droit de retrait permettant la réorganisation des activités et l'obtention des moyens de précaution[27] ; organisation par les intéressé·es (CHSCT/CSE, délégué·es syndicaux·ales, etc.) sur les lieux de travail des mesures barrières à prendre ; contrôle par les instances représentatives du personnel, les intersyndicales, etc. du respect des dispositions du Code du travail qui « impose à l'employeur de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la protection de la santé de son personnel[28] ».

Il semble tout à fait utile que se développe une communication indépendante par les instances représentatives du personnel sur les mesures prises, sur la situation épidémique, sur les décisions patronales et gouvernementales.

Ainsi, le syndicat SUD-Solidaires du nettoyage de Toulouse a-t-il publié à destination des équipes syndicales et des élu·es une « Note » intitulée « Épidémie, entreprise et actions syndicales ». Sur quatre pages, il est rappelé le « risque », les « mesures de protection individuelles », les « mesures de protection

---

« Lucas Aerospace : contre-plans ouvriers alternatifs », https://autogestion.asso.fr/lucas-aerospace. Selon Mike Davis, « Sur les 18 plus grandes entreprises pharmaceutiques, 15 ont totalement abandonné le domaine [de la recherche] contre les infections hospitalières (nosocomiales), les maladies émergentes (dengue, fièvre jaune, fièvre de Lassa, etc.) et les maladies tropicales mortelles (paludisme, filariose, bilharziose, maladie de Chagas, etc.). Un vaccin universel contre la grippe – c'est-à-dire un vaccin qui cible l'enveloppe virale – est une possibilité depuis des décennies mais n'a jamais été une priorité rentable », « Le monstre frappe enfin à nos portes », *À l'encontre,* 14 mars 2020, http://alencontre.org.

23. Peut-on imaginer que le refinancement annoncé de l'hôpital public le soit de manière démocratique à partir des besoins locaux évalués et discutés au plus près des personnels de santé et d'assemblées locales ? Peut-on imaginer que ce soit l'occasion de discuter démocratiquement de l'organisation de la distribution des soins, de la formation et des embauches ? Peut-on imaginer que l'on se saisisse de cette situation pour mettre en avant une autre forme de démocratie ?

24. Réseau syndical international de solidarité et de lutte, « Défendons-nous contre le coronavirus, mais pas seulement… », 18 mars 2020, www.laboursolidarity.org.

25. Union syndicale Sud-Industrie, « Des réquisitions-socialisations ! Chiche ! Pas pour seulement sauver le patrimoine industriel, mais pour sauver des vies ! », 24 mars 2020, https://solidaires.org.

26. Voir Richard Abauzit, « Loi d'urgence sanitaire et droit du travail », *Mediapart*, 23 mars 2020 ; Union syndicale Solidaires, « Urgences, responsabilités et droits », https://solidaires.org/Urgences-responsabilites-et-droits.

27. Par exemple, il aura fallu des « droits de retrait » pour que certaines directions d'entreprise ou d'institutions étatiques fournissent du matériel de protection.

28. Il y a, c'est évident, beaucoup d'autres mesures à mettre en œuvre et à revendiquer. Ce n'est pas le lieu de les détailler ici et d'autres le font plus adéquatement.

collectives», les dispositions en matière d'arrêt de travail et leurs limites, le «droit de retrait». Le document rappelle également le rôle des élu·es du CSE-CHSCT, les modalités du déclenchement du «droit d'alerte», le rôle du CSE dans la «planification des congés», et les actions possibles en matière de prises de mesures collectives. Sans oublier, bien entendu, la «défense du droit de circulation syndicale sur les chantiers».

Aux États-Unis, la Pennsylvania Association of Staff Nurses and Allied Professionals, qui représente 8 500 infirmières et travailleur·euses de la santé en Pennsylvanie, a publié un bulletin sur la façon dont les hôpitaux sont préparés pour gérer l'épidémie : ont-ils des fournitures de protection adéquates pour le personnel ? Une unité isolée pour les malades Covid-19 ? Une tente de triage extérieure ? Une dotation en personnel adéquate ? Une politique de quarantaine pour le personnel ? Le syndicat a interrogé ses membres qui ont ainsi évalué la préparation de leur lieu de travail par un système de notation «bon», «équitable» et «non adéquat»[29].

Une autre question se pose : le sort qui sera réservé aux salarié·es et aux entreprises qui vont mettre la clé sous la porte à l'issue de l'épidémie. La réponse en termes de réquisition, de socialisation[30], de municipalisation, de reconversion à la fois écologique, sanitaire et économique, de coopératives, etc. va être plus que jamais à l'ordre du jour. La question ne se pose d'ailleurs pas uniquement pour celles qui vont fermer mais également pour celles qui ont déjà été liquidées.

Ainsi, alors qu'à la fin 2018, la multinationale états-unienne Honeywell avait fermé son site de Plaintel (Côtes-d'Armor) qui fabriquait des masques et des vêtements de protection sanitaires, l'Union syndicale Solidaires propose aujourd'hui que le site industriel soit recréé en urgence sous un statut d'établissement public industriel et commercial (ce qui peut être considéré comme un service public) ou sous la forme d'une Scop :

> Le personnel compétent et disponible existe et ne demande que cela. De l'argent, il y en a. La Banque centrale européenne vient de débloquer 750 milliards […]. Que cet argent soit mis en priorité au service de l'urgence sanitaire et de l'intérêt général, plutôt que de laisser aux seules banques privées le privilège de le prêter ou pas[31].

De leur côté, les salarié·es de Luxfer (Puy-de-Dôme), une entreprise fermée en mai 2019 qui fabriquait 100 000 bouteilles d'oxygène médical par an, demandent sa réouverture. En février dernier, le ministère du travail avait validé la fermeture de Luxfer et le projet de reprise en Scop par les salarié·es avait été refusé par le tribunal de commerce. Selon Axel Peronczyk, délégué syndical CGT, «si on revenait à prendre nous-mêmes une société comme celle-là avec un peu d'investissement, on pourrait prétendre à les concurrencer et c'est ce qu'ils ne veulent surtout pas. Là on est capables de développer cette entreprise et de créer de l'emploi, et on nous dit non. […] En France, les hôpitaux ont un système de raccordement sur des grandes cuves : nos bouteilles sont utilisées quand il y a un surplus de malades et que ce raccordement n'est plus possible, quand on les déplace et dans le cadre d'oxygénothérapie : pour pallier aux séquelles pulmonaires». Les salarié·es réuni·es en association affirment en pleine crise sanitaire vouloir «reprendre le contrôle des biens et services vitaux de l'usine pour le pays» et la CGT «demande la nationalisation de cette usine dont les ouvriers sont sur le pied de guerre pour reprendre la production[32]».

---

29. Voir «Le gouvernement fédéral a choisi de ne pas être responsable», page 49 du présent ouvrage.
30. Les firmes privées, comme Amazon qui, grâce aux nouvelles technologies, ont profité et encouragé le démantèlement des services publics postaux, et dont on a vu qu'elles «rendaient service», en nuisant aux librairies, par exemple, doivent être expropriées et transformées en établissements publics, avec un changement de statut et des conditions de travail et de salaires.
31. Union syndicale Solidaires des Côtes-d'Armor, «Que se cache-t-il derrière la fermeture de l'usine Honeywell de Plaintel ? Un scandale d'État !», 26 mars 2020, www.solidaires.org.
32. Il faut sans aucun doute prendre quelque distance avec la notion de «nationalisation» telle qu'elle a été pratiquée (1945, 1981) en en précisant les contours. Il s'agit à la lumière des expériences du passé de poser plusieurs questions : celles de l'«expropriation» des

QUOI QU'IL EN COÛTE

La question qui nous est posée est donc la suivante : devons-nous nous adapter passivement aux décisions des États ? La réponse est non, bien sûr. Il faut répondre au mieux à la crise sanitaire en mobilisant les savoir-faire et les capacités d'initiatives et agir dans la crise sanitaire, sociale, écologique, économique, politique et institutionnelle en faisant la démonstration que la santé publique est une question trop importante pour être laissée aux mains des néolibéraux. Certaines forces ont d'ores et déjà mis en œuvre cette défiance pratique en occupant les vides. J'en citerai trois exemples, lyonnais, italien et catalan :

> Pour une autre partie de la population, c'est un encouragement à prendre des « micro-initiatives », individuelles et collectives pour une solidarité de voisinage, de quartier, de village… et sur les réseaux sociaux. Avec des initiatives du même type dans les entreprises ou autour si un lien syndicats/associations se réalise (passer des applaudissements à l'aide concrète des personnels hospitaliers, des aides à domicile, des soutiens aux sans-abri et aux migrants). Sans parler du potentiel de développement d'un syndicalisme à la fois de « terrain » et d'alternatives (que produire – et ne pas produire) pour servir l'intérêt général et comment se protéger[33].
>
> En Italie, nous avons l'habitude de faire de la politique à partir de la vie quotidienne. Nous construisons autour des espaces politiques et de vie (que nous avons d'ailleurs dû fermer), autour des solidarités concrètes et aussi de formes de mutualisme, par contre il faut le dire toute une série de questions qui se posent à nous sont des questions liées au droit du travail. […] Le premier réseau qu'on a activé, c'est un réseau pour faire des courses, c'était le plus simple, en respectant toutes les précautions sanitaires. On organise aussi des baby-sittings pour les familles dont les parents continuent de travailler, mais c'est moins simple car on ne peut pas complètement respecter les distances et donc on trouve moins de gens pour le faire. Pourtant, il y a des financements d'État pour le baby-sitting. Nous faisons aussi tout un réseau avec les petits agriculteurs pour soutenir leur production, car il y a encore en plus en ce moment un monopole de la grande distribution. Des camarades qui sont psy en lien avec l'université de Milan ont organisé des lignes téléphoniques de soutien. On a aussi fabriqué du gel hydroalcoolique avec la formule de l'OMS[34].
>
> Vu l'incompétence des administrations publiques pour protéger les travailleur·euses du secteur de la santé, la CGT de Catalogne a passé une première commande de plus de 10 000 masques FFP2 (qui protègent des infections) à un fournisseur homologué par le gouvernement de Chine. Le coût total de cette commande sera couvert par les 16 000 euros apportés par plusieurs fonds de la CGT de Catalogne. Les masques seront livrés à des hôpitaux publics et aux travailleur·euses du transport sanitaire des ambulances, et notamment à l'hôpital de Igualada [premier foyer de l'infection en Catalogne et ville la plus touchée], dont la situation est critique. Le matériel sera reçu d'ici à cinq à sept jours à l'aéroport del Prat [Barcelone]. Outre cette première acquisition, nous préparons une deuxième commande pour la semaine prochaine avec l'apport de différentes fédérations, syndicats

---

profiteurs (de guerre ?), de la construction de nouveaux services publics, de l'« utilité sociale et écologique », de la « socialisation », de la gestion (autogestion), etc. La « nationalisation » ne peut se réduire au changement de propriétaire au profit des gouvernements et des pouvoirs dit publics. La colère contre « ceux qui nous dirigent » et contre le mode de gestion de la société et les propositions exprimées entre autres par les Gilets jaunes ou par les collectifs de défense de l'hôpital public ne peuvent se réduire à des « nationalisations classiques », au demeurant acceptables, voire souhaitées, par certains éléments de la bourgeoisie. Si « nationalisations » il y a, elles doivent se traduire par de véritables pouvoirs sur les productions.

33. Armand Creus, « De la continuité démocratique au basculement dans l'état d'urgence (que) sanitaire ? », correspondance privée.

34. Marie Moïse, membre de Fuori Mercato, *Europe Solidaire sans frontières,* 19 mars 2020, www.europe-solidaire.

> et sections syndicales de la CGT de Catalogne. Ces contacts avec des hôpitaux en Chine et avec des fournisseurs nous viennent des campagnes de solidarité et d'envois effectués par des sections de la CGT en janvier en direction de ce pays d'Asie. Actuellement, nous sommes aussi en train de discuter des modalités des envois que veulent nous faire des hôpitaux chinois vers la Catalogne, de matériel, gratuitement, pour nous manifester leur solidarité. Les sections syndicales de la CGT continueront d'exiger la protection des travailleur·euses avec les équipements de protection individuelle dont ils ont besoin. Mais nous ne resterons pas les bras croisés face à l'incompétence ou l'avarice du secteur privé qui nous met des bâtons dans les roues à l'heure de protéger ceux qui sauvent des vies[35].

Je terminerai par une nouvelle référence militaire : à propos de la crise économique et de la tempête déclenchée par le Covid-19, on cite volontiers le général états-unien Douglas MacArthur qui déclarait : « Les batailles perdues se résument en deux mots : trop tard ! » Il ne s'agit évidemment nullement ici de catastrophisme, mais de redire qu'il est plus que temps que nous disions à la société que ses affaires ne peuvent être bien traitées que par elle-même. Pour cela, il nous faut articuler engagement direct dans la bataille sanitaire, alternative, contrôle et autogestion. La crise sanitaire (sans parler des autres) nous fournit, si je puis dire, l'occasion de faire une critique pratique du pouvoir capitaliste.

> Ce n'est pas par des arguments, mais par des actions, que les travailleurs ont prouvé que la production sur une grande échelle et en accord avec les exigences de la science moderne peut être exercée sans l'existence de la classe des maîtres [...] ; que les moyens du travail, pour porter fruit, n'ont pas besoin d'être monopolisés ni d'être détournés en moyens de domination et d'exploitation[36].

11-27 MARS 2020

35. Confederació General del Treball de Catalunya, 27 mars 2020, www.cgtcatalunya.cat, traduction Mariana Sanchez.
36. Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs, 1864.

UNE ÉPIDÉMIE PRÉVISIBLE

GÉRARD CHAOUAT

Le SRAS (SARS, Severe Acute Respiratory Syndrome CORona Virus) est un syndrome d'atteinte respiratoire grave, observé pour la première fois en 2002 avec SRAS-1, virus à ARN apparu en novembre 2002 en Chine dans le Guandong. L'alerte avait été chaude mais, *in fine,* sans rentrer dans les détails, il n'aurait infecté «que» 8 096 personnes dans environ 30 pays, ne causant «que» 774 décès, principalement en Asie. La contamination se faisait par voie respiratoire. Ce bilan est «faible» comparé, par exemple, aux virus grippaux H1N1, dont les plus connus sont la grippe espagnole – environ 50 millions de morts ! – et le variant H1N1 de 2009 (estimation 2012 : 280 000 morts). Cela «peut» expliquer au tout début un certain retard de perception de la gravité de la maladie.

La pathologie actuelle, de même que la contagiosité extrême, n'a rien à voir avec le SRAS ni avec le H1N1. Au 25 mars 2020 à 14 heures (on est obligé de dater les chiffres), on avait 416 916 cas *confirmés* dans le monde et 18 865 décès (Europe : 216 298 dont 69 176 en Italie ; France 25 233 cas et 1 331 décès). Ces chiffres sont sous-estimés, par exemple, en France où l'absence de dépistage systématique sous-estime le développement et où les morts dans les EHPAD et autres maisons de retraite ne sont pas comptabilisés comme tels.

SRAS-Coronavirus 2 est très souvent appelé Covid-19 (Corona Virus Disease est le nom de la maladie). C'est un nouveau virus de la famille des ribovirus (virus à ARN) appelés «corona» parce que leurs protéines d'attache ressemblent à des pics, ce qui en coupe donne un aspect rappelant une couronne. Il est officiellement apparu en Chine le 31 décembre 2019, date à laquelle a été signalé un nouveau virus causant une nouvelle variété de syndrome respiratoire aigu (SRAS, rappelons-le). Le signalement a été fait avec un certain retard ; aujourd'hui, la plupart des articles faisant remonter le «cas 0» au ou aux alentours du 8 décembre 2019. C'est donc un virus «émergent», comme ceux évoqués plus haut, et il n'est nul besoin d'imaginer un complot de l'armée US ou des laboratoires chinois, etc., comme certains le prétendent. En fait, l'isolement puis l'analyse extrêmement rapide du virus par les chercheurs chinois ont montré que le «nouveau virus» pour l'homme était présent depuis longtemps chez la chauve-souris puis chez le pangolin. La transmission vient plutôt de la chauve-souris. La séquence du génome l'a montré. L'analyse suggère une recombinaison entre un virus de la chauve-souris et un virus du pangolin. Des transmissions de ce genre sont connues : par exemple, pour Ebola et pour le sida, les complotistes s'étaient déjà déchaînés alors que les équipes de l'Institut Pasteur, notamment en France et au Cameroun, avaient démontré une présence antérieure chez le chimpanzé ou le singe vert. De telles transmissions sont historiquement prouvées (la «grippe espagnole», apparue en Chine dans la région de Canton, est partie du canard et est arrivée à l'homme *via* le porc). De tels phénomènes ne sont pas limités à la Chine (le fameux «virus chinois» de Trump). Tant Ebola que le sida ont une origine africaine. H1N1 a son origine au Mexique, probablement à Perote (Veracruz), dans l'élevage industriel de la Gloria.

UNE ÉPIDÉMIE PRÉVISIBLE ET DES RÉSEAUX D'ALERTE

La multiplication des épidémies et des pandémies à intervalles plus ou moins rapprochés est pour beaucoup d'écoscientifiques liée à la mondialisation. Les transports aériens nous transportent n'importe où en quelques heures là ou les galions mettaient plusieurs semaines ; les routes transforestières désenclavent des zones et des villages auparavant isolés – ce qui limitait la propagation. Ces deux phénomènes se surimposent à l'envahissement et à la destruction d'écosystèmes qui se développent à des fins de profit immédiat (plantations, bois, etc.). Cela provoque inévitablement une « confrontation » de l'homme à des virus avec lesquels il n'a eu aucun contact antérieur et donc pas d'immunité protectrice[1]. Le risque est similaire avec les marchés d'animaux vivants ou les élevages.

La survenue d'une nouvelle épidémie émergente était inévitable, d'où les réseaux d'alerte internationaux. Pouvait-on avoir une action préventive ? Si on prend l'exemple de la grippe, on « prévoit » les mutations à venir, de sorte que l'on vaccine chaque année contre l'épidémie qui va survenir. Cela n'exclut pas une mutation inattendue. Ça a été le cas du H1N1 (2009-2010), mais l'existence d'équipes en alerte continue sur le sujet a permis de produire très vite un vaccin et de vacciner en masse. Toutefois, la mortalité possible en Europe et aux États-Unis a été estimée de façon excessive, ce qui a nourri les soupçons de collusion entre OMS et industrie pharmaceutique pour écouler une surproduction vaccinale.

Pour les virus SRAS, c'est un peu le contraire et il est difficile de répondre oui à la question de la possibilité d'une action préventive dans la mesure où les travaux ont été arrêtés avant d'aboutir. La structure du virus étant connue et bien caractérisée, il était logique de chercher un « pan-vaccin » actif sur tous les virus SRAS connus ou à venir. Un des meilleurs spécialistes français, Bruno Canard, mérite d'être longuement cité :

> On venait alors de lancer de grands programmes de génomique structurale sur les virus pour essayer de ne pas être pris au dépourvu en cas d'émergence. La démarche est très simple : comment anticiper le comportement d'un virus que l'on ne connaît pas ? Eh bien, simplement en étudiant l'ensemble des virus connus pour disposer de connaissances transposables aux nouveaux virus. Un projet européen lancé à cette fin à l'époque a été suivi d'autres programmes. L'irruption du SRAS-CoV en 2003 a illustré la pertinence de cette démarche. Cela nous a conduits à décrire une première structure cristallographique dès 2004. [...] Je pense qu'énormément de temps a été perdu entre 2003 et aujourd'hui pour trouver des médicaments. En 2006, l'intérêt pour le SRAS-CoV avait disparu ; on ignorait s'il allait revenir. Nous avons alors eu du mal à financer nos recherches. L'Europe s'est dégagée de ces grands projets d'anticipation au nom de la satisfaction du contribuable. Désormais, quand un virus émerge, on demande aux chercheurs de se mobiliser en urgence et de trouver une solution pour le lendemain. Or, la science ne marche pas comme cela. Cela prend du temps et de la réflexion. [...] J'ai pensé à tous les projets ANR (Agence nationale de la recherche) que j'ai écrits, et qui n'ont pas été sélectionnés. J'ai pensé à ce projet ANR franco-allemand, qui n'a eu aucune critique négative, mais dont l'évaluation a tellement duré qu'on m'a dit de le redéposer tel quel un an après, et qu'on m'a finalement refusé faute de crédits[2].

FINANCEMENTS RÉDUITS ET RECHERCHES STOPPÉES

Les travaux sur des « pan-vaccins » ont donc cessé faute de financements. On retrouve ici le

1. L'exemple historique est la variole introduite en Amérique du Sud par les Espagnols et qui la répandaient avec des couvertures contaminées, pratique, notons-le, qui se poursuivait parfois encore au siècle dernier en Amazonie.
2. Bruno Canard, « Face aux coronavirus, énormément de temps a été perdu pour trouver des médicaments », *lemonde.fr*, 29 février 2020.

problème de la subvention des recherches sur «appels d'offres» qui correspondent aux sujets «en pointe», «prioritaires», «susceptibles de débouchés importants»… On voit aussi ici le danger de la collusion public-privé. Ça prend du temps de rédiger des projets et de les soumettre pour ne pas survivre qu'avec de maigres projets sur crédits récurrents, le financement de base d'un laboratoire qui, en biologie représentait 80 à 90% de son financement, quand j'ai débuté dans la recherche. Ensuite, il faut attendre et, en France, les projets retenus par l'Agence nationale de la recherche ne sont qu'une fraction des projets soumis, et c'est la même chose au niveau européen[3].

Il faut rappeler que les crédits récurrents – hormis les grands instruments[4] et les programmes spatiaux – ont été rognés systématiquement d'année en année après Mitterrand, en dépit des promesses d'atteindre le niveau, défini par l'Europe, de 2% puis 3% du PIB[5]. Est venu aussi le temps des financements privés, de la fondation Arc pour la recherche sur le cancer, de la Ligue nationale contre le cancer, des legs à Pasteur ou à Curie, financement privé qui a reçu une nouvelle impulsion avec les téléthon et autres sidaction. Le slogan syndical «La recherche ne doit pas vivre de quêtes», reste d'actualité! Puis ce furent les fameux projets ANR (Agence nationale de la recherche). Au départ, caricature, il n'y avait que des appels à projets sur thèmes définis. Ils se sont rendu compte du ridicule et ont introduit 20 à 25% de «projets blancs», c'est-à-dire ne rentrant pas dans un cadre défini. Or, comme disaient les manifestants de «Sauver la recherche» sous François Fillon, «l'ampoule électrique n'a pas été inventée en faisant des programmes sur la prolongation de la vie et l'amélioration de la luminosité de la bougie». Quant aux postes statutaires, ils n'ont pas cessé de chuter. Le développement de la précarisation est très net en biologie.

Donc, avec une structure misant sur le long terme on aurait peut-être déjà un vaccin ou des traitements prêts… Ça, c'était parier sans certitudes sur l'avenir. Investir sur l'avenir, ce n'est pas toujours à fonds perdu et parfois oui.

LA STRATÉGIE DE LA PÉNURIE

Parlons des machines à amplification génique (PCR pour Polymerase Chain Reaction) qui permettent de détecter le virus. En avoir un nombre apparemment surdimensionné aurait *en fait* permis une stratégie à la coréenne ou à la taïwanaise, à savoir un dépistage à grande échelle. C'est ce que Jean-François Delfraissy[6] a implicitement reconnu en déclarant que la stratégie actuelle était due à l'absence de machines en nombre suffisant. Ça a irrité Macron… C'est comme la pénurie de masques: ils ne s'usent que si l'on s'en sert…

Alors, bon, comme dit Bruno Canard, des chercheurs vont être mobilisés en urgence sur un *crash program*… Trop peu, trop tard! Comme promettre des millions à la recherche pour dans… cinq ans ou un chiffre indéterminé pour les hôpitaux.

On n'a *aucun* traitement antirétroviral. On en est réduit à la ventilation, aux antibiotiques pour les cas graves comme légers et au Doliprane. Une grande variété de traitements ont été essayés en Chine, y compris contre le Covid-19 pédiatrique, comme le lopinavir ou la fameuse chloroquine. Un article détaille la procédure «Four-Anti and Two-Balance strategy included antivirus, anti-shock, anti-hyoxemia, anti-secondary infection, and maintaining of water, electrolyte and acid base balance

3. La loi innovation recherche permet de créer une start-up à côté de son laboratoire et dans certains cas, les start-up et les laboratoires pharmaceutiques deviennent de fait codirecteurs du laboratoire… public. Quant au crédit-impôt recherche, il a permis le don de milliards d'euros au privé sans retour vérifié, selon la Cour des comptes elle-même.
4. Par exemple, le synchrotron soleil, la participation au collisionneur du CERN ou les observatoires.
5. Actuellement, un labo Inserm – favorisé par rapport au CNRS – ne fonctionne qu'à 25-30% sur crédits récurrents.
6. Immunologiste, président du Comité consultatif national d'éthique en 2016. Il est nommé le 11 mars 2020 président du conseil scientifique auprès du gouvernement.

and microecological balance[7] ». Il est possible, mais pas prouvé, que certains autres antiviraux soient actifs, ainsi que la fameuse hydroxychloroquine. Au stade actuel, un essai européen et français est lancé sur plusieurs antiviraux comme le remdesivir, le kaleatra, l'interféron alpha, ainsi que sur l'hydroxychloroquine[8]. Puisqu'il faut consacrer du temps à ce produit, l'auteur assume la responsabilité de dire que tant la première étude chinoise que celle princeps de Didier Raoult ne sont pas statistiquement significatives en raison de la taille des échantillons et de divers biais méthodologiques. Une étude récente (6 mars 2020)[9] ne montre pas d'effet additionnel par rapport aux autres traitements (antiviraux/infectieux classiques) ; et en fait, pour un patient – mais *un*, ça ne veut pas dire grand-chose vu la taille du groupe – cela a aggravé le syndrome. D'autres études chinoises en cours de publication devraient donner la même chose mais il faut attendre. La non-significativité est confirmée sur France Inter par Philippe Klein, qui travaille à Wuhan depuis cinq ans où il a suivi *in situ* l'épidémie. Ce qui ne veut *pas* dire que ça ne marchera pas en Europe mieux qu'en Chine : c'est possible pour toute une série de raisons génétiques (HLA), environnementales, etc. Un test rigoureux est donc absolument nécessaire (les tests *in vitro* et chez la souris sont positifs). L'existence d'effets aggravants doit, elle aussi, être recherchée. Il est regrettable que la polémique actuelle retarde paradoxalement l'essai[10].

LE CONFINEMENT ET LES TESTS

En effet, c'est le traitement préventif et un confinement strict et de longue durée qui a permis en Chine de *localiser* et apparemment de juguler l'épidémie. Le tout au prix de mesures drastiques que l'on voit mal pouvoir être appliquées en France, particulièrement là où des familles entières vivent dans 20 m², voire moins… Avec un retard important – le premier cas chinois remonte à début décembre – et le maintien d'un grand banquet (!) le 19 janvier, les autorités provinciales du Hubei, sur injonction de Xi Jinping qui déclare la situation grave, ont bloqué Wuhan, Huanggang et Ezhou (22 millions d'habitants). Le 25 janvier, les autorités élargissaient la quarantaine à presque toute la province de Hubei (56 millions d'habitants) avec confinement strict dans les maisons (cela ira jusqu'à fermer /souder les serrures des appartements de contaminés…).

Mais il faut noter que la reprise du travail expose à présent à une deuxième vague, hors Hubei, dans les zones non infectées, Pékin et Shanghai, par exemple. Pour Benjamin Cowling, épidémiologiste à l'université de Hong Kong, « du fait que la majeure partie de la Chine n'a pas vraiment eu un nombre important d'infections au cours de la première vague, la population demeure très vulnérable et peut être touchée par une épidémie importante. Tôt ou tard, une seconde vague est inévitable. Totalement inévitable[11] ».

Cette stratégie n'est pas celle qui a été mise en place en Corée, où il a été choisi, dès la première

7. « Quatre thérapeutiques (antivirus, antichoc/stress, antihypoxie [ventilation/oxygène/intubation] et anti-infection surajoutée et deux maintiens [maintien des constantes ioniques et équilibre acide-base]) ». « Management of coronavirus disease-19 (Covid-19) : the Zhejiang experience », en chinois.
8. Il faut noter toutefois pour les prescriptions « sauvages » et les autoprescripteurs que selon l'étude même de Didier Raoult, il faut pour un effet optimal associer l'hydroxychloroquine à de l'azithromycine. C'est plus à ce médicament (mais sans exclure la chloroquine elle-même) que certains collègues pensent en premier pour les effets cardiaques. « Les antibiotiques de la famille des macrolides exposent à un risque de torsades de pointes. La prudence s'impose dans certaines situations : anomalie de l'électrocardiogramme appelée "allongement de l'intervalle QT", association avec d'autres médicaments susceptibles de donner des torsades de pointes, hypokaliémie, rythme cardiaque lent (bradycardie) ou irrégulier (arythmie cardiaque), insuffisance cardiaque » entre autres (fiche Teva).
9. Chen Jun et col., « A pilot study of hydroxychloroquine in treatment of patients with common coronavirus disease-19 (Covid-19) », *Journal of Zhejiang University*, 26 mars 2020.
10. *Libération,* 27 mars 2020.
11. Benjamin Cowling, interview au *The Globe and Mail.*

vague de contamination (7 755 cas au 11 mars), de pratiquer un très grand nombre de PCR[12] : les proches de toutes les personnes contaminées sont ainsi recherchées de façon systématique, avant de se voir «proposer» un test de dépistage. Les déplacements des malades avant qu'ils ne soient testés positifs sont reconstitués au travers des images de vidéosurveillance, de l'utilisation de leur carte bancaire ou du bornage de leur smartphone, puis rendus publics… On peut douter que ça «passe» en France, mais ce qui compte (comme à Taïwan, autre modèle), ce sont les tests (plus de 10 000 par jour) et plus de quarante cliniques ambulantes. Les foyers ont été isolés, et masques et gants diffusés massivement. Enfin, des désinfections ont lieu dans les bâtiments, les rues, etc.

Car la contamination se fait entre humains par des contacts avec des contaminés ou par les aérosols produits en respirant, que l'on soit symptomatique ou non. Le dépistage puis l'isolement des foyers sont cruciaux (Corée, Taïwan en sont les meilleurs exemples, mais aussi le Hubei) et ce sera forcément le cas en sortie de crise. Les mesures de protection aussi : les masques, en premier. Citons la Société française d'hygiène hospitalière : «Ne pas dépasser un maximum de quatre heures pour le port d'un même masque chirurgical antiprojection, huit heures pour le type FFP […], ne pas utiliser d'autres types d'écrans à la place des masques chirurgicaux (ex. masques en tissu, masques en papier, chiffons noués derrière la tête).» On en est loin… sachant que pour la très grande majorité des EHPAD, ce n'est pas *peu*, c'est *rien* pour le personnel, et *idem* pour beaucoup de médecins de ville. Quant aux blouses jetables en papier… Quant aux caissières (pour lesquelles les protections plastiques ont été tardives et souvent artisanales…), ou aux livreurs…

Rappelons aussi le rôle joué par les élections municipales du 15 mars, alors que, par exemple dans le 20e arrondissement de Paris, elles se sont tenues avec *deux* bouteilles de gel hydroalcoolique[13] par bureau de vote sans masques ni gants…

Certes, le gouvernement n'a pas forcément été «aidé» et il faut peut-être rappeler les déclarations de Didier Raoult : «Il y a trois Chinois qui meurent et ça fait une alerte mondiale, l'OMS s'en mêle, on en parle à la télévision et à la radio. Tout cela est fou, il n'y a plus aucune lucidité[14].»

> Ce virus n'est pas si méchant, ce n'est pas un meurtrier aveugle. Le taux de mortalité, estimé aujourd'hui aux environs de 2 % c'est-à-dire équivalent à celui de toutes les pneumonies virales présentes à l'hôpital, va probablement diminuer une fois que les cas qui n'ont pas donné de symptômes seront pris en compte. Sans être devin, je doute que le virus chinois fasse augmenter de manière très significative, chez nous tout au moins, les décès par pneumonie. Mais on ne peut pas ne pas tenir compte de l'état de notre société, très émotive. À l'heure de l'hyper-réactivité des réseaux sociaux, les responsables politiques ont peur de ne pas en faire assez, alors ils en font parfois trop[15].

Dès janvier, les informations étaient suffisantes pour mettre en œuvre des décisions urgentes. Il fallait vérifier les stocks de masques, de blouses, de gants, de gel, commander des appareils PCR et de la Taq polymérase (produit nécessaire à la pratique de la PCR) et relancer la production de respirateurs. Il fallait alerter toutes les structures les plus à risques, les doter des moyens pratiques pour faire face à cette possible épidémie.

Si nous disposions de médicaments à l'efficacité démontrée, il serait possible d'appliquer

12. On a pratiqué en Corée du Sud 220 000 tests au 11 mars dans 500 cliniques dont 40 ambulantes. Ce dispositif a été mis en place à titre préventif après l'épidémie de MERS (Middle East Respiratory Syndrome), un coronavirus apparu en 2012 en Arabie saoudite et en Corée en 2015). Un investissement important pour 186 cas et 35 décès mais typique de choix de prévention *ad hoc*. Si cette alerte de 2015 a été faiblissime en France (deux cas, un décès), cela aurait pu servir de signal, ne serait-ce que pour relancer la recherche.
13. Au passage, le savon est *très* et aussi efficace sur le virus… Mais *même* de ça, on manquait dans de nombreux endroits, dont énormément d'écoles.
14. Vidéo complète hallucinante sur YouTube, 21 janvier 2020.
15. Didier Raoult, entretien au *Journal du dimanche,* 1er février 2020.

> en France une politique testant et traitant immédiatement toutes les personnes chez lesquelles l'infection est découverte. Mais il reste beaucoup d'inconnues scientifiques et de questions sociétales posées. Pourquoi ne pas avoir mis en œuvre sans attendre cette stratégie ? Parce que nous en sommes incapables et que ce n'est pas l'enjeu dans la phase de montée de l'épidémie. Nous ne possédons pas les capacités de tester à la même échelle que la Corée du Sud. En France, environ 8 000 tests sont réalisés chaque jour. Les laboratoires privés vont s'y ajouter, mais nous avons un énorme problème avec les réactifs utilisés dans les tests. Ces réactifs de base proviennent de Chine et des États-Unis. La machine de production s'est arrêtée en Chine et les États-Unis les gardent pour eux[16].

Tout est dit (ce paragraphe de l'interview n'a pas été apprécié par l'Élysée… Quelle surprise !)

Et nous ne reviendrons pas sur la politique des lits, sinon que fermer plus de 11 800 lits et réduire les personnels n'était *pas* la bonne politique, et que les manifestants et manifestantes du personnel hospitalier ont été gentiment gazé·es et matraqué·es. Une partie du bilan de la ministre Buzyn…

Tout au long de cet article, j'ai voulu montrer les manques, les retards (matériel, confinement, tenue des élections municipales…) et l'absence de *tout,* dans les EHPAD, par exemple, n'en déplaise au Premier ministre, provoqués par une politique à courte vue qui n'a cessé de multiplier les impairs : on se souvient de la ministre de la santé déclarant que le corona ne se manifesterait pas en France, laquelle était de toute façon « prête ». Une France prête à vivre sans masques, puisque d'ailleurs, selon le nouveau ministre de la santé, ils ne servent à rien.

La Chine et Corée le montrent, une sortie de crise ne peut pas se faire sans masques chirurgicaux généralisés et sans une surveillance par tests faits – y compris faits au hasard – pour vérifier la non-diffusion par des « porteurs sains » et l'isolement rapide de tout nouveau foyer possible. Il faudra établir une surveillance (prise de température, dépistage lors des vols revenant de régions « sensibles », veille contre une deuxième vague à l'automne…) en attendant vaccin et pan-vaccin. La gestion de cette crise est un scandale exemplaire de la politique du profit immédiat. À la sortie de crise et la veille post-crise, plus rien ne doit être comme avant !

ADDENDUM DU 6 AVRIL

La stratégie choisie (le confinement généralisé) par rapport à un dépistage précoce de tout foyer, son analyse (tests larges du foyer et son entourage immédiat, et quarantaine des contaminants éventuels, laissant le reste de la société fonctionner quasi normalement a plusieurs conséquences : a) psychologiques : l'enfermement devient difficile à supporter et en témoignent certaines sorties dans les parcs le week-end, qui, même en respectant la consigne de distance de sécurité, sont une erreur épidémiologique ; b) économiques, évidemment, pour des tas de petits commerces et pas que pour les grosses boîtes… et, en miroir, le manque de marchandises auxquelles on s'est habitué dans la société de consommation ; c) et surtout, en fait, une grande partie de la société n'est pas immunisée car n'ayant jamais été en contact avec le virus.

Dans ce cadre, imposé, lui aussi, par le faible nombre de dépistages, qui même si on ne peut se comparer à la Corée, reste très bas par rapport à celui de certains pays européens, l'Allemagne par exemple, la levée du confinement ne peut même pas se faire après le pic de l'épidémie ou après un plateau. Idéalement, on tombe sur la phrase de Juvin (infectiologue de renom à l'hôpital Georges-Pompidou, à Paris) : « L'épidémie sera derrière nous quand il se sera passé 14 jours sans aucune hospitalisation après le dernier nouveau cas. […] On en est loin… »

16. Jean-François Delfraissy, *Le Monde,* 20 mars 2020.

Dans la pratique, force est de constater que le confinement subit de fortes entorses, des gens étant envoyés travailler sans aucune réelle protection dans des secteurs non essentiels. Des usines bien connues en sont l'exemple, des secteurs de services aussi…

Néanmoins, on peut d'ores et déjà phosphorer sur la levée du confinement général… Et sur plusieurs scénarios : a) levée suivant les régions – les régions les plus atteintes étant paradoxalement les plus proches de l'immunité naturelle, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit atteinte : 60 à 75 % de la population devrait avoir fait un Covid, aigu ou latent ; b) levée par tranches d'âge ? Les jeunes étant théoriquement moins a risque ; c) levée globale avec tests et suivi…

Dans tous les cas, les insuffisances actuelles sont manifestes : tests en quantités trop faibles pour des *screenings* larges et l'isolement des foyers potentiels ou en redémarrage, ce qui est un minimum nécessaire, absence d'un nombre suffisant de masques pour leur dissémination à la population et assurer leur renouvellement.

En sortie comme en entrée de crise, les choix gouvernementaux depuis dix ans se révèlent catastrophiques…

Se profile, en outre, une alternative additionnelle : le traçage à la coréenne. Outre que dans une société « à la française » on voit mal comment obliger les gens à sortir smartphone allumé, cette option rationnelle du point de vue épidémiologique suppose communication des données médicales à un opérateur et la mise en place d'un fichier de traçage en coopération avec les forces de justice/police. Disons-le clairement : la menace pour les libertés individuelles est réelle, avec des gestionnaires tels Belloubet et Castaner…

ÉDITION DU

6 AVRIL

FRANCE

LES CHOIX INDUSTRIELS AMPLIFIENT LA CATASTROPHE SOCIALE. CONTRIBUTION AU DÉBAT POUR LE « PLUS JAMAIS ÇA »

CLAUDE SERFATI[1]

Le choc mondial actuel se transformera en crise économique d'autant plus profonde – peut-être comparable dans son ampleur à celle de 1929 – que l'économie mondiale n'était pas vraiment sortie de la crise de 2008 (si on excepte la prospérité des marchés financiers). Cependant, cette crise mondiale prend des formes diversifiées selon les pays.

En France, la crise survient dans un contexte d'offensive budgétaire du gouvernement contre les hôpitaux et les soignants. La défaillance du gouvernement dans ce domaine est connue et dénoncée. Les défaillances industrielles en termes d'équipements médicaux vitaux (ventilateurs, test de diagnostics, masques, etc.) ont été brutalement révélées. Pour tenter de cacher son impéritie, le gouvernement a tenu des discours contradictoires sur la nécessité ou non de masques et de tests. Les défaillances industrielles ne s'arrêtent pas au médical, elles concernent de nombreux secteurs essentiels. Cet article fournit un éclairage sur les causes de cette situation.

UNE CATASTROPHE SOCIALE

Fin 2018, le groupe multinational américain Honeywell fermait son unité de production industrielle située en région Bretagne pour la délocaliser en Tunisie, licenciant en même temps 38 salarié·es. Sa production était de 200 millions de masques par an, soit près de 20 millions par mois, fabriqués sur des machines ultramodernes pouvant produire chacune 4 000 masques à l'heure. C'est le constat fait dans un communiqué de l'Union syndicale Solidaires (Côtes d'Armor)[2].

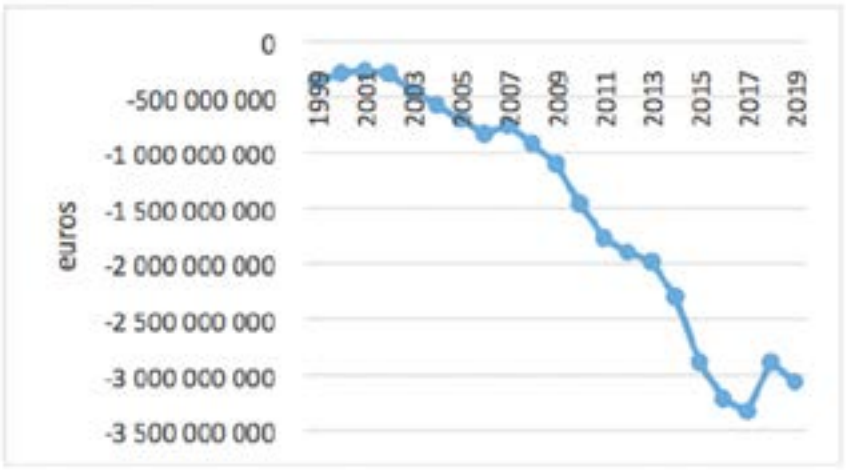
Cette catastrophe sociale vient sur le devant de la scène en raison de l'épidémie de coronavirus. Elle n'est toutefois qu'un maillon dans la longue chaîne des liquidations d'entreprises qui produisent en France des biens vitaux. Dans l'industrie médicale, les fermetures d'usine et les relocalisations d'activités à l'étranger ont eu pour conséquence un accroissement gigantesque du déficit commercial (exportations moins importations) du secteur «Instruments à usage médical, optique et dentaire» (▸ figure 1).

À titre d'illustration de ces défaillances industrielles, on peut rappeler que dans les années 1980, la Compagnie générale de radiologie (CGR), filiale de Thomson-CSF (aujourd'hui Thalès), était en position de quasi-monopole mondial dans l'imagerie médicale. Nul besoin d'être énarque, comme l'était son PDG, Alain Gomez, pour comprendre que la croissance des prescriptions d'examens médicaux fondés sur ces technologies serait importante. Mais Thomson-CSF était un des grands groupes de l'armement, et c'est dans l'armement que les rentes de situation pour le groupe étaient garanties. La CGR fut donc vendue au groupe américain GE (General Electric).

Le résultat est là. En 2019, la France importait 75 % des appareils de diagnostic par visualisation à résonance magnétique des États-Unis et le solde commercial de ce type de biens est déficitaire,

1. Claude Serfati, économiste, chercheur auprès de l'IRES, est l'auteur, entre autres, de *L'Industrie française de défense,* Paris, La Documentation française, 2014 et de *Le Militaire : une histoire française*, Paris, Amsterdam, 2017.
2. Il est disponible sur le site d'*À l'encontre* : https://alencontre.orgla-fermeture-de-lusine-honeywell.

Figure 1 : Evolution du solde commercial des instruments à usage médical, optique et dentaire
(Sources : auteur, données Douanes)



comme le sont d'autres instruments médicaux de diagnostic, par exemple aujourd'hui les tests de diagnostic du Covid-19.

LES ÉLITES CAPITALO-FONCTIONNAIRES

Le secteur des instruments médicaux n'est pas le seul à accumuler les déficits. En fait, depuis les années 2000, la plupart des secteurs industriels sont dans la même situation. Résultat : le déficit de la balance des biens manufacturiers ne cesse de se creuser (▸ figure 2). Même l'industrie automobile, un point fort traditionnel, affichait en 2019 un déficit de 15 milliards d'euros, alors que son excédent était de 11 milliards en 2000. Et pas d'excuse sur le coût du travail : en 2019, le déficit de nos échanges avec les pays de la zone euro était plus important que celui enregistré avec toute la zone Asie.

Le désintérêt pour l'industrie manufacturière est l'aboutissement de dizaines d'années d'actions concertées des gouvernements et des dirigeants de grands groupes industriels français. Leur complicité est d'autant plus grande qu'ils sont formés dans les mêmes grandes écoles (Polytechnique, ENA). Ils passent sans aucun souci de postes de hauts fonctionnaires au sein de l'appareil d'État à la direction des grands groupes industriels et bancaires et, dès que l'opportunité politique se présente, ils retournent dans l'appareil d'État. Le capitalisme de connivence, d'endogamie et de conflits d'intérêts[3] est bien installé en France. Sur l'ensemble des directeurs généraux et présidents français du conseil d'administration qui dirigent aujourd'hui les groupes du CAC 40, près de la moitié a également travaillé dans les grandes institutions de l'État[4].

FACE ILS GAGNENT, PILE LES SALARIÉS PERDENT

Installés à la direction des grands groupes, ces capitalo-fonctionnaires expliquent aux salariés que les contraintes de la «mondialisation» justifient les fermetures de sites. Lorsqu'ils sont aux commandes de l'État, ils expliquent que l'État ne peut rien contre ces contraintes. Ils refusent même fréquemment de répondre aux salariés, tels que ceux d'Honeywell ou encore ceux de

3. Voir les articles de Martine Orange pour *Mediapart,* dont le récent « Thierry Breton, dernier recours bruxellois de la macronie », 24 octobre 2019.
4. Olivier Petitjean, 17 mai 2018, https://multinationales.org.

Luxfer [à Gerzat, banlieue nord de Clermont-Ferrand] la seule entreprise française qui produisait des bouteilles d'oxygène médical, fermée par ses propriétaires en novembre 2018 et dont les salariés demandent la nationalisation. Ils refusent de répondre aux personnels de santé, qui depuis des années, dénoncent la catastrophe humanitaire dans les hôpitaux.

Pile, les salariés perdent, face les capitalo-fonctionnaires gagnent, telle l'actuelle ministre du travail, Muriel Pénicaud, qui, bien que non-énarque, a réalisé 1,13 million d'euros de plus-value sur les stock-options en tant que directrice générale des ressources humaines chez Danone, au moment où le groupe supprimait 900 emplois de cadres, dont 230 en France[5]. Ces gigantesques revenus sont justifiés, nous dit-on, car ce sont les «premiers de cordée», traduction présidentielle de la théorie économique dominante. Celle-ci nous enseigne que les individus sont rémunérés en fonction de leur productivité (marginale, pour les spécialistes), c'est-à-dire en fonction de leur contribution à la création de richesses. Ceux qui captent des revenus démesurés sont donc démesurément utiles à la société. Les soignants, enseignants, cheminots, routiers et les caissières, livreurs et tous les «invisibles» (pour les éditocrates des plateaux TV) savent donc pourquoi ils sont mal payés.

Les capitalo-fonctionnaires sont parfois appelés par complaisance «capitaines d'industrie» alors qu'ils n'ont rien à voir avec les entrepreneurs «héroïques» imaginés par l'économiste Joseph Schumpeter (1883-1950). Leur stratégie industrielle a été résumée par Serge Tchuruk d'Alcatel le 26 juin 2001, dans une réunion organisée par le *Wall Street Journal* pour les investisseurs financiers : «Nous souhaitons être très bientôt une entreprise sans usine[6].» Résultat : entre 2000 et 2005, les effectifs mondiaux d'Alcatel ont été divisés par deux, passant de 113 400 à 57 700. Le naufrage a continué jusqu'à la disparition d'un groupe qui figurait parmi les «fleurons industriels nationaux»[7]. Au début des années 1970, Alcatel avait pourtant reçu clés en main plusieurs innovations radicales, dont le premier commutateur numérique de télécommunication conçu dans le monde, mises au point dans le laboratoire de France Télécoms (le CNET).

L'« EFFET DE CISEAUX » PROVOQUÉ PAR LA STRATÉGIE D'INTERNATIONALISATION DES GRANDS GROUPES

À partir des années 1990-2000, les groupes industriels français ont fortement internationalisé leurs activités mais contrairement aux groupes allemands, ils l'ont fait en fermant des sites de production sur le territoire national. En 2017, les grands groupes français employaient en France 605 000 salarié·es de moins qu'en 2013, soit une chute de 12 % de leurs effectifs[8]. Ils ont en revanche rapatrié de plus en plus de dividendes de l'étranger, ce qui ravit leurs actionnaires. Les comparaisons internationales montrent d'ailleurs que les groupes français étaient en 2019, les champions européens du versement des dividendes aux actionnaires (60 milliards d'euros distribués). Ainsi, la stratégie d'internationalisation des grands groupes français se traduit par un «effet de ciseaux» qui s'ouvrent de plus en plus (▸ figure 2). Elle crée un écart croissant entre l'emploi et la production manufacturière qui se détériorent et le versement des dividendes qui prospère[9].

5. *L'Humanité*, 27 juillet 2017.
6. Guillaume Grallet, «Le "fabless", passion française», Le Point, 13 octobre 2011. Le terme *fabless* désigne le concept d'entreprise sans usine.
7. O. Marleix et G. Kasbarian (2018), «Commission d'enquête chargée d'examiner les décisions de l'État en matière de politique industrielle, au regard des fusions d'entreprises intervenues récemment, notamment dans les cas d'Alstom, d'Alcatel et de STX ainsi que les moyens susceptibles de protéger nos fleurons industriels dans un contexte commercial mondialisé», Assemblée nationale, Avis 897, 19 avril.
8. Calculs effectués à partir des données Insee.
9. Charlotte Emlinger, Sébastien Jean et Vincent Vicard, «L'étonnante atonie des exportations françaises», *La Lettre du CEPII,* n° 395, janvier 2019.

Figure 2 : Évolution des dividendes rapatriés par les groupes industriels français et du solde de la balance commerciale (milliards d'euros)

Source : auteur, à partir des données de la Banque de France et des Douanes

L'ARMEMENT, PRIORITÉ INDUSTRIELLE

Une autre dimension du «capitalisme à la française» est nécessaire pour comprendre l'incapacité actuelle à produire des biens essentiels, dont certains s'avèrent vitaux aujourd'hui. Depuis les années 1960, la politique industrielle de la France a été surdéterminée par des objectifs militaires[10]. Le lancement de grands programmes nucléaires, aéronautiques et spatiaux s'explique par les considérations stratégiques qui n'ont pas changé, quelles que soient les alternances politiques. La polarisation sur ces industries a même augmenté dans la fin des années 2000.

En 2016, les entreprises de défense réalisaient 21 % des exportations totales de la France dont l'essentiel est réalisé par à peine une dizaine de grands groupes. Les entreprises de défense captent une partie importante des crédits publics de recherche-développement grâce aux grands programmes d'armement mais aussi au très prodigue crédit d'impôt-recherche (CIR). Les entreprises de défense reçoivent chaque année plus de 1 milliard d'euros au titre du CIR, à comparer avec les 500 millions promis le 20 mars 2020 aux chercheurs par Emmanuel Macron. Cette maigre enveloppe permettra peut-être de fournir un financement à l'équipe de chercheurs du CNRS d'Aix-Marseille dont on a progressivement coupé les crédits de recherche fondamentale… sur le coronavirus[11].

Produire des armes est le résultat de décisions politiques, et celles-ci se lisent dans les choix budgétaires des gouvernements français. Entre 2007 et 2017, les dépenses de sécurité/police (+39,4 %) et de défense (+31,5 %) ont augmenté à un rythme nettement supérieur aux dépenses à finalité sociale. Par exemple, elles ont été deux fois plus rapides que celle des dépenses d'enseignement (+16,1 %). Au cours de la même période, les dépenses de l'État destinées aux logements et équipements collectifs ont baissé en valeur absolue.

Produire et vendre des armes sont le résultat de décisions géopolitiques. Pendant que l'industrie civile française perd pied dans la concurrence internationale, les exportations d'armes guident la

10. Claude Serfati, *Le Militaire : une histoire française,* Paris, Amsterdam, 2017.
11. *Mediapart,* le-cri-de-colere-d-un-chercheur-du-cnrs.

diplomatie du pays. Selon les données fournies par les Douanes, elles sont passées de 4,117 milliards d'euros en 2011, à 7,666 milliards d'euros en 2019, soit une augmentation de 86 %. Cependant, le commerce des armes n'a rien à voir avec la compétition sur les marchés civils. Le quasi-doublement des ventes d'armes par la France aurait été impossible sans les choix budgétaires et de politique industrielle effectués depuis des décennies. Dans le contexte de dégradation géopolitique mondiale, le boom des ventes d'armes aurait également été impossible sans l'intensification des interventions militaires de la France en Lybie (2011), au Mali puis au Sahel (2013) ainsi qu'au Moyen-Orient. En réalité, la France est avec les États-Unis le pays développé dans lequel l'interaction entre l'influence économique et la puissance militaire est la plus forte, avec évidemment le fait que les deux pays ne concourent pas dans la même catégorie.

L'ÉTAT D'URGENCE CONTRE QUI ?

Il y a un an, William Bourdon, ancien secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et Vincent Brenghart, tous les deux avocats, dénonçaient dans une tribune libre la fuite en avant sécuritaire du gouvernement face au mouvement des gilets jaunes. Ils concluaient que «la militarisation de l'ordre public est en marche»[12]. La situation actuelle leur donne raison. «Nous sommes en guerre contre un ennemi invisible» a déclaré E. Macron et l'armée est déployée sur le territoire national (opération «résilience»). Décidément, l'armée est plus que jamais chez elle dans la 5e République[13].

Au nom de l'état d'urgence sanitaire, le président de la République et le gouvernement ont fait adopter un ensemble de mesures qui remettent gravement en cause les libertés publiques et les droits des salariés. Comme pour les précédents «états d'urgence» instaurés entre 2013 et 2017, le danger est que les mesures inscrites dans l'«état d'urgence sanitaire» soient utilisées le «jour d'après».

Nul n'ignore en effet que le confinement n'est pas subi de la même façon selon la position sociale, le lieu et les conditions d'habitation. Après les mobilisations des gilets jaunes et pour la défense des retraites, d'autres couches de la société s'assembleront pour dire «Plus jamais ça![14]». Au risque qu'ils rappellent au gouvernement l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (26 août 1789) : «Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune». Et même, cauchemar des gouvernements, qu'ils s'inspirent de l'énergie sociale qu'il a alors fallu au peuple pour imposer ce principe.

ARTICLE PUBLIÉ PAR *ALENCONTRE* (SUISSE), 1ER AVRIL 2020

12. *Libération,* 22 janvier 2019, www.liberation.fr/debats.
13. Voir Claude Serfati, «La dangereuse trajectoire militaro-sécuritaire de la France», 21 mai 2019, https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-2.
14. «Plus jamais ça!» Appel de 18 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales qui appellent à préparer «le jour d'après», publié le 27 mars 2020.

TÉMOIGNAGES

JOURNAL SYMPTOMATIQUE DE MA MALADIE ET DE L'IMPÉRITIE D'UN GOUVERNEMENT COUPABLE

PIERRE, COVID-19 +

FIN JANVIER. Un ami parisien dont le fils vit en Chine dans le Yunan, me raconte les premières mesures de confinement mises en place dans ce pays. J'ai du mal à y croire et me dis que pour qu'un pays autant tourné vers le commerce en vienne à prendre de telles décisions, la maladie doit être dangereuse. Je mets cela sur le compte de mon côté alarmiste, parce que notre gouvernement et nos médias sont au contraire on ne peut plus rassurants. Agnès Buzyn ne vient-elle pas de dire, le 24 janvier : « En termes de risques pour la France, le risque d'importation de cas depuis Wuhan est pratiquement nul puisque la ville, comme vous le savez, est isolée » ?

FIN FÉVRIER. Un ami américain de passage à Paris est le premier à nous alerter directement (dès le 15 février) sur la dangerosité du virus. Il nous dit qu'il s'agit de son dernier voyage en dehors des frontières et que sitôt de retour à Providence (il réside au nord-est des États-Unis), il organisera sa survie et celle de ses proches. Je mets cela sur le compte de son côté survivaliste, parce que notre gouvernement et nos médias sont au contraire on ne peut plus rassurants. Édouard Philippe ne vient-il pas de dire le 27 février : « Nous mettons tout en œuvre pour bloquer, pour traiter très vite les cas isolés qui sont majoritairement des cas en provenance des zones touchées dans le monde » ?

DÉBUT MARS. Un ami russe nous passe des coups de fil alarmistes en nous invitant à nous préparer au pire. Je mets cela sur le compte de son côté complotiste, parce que notre gouvernement et nos médias sont au contraire on ne peut plus rassurants. Emmanuel Macron multiplie les visites et les apparitions comme pour démontrer que la vie normale a toute raison de se poursuivre, quoi qu'il en coûte ! Ne vient-il pas de se rendre au théâtre le 7 mars, devant les caméras ?

Pendant toute cette période et jusqu'à la mi-mars, la communication propagandiste officielle française renvoie l'image d'une épidémie de grippe banale, éventuellement mal gérée par des pays du tiers-monde qui ne disposent pas de systèmes de santé adaptés. On ne compte pas les reportages et les commentaires moqueurs sur l'état de l'hôpital en Chine. L'agenda public ne parle du virus que pour le comparer à celui d'une vilaine et forte grippe saisonnière. Jusque-là, si le président est bien en guerre, c'est contre le système de retraites de son propre peuple, pas contre un virus !

28 FÉVRIER. L'Organisation mondiale de la santé qui, elle, n'en est pas à sa première déclaration de mise en garde, invite tous les État du monde à mettre en place *sine die* des mesures d'urgence pour enrayer la propagation de la maladie. « La clé pour contenir ce virus est d'interrompre les chaînes de transmission ». Par la voix de son directeur général, elle « appelle tous les pays à bien informer leurs populations, à étendre la surveillance, à trouver, isoler et prendre en charge chaque cas, à rechercher tous les contacts, et à adopter une approche englobant l'ensemble du gouvernement et l'ensemble de la société ; ce n'est pas un travail pour le seul ministère de la santé ». Je commence à me dire que l'insouciance du gouvernement pourrait être coupable.

29 FÉVRIER. En réponse, me dis-je naïvement, le gouvernement se réunit exceptionnellement un samedi, c'est bon signe ! Mais la mesure d'urgence principale qui sort de ce conseil des ministres est l'utilisation du 49-3 pour faire adopter sans débat le projet de réforme des retraites.

2 MARS. Un coup de fil d'une collègue genevoise travaillant à la préparation du conseil d'administration du Bureau international du travail qui doit normalement se dérouler du 12 au 26 mars 2020 et auquel je dois participer, m'informe que l'Organisation envisage depuis plusieurs jours l'annulation du CA, en réaction notamment aux indications et aux alertes de l'OMS. Je me dis que cela doit vraiment être sérieux.

3 MARS. Réception d'un courriel du directeur général du BIT confirmant cette information. Il écrit notamment : « Cette décision fait suite à une évaluation minutieuse des risques à laquelle a procédé le Bureau en collaboration avec les autorités locales compétentes, conformément à la décision prise par le Conseil fédéral suisse, le 28 février, dans le contexte de l'épidémie de Covid-19 qui sévit actuellement ». En France, il ne se passe toujours pas l'ombre du début d'un mouvement des pouvoirs publics et cette situation est d'une troublante constance pendant les dix jours qui suivent.

12 MARS À 20 H 00. Allocution présidentielle au cours de laquelle Emmanuel Macron adopte un ton très rassurant et annonce le maintien du premier tour des municipales tout en prévenant de la fermeture des écoles à partir du lundi suivant. Le lendemain, nos trois enfants se rendent dans leurs établissements respectifs pour la dernière fois : la communauté scolaire (enseignants, élèves, administration) qui aurait pu avoir le temps de se préparer est complètement prise de court et désorganisée par l'annonce surprise, soudaine et incompréhensible du président, après de longues semaines au cours desquelles la menace a été soit ignorée, soit minimisée.

15 MARS. Nous votons, conformément à la consigne présidentielle, pour nous-mêmes et pour des voisins qui nous ont laissé procuration. Les enfants profitent du week-end ensoleillé, comme beaucoup de Français, ce qui leur sera reproché dans les jours qui suivront comme irresponsable par un gouvernement qui l'est bien davantage. Le même jour, Brigitte Macron se met en scène sur les quais de Seine parmi la foule (des images qui seront rapidement expurgées d'internet). Dès le 15 mars, mon employeur, avant même l'annonce du confinement, invite tous les salariés à rester chez eux et organise le passage en télétravail.

16 MARS. Je retourne cependant une dernière fois au travail pour récupérer des dossiers et du matériel.

16 MARS À 20 H 00. Allocution présidentielle au cours de laquelle Emmanuel Macron adopte un ton très martial (nous sommes six fois en guerre) et annonce le report du second tour des municipales, invitant les Français à rester chez eux pendant quinze jours sans parler de confinement.

17 MARS. Dans une interview au journal *Le Monde,* Agnès Buzyn, candidate défaite du parti présidentiel à la Mairie de Paris, déclare : « Quand j'ai quitté le ministère, je pleurais parce que je savais que la vague du tsunami était devant nous. Je suis partie en sachant que les élections n'auraient pas lieu. » Rappelons que quittant le ministère le 16 février, cela signifie par conséquent qu'elle et son entourage, donc le gouvernement, étaient au courant du danger depuis plusieurs semaines avant cette date de démission. Et qu'ils ont donc fait courir ces risques à la population en conscience.

NUIT DU 18 AU 19 MARS. Je ressens, avec quelques heures de retard sur mon épouse des premiers symptômes (toux et fièvre mesurée deux fois dans la nuit, à 37°6 et 38°1 sous le bras, légers maux de tête, respiration légèrement pesante. Pendant toute la période symptomatique, la fièvre sera toujours mesurée entre 37°5 et 38°3). Le matin du 19, je constate une perte totale et brutale du goût et de l'odorat.

19 MARS. Les symptômes ne sont pas très handicapants pour le travail (je suis d'ailleurs en télétravail et souhaite le rester), mais ils sont inquiétants car pesants tout en étant mesurables et supportables.

Comme une puissance sourde qui n'attend qu'un signal pour se réveiller. Les enfants commencent à recevoir des devoirs par Internet, un premier professeur de mathématiques de la classe de 6e de mon fils programme un cours quotidien de 9 heures à 10 heures. J'écris aux directeurs des établissements et aux associations de parents d'élèves pour alerter sur les fractures numériques que révèle la crise sanitaire. Notre foyer fait pourtant partie des mieux lotis : deux adultes en télétravail, trois enfants en école numérique, pour deux accès ordinateurs fournis par le travail (ce qui est remarquable) et une tablette qui ne fonctionne pas avec l'interface des écoles et que ne compensent pas deux smartphones. Pas d'imprimante. Cela veut dire trois personnes sur la touche de l'accès informatique en permanence, ce qui pénalise alternativement l'activité professionnelle ou l'école. Mais comment font celles et ceux qui n'ont pas tout cela ?

19 MARS À 15 H 00. Après être passé par le secrétariat de mon médecin traitant, j'ai un RDV avec lui qui opère une consultation via une interface nouvellement mise en place de type Skype. Je lui décris les symptômes, il me fait faire quelques exercices de respiration (mais je n'ai alors qu'une faible toux) et il diagnostique avec certitude le Covid-19. Il me demande de ne plus sortir du tout (je n'ai pas de masque de protection) et m'arrête pour quinze jours. Il me demande d'être attentif et vigilant entre le 6e et le 8e jour après l'apparition des symptômes, en m'indiquant que c'est la période au cours de laquelle peuvent se développer les formes pulmonaires aiguës. Il me dit signaler mon cas, en raison de mes antécédents médicaux, et m'incite à ne pas hésiter de rappeler le cabinet, voire directement le Samu, en cas de difficultés respiratoires. Enfin, il me dit de continuer à prendre du Doliprane. Mon épouse suit le même processus avec son médecin traitant officiant dans le même cabinet.

20, 21 ET 22 MARS. Pas d'évolution de mon état, c'est la disparition du goût et de l'odorat qui me pèse le plus. Mon palais ne distingue rien d'autre que les températures et la texture des aliments. Le fait de mâcher des aliments indistincts et sans la moindre saveur commence à me dégoûter. Je n'ai jamais ressenti une telle perte de ces deux sens en simultané. C'est d'autant plus troublant que je ne coule pas du nez et que les conduits nasaux ne sont absolument pas obstrués.

NUIT DU 22 AU 23 MARS ET JUSQU'AU 24 MARS DANS LA JOURNÉE. Subite dégradation de la fonction respiratoire. Nous n'en sommes qu'au quatrième jour de l'apparition des symptômes, mais j'ai une soudaine difficulté à trouver de l'oxygène, sans augmentation de la toux, qui reste légère et répressible. Cette oppression respiratoire dure presque 48 heures mais comme elle intervient à cheval sur le week-end, je ne veux pas appeler le Samu, d'autant que les médias renvoient que les hôpitaux de l'APHP commencent à être submergés par la vague. La position allongée et la nuit n'aident pas, au contraire, à trouver de l'air. Je passe une partie des deux nuits la fenêtre ouverte, en me disant que je préfère mourir à la maison que seul sur un lit d'hôpital. Je me demande ce que deviennent des enfants confinés si les deux parents meurent… Comme pour la perte du goût, je n'ai jamais expérimenté un tel symptôme d'étouffement : je suis habitué presque chaque année à subir un long épisode de toux et de bronchite. Mais ici, il y a très peu de toux et le fait affolant que même en gonflant pleinement ses poumons, il n'y a pas d'air qui rentre.

24 MARS. Mon état de santé s'améliore et je me dis que j'ai bien fait d'avoir « patienté ». J'en profite pour faire le point sur une semaine de communication gouvernementale particulièrement erratique. La métaphore guerrière est exaspérante et confine (!) au ridicule ! Elle permet de mieux faire passer des mesures d'exception qui ne semblent pas émouvoir les forces politiques – toutes apparaissent solubles dans l'état d'urgence. Mais la stratégie du choc ne fonctionne pas vraiment et la colère sociale pourrait bien exploser après la crise voire avant son issue médicale officielle. L'exaspération de la population atteint en effet des sommets, en particulier en France, face à un gouvernement

irresponsable, coupable d'avoir asséché les capacités du système de santé et qui n'arrive même plus à faire semblant pour masquer son incurie, son impréparation, ses indécisions, ses omissions et ses mensonges coupables depuis le mois de janvier ! Le soir aux fenêtres de notre quartier, c'est concert d'applaudissements pour les soignants et de casseroles pour le gouvernement !

24 AU 26 MARS. On entend les ministres du travail et de l'agriculture, et même le premier d'entre eux, multiplier les injonctions paradoxales : « Restez tous chez vous et allez tous travailler », en même temps. En fait, cette communication du gouvernement transpire sa morgue sociale et sa haine de classe : "Restez chez vous, chers bourgeois, cols blancs, cadres du tertiaire, protégez-vous entre deux footings pour vous maintenir en forme (pas plus d'une heure attention) ! Mais filez fissa au turbin, vous autres les gueux, les péquenots, les prolos, pour garantir aux premiers que leurs conditions d'existence ne seront pas troublées par la crise sanitaire ! Quant aux habitants des banlieues, parasites inutiles en toutes circonstances, matez-les et confinez-les dans leurs tours !". C'est vulgaire et c'est pourtant la signification profonde de leurs propos et de leurs choix politiques !

27 MARS VERS MIDI. Alors que cela faisait trois jours que j'allais mieux, un nouvel épisode d'essoufflement démarre brusquement. Il sera plus fort mais plus court que le premier. De nouveau, dans une nuit sans sommeil, j'arbitre entre ma volonté de rester chez moi et mon état respiratoire. Depuis hier, ils annoncent qu'il n'y a presque plus de place en réanimation en Ile-de-France. Je n'ai pas envie d'avoir la mort de quelqu'un sur la conscience parce que je n'ai que 47 ans, que j'ai trois enfants et que je serai donc prioritaire ! Mais le serai-je d'ailleurs, et qui en décidera ? La détresse respiratoire invite très naturellement et très fortement à s'interroger sur la vie et la mort.

Double digression que j'opère ici, en lien avec ce dernier sujet.

Certains, et j'aurais pu en être, considéreront que l'on accorde trop d'importance à une maladie qui fait et fera, même lorsque l'heure des comptes terminaux sonnera, moins de morts que bien d'autres, traînant leur lot de souffrances non moins intolérables. C'est sans doute vrai lorsque l'on regarde le peu de cas que l'on fait des cancers et de leurs arbres des causes qui ramènent immanquablement aux conditions de production et aux modes de consommation du système actuel. Mais dans la crise d'aujourd'hui, le problème réside dans le flux énorme qui submerge brutalement les capacités du système médical et qui révèle son appauvrissement par des décennies de réformes libérales. C'est ici que se pose la question de l'impéritie de notre gouvernement. Alors que depuis deux mois, il recevait tous les signaux qui lui auraient permis d'anticiper cette vague et de procéder différemment que par une mesure de confinement partiel des populations en fonction de leur utilité économique autant que sanitaire, il n'a rien fait. Le début de la phase pandémique s'est déployé avec une capacité d'à peine 1 000 tests pas jour ! On est encore très loin de pouvoir procéder au nombre de tests réalisés par des pays comme la Corée du Sud ou l'Allemagne. Je ne parle même pas des masques, tant ils occupent les unes des journaux et les esprits à force de manquer. Si nous dépassons 10 000 morts malgré le coûteux confinement de classe auquel le gouvernement s'est finalement résolu, qu'aurait été le bilan si aucune mesure n'avait été prise ? Mais quel aurait été l'autre bilan si les mesures réelles de prévention et d'anticipation avaient été prises ? Combien de vies sauvées si les stocks de masques et de tests avaient été faits ?

Même si le phénomène existe, la crise sanitaire actuelle n'est pas uniquement le signe d'une moindre tolérance de nos sociétés « développées occidentales » à l'idée de mort. D'ailleurs, notons que cette tolérance est d'autant moins forte que le rang social est élevé. Ce sont donc nos élites occidentales, avec leur cynisme habituel, leur dogmatisme libéral et leur darwinisme social qui sont les moins résilientes à la mort, symptôme en quelque sorte de leur sentiment d'immortalité et de toute puissance jupitérienne. Pourtant ce sont elles qui pourraient être les plus promptes à mettre en place une forme d'eugénisme social dans un contexte où le système de santé n'est plus à même de

soigner tout le monde. On le voit dans les pays les plus en pointe du modèle libéral, Royaume-Uni et États-Unis qui sont aussi ceux où les dirigeants sont encore plus tentés de laisser faire la nature et de réserver l'offre de soins à ceux qui seraient déjà les mieux armés pour survivre. Une loi du tarot de la carte génétique en quelque sorte ! C'est bien là qu'est le danger : qui décide de qui doit vivre ou mourir dans un contexte de pénurie de l'offre de soins ? Qui tire les ficelles de l'eugénisme en marche et selon quels critères ?

28 MARS. L'essoufflement reste très fort ce matin et les pensées grises et noires continuent à troubler le démarrage de ce deuxième week-end de confinement… Je passe du temps au lit pour boucher les trous de la nuit. Au sortir de la sieste, mon épouse me propose un thé. Il est 16 h 30… J'en ressens le parfum et le goût de façon extrêmement forte, alors que le thé a toujours été pour moi une boisson insipide ! Après dix jours d'absence totale, le goût et l'odorat reviennent soudainement dans un déluge de saveurs. Et avec eux, une forte toux s'installe mais je pressens qu'elle marque en fait la libération des bronches de l'oppression latente et puissante que j'ai éprouvée à deux reprises au cours de six derniers jours.

28 MARS À 22 H 00. La mère d'un très bon ami vient d'être emportée par le Covid-19. C'est la troisième personne que je connais qui est directement frappée en une semaine ! Je ne parle pas de malades mais de décès ! Comment est-ce statistiquement possible d'être à ce point concerné ? Mathématiquement explicable de connaître trois personnes sur une cohorte d'à peine 2 300 à ce jour ? Que valent les chiffres que l'on nous renvoie quotidiennement ? Que veulent dire les statistiques ?

29 MARS. Je ne sais pas pourquoi, je ne suis pas médecin, mais je me sens définitivement tiré d'affaire. Je sais que cette toux nouvelle et forte (la précédente était très faible) est de nature libératrice. L'énergie me revient et j'ai définitivement envie de l'employer pour qu'éclatent les fautes, les manques, les mensonges et l'incurie de ceux qui prétendent nous gouverner. Je mets ce récit en points de suspension pour m'y employer sans délais, car j'ai vraiment et complètement retrouvé le goût. Le goût de me battre, le goût d'en découdre, le goût de demander des comptes…

PARIS, 29 MARS 2020, 20 HEURES

ÉDITION DU

6 AVRIL

ENVIE DE DIRE...

THIERRY LESCANT, INFIRMIER EN PSYCHIATRIE

Je suis à ma fenêtre à 20 heures pour applaudir toutes celles et tous ceux qui se battent avec des épées de bois contre ce satané virus : caissières, éboueurs, ATSEM, aides à domicile, femmes et hommes de ménage, livreurs et livreuses... Mais quand je prends mon service je vois des patient·es souffrant de troubles mentaux abandonné·es face à ce virus mortel !

La psychiatrie, déjà cinquième roue du carrosse de la médecine (médecine déjà très peu dotée.), est là laissée à la bonne volonté et à la conscience professionnelle de celles et ceux qui, tant bien que mal, tentent au quotidien de préserver l'humanité et l'attention à l'autre qui en sont les fondements.

Concrètement et cyniquement, notre hôpital est un centre distributeur des matériels de protection (masques, gels, et autres matériels) pour les structures sociales, médico-sociales, Ehpad, ambulanciers pour le Val-de-Marne et une grande partie de l'Ile-de-France. Distribution parcimonieuse et notoirement insuffisante.

MAIS POUR L'HÔPITAL LUI MÊME, RIEN OU SI PEU !

Mais j'oubliais nos patient·es sont fous ! Donc ils et elles ne connaissent pas le virus, ils et elles n'ont pas peur, ils et elles ne se rendent pas compte ! Et puis il suffit de les confiner dans les services ! Confiner quelqu'un qui souffre de troubles mentaux (déjà confiné socialement toute l'année...) sans aucun matériel de protection, bon courage ! Et les visites des familles, des ami·es qui maintiennent un lien tenu avec une existence sociale, avec la vie...

Sans parler de nos patient·es qui vivent à leur domicile grâce à l'investissement des soignant·es qui vienent à leur domicile apporter réassurance, lien social et thérapeutique et brutalement livré·es à elles et eux mêmes...

La diatribe gouvernementale assénée tous les soirs avec force chiffres, bilans, ne dit rien de tout cela... Mais au sein de l'institution, les soignant·es tiennent bon ou essaient de faire au mieux.

Aujourd'hui, nous avons ouvert une unité pour les patient·es atteint·es par le corona, sur la base du volontariat des personnels qui se relayent pour le faire fonctionner... Dans le même temps la direction à ouvert une deuxième morgue... Sinistre présage mais qui risque bien de devenir réalité à court terme...

Mais les bilans officiels ne parleront pas de l'hécatombe en psychiatrie...

Dans les deux guerres mondiales, les hôpitaux psychiatriques avaient payé un très lourd tribut, famines et abandons... Une fois encore, les hôpitaux psychiatriques sont laissés pour compte, et cela est insupportable !

Nous, soignant·es en psychiatrie, sommes au combat comme tout les soignant·es de tous les établissements de santé !

Nos patient·es méritent la même attention et la même protection que tout autres patient·es !

Dans notre hôpital beaucoup de soignant·es beaucoup de collègues sont touché·es par le virus, après s'être investi·es jusqu'au bout pour rester auprès des patient·es !

NOS TENONS MAIS JUSQU'À QUAND ?

Nous ne voulons pas passer sur BFM, mais nous voulons les moyens d'offrir à celles et ceux qui

nous confient leurs souffrances les conditions minimales d'une structure hospitalière digne de ce nom.

Nous ne sommes pas des héroïnes, ni des héros, juste des professionnel·les qui veulent les moyens de faire le travail pour lequel elles et ils se sont engagé·es depuis des années.

« On juge du degré de civilisation d'une société à la manière dont elle traite ses fous », disait Lucien Bonnafé. Alors chiche, construisons cette société-là !

Pour ma part et avec tous mes collègues, j'y retourne demain mais je n'oublierai pas et je ne pardonnerai pas !

MANQUE
DE MASQUES
=
CRIME D'ÉTAT

ÉPHÉMÉRIDE

ÉPHÉMÉRIDE SOCIALE D'UNE PANDÉMIE (3MARS-29 MARS)

3 MARS

GRANDE-BRETAGNE. Le syndicat GMB (General, Municipal, Boilermakers, 631 000 membres) déclare avoir obtenu la garantie de l'ISS, entreprise sous-traitante de nettoyage, du paiement à 100 % des 1 000 employé·es en cas de mise en quarantaine. Le syndicat fait pression sur les sociétés sous-traitantes du système de santé – et le gouvernement – pour garantir que tous les travailleurs reçoivent leur plein salaire dès le premier jour s'ils sont contraints de s'isoler. Le syndicat ajoute : « Le gouvernement a déjà le pouvoir de résoudre cette crise de santé publique et pourrait introduire un droit légal à un salaire normal pendant toute période d'auto-isolement recommandée par PHE, en modifiant les droits qui existent déjà en vertu de la loi de 1996 sur les droits en matière d'emploi. »

BELGIQUE. Dans une lettre ouverte aux ministres de la santé, la Fédération des infirmières indépendantes de Belgique s'alarme : « Nous sommes chaque jour au chevet des patients et de leurs familles, les populations que nous rencontrons ont une santé précaire et sont donc à risque. Les officines n'ont plus ni masques, ni gants, ni gel désinfectant, comment voulez-vous que nous protégions nos patients, nos familles et que nous nous protégions. Car on constate que dans les pays où le Covid-19 est plus prévalant les soignants paient un lourd tribut à la maladie qui est transmise. Vous parlez de phase 1, 2 et 3, nous avons compris que cela évolue en fonction d'un gradient de cas contaminés mais quelles sont les mesures adoptées ? Soyez plus communicatifs SVP ou alors le terme *empowerment* n'est que "tendance" car sous le prétexte d'éviter une panique vous instaurez un climat malsain. La population et les soignants de première ligne sont en droit d'être mieux informés, mieux protégés. Il est à noter qu'une personne atteinte du virus doit rester confinée chez elle pour éviter la propagation, qu'en est-il du personnel infirmier qui doit la soigner sans masque, sans gel désinfectant, sans gants ? Vous avez pris des mesures pour les hôpitaux mais rien pour l'ambulatoire et vous diminuez drastiquement les lits hospitaliers ! Vous aviez pourtant trouvé des canaux de communication pour nous informer de l'obligation de lecture de la carte d'identité mais quand il s'agit de protéger le personnel du domicile : *nada*. »

5 MARS

CORÉE DU SUD. Le KHMU (syndicat coréen des travailleur·euses de la santé) déclare : « Dans ces circonstances, le KHMU exhorte le gouvernement à prendre des mesures et des actions plus actives. Nous demandons également les suivis à l'Assemblée nationale et faisons appel aux citoyens coréens. Les masques et gadgets de sécurité devraient être distribués de préférence aux organisations médicales et aux personnels de santé et médicaux. Pour le moment, comme les problèmes de masques qui s'épuisent très rapidement ne sont pas résolus, le gouvernement devrait prendre des mesures spéciales. Le gouvernement devrait faire en sorte que les fournisseurs locaux produisent des masques de protection, qui ont jusqu'à présent été importés des pays d'outre-mer. En prévision de l'hébergement d'un grand nombre de patients confirmés, les travailleurs doivent également être prêts. En particulier, un niveau adéquat de formation devrait également être dispensé aux travailleurs indirectement exposés tels que ceux travaillant dans les secteurs de l'assainissement et de l'entretien. À cette fin, le gouvernement ne devrait pas ménager un budget. Une mesure particulière devrait être prise pour protéger les groupes de personnes socialement marginalisés. Des services de soins devraient être dispensés aux personnes atteintes de maladie mentale, aux personnes âgées et aux personnes handicapées, ainsi qu'aux enfants en bas âge et aux enfants d'âge préscolaire, et le gouvernement devrait veiller à ce que personne ne soit négligé en raison du manque de services de soins. De plus, des congés payés pour les soins familiaux devraient également être accordés. Une mesure active est nécessaire, en particulier pour les femmes enceintes… Les citoyens ne doivent pas haïr, exclure ou discriminer des personnes dans un état particulier. Les citoyens devraient participer activement au don du sang. Le KHMU se joint également à cette campagne. Nous vous demandons à tous d'encourager et de soutenir les personnels de santé et médicaux qui luttent contre Covid-19 sur le terrain. »

6 MARS

ÉTATS-UNIS. Des milliers d'infirmières syndiquées affirment que le manque de préparation de leurs employeurs et de leurs hôpitaux est alarmant et craignent de ce fait d'être à risque pour le Covid-19. Jeudi, lors d'une conférence de presse à Oakland, en Californie, le National Nurses United (NNU, syndicat d'infirmières) a donné le résultat d'un sondage envoyé aux membres du syndicat pour leur demander s'ils pensaient que leurs employeurs étaient prêts pour l'épidémie en cours. Sur la base des réponses récentes de plus de 6 500 infirmières dans 48 États, le NNU a déclaré que seulement 29 % des infirmières ont déclaré que leur employeur avait mis en place un plan pour isoler un patient présentant une possible infection par Covid-19. Vingt-trois pour cent ont dit qu'ils « ne savaient pas » s'il y avait un plan en place dans leur hôpital.

« Les résultats de notre enquête nationale auprès de plus de 6 500 infirmières sont vraiment inquiétants », a déclaré jeudi Thomas Thomason, pour le syndicat. « Ils montrent que de grands pourcentages des hôpitaux du pays ne sont pas préparés à traiter Covid-19 en toute sécurité. »

Deborah Burger, du Northern California Kaiser, a lu une lettre d'une infirmière anonyme, qui travaille dans une installation de Northern California Kaiser, actuellement en quarantaine. La lettre expliquait : « En tant qu'infirmière, je suis très préoccupée par le fait que l'on ne fait pas assez pour arrêter la propagation du coronavirus. Je le sais parce que je suis actuellement malade en quarantaine après avoir soigné un patient qui a été testé positif. J'attends la permission du gouvernement fédéral pour permettre mes tests, même après que mon médecin et professionnel de la santé du comté a ordonné le test. Je me suis portée volontaire pour faire partie de l'équipe de soins pour ce patient que nous savions être positif. Je l'ai fait en raison de tout l'équipement de protection recommandé et de la formation de l'employeur. Je pensais que c'était fourni. Je l'ai fait en supposant que si quelque chose m'arrivait, bien sûr, je serais soignée. Ensuite, ce qui était une petite préoccupation, après quelques jours pour prendre soin de ce patient, est devenu ma réalité. Je suis tombée malade. » Le Centers for Disease Control and Prevention (CDC, organisme fédéral de santé) ne lui ont pas permis d'être testée. Selon leur courrier : « Ils ont dit qu'ils ne me testeraient pas parce que si je portais l'équipement de protection recommandé, je n'aurais pas le coronavirus. » « Quel genre de réponse scientifique est-ce là ? », écrit l'infirmière dans sa lettre. « Quelle réponse ridicule et sans instruction du département qui est en charge de la santé de ce pays. »

Mercredi, le NNU a demandé à la US Occupational Safety and Health Administration (OSHA) d'adopter un dispositif temporaire d'urgence pour protéger les travailleurs de la santé et le public. Le NNU n'est pas le seul syndicat à dénoncer la mauvaise préparation institutionnelle à Covid-19. Le Service Employees International Union – United Healthcare Workers West (SEIU-UHW) – a, lui aussi, dénoncé la situation catastrophique dans les hôpitaux.

7 MARS

ITALIE. Les protestations dans ce temps du coronavirus prennent des accents imprévisibles. La vague féministe ne s'arrête pas, elle se remodèle sous des formes créatives à la veille de ce 8 mars, moment de mobilisation planétaire. Hier à Rome, le réseau Non Una Di Meno, pendant les Fridays For Future a réalisé une performance. Un groupe de personnes entièrement vêtues de blanc et portant des masques, a occupé la Piazza dell'Esquilino en entonnant des chants, sur le dos de chacune des participantes on pouvait lire les différentes urgences mortelles de notre temps : le virus, bien sûr, mais aussi le travail, la pollution et les violences patriarcales. […]

8 MARS

ITALIE. Alors que sur la page Facebook « Lega Salvini Premier » la machine à propagande utilise même le coronavirus pour attaquer les ONG, dans le monde réel le conseil régional de Lombardie, où la Lega est majoritaire, est prête à accepter le soutien sanitaire que chaque ONG leur a offert. C'est ce qu'a dit clairement mercredi dernier, Giula Gallera (Forza Italia), conseillère régionale à la protection sociale : « La mise à disposition de personnels médicaux par les ONG nous est parvenue, nous l'apprécions à sa juste valeur, et nous mettons en contact avec eux ». Au vu du risque d'effondrement du système, le représentant politique

[Salvini] a confirmé les propos : «Nous avons besoin de toutes les énergies. Quel que soit leur apport, des spécialistes aux médecins travaillant dans les ONG, ils ne sont pas seulement les bienvenus, ils sont indispensables.» Il y aurait de quoi rire si la situation n'était pas si grave. [...]

10 MARS

CORÉE DU SUD. Le syndicat des postiers coréens distribue des équipements de protection à ses membres, pour leur sécurité et celle du public en général. Le Korean Health and Medical Union (KHMU) presse également le gouvernement de prendre des mesures plus actives contre l'épidémie et exige des protections pour le personnel médical.

ITALIE. Une révolte a éclaté dans les prisons en cette période de coronavirus, mais elle aurait tout autant pu se produire à un autre moment. Les cinq représentants des prisonniers, un pour chaque secteur de San Vittore, qui ont négocié avec le magistrat Alberto Nobili et avec Gatano Ruta ont expliqué que la révolte était surtout pour les conditions de vie dans les prisons, aujourd'hui aggravées par les restrictions liées aux normes anti-coronavirus. Les demandes : désengorgement des prisons, meilleur accès au travail à l'extérieur, liberté conditionnelle et assignation à domicile.

11 MARS

CORÉE DU SUD. La Fédération coréenne des bureaux (KFCLU) et la Fédération coréenne des services (KFSU) ont publié une déclaration conjointe urgente appelant à des mesures immédiates pour protéger les centres d'appels ouvriers. Ces travailleurs particulièrement vulnérables car ils sont souvent entassés dans de petits espaces de travail individuels.

CANADA. Après qu'un passager de Toronto atteint du coronavirus ait utilisé la ligne de transport de MiWay, le syndicat des travailleurs du transport en commun de Mississauga souhaite un congé de deux semaines pour les membres qui ont pu être exposés. Selon Jack Jackson, président du syndicat Amalgamated Transit Union (ATU) Local 1 572, la municipalité doit mettre les travailleurs potentiellement affectés en congé payé, ce que la ville a refusé de faire, a déclaré Jackson.

ITALIE. Face au «risque social généralisé dans tout le secteur de la logistique», les syndicats Adl Cobas et Si Cobas, ont demandé aux fédérations patronales des «garanties de santé et de salaire pour tous les travailleurs». À l'usine de FCA [Fiat] de Pomigliano une grève spontanée s'est produite dans l'après-midi – appuyée et couverte par la FIOM – de plus d'une heure par des dizaines d'ouvriers pour protester contre l'absence de masques. Plus tard dans la journée, tous les syndicats – FIM, FIOM UILM, FISMIC, Ugl et AGCFR – ont demandé à l'entreprise «de ralentir la cadence des lignes de montage et de réorganiser les postes de travail pour avoir une distance minimale entre les travailleurs et de donner masques et gants jetables». Une demande que dans la matinée la secrétaire générale de la FIOM avait faite de manière générale «pour garantir la santé des travailleurs, il faut programmer une réduction de l'activité productive allant jusqu'à l'interruption de toutes celles qui ne sont pas essentielles».

Situation de tension aussi dans le port de Naples. «Quelque 300 travailleurs de la Conateco ont été renvoyés à la maison après une visite médicale et l'entreprise s'est dite prête à désinfecter les lieux et à fermer les vestiaires», dénonce Peppe D'Alessio, Si Cobas Napoli. Hier soir, les syndicats FIT, CISL, UILT et UGL ont signé à un «accord verbal» pour rouvrir les «vestiaires à des groupes maximum de cinq personnes durant le temps strictement nécessaire pour se vêtir».

ITALIE. Depuis hier, la situation [d'insécurité au travail] a été dénoncée par le syndicat Si Cobas du magasin Bartolini [entreprise de livraison] de Landriano (Pavie). Ici, «lundi un chauffeur a été mis en quarantaine suite au diagnostic positif de sa femme à une contamination au Covid-19». On parle là d'un des plus grands sites de Bartolini en Italie où chaque jour travaillent et passent des centaines de caristes et de chauffeurs. Le syndicat Si Cobas a donc écrit hier à l'entreprise et au préfet de Pavie demandant que «tous les travailleurs, avant de prendre leur poste, soient testés au coronavirus et qu'ils soient entièrement payés jusqu'à la fin du test». Autre cas grave ces derniers jours, dans les supermarchés Unes de l'agglomération de Milan.

«Dans le centre de tri de Limodrone, il y a eu quatre cas positifs, mais au lieu de mettre les autres travailleurs en quarantaine où de leur faire le test, certains d'entre eux ont été déplacés dans l'entrepôt de Trucazzano, toujours dans l'agglomération milanaise. Et maintenant là-bas aussi il y a deux travailleurs qui ont été emmenés à l'hôpital. Sur les deux magasins travaillent environ 450 personnes et ils sont tous apeurés», explique le délégué du syndicat Si Cobas Pape Ndiaye.

12 MARS

AFRIQUE DU SUD. Alors que les cas de coronavirus continuent d'augmenter en Afrique du Sud, la Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (Fedusa) a demandé au ministre de l'emploi et du travail, Thulas Nxesi, de publier d'urgence une politique spéciale qui activera une caisse spéciale d'assurance chômage (UIF), dans le but d'aider financièrement les travailleurs dans le cas où ils sont mis en quarantaine et ne peuvent pas aller travailler. «L'impact du virus dans l'environnement de travail relève directement de la compétence du ministre Nxesi et la fédération exhorte désormais le ministre à mettre en œuvre de manière proactive des mesures de gestion de crise en activant l'excédent existant de l'UIF pour aider les travailleurs qui pourraient être testés positifs pour la couronne», a déclaré le secrétaire Riefdah Ajam. La Fedusa compte plus de 700 000 membres issus des secteurs de la santé, de l'hôtellerie et de l'écotourisme entre autres, et est la deuxième plus grande fédération syndicale du pays.

ITALIE. À la frontière avec la Vénétie, à Mantoue, se trouve l'entreprise Corneliani, qui produit des vêtements, donc des biens non essentiels. Les 450 travailleurs de l'usine ont décidé de se mettre en grève jusqu'à lundi. Des grèves spontanées que l'on observe aussi dans l'Iveco, à Suzzara, l'entreprise de déodorant et de produit hygiénique Relevi di Rodigo est en pleine agitation. Dans l'entreprise Tenaris de Dalmine, dans la région de Bergame, province lombarde la plus touchée par le virus, une longue assemblée générale s'est tenue tout l'après-midi. Cela s'est mieux passé près de Brescia, les syndicats ont réussi à signer un accord de fermeture avec des grands groupes comme Alfa-Acciai, Iveco, Duferdofin-Nucor, Beretta. Pour tous les autres la crainte générale est celle que les usines ne ferment pas aujourd'hui, mais seulement le lendemain en raison de la contamination. C'est cela être un ouvrier de la région de Bergame qui rentre le soir à la maison après ses huit heures de travail à l'usine. On a demandé à l'un d'eux ce qu'il pensait des propos du président des industriels de Lombardie, qui a qualifié ces grèves d'«irresponsables». Il nous répond, irrité : «Mais comment est-ce possible ? Moi, je vis comme ça : j'allume la télé et la radio et j'entends des appels à rester à la maison, sur Facebook je vois des photos avec des pancartes qui demandent aux gens de rester à la maison, le président Conte dit de rester à la maison, mais nous non. Qu'ils viennent avec nous à l'usine – et je les y invite – ceux qui ont décidé de continuer à nous faire travailleur, peut-être qu'ils changeront d'idée.»

CANADA. Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers (CFNU) et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) réclament une meilleure protection des travailleurs dans le contexte de la pandémie de coronavirus Covid-19. Le SCFP affirme que les membres des unités urbaines ont droit à un congé de quarantaine si leur médecin les met sous ordonnance de quarantaine. Le syndicat a rappelé aux membres de contacter leur section locale du syndicat pour faire valoir leurs droits et déposer un grief si les membres du syndicat estiment qu'ils ont droit à un congé de quarantaine et que leur employeur ne l'autorise pas. «Les syndicats d'infirmières prennent les devants en partageant des informations avec nos membres et en coordonnant avec d'autres syndicats et organismes gouvernementaux pour nous assurer de protéger les travailleurs de la santé de première ligne et de contenir la maladie», explique Linda Silas, présidente de la CFNU.

BELGIQUE. À la suite des mesures prises par l'Université libre de Bruxelles pour tenter de ralentir la propagation du Covid-19, les sections ULB de l'Union syndicale étudiante (membre des Jeunes FGTB) et de la CGSP Enseignement Recherche revendiquent conjointement l'annulation complète des cours et travaux pratiques, avec pour conséquence une réduction de la matière à voir au prorata du nombre de semaines non dispensées. Le Syndicat ajoute qu'«il est particulièrement préoccupant que l'ULB n'ait pas pris en compte les inégalités entre les étudiant·es, autant en termes d'accès à Internet et de lieux de travail calmes et isolés.»

CANADA. L'usine d'assemblage Fiat-Chrysler de Windsor est à l'arrêt depuis mercredi après-midi parce que

les employés craignent d'être exposés à une contamination de Covid-19. La porte-parole de l'entreprise, Lou-Ann Gosselin, a indiqué dans une déclaration qu'un employé est actuellement en isolement préventif après avoir été possiblement en contact avec le virus. En conséquence, les employés de l'usine sont préoccupés par une exposition possible et refusent de travailler depuis le 12 mars en milieu d'après-midi, peut-on lire dans la déclaration.

ITALIE. Les syndicats FIOM, FIM et UILM demandent «la suspension de toutes les activités de travail jusqu'à ce que les conditions de sécurité pour les travailleurs soient restaurées» et à la région Piemont «d'intensifier les contrôles des inspecteurs du travail». Dans beaucoup de provinces comme Asti, Vercelli et Cuneo, il y a eu des blocages et des grèves (Mtm, Ikk, Dierre, Trivium) largement suivis. «Il y a de la confusion et de la panique car les premiers cas de contamination n'ont, parfois, même pas été rendus publics par les entreprises», affirme le secrétaire général de la FIOM, Vittorio De Martino. Marco Grimaldi, conseiller régional du Piémont, dénonce comment «à la NCT de Chivasso les travailleurs qui ont demandé à ce que soient respectées les normes sur le coronavirus ont été menacés de licenciement». Une des situations les plus tendues a été remontée de l'usine Denso di Poirino, après que deux salariés ont été contrôlés positifs au coronavirus. Gianni Mannori de la FIOM l'a vécu en première ligne : «Les travailleurs ont protesté. Dans une entreprise de 1 400 salariés, où il n'y a pas encore de masques, et malgré la bonne volonté pour appliquer les mesures de prévention, c'est difficile de garantir la santé des personnes, à commencer par la distance entre un ouvrier et un autre. L'entreprise a décidé de fermer pour une journée, alors que nous demandions que ce soit fermé jusqu'au 22 mars. Maintenant nous attendons d'autres mesures de bon sens.» Aujourd'hui, comme hier, la CNH Industrial de San Mauro est restée fermée pour une opération de désinfection de l'usine, après que les 50 travailleurs de la ligne de production se sont arrêtés de travailler quand ils ont su qu'il y avait un cas suspect de Covid-19 dans l'usine. En apprenant l'information ils ont spontanément décidé de s'arrêter, contraignant l'entreprise à communiquer officiellement. Ce sont des journées surréalistes «avec des entreprises qui veulent fermer en obligeant les salariés à prendre des congés comme, par exemple, à la Farid de Vinovo, faisant ainsi payer de leurs propres poches aux salariés les dommages causés par une urgence nationale», rapporte Mannori de la FIOM.

À la Lear, pour l'instant, la production continue : «Après le premier contaminé, six personnes ont été renvoyées à la maison par mesure de prévention et il a été imposé une distance de un mètre entre les travailleurs des lignes de montage», raconte Gullo. À Mirafiori, les travailleurs de la Fiat, ont envoyé une lettre au président de la République, Sergio Mattarella, garant de la Constitution, pour faire respecter leur droit à la santé : «On doit fermer toutes les productions non nécessaires, fermer les usines qui ne produisent pas des biens essentiels.» Pour le secrétaire Edi Lazzi, c'est maintenant de la responsabilité «du gouvernement, mais aussi de l'Europe, si on bloque maintenant, quinze jours pourraient suffire, mais si on reporte les fermetures ce temps ne sera pas suffisant».

15 MARS

ÉTAT ESPAGNOL. Vestas, entreprise de fabrication d'éoliennes, a été contraint de réduire temporairement son usine de lames de San Daimiel, en Espagne, au minimum pendant quatre jours. Une manifestation le samedi 15 mars des 1 300 employés – contre ce qu'ils considèrent comme des mesures de sécurité inadéquates au milieu de la contagion des coronavirus – s'est transformée en sit-in, ce qui a immobilisé l'usine. Le comité des travailleurs craint que des membres du personnel présentant de légers symptômes pseudo-grippaux ne propagent le virus sans le savoir. La direction a accepté de rencontrer le comité des travailleurs le mercredi 18 mars pour discuter des mesures de reprise de la production.

16 MARS

FRANCE. Selon la CGT, la direction de Constellium (1 500 salariés, Issoire) cache un cas déclaré de coronavirus pour forcer les gens à aller au travail. Le syndicat ajoute que «la direction de l'usine nous cache depuis la semaine dernière un cas de coronavirus déclaré à sa hiérarchie par un salarié de l'ATF avant même le CSE extra du vendredi 13 mars. C'est clair, comme notre gouvernement avec le maintien des élections

municipales de dimanche, nos dirigeants se préoccupent plus de la santé de notre entreprise que de la santé des salarié·es de l'entreprise. Elle nous confirme que suite aux dernières décisions du gouvernement, les mesures suivantes seront appliquées à compter du lundi 16 mars : 1) nettoyage des pupitres et commandes des outils à la prise de poste ; 2) fermeture du service à table du restaurant d'entreprise (à notre demande) ; 3) la plage horaire pour la prise de casse-croûte aux réfectoires est allongée, dix personnes maxi ; 4) maintien des transports de salariés en bus avec un nettoyage renforcé ; 5) les douches seront de préférence prises au domicile (la semaine dernière, ils devaient renforcer le nettoyage) ; 6) toutes les formations présentielles sont suspendues.»

CORÉE DU SUD-HONG KONG. Les confédérations syndicales KCTU (Corée du Sud) et HKCTU (Hong Kong) publient une déclaration conjointe pour défendre les droits des travailleurs dans le cadre de la pandémie de Covid-19. Ils adressent une demande en dix points aux gouvernements sud-coréen et de Hong Kong en faveur de garanties plus solides pour les travailleurs. Les deux syndicats soulignent que «dans des secteurs tels que la restauration, la vente au détail, l'hôtellerie, l'aviation civile et la fabrication, de nombreux travailleurs sont confrontés à des licenciements et sont obligés de prendre un congé sans solde ou simplement d'être licenciés. Dans les secteurs qui fournissent des services publics de base tels que les soins médicaux et les soins de santé, l'assainissement public, les agents de sécurité et les transports publics, les travailleurs sont exposés à un risque d'infection considérable car la fourniture d'équipements de protection individuelle est limitée» et concluent que «les droits des travailleurs étant gravement menacés à Hong Kong et en Corée du Sud au milieu de l'épidémie de Covid-19, la Confédération du commerce de Hong Kong (HKCTU) et la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) sont déterminées à unir leurs forces pour protéger les droits des travailleurs et sécurité du lieu de travail».

ARGENTINE. La justice nationale est paralysée : les travailleurs se mettent en grève car «on ne joue pas avec le coronavirus». Ils frappent fort pour faire pression sur la Cour suprême de justice afin qu'elle décrète les vacances judiciaires. L'Union des employés de la justice de la nation (UEJN), dirigée par le syndicaliste Julio Piumato, a annoncé ce lundi une grève nationale illimitée pour éviter que les travailleurs soient exposés à la propagation du coronavirus. La commission de direction nationale de l'UEJN a adopté à l'unanimité la déclaration de grève pour faire pression sur la Cour suprême de justice de la nation afin qu'elle décrète les vacances judiciaires d'au moins quinze jours dans le contexte de la pandémie. «Nous prêterons notre collaboration pleine et entière pour accomplir des tâches depuis nos foyers (télétravail) donnant la possibilité aux magistrats d'assurer le minimum strictement indispensable (avec deux agents au maximum pour les gardes), en leur garantissant les moyens sanitaires à la hauteur pour éviter la contagion», explique le syndicat dans un communiqué. […] La mise à l'arrêt des cours provinciales sont de bon sens, avec la suspension de jugements, d'audiences, des restrictions de circulation […]. Vont dans le même sens les demandes du Collège public des avocats de la capitale fédérale et la Junte des présidents des chambres fédérales de tout le pays. Le syndicat rappelle que les travailleurs de la justice traversent des moments d'angoisse, préoccupés par leur santé et celle de leurs familles.

GHANA. Le président du Syndicat des employés des pompes funèbres, Edmund Mensah, a laissé entendre que les travailleurs arrêteront leurs activités en raison de la négligence à leur égard des autorités sanitaires du pays. Selon lui, les autorités sanitaires n'ont pas mis à leur disposition les moyens pour effectuer leur travail en toute sécurité durant les cérémonies mortuaires. S'exprimant dimanche dans une interview sur Medo Ghana avec Kwaku Dawuro sur Kingdom TV/Kingdom FM, ils ont déclaré qu'ils arrêteront d'assurer leurs services la semaine prochaine si les autorités compétentes ne leur fournissent pas rapidement les moyens en tant que travailleurs mortuaires.

IRAN. Malgré le grand nombre de décès et d'infections dus à l'épidémie de Covid-19 en Iran, les travailleurs iraniens de plusieurs grandes usines sont toujours contraints de travailler. Hier, environ 3 500 mineurs dans la province du sud·est de Kerman ont déclenché une grève pour protester contre leur travail forcé. D'autres rapports indiquent que malgré le taux élevé d'infections dans la ville de Tabriz, dans le nord-ouest du pays, les travailleurs des entreprises manufacturières et de diverses sociétés de services sont toujours contraints de se rendre au travail. Les dirigeants de la plupart des entreprises et usines privées refusent de fermer leurs entreprises et mettent en danger la vie de leurs travailleurs pendant l'épidémie de Covid-19 dans le pays.

Selon l'un des travailleurs qui voulait garder l'anonymat, les travailleurs sont obligés de travailler 12 heures par jour en contact étroit avec des centaines d'autres travailleurs. Le 11 mars, des travailleurs et des employés d'Iran Khodro ont manifesté après le décès de l'un des travailleurs soupçonnés d'être infectés par Covid-19. Plusieurs autres travailleurs soupçonnés d'être infectés ont été transportés à l'hôpital. Iran Khodro a été contraint de fermer son usine plusieurs jours plus tard.

17 MARS

FRANCE. Alors que les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire ont décidé de maintenir leur activité, les ouvriers refusent de commencer le travail à bord. Les syndicats CGT et FO ont réclamé lundi la fermeture des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), jugeant «irresponsable» de rassembler autant de salariés sur ce site de construction navale. La demande a été rejetée par la direction. «Est-ce vraiment» essentiel à la vie du pays «de continuer à se rassembler à 5 000 personnes sur le site pour produire des paquebots qui n'ont socialement aucun caractère urgent?», interroge la CGT dans un communiqué publié lundi, disant craindre la création d'«un foyer centralisé d'épidémie que nous rapporterions à la maison en rentrant le soir».

FRANCE. Jean-Paul Benoit, président de la Fédération des mutuelles de France, dans une longue lettre aux groupements adhérents aux Mutuelles de France et à leurs représentants déclare «Quelques rodomontades télévisées, se voulant gaulliennes, sur la rengaine «nous sommes en guerre», ne suffiront pas à nous faire oublier les responsabilités de ceux qui font mine de découvrir que le marché n'est pas le bon mode de régulation du système de santé. Déclarations d'autant plus indécentes que les mêmes qui adulent aujourd'hui le service public en général et l'hôpital en particulier, sont ceux qui, il y a quelques semaines à peine, réduisaient une fois encore le financement des hôpitaux et cassaient avec morgue et mépris les statuts et les régimes de protection sociale propres aux services publics. Si l'heure de rendre des comptes n'est pas venue pour le président et sa majorité, elle viendra, dans quelques semaines ou dans quelques mois, mais elle viendra. Et non seulement il ne sera pas question de revenir à la situation antérieure, mais chacun aura à répondre de ses responsabilités pour les morts évitables dues à leur politique.»

FRANCE. «Les conditions de travail des caissières sont souvent indigentes compte tenu des dangers de contamination au coronavirus, dénonce Laurent Degousée, codélégué de la fédération SUD-Commerce. Certaines doivent acheter elles-mêmes leur gel hydroalcoolique!» À cette absence de protection s'ajoute la fatigue intense de journées de travail très chargées, avec l'impossibilité de faire des pauses. «La responsabilité de l'employeur est engagée par l'obligation de mettre en place des mesures fortes et rapides visant à assurer la santé des salariés, de leur famille et des clients quoi qu'il en coûte», ajoute la FGTA-FO, qui représente les salariés de la grande distribution.

FRANCE. Des postiers des Hauts-de-Seine ont fait jouer leur droit de retrait, ce mardi: ils estiment que la direction ne met pas assez de protections à leur disposition contre le coronavirus. SUD-PTT dénonce le manque, voire l'absence de protections des équipes contre le coronavirus et la légèreté avec laquelle la direction appréhenderait, selon lui, ce problème. «Les postiers et les salariés n'ont plus le droit de voir leurs parents mais ils doivent mettre leur santé en danger en allant au boulot!», dénonce un communiqué de SUD.

ITALIE. Les travailleurs d'un entrepôt italien d'Amazon près de Milan se sont mis en grève aujourd'hui pour protester contre l'absence de réaction de l'entreprise suite à la contamination de deux de leurs collègues au coronavirus. Amazon a déclaré qu'il suivait les directives locales et implémentait des mesures de sécurité supplémentaires. Les représentants syndicaux ne sont cependant pas convaincus et affirment que l'entreprise fait passer les bénéfices avant la santé des travailleurs. Les travailleurs de l'entrepôt d'Amazon à Piacenza – qui est situé juste à l'extérieur de Milan, dans le nord de l'Italie, et qui abrite 1 100 employés – ont entamé une grève mardi, affirmant que l'entreprise ne respectait pas les règles du gouvernement sur le confinement du coronavirus.

FRANCE. Dans un moment d'égarement, Muriel Pénicaud, ministre du travail, a évoqué la possibilité

d'instaurer l'interdiction des licenciements pendant la crise du coronavirus. Proposition immédiatement démentie. «Interdire de licencier, je ne crois pas que nous en arrivions là», a ajouté sans rire le Premier ministre.

FRANCE. Plusieurs autres entreprises, dans le Nord, ont connu ce mardi des mouvements de protestation contre les risques sanitaires liés au coronavirus, notamment à La Redoute à Wattrelos. «Nous demandons l'arrêt de ces entreprises par respect pour la santé des salariés», note le délégué syndical CGT de la Redoute où sur le site de Wattrelos, près de Lille, une vingtaine de salariés a refusé de prendre leur poste, ce mardi matin. «De nombreuses caissières dans la grande distribution continuent de travailler sans protections», précise l'union locale CGT de Tourcoing.

ÉTATS-UNIS. Les chauffeurs de bus de Détroit ont déclaré collectivement mardi matin qu'ils n'iraient pas travailler sans mesures de sécurité. Les chauffeurs se sont rassemblés hier à l'aube dans les deux grands terminaux de bus de la ville. Le vice-président Willie Mitchell a déclaré : «Certains de nos chauffeurs n'étaient pas à l'aise avec la propreté des autocars, ils ne voulaient donc pas aller au travail tant que les choses ne seraient pas plus propres et meilleures.» Le maire Mike Duggan a visité les deux terminaux et écouté les plaintes des conducteurs. La ville a accepté de s'assurer que les conditions de protection soient améliorées notamment en fournissant des désinfectants pour les mains. Le syndicat des chauffeurs a annoncé, au terme du bref arrêt de travail, moins de 24 heures, que toutes leurs revendications avaient été satisfaites. Le président de la section 26 du Syndicat des transports en commun, Glenn Tolbert, a déclaré que «l'un des déclencheurs de l'arrêt était la fermeture lundi de tous les restaurants d'État, laissant les conducteurs sans endroit pour se laver les mains».

18 MARS

PAKISTAN. Des dizaines d'étudiants du Sheikh Zayed Nursing College (SZNC, Rahim Yar Khan, au Pendjab) ont refusé de travailler et ont organisé une manifestation contre l'administration du Shaikh Zayed Medical College Hospital (SZMCH) pour les avoir forcés à exercer leurs fonctions à l'hôpital sans prendre toutes les mesures de précaution pour les protéger du virus.

FRANCE. Le Syndicat national des professionnels infirmiers SNPI-CFE-CGC appelle les entreprises industrielles à reconvertir leurs lignes de production pour produire des masques médicaux, du gel hydroalcoolique, du matériel médical de protection (lunettes, gants, sur-places…) et des tests de dépistage. Il faut également, selon le syndicat, intensifier la production d'équipements vitaux tels que les respirateurs artificiels afin de répondre aux besoins.

ITALIE. Les deux mille travailleurs de l'entrepôt Amazon de Castel San Giovani (Piacenza) sont en grève. L'entreprise ne garantit pas l'application du protocole de sécurité signé samedi. La grève a été annoncée par les syndicats CGIL, CISL, UIL et UGL. Des agitations et des grèves se produisent également dans les autres établissements du géant du e-commerce : à Torrazza au Piémont, à Passo Corese (Rieti). Les syndicats Si Cobas et Adl-Cobas ont eux annoncé des grèves dans tous les entrepôts logistiques du pays.

ÉTATS-UNIS. Hier soir et ce matin, les travailleurs ont levé des arrêts de travail sauvages à l'usine d'assemblage de Fiat-Chrysler à Sterling Heights (SHAP) dans le Michigan, après avoir appris que deux ouvriers avaient été mis en quarantaine avec le coronavirus. Le deuxième quart se termine normalement à 3 heures, mais l'entreprise a fini par fermer l'usine à 22 h 30. Des travailleurs postés le matin sont entrés dans l'usine mais ont refusé de travailler. La direction a abandonné après trois heures et les a renvoyés chez eux. Debra Glover, membre de la section locale 1 700 de United Auto Workers, a écrit sur Facebook à propos de la grève d'aujourd'hui : «Les employés se sont présentés à 5 heures du matin comme d'habitude et la manifestation a commencé. Une première ligne production a ouvert la voie et les autres lignes ont emboîté le pas en refusant de toucher un véhicule et de livrer du matériel à la ligne. La société a abandonné la production à 8 heures du matin parce qu'elle n'était pas en mesure de fonctionner.» Le président de l'UAW, Rory Gamble, a déclaré sur Facebook que les responsables de l'UAW (syndicat des travailleurs de l'automobile) avaient

«demandé un arrêt des opérations de deux semaines pour protéger nos membres», mais que les constructeurs automobiles «n'étaient pas disposés à donner suite à cette demande».

INDE. À New Dehli, inquiets de leur bien-être pendant l'épidémie de coronavirus en cours, les 71 345 travailleurs de la voierie ont demandé à trois municipalités de leur fournir un équipement de protection pour éviter qu'ils ne soient infectés par la maladie de Covid-19. Ils ont menacé de faire grève si leurs demandes d'équipement de sécurité tels que des gants, des masques, des bottes en caoutchouc et des désinfectants pour les mains ne sont pas satisfaites dans les deux prochains jours. Sanjay Gehlot, président d'Akhil Bhartiya Safai Majdoor Sangh (syndicat), a déclaré que les employés de la voirie travaillent à l'avant-garde et sont sensibles au virus. Il a déclaré que les autorités municipales ferment les yeux sur la gravité du problème malgré les demandes répétées de fournir des équipements de sécurité aux travailleurs de la voierie.

«Nous avons eu des réunions avec les maires des trois villes et leur avons demandé de fournir aux travailleurs des masques, des gants, des désinfectants et des bottes en caoutchouc, afin qu'ils ne soient pas infectés par le coronavirus. Nous n'avons pas la possibilité de travailler à domicile, nous devons donc prendre des mesures de protection», a déclaré Gehlot. Il a ajouté que les autorités civiles ont assuré qu'elles fourniraient aux travailleurs l'équipement de sécurité nécessaire dans quelques jours : «Si nous ne recevons pas d'équipement de protection, nous cesserons de venir travailler après quelques jours. Nous ne pouvons pas risquer notre vie dans une telle pandémie.»

ÉTATS-UNIS. Le syndicat CWA (Communications Workers of America) représentant 30 000 travailleurs à Verizon (entreprise de télécommunications) a négocié des congés payés pour les membres du syndicat qui ne peuvent pas travailler pendant l'épidémie de Covid-19. Verizon est une entreprise américaine de télécommunications particulièrement réputée pour sa politique antisociale et antisyndicale. Selon l'accord, les membres de la CWA chez Verizon diagnostiqués avec Covid-19 percevront 100 % de leur salaire jusqu'à 26 semaines à partir de la première date d'absence jusqu'à ce que la personne soit médicalement autorisée à retourner au travail.

PORTUGAL. Le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa a déclaré l'état d'urgence le 18 mars 2020, qui prévoit la possibilité de larges réquisitions d'entreprises ou de salariés des secteurs publics et privés, mais aussi et surtout la suspension du droit de grève. Et ce, au moins jusqu'au 2 avril. Groundforce, l'entreprise gérant les opérations au sol dans les aéroports portugais a été prompte à annoncer le licenciement de 500 personnes et des baisses de salaires pour une partie de son personnel.

19 MARS

AUSTRALIE. «La décision prise aujourd'hui par Qantas [principale compagnie aérienne australienne] de licencier 20 000 de ses employés est un coup dévastateur pour ces travailleurs qui maintiennent le fonctionnement de l'aviation australienne, à un moment où ils ont besoin de leur entreprise et du gouvernement pour les soutenir», a déclaré Michele O'Neil, le président du syndicat ACTA : «Il n'est pas acceptable qu'un jour après que l'industrie du transport aérien ait reçu un plan de sauvetage financé par les contribuables de 715 millions de dollars, Qantas déclare à ses employés que la protection de leur salaire et de leurs emplois n'est pas au cœur de ses plans.»

ÉGYPTE. Les autorités égyptiennes ont arrêté quatre femmes le 18 mars alors qu'elles protestaient pour demander la libération de prisonniers injustement détenus par crainte du virus Covid-19, a déclaré aujourd'hui Human Rights Watch. Les femmes manifestaient apparemment pacifiquement dans le centre-ville du Caire. Il s'agit de Laila Soueif, professeure à l'Université du Caire et mère de la militante emprisonnée Alaa Abdel Fattah ; sa sœur, Ahdaf Soueif, romancière ; sa fille, Mona Seif Abdel Fattah ; et Rabab al-Mahdi, professeure de sciences politiques à l'Université américaine du Caire. Les procureurs ont ordonné leur libération sous caution de 5 000 EGP chacun (318 dollars), les accusant de manifester sans la permission du gouvernement et de «diffuser de fausses nouvelles». Le 19 mars, au lieu de la libérer, les autorités ont envoyé Laila Soueif au parquet de la sûreté de l'État, où elle a de nouveau été interrogée pendant des heures avant d'être libérée moyennant une deuxième caution financière de 3 000 EGP (190 dollars) dans une autre affaire. Les trois autres ont été libérées plus tôt le 19 mars, environ trente heures après leur arrestation.

Dans une diffusion en direct sur Facebook, Mona Seif a enregistré la petite manifestation des quatre femmes devant le cabinet du centre-ville du Caire. «Nous nous tenons devant le cabinet, demandant à l'État de prendre des mesures sérieuses concernant le coronavirus dans les prisons», a déclaré Seif dans la vidéo. «Les prisons égyptiennes, même dans des situations normales, sont un environnement propice aux maladies.»

INDONÉSIE. La distanciation sociale demandée par le président ne semble possible que pour certains cols blancs, étant donné que 74,1 millions d'Indonésien·nes travaillent dans le secteur informel, ce qui limite encore plus leurs chances de travailler à domicile. Au moins 4,2 millions de travailleur·euses domestiques s'occupent de presque tous les travaux ménagers de leurs employeurs, mais leurs contrats de travail peu clairs et leurs positions de négociation faibles ont souvent entraîné de longues heures de travail, de bas salaires et peu ou pas de jours de congé. En 2019, le groupe de défense des droits du National Network for Domestic Worker Advocacy (Jala PRT) a interrogé 668 travailleurs domestiques dans sept régions et a constaté que 98,2% des personnes interrogées ne gagnaient qu'entre 20 et 30% du salaire minimum régional respectif.

Les travailleurs domestiques ne peuvent plus compter sur le gouvernement et leurs employeurs, a déclaré Lita de Jala PRT (réseau d'associations de travailleur·euses domestiques), mais plutôt les uns sur les autres à des moments comme celui-ci.

Jala PRT prépare ses membres sur la façon de négocier avec leurs employeurs et promet de leur fournir une assistance juridique lorsque cela est nécessaire. «Les travailleurs domestiques n'ont même pas le courage de demander si leurs employeurs présentent des symptômes de la maladie, car il y a un déséquilibre de pouvoir. Ce sont toujours les travailleurs qui sont soupçonnés d'être porteurs de ces maladies», a expliqué Lita.

ITALIE. Dans une interview, à propos de l'état d'urgence sanitaire Marie Moïse, militante de l'association syndicale Fuori Mercato, décrit l'auto-organisation sociale en cours en période de pandémie: «Le premier réseau qu'on a activé, c'est un réseau pour faire des courses, c'était le plus simple, en respectant toutes les précautions sanitaires. On organise aussi des baby-sittings pour les familles dont les parents continuent de travailler, mais c'est moins simple car on ne peut pas complètement respecter les distances et donc on trouve moins de gens pour le faire. Pourtant, il y a des financements d'État pour le baby-sitting. Nous faisons aussi tout un réseau avec les petits agriculteurs pour soutenir leur production, car il y a encore en plus en ce moment un monopole de la grande distribution. Des camarades qui sont psys en lien avec l'université de Milan ont organisé des lignes téléphoniques de soutien. On a aussi fabriqué du gel hydroalcoolique avec la formule de l'OMS. Mais comme je le disais, finalement le principal niveau de solidarité, c'est faire de l'information syndicale: comment accéder au revenu parental, recenser les abus des patrons aussi. Avec ce qu'il reste de gauche et d'extrême gauche en Italie, on essaye aussi de lancer une campagne pour lancer une campagne pour un revenu de quarantaine pour tous les précaires qui ne rentrent pas dans les dispositions d'État, mais aussi l'arrêt des loyers pendant toute la durée de la quarantaine.»

FRANCE. Reconversion de la production à des fins sanitairement utiles, c'est possible et nécessaire. Une petite société textile de Romans-sur-Isère (Drôme), qui fabrique depuis 2015 des jeans, met de côté la confection de pantalons et de chaussures et fabrique depuis mardi des masques en tissu, offerts aux professionnels de santé sous-équipés. Dès mardi matin, les deux couturières de l'atelier de Romans se sont mises à l'ouvrage avec un prototype fourni par le CHU de Grenoble (Isère): elles assemblent deux épaisseurs de tissu, entre lesquelles les soignants pourront glisser une épaisseur de tissu plus filtrant. Par ailleurs une centaine d'usines de l'industrie textile française se sont regroupées pour faire des propositions allant dans cette reconversion de la production.

INDE. La All India Defence Employees Federation (AIDEF), qui représente environ 450 000 employé·es travaillant dans divers établissements de défense, y compris des usines de munitions, des ateliers de l'armée, a demandé que tous les établissements industriels soient fermés jusqu'au 31 mars en raison du Covid-19. Dans une lettre adressée au secrétaire à la défense, le syndicat a expliqué qu'étant donné qu'il n'y a pas de possibilité de travailler à domicile et que les employé·es des usines travaillent debout ou assis très proches les uns des autres, les risques d'infection étaient élevés.

BELGIQUE. Le front commun syndical lance ce vendredi un appel à la Flandre et au gouvernement fédéral de fermer le secteur des titres-services (150 000 employé·es) dès maintenant en raison de la crise du coronavirus

et des risques encourus par ces travailleurs. FGTB, CSC et CGSLB veulent également qu'un salaire leur soit garanti.

AFRIQUE DU SUD. Le syndicat Untu a demandé au ministre des transports Fikile Mbalula de suspendre les services Metrorail à la lumière de la propagation de Covid-19 en Afrique du Sud. Cela fait suite au fait que la Passenger Rail Agency d'Afrique du Sud (Prasa) et Transnet ne fournissent pas les équipements de sécurité nécessaires aux travailleurs. Le syndicat, qui représente environ 6 000 travailleurs à Prasa, souhaite que les services de Metrorail soient suspendus jusqu'au 14 avril 2020. Dans un communiqué publié mercredi après-midi, il a déclaré que c'était «le seul moyen d'aider la Railroad Agency of South Africa à mettre en œuvre les mesures drastiques demandées par le président Cyril Ramaphosa à partir du 16 mars 2020 après le début de la propagation de la pandémie mondiale meurtrière qui se déverse comme une traînée de poudre à travers le pays… Ce matin, le ministère de la santé a confirmé 116 cas positifs de Covid-19 dont 61 à Gauteng, 19 à KwaZulu-Natal et 31 à Western Cape – les plus grandes villes où les trains surpeuplés de Metrorail, une division de Prasa, sont opérationnels.»

De son côté le syndicat SACCAWU (syndicat sud-africain des travailleurs du commerce, de la restauration) exige «des employeurs qu'ils cessent tous les actes d'unilatéralisme déguisés en interventions pour empêcher la propagation du Covid-19, alors qu'en fait les entreprises poursuivent des mesures d'économie au détriment des travailleurs. Si cela ne s'arrête pas, nous n'aurons plus d'autre choix que de nous engager dans des luttes, ce qui inclut une action revendicative pour défendre nos membres et protéger leurs intérêts!»

FRANCE. Le syndicat des libraires d'Ile-de-France-CGT «s'inquiète des déclarations du ministre de l'économie ce matin sur France inter et de leurs conséquences. En réponse aux préoccupations économiques des propriétaires et gérants de librairie, qui s'alarment de voir Amazon continuer de fonctionner sans aucun frein, M. Le Maire songe à autoriser la réouverture des librairies indépendantes. Cette perspective est inenvisageable! Les, heureusement, rares patrons de librairies qui se sont réjouis parfois publiquement de cette annonce sont, au mieux, inconscients.» «Il est hors de question que nous retournions sur nos lieux de travail», conclut le syndicat.

CANADA. État de choc parmi les enseignant·es après avoir reçu des avis indiquant que leurs affectations, horaires et lieux de travail pourraient être modifiés à tout moment parce que leurs conventions collectives ne sont plus considérées comme contraignantes afin de faire face à la pandémie de Covid-19. «Nous comprenons qu'une personne qui reçoit un courriel et qui apprend que sa convention collective ne s'applique plus est dans la panique», a déclaré mercredi Sonia Ethier, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). «On leur a dit que l'ensemble de leurs conventions collectives ne s'appliquait plus lorsqu'il y avait certaines dispositions en place, telles que des mesures d'urgence.» La CSQ compte 200 000 membres, dont 125 000 dans l'enseignement.

ÉTATS-UNIS. Les employés de l'entrepôt d'Amazon situé dans le Queens savaient que quelqu'un allait tomber malade. Ils ont tenté d'avertir leurs patrons de prendre des mesures pour ralentir la propagation du coronavirus. Puis un salarié a été testé positif. L'entrepôt Amazon a été momentanément clos, première fermeture d'entrepôt aux États-Unis pour le géant du e-commerce. Ailleurs les salarié·es contestent l'absence de politique sanitaire de l'entreprise. Au États-Unis, un collectif militant Amazonians United a été créé et organise la liaison entre les salarié·es.

FRANCE. Entre 300 et 350 salariés du groupe Amazon ont déjà exercé ce droit cette semaine sur le site de Lauwin-Planque, dans le nord de la France. Dans un entrepôt et un centre d'expédition d'Amazon à Saran, juste à l'extérieur d'Orléans, 250 à 300 travailleurs ont déclenché une grève, se rassemblant à l'extérieur et appelant à sa fermeture. Cet entrepôt emploie normalement quelque 1 800 personnes à plein temps. À Montélimar, deux débrayages ont eu lieu, mardi 17 et mercredi 18 mars et l'inspection du travail s'est rendue sur place dans la matinée de jeudi. «Elle a rappelé à la direction que seul un tribunal peut dire si le droit de retrait [du début de semaine] était légitime et qu'elle ne peut pas exercer de sanction» sur les grévistes, a indiqué Guillaume Reynaud (CGT). En Italie, lundi, les travailleurs du centre logistique italien d'Amazon à Castel San Giovanni ont appelé à une grève, accusant leur employeur de mettre en danger leur santé et leur sécurité en ne ralentissant pas le travail dans l'établissement. Le syndicat britannique GMB a déclaré que les employés d'Amazon au Royaume-Uni devaient faire de longues heures supplémentaires, Amazon

mettant le profit avant la sécurité. En Pologne, les syndicats OZZ-IP Amazon et Solidarnosc appellent à une mise au chômage partiel afin de protéger les salarié·es. Les deux syndicats expliquent : « Nous avons exigé la fermeture immédiate des entrepôts d'Amazon (et que pendant cette fermeture, Amazon verse à tous intégralement le salaire), parce que le travail à l'intérieur des entrepôts nous met en danger de contracter le virus ainsi que sa propagation au sein de la société. » Ils concluent « Amazon gagne de l'argent sur la crise sanitaire mondiale [...]. Nous sommes conscient·es que les travailleurs et travailleuses d'Amazon de toute l'Europe font face aux mêmes problèmes et exigent également la fermeture des entrepôts ». La direction propose de mettre en place des arrêts de travail, mais ajoute qu'il n'y aura aucune indemnisation.

20 MARS

TURQUIE. La Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DiSK), Arzu Çerkezoglu, a publié une déclaration concernant les mesures économiques et administratives à prendre contre le Covid-19. Parmi les revendications de la Confédération, on relève :

- Tout au long de l'épidémie de coronavirus, les licenciements doivent être interdits.
- Les conditions pour bénéficier de la caisse d'assurance chômage doivent être assouplies face à une éventuelle augmentation du chômage en fonction de l'évolution négative de l'économie.
- La législation actuelle stipule qu'une personne doit travailler au moins 600 jours au cours des trois dernières années afin de pouvoir bénéficier de la caisse d'assurance chômage. Cette période devrait être réduite à 90 jours.
- Les factures et les dettes de crédit relatives aux besoins de base de l'électricité, de l'eau, du gaz naturel et des communications doivent être différées si la personne perd son emploi ou subit une perte de revenu lors d'une épidémie de coronavirus.
- Les travailleurs qui courent un risque plus élevé devraient bénéficier d'un congé, qu'ils travaillent dans le secteur public ou privé.
- Les congés payés accordés aux travailleurs dans le cadre des mesures contre les coronavirus ne doivent pas être déduits de leurs congés annuels payés.
- Les retraités sont l'un des groupes les plus vulnérables au coronavirus. En raison de leur faible revenu, il leur est difficile de se protéger contre le virus. Dans ce cadre, les retraités à faible revenu ou percevant de faibles pensions devraient recevoir 1 000 livres turques (TRY) par mois pour les soutenir dans leur lutte contre le coronavirus.

FRANCE. Le dialogue prend de la hauteur à Air France. Sud-Aérien dénonce : « Pendant la crise, le foutage de gueule continue... ». Dans un communiqué le syndicat dénonce : « Aujourd'hui vendredi 20 mars avait lieu la réunion du CSE Industriel (ex-CE). [...] Un dispositif surréaliste, ou les élus sont divisés en salles séparées, sans pouvoir échanger entre eux, avec la direction qui coupe le micro des interventions qui lui déplaisent. Certains élus demandent une suspension de séance, la direction l'ignore sans consulter les élus. Face aux nombreux témoignages des élus rapportant qu'il n'y a pas de lotion désinfectante, pas de désinfection régulière des outillages communs, des rampes et poignées, des toilettes... Pas de respect des distances et pour cause, quand on travaille ce n'est pas toujours possible ! Face au danger grave et imminent déposé la veille, la direction n'apporte aucune réponse. Pire, on apprend en séance que la direction voudrait obliger à s'habiller en tenue à la maison, et ramener nos virus pour notre petite famille le soir !!! ». « Constat d'un manque de matériels de protection, de compétence globale du management pour gérer cette crise ! Les ordres ne viennent pas ou sont constamment contradictoires. Le principe de précaution n'est pas actionné, nos cadres sont occupés à faire des "conf-call" pour discuter des rotations/charges avions (jeudi 19 mars / Building CDG) plutôt que de s'occuper des problèmes de santé et d'hygiène des salariés sur le terrain = Les profits avant le personnel : *inacceptable* ! », s'alarme le syndicat

FRANCE. La société Amor Lux à Quimper qui avait mis, le 17 mars, au chômage technique 500 de ses 580 employé·es a décidé de rouvrir ses portes pour fabriquer des masques en tissu. Vendredi 20 mars, le conseil social et économique s'est réuni et a rendu un avis unanime pour la production de masques. « Les membres du CSE ont appelé leurs collègues. Environ trente couturières, quasiment toutes, ont décidé de revenir. Au cours de la journée, nous recevrons des instructions du CHU de Brest. Dès mardi, je pense, nous serons en

mesure de produire des masques homologués qui doivent disposer d'un filtre composé d'un tissu commun que nous pourrons nous procurer», a déclaré l'entreprise qui ajoute: «Une opératrice peut réaliser 100 masques par jour. On pourra donc en sortir environ 3 000. Ce n'est pas beaucoup mais c'est déjà ça… Nous avons écarté les postes de travail, désinfecté les machines. Nous prenons toutes les précautions d'usage.»

GUADELOUPE. Dans un communiqué de presse l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) et l'Union des employés du commerce-UGTG dénoncent: «Ce jour, vendredi 20 mars 2020, il a été porté à notre connaissance un cas de coronavirus déclaré à l'hypermarché du centre commercial Milénis. La direction, informée depuis deux jours, a camouflé l'information et a continué à ouvrir tranquillement, mettant en danger la vie des salariés et celles des clients. *C'est un acte criminel*! Aussi, l'UGTG demande à l'ensemble des travailleurs de l'hypermarché de se mettre en droit de retrait, exige le dépistage immédiat de l'ensemble des salariés du magasin, appelle l'ensemble des Guadeloupéens à ne pas se rendre dans les magasins du centre Commercial et de se confiner… *é arété ay fè komisyon toultan!* Contrairement aux dires des services de l'État, la santé des Guadeloupéens ne semble pas être la priorité et singulièrement celle des travailleurs qui se retrouvent en première ligne, alors que nous avions insisté sur la mise en sécurité des travailleurs, avec tous les équipements nécessaires et avions reçu l'assurance auprès de la DIRECCTE que ces exigences étaient respectées. Et en définitive, il n'en est rien! Il ne peut y avoir d'activité économique sans travailleur, *respèkté nou*!»

FRANCE. «Vous avez tenu une réunion le mardi 17 mars 2020 lors de laquelle la question de la continuité du fonctionnement des ascenseurs a été abordée. Nous regrettons que ni le gouvernement ni le patronat n'aient jugé utile ou intéressant de recueillir l'avis et les observations des représentants des salariés, premiers concernés par la situation et les nécessités d'intervention», dénonce la Fédération des travailleurs de la métallurgie-CGT. «Nous savons que les équipements de protection manquent cruellement dans les services hospitaliers et que le phénomène va inexorablement s'amplifier. Et l'on voudrait équiper les techniciens pour des tâches élémentaires, non essentielles, au détriment de l'ensemble du personnel hospitalier? Nous savons que le seul moyen efficace d'enrayer la propagation du virus Covid-19 est le confinement des populations et, a minima, la limitation au plus strict minimum des déplacements des personnes. Maintenir les activités de maintenance sur des appareils non essentiels équivaut à faire déplacer, de cage d'ascenseur en cage d'ascenseur et de cabine en cabine des centaines de salariés qui empruntent les cheminements de milliers de concitoyens», s'inquiète-t-elle. La déclaration conclut: «Les syndicats CGT du secteur et la Fédération CGT de la Métallurgie vous demandent expressément de revenir sur ces consignes et d'impulser auprès des entreprises du secteur une politique de gestion qui mette au cœur la préservation de la santé des salariés. Une telle politique ne saurait être contradictoire avec le respect des nécessités du maintien de la possibilité de déplacement pour les usagers notamment les plus dans l'urgence sociale.»

21 MARS

FRANCE. L'usine Luxfer de Gerzat (Puy-de-Dôme) fabriquait ces bouteilles d'oxygène médical (100 000 par an) jusqu'en mai 2019, bouteilles dont souffre cruellement notamment l'Italie. Face à une pénurie qui pourrait gagner la France, d'anciens salariés demandent la réouverture de leur entreprise car le 6 février 2020, ses 136 salariés ont été licenciés. Le ministère du travail avait validé la fermeture de l'entreprise alors que l'inspection du travail avait jugé que les liecenciements étaient injustifiés. Le projet de reprise de l'entreprise en scop par les salariés sera même refusé par le tribunal de commerce. Le propriétaire de l'entreprise, un fonds de pension, entend faire table rase et ne pas voir un nouveau concurrent surgir. Il est vrai que selon un salarié: «Si on revenait à prendre nous-mêmes une société comme celle-là avec un peu d'investissement, on pourrait prétendre à les concurrencer et c'est ce qu'ils ne veulent surtout pas. Là on est capables de développer cette entreprise et de créer de l'emploi, et on nous dit non». «En France, les hôpitaux ont un système de raccordement sur des grandes cuves: nos bouteilles sont utilisées quand il y a un surplus de malades et que ce raccordement n'est plus possible, quand on les déplace et dans le cadre d'oxygénothérapie: pour remédier aux séquelles pulmonaires», explique Axel Peronczyk, ancien ouvrier de l'usine, délégué syndical CGT. Il ajoute: «On a un savoir-faire unique au monde qui va se perdre». Après des mois de lutte contre la fermeture de leur usine, les ouvriers occupaient encore les lieux jusqu'au 16 mars, pour protéger leur outil de

travail – dont les plus belles machines avaient été acquises par l'État quand l'usine était un fleuron national. En raison de la crise sanitaire, les salariés réunis en association affirment aujourd'hui en pleine crise sanitaire vouloir «reprendre le contrôle des biens et services vitaux de l'usine pour le pays», la CGT demande la nationalisation de cette usine dont les ouvriers sont sur le pied de guerre pour reprendre la production.

FRANCE. Alain Siekappen Kemayou, 45 ans, responsable de la sécurité au centre commercial O'parinor, à Aulnay-sous-Bois dans la région parisienne, est décédé des suites du Covid-19. Il était salarié de la société Samsic qui mettait à disposition ces agents pour le centre commercial. Il était également élu CGT rapporte la fédération CGT-Commerce, Distribution & Services dans un communiqué : «Madame Pénicaud, combien de salariés devront mourir pour que vous imposiez de réelles mesures pour protéger les salariés, les protéger du virus mais aussi et surtout de l'irresponsabilité criminelle du patronat ?» La déclaration conclut : «Nous exigeons encore une fois que toutes les mesures de protection soient mises en place immédiatement pour les salariés qui n'ont d'autre choix que de travailler. L'heure est grave, nos vies sont en danger, par conséquent nous appelons tous les salariés contraints de travailler d'exercer leur droit de retrait dès lors qu'ils craignent pour leur santé.»

FRANCE. Carcassonne : les Gilets jaunes donnent 140 masques à l'hôpital : «Si c'est la colère qui les a mis dans la rue, c'est la fraternité qui les fait rester en première ligne des combats pour la justice sociale, fiscale, et climatique», déclarent dans un communiqué les dirigeants du collectif de Gilets jaunes de Carcassonne en colère. Le vendredi 20 mars, ils ont remis à l'économat de l'hôpital public de Carcassonne 140 masques FFP2, matériels indispensables au personnel soignant en première ligne face à l'épidémie. Ces masques ont été collectés en prévision, voici quelques semaines déjà, auprès d'anciens et d'actifs du BTP, de l'agriculture et de l'automobile car «les Gilets jaunes, c'est aussi le monde du travail et de la solidarité. Toujours là pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur. Populaires et solidaires, ils ne lâchent rien».

22 MARS

FRANCE. Vote de l'état d'urgence sanitaire par l'Assemblée nationale qui prévoit notamment pendant trois mois à compter du 12 mars que l'employeur pourra imposer ou reporter six jours de congés payés à condition qu'un accord d'entreprise ou de branche soit signé, que l'employeur pourra imposer ou modifier les jours de RTT. Par ailleurs, les entreprises qui participent «à la vie de la nation» peuvent déroger à la durée du travail, au repos hebdomadaire et dominical.

GUADELOUPE. Dans un communiqué le LKP estime que «*yo te o kouran !!* Les autorités n'ont aucunement pris les dispositions adéquates au moment nécessaire alors qu'elles connaissaient la gravité de la situation tenant compte des expériences de la Chine, de l'Iran ou de l'Italie et des alertes de leur propre ministre de la santé», car «la santé de notre peuple est le dernier des soucis du pouvoir colonial. Après avoir contaminé nos sols et nos corps au chlordécone, après avoir repoussé avec dédain les doléances des travailleurs de la santé, aujourd'hui l'État nous impose des dispositions liberticides *pou sové nou apré i pwazonné nou ankò onfwa*» et indique «*travayè e pép Gwadloup !* Nous devons profiter de cette crise pour nous questionner sur notre mode de vie, notre mode de consommation, sur notre droit à la vie, *si nou menm* et particulièrement sur notre souveraineté alimentaire et nos libertés fondamentales.»

FRANCE. Pendant le confinement, l'Espace Autogéré des Tanneries situé près des ateliers de maintenance de Divia à Dijon, se propose de servir de point de stockage pour redistribuer des produits de nécessité à celles et ceux qui en auraient besoin. «Aux Tanneries, nous avons décidé de créer un point de stockage et de redistribution de nourriture et de produits d'hygiène. Si tu veux aider, tu peux venir déposer de la nourriture ou des produits d'hygiène tous les jours entre 17 heures et 18 h 30 devant le portail noir qui se trouve au milieu de l'allée. Des habitant·es ganté·es et masqué·es viendront chercher les précieux paquets devant la porte afin que personne n'ait à entrer dans le lieu», explique le centre autogéré.

23 MARS

KENYA. Les fonctionnaires pourraient voir leurs salaires réduits si la pandémie de Covid-19 atteignait un

niveau de la crise, a déclaré samedi un haut responsable du gouvernement. Le syndicat des fonctionnaires kenyans (UKCS) a averti qu'il contesterait une telle décision devant les tribunaux. «J'ai vu des pays souffrant de la même pandémie offrir des filets de sécurité à leurs citoyens et à leurs travailleurs, pourquoi voudraient-ils faire le contraire ici? Nous nous opposerons à toute baisse de salaire avec notre sang», a déclaré le secrétaire général adjoint de l'UKCS.

FRANCE. La CGT Safran-Dijon constate que «la direction Safran a décidé la reprise du travail dès lundi matin avec un effectif de 45% physiquement présent soit 150 personnes environ. Une telle décision face à cette crise sanitaire est pour nous une aberration… Les dirigeants de Safran se sont donc empressés de remettre tout le monde au boulot! Face à nous la direction locale brandit la menace, inacceptable en de telles circonstances, d'une fermeture hypothétique du site de Dijon à l'issue de ce moment difficile, sous couvert d'un manque de profit en 2020 […]. La direction, dans les instances représentatives, se retranche derrière les recommandations du groupe pour réouvrir l'usine dès lundi matin à 5 heures sans concertation avec les IRPS. Nous dénonçons le manque de transparence et d'information dont fait preuve la direction ainsi que l'irresponsabilité d'une telle réouverture prématurée avec de tels effectifs.»

ITALIE. Sous la pression des grèves et débrayages dans les sites de production, l'annonce de la fermeture des entreprises non essentielles a été faite par le Premier ministre du gouvernement italien, Giuseppe Conte, depuis son compte Facebook personnel samedi soir. Cela a semblé en prendre plus d'un au dépourvu étant donné les réactions de la classe politique et des organisations patronales qui lui ont fait suite. La journée de dimanche a été celle d'un lobbying intense des différents secteurs pour ne pas être, ou être, inclus dans la liste des entreprises de production essentielle. Un décret incluant environ 80 secteurs à caractère dit essentiel a finalement été publié dimanche soir, et ce sera au préfet de chaque territoire de désigner les entreprises en question, comme le demandait Vincenzo Boccia, président de la Confindustria (Medef italien). Les normes sanitaires imposeraient potentiellement aux entreprises de fermer la production jusqu'au 29 mars *a minima.* Mais face aux rumeurs d'extension du périmètre à d'autres secteurs et l'incertitude liée aux fermetures complètes des établissements, les confédérations CGIL, CISL et UIL, dans un communiqué commun, ont menacé «d'une mobilisation allant jusqu'à la grève générale en défense de la santé des travailleurs». Dans les secteurs lombards des fédérations de la métallurgie de la CGIL, de la CSIL et de l'UIL, l'appel à la grève pour la journée du 25 mars est acté. L'Union des syndicats de base (USB) a quant à elle appelé à la grève générale dans tout le pays ce même 25 mars, titrant son appel «Combien faudra-t-il de morts avant que le gouvernement comprenne qu'il faut fermer?». Les annonces ont aussi mené à de vives réactions de la classe politique du sud du pays, craignant que les fermetures entraînent un retour massif des nombreux ouvriers du nord originaires des régions du sud, avec le risque de contamination induit. À l'image de Vincenzo De Luca, président de la Campanie et membre du Parti démocrate, déclarant que «des mesures drastiques pour prévenir l'inévitable flux de personnes» devaient être prises.

AUSTRALIE. Les enseignant·es du Queensland ont annoncé qu'ils et elles se mettraient en grève cette semaine, si le gouvernement de l'État ne ferme pas les écoles en raison de la crise des coronavirus.

FRANCE. Le personnel de nettoyage du site Airbus Marignane a invoqué son droit de retrait face au manque de protection sanitaire en pleine crise du Covid-19. La société Atalian[2] qui emploie les femmes de ménage a jugé que c'était illégal. «Nous sommes potentiellement tous transmetteurs du virus, c'est pourquoi nous avons demandé des masques, des blouses jetables et des gants jetables de meilleure qualité, afin de pouvoir travailler en toute sécurité pour nous et le client», s'inquiétaient les salariées. Elles ont obtenu gain de cause. Masques, gants de meilleure qualité et blouses jetables leur ont été accordés. Lors du dernier CSE du site Airbus, la CGT a été le seul syndicat à demander que «sauf activités vitales» (hélicoptères de secours), le confinement soit aussi appliqué.

NIGERIA. Le Trade Union Congress of Nigeria estime «que le gouvernement devrait être plus précis dans ses directives en demandant à tous les travailleurs de l'État et aux autres employeurs de permettre à leurs travailleurs de travailler à domicile. C'est le cas, car la plupart des bureaux ont plus de 50 employés au vu de la directive émise par le gouvernement concernant le nombre de personnes autorisées à se réunir dans un cadre social particulier».

FRANCE. Des salariés du centre technique du groupe Renault à Lardy (Essonne) ont dénoncé vendredi dans une lettre ouverte l'obligation qui leur est faite de travailler sur place, au lieu d'observer le confinement de lutte contre le coronavirus. Soutenus par les syndicats CGT et SUD de Lardy, les signataires précisent dans leur lettre que «plus de 250» personnes sont ainsi «obligées de venir chaque jour sur ce site» d'ingénierie.

LIBERIA. Afin d'aider à prévenir la propagation du coronavirus au Liberia, une organisation à but non lucratif, Liberia Initiative for Empowerment (LIFE), a commencé la production d'un masque fabriqué localement et réutilisable. Le masque produit au Liberia serait distribué à des centaines de Libériens et de non-Libériens résidant au Liberia afin d'être utilisé pour prévenir le virus. Selon Humpheretta Reid, responsable de LIFE, «En tant qu'humanitaire, je fais une production de masse pour permettre aux gens d'avoir facilement accès à des masques réutilisables, en particulier ceux qui n'ont pas les moyens de se procurer des masques jetables.»

FRANCE. Dans un communique l'intersyndicale CGT, FO, FSU et Solidaires rappelle que «la santé de tous et de chacun doit être la priorité absolue» et «en Seine-Maritime, les salariés du public et du privé sont en colère car, très souvent, les employeurs ne prennent pas toutes les dispositions pour les protéger, alors même que le Code du travail en fait une obligation.» L'intersyndicale ajoute que «Dans le commerce, la restauration rapide et les grandes surfaces, secteurs très exposés, c'est souvent l'action des salariés et des représentants du personnel qui imposent des mesures de protection : pose de plexiglas, fourniture de gants et de masques, imposition d'espacement… Des employeurs, tels que Carrefour à Barentin, font tout contre l'exercice par les salariés de leur droit de retrait légitime… Alors même que l'action Carrefour a bondi de 14 % en trois jours. À la Poste, de même, salariés et représentants du personnel, doivent agir pour faire arrêter des activités non essentielles, alors que plusieurs postiers sont contaminés et toujours sans protection. C'est la preuve que la direction semble davantage soucieuse du chiffre d'affaires de l'entreprise, que de la santé des postiers. Dans la plupart des secteurs : métallurgie, chimie, construction, ports et docks, plateformes d'appel, banques… ce sont les salariés et les délégués qui imposent des mesures de fermeture, de réduction d'activité, de protection élémentaire, aux employeurs.»

24 MARS

FRANCE. Le Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale et People's Health Movement Europe (PHM) soulignent que des médicaments efficaces et sûrs, notamment le vaccin et le traitement contre le Covid-19, doivent être mis gratuitement à la disposition de tous les citoyens, sans dépenses personnelles, et que des prix équitables doivent être payés par les systèmes de santé nationaux. Le 7 avril, Journée mondiale de la santé, des actions décentralisées sont organisées dans toute l'Europe. Pour la cinquième année consécutive, le Réseau européen et PHM appellent les citoyens, les travailleurs de la santé, les associations… à se rassembler à l'occasion de la Journée d'action contre la commercialisation de la santé. Nous appelons donc chaque citoyen.ne à manifester en «propageant la solidarité, pas le virus». Comment ? Par une action «drap blanc». Le 7 avril : 1) accrochez vos messages sur un drap blanc dans un endroit visible ou faites une pancarte à la maison ; 2) prenez-vous en photo avec vos messages ; 3) partagez-les sur les réseaux sociaux • ajoutez le hashtag #health4all et/ou #santépourtous • adressez-le à vos responsables politiques.

GRANDE-BRETAGNE. L'IWGB (Syndicat indépendant des travailleurs de Grande-Bretagne) annonce qu'il poursuivra le gouvernement «pour son incapacité à protéger les travailleurs précaires pendant la pandémie de coronavirus». Dans un communiqué publié lundi, le syndicat a déclaré qu'il entamait une action en justice contre le gouvernement pour non-protection des salaires et des emplois de millions de travailleurs. Il ajoute qu'il intenterait également une action en justice pour non-respect de la santé et de la sécurité des personnes toujours employées grâce à une indemnité de maladie appropriée.

CANADA. La ministre, Danielle McCann, a signé samedi après-midi un décret permettant aux gestionnaires des hôpitaux de réviser les horaires de travail, de «disposer des ressources humaines nécessaires» durant l'état d'urgence sanitaire. «La journée régulière de travail peut être modifiée, mais ne peut toutefois excéder douze heures», peut-on notamment lire dans l'arrêté ministériel. La présidente de la Fédération de la santé du Québec (FSQ-CSQ), Claire Montour, accuse les décideurs politiques de «couper les ailes» aux

professionnels de la santé : les « anges dont on disait vouloir prendre soin ». « Et cela se traduit maintenant par la suspension de toutes les clauses qui nous garantissaient un minimum de décence dans nos conditions de travail. Ce gouvernement a une drôle de façon de prendre soin de nous », a-t-elle affirmé.

HONG KONG. Le syndicat des aides domestiques a exhorté le gouvernement à établir des protections claires pour les travailleurs migrants contre la pandémie de coronavirus. La Fédération de Hong Kong du Syndicat des travailleurs domestiques asiatiques s'est plainte que les travailleurs ont apparemment été ignorés et que des questions urgentes restent sans réponse – telles que les protections en place pour les employés des personnes placées sous quarantaine obligatoire après leur retour à Hong Kong de l'étranger. « Le problème est de savoir comment nous protéger en tant qu'aides domestiques migrantes à l'intérieur de la maison ? » a demandé la secrétaire du syndicat, Shiella Estrada. Elle a souligné que les aides domestiques doivent souvent s'occuper des enfants et des bébés et vivre à proximité de leurs employeurs.

ÉTATS-UNIS. Hier, tous les employés du SE 92nd Avenue Burgerville ont déclenché une grève d'une journée pour protester contre ce qu'ils prétendent être des conditions de travail dangereuses liées à l'épidémie de coronavirus. Le magasin a rouvert ses portes aujourd'hui, et près de 40 autres sites de Burgerville restent ouverts, mais le syndicat des travailleurs de Burgerville (BVWU) a publié une liste d'exigences pendant cette pandémie.

La grève était en grande partie pour protester contre la réduction du personnel qui rend difficile le maintien des normes de protection des travailleurs. « Comment pouvons-nous garder les gens en sécurité avec une équipe squelette ? », demande Mark Medina, un employé de la 92e Avenue, qui considère que « le maintien des normes de protection demande beaucoup de travail. Les entreprises de Burgerville prétendent se soucier de la communauté, mais, en réduisant leurs coûts, elles nous mettent tous en danger. Les gens pourraient mourir. » Le représentant syndical Emmett Schlenz a également noté que la direction n'avait pas fourni de directives adéquates sur la manière dont les travailleurs pouvaient maintenir des pratiques de distanciation sociale tout en travaillant à proximité les uns des autres. Les travailleurs de Voodoo Donut ont annoncé la semaine dernière la création de leur syndicat.

FRANCE. La fédération SUD-Santé Sociaux revendique « la généralisation des tests fiables de dépistage du Covid-19 avec priorité pour toute personne exposée, pour l'ensemble du personnel soignant et des travailleurs sociaux au contact du public ; la réquisition de tout le matériel à usage unique dormant dans tous les secteurs qui en utilisent, BTP, industrie et autres (masque FFP2 et tenues à UU, par ex.) pour mise à disposition immédiate auprès des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux mais aussi auprès des personnels libéraux et des personnels de l'aide à domicile ; la réquisition des usines en capacité de modifier leurs chaînes de production pour accélérer la mise à disposition de masques FFP2, de tenues, de lunettes de protection, de gants, de couvre-tête et surchaussures le tout à usage unique et de gel hydroalcoolique ; la réquisition des usines en capacité de fabriquer des respirateurs ou tout autre matériel médical, y compris si cela implique qu'elles modifient leurs chaînes de production ; la réquisition des cliniques qui doivent se mettre immédiatement au service du bien de tous et toutes, sans attendre qu'elles se portent volontaires ou choisissent la hauteur et la nature de leur implication ! » et avertit : « La Fédération SUD-Santé Sociaux saura demander des comptes aux responsables de cette crise sanitaire sans précédent, non seulement le gouvernement actuel, mais aussi à ceux qui l'ont précédé ! »

FRANCE. Au centre d'appels Téléperformance de Belfort où le télétravail est possible, les employé·es doivent venir malgré tout travailler dans de vastes bureaux en toute promiscuité et sans protection (gel, masque…). Le paradoxe est que certain·es travaillent pour le numéro vert mis en place par le gouvernement pour répondre aux questions sur le coronavirus. La section SUD-PTT dénonce cette mise en danger et devant l'apathie de la direction a appelé à des débrayages. La suite, le syndicat la raconte : « La direction de Téléperformance au lieu de nous recevoir afin de trouver une solution rapide et de sécuriser la situation a préféré appeler la police afin de faire cesser le débrayage. Les forces de l'ordre ont fait le choix d'obéir à la direction et d'interdire le droit de grève dans l'entreprise en raccompagnant les salarié·es en production […]. La police expliquant sans doute ce choix d'aller à l'encontre du droit de grève que le rassemblement était non autorisé et dangereux ». Le lendemain, un salarié était détecté positif au virus. Le syndicat poursuit : « Que dira la police à présent ? Nous réaffirmons plus que jamais nos vies valent plus que leurs profits ! »

PÉROU. La Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP) a condamné aujourd'hui l'arrestation des secrétaires généraux du Syndicat national des médecins du système de santé de la sécurité sociale, Teodoro Quiñones, et des infirmières Marlene Vargas, pour, selon la police, avoir violé l'état d'urgence décrété face à la pandémie de Covid-19. Tous deux ont été arrêtés hier alors qu'ils étaient sur le point de donner une conférence de presse et dénoncer le manque de vêtements de sécurité pour le personnel médical et le manque d'équipement, de matériel et de personnel pour faire face à l'urgence sanitaire. La CGTP a exprimé sa solidarité avec les personnes arrêtées et a protesté contre ce qu'elle a appelé une atteinte à la liberté individuelle et à la liberté d'expression et a demandé que leurs demandes soient satisfaites, y compris la demande de démission du président du système de Sécurité sociale (EsSalud), Fiorella Molinelli. La police a fait valoir que les syndicalistes avaient été arrêtés pour avoir violé l'état d'urgence décrété contre le nouveau coronavirus qui, a-t-elle dit, interdit les réunions et les manifestations, et qu'ils seront poursuivis par le parquet.

AFRIQUE DU SUD. L'Union nationale des transports unie (UNTU) a accusé la Passenger Rail Agency d'Afrique du Sud (Prasa) de ne pas avoir fourni un équipement de protection suffisant à son personnel opérationnel pour freiner la propagation de Covid-19. L'UNTU a accusé Prasa de «jouer avec la vie de ses employés opérationnels et de milliers de navetteurs.». «Cela survient après que le ministre des transports Fikile Mbalula a ignoré depuis la semaine dernière les appels répétés d'UNTU à suspendre les opérations de Metrorail pour lutter contre la propagation du virus», a ajouté le syndicat

ITALIE. À la veille de l'appel à la grève, la situation s'est tendue suite à la publication de la liste des activités considérées comme essentielles. Parmi les autorisations données pour assurer une continuité de la production, on trouve notamment une partie conséquente des industries aérospatiales, aéronautiques, chimiques, automobiles, l'armement et la construction navale. Les confédérations syndicales CGIL, CISL et UIL, rappelant que 57,6% des salariés italiens travaillent encore, demandent le retrait de ces activités et appellent à une application stricte du protocole sanitaire signé la semaine précédente pour ceux qui doivent continuer à travailler. Ils en appellent à la responsabilité du gouvernement et du patronat et préféreraient éviter d'en venir à la grève. Un protocole critiqué par les syndicats de base et une partie de la FIOM-CGIL pour ses insuffisances. La principale fédération patronale Confindustria continue de son côté son lobbying pour maintenir un maximum d'activité, en appelant à la défense de l'économie italienne et avançant le chiffre d'une perte mensuelle de cent milliards d'euros pour le pays. Mais les grèves et assemblées ont déjà commencé aujourd'hui à Ilva (Arcelor Mittal), Leonardo (aéronautique) et Saffilie (composants électroniques), notamment soutenues par les syndicats de la FIOM. Son secrétaire national, Michele De Palma, s'interroge : «pour aller sur la Lune on peut attendre quelques jours, non ?» et annonce le maintien du préavis de grève de 48 heures. La FILCAMS-CGIL, fédération du commerce et services, appelle à une journée de grève le dimanche 29 mars dans les supermarchés du pays, rappelant la grave exposition des salariés du secteur au virus et dont les salariés dépassent bien largement les horaires hebdomadaires de travail réglementaire (environ 40 à 50 heures semaine). Ils demandent l'ouverture des supermarchés sur six jours maximum et non sept comme c'est le cas actuellement et le respect du protocole sanitaire. Autre point chaud dans la logistique où, comme à Amazon, malgré les annonces de la multinationale, la tension reste forte entre travailleurs et employeurs. L'entrepôt de Torrazza, près de Turin, qui emploie environ 1 800 personnes, a vu 50% des salariés se mettre en grève spontanément selon les syndicats FILT et NDIL CGIL, sous le mot d'ordre «Les travailleurs assument la responsabilité civile de limiter la propagation du virus Covid-19». Ils reprochent notamment les commandes inutiles qui continuent d'être livrées malgré la communication d'Amazon, un travailleur racontant : «J'ai livré des bijoux aujourd'hui, ça vous semble indispensable ?» La non-application des réglementations sanitaires (pas de masques notamment) et de distance minimale est aussi dénoncée, beaucoup mangent seuls dans leur véhicule pour éviter la promiscuité avec les collègues. Si la fermeture complète est la meilleure option pour une partie des travailleurs, la solution ne semble pas faire consensus, notamment auprès de ceux qui ont des contrats arrivant à échéance et s'inquiètent de ne pas être renouvelés.

25 MARS

FRANCE. Solidaire 93 dénonce «avec force le traitement médiatique et policier qui est fait de notre

département. Une partie de la presse et de la classe politique s'est en effet indignée de voir les manquements au confinement dans certaines villes du 93, dénonçant le manque de civisme, l'irresponsabilité ou la bêtise de leurs habitant·es, appelant pour certains à une répression plus sévère, tandis que les témoignages de violences policières s'accumulent.» Solidaires 93 revendique notamment «la suspension des loyers, des factures d'eau, d'électricité et de gaz ; la prise en charge collective du confinement par des actes de réquisition de logements vides, de centres de colonies de vacances… ; le versement automatique de tous les minima sociaux ; des distributions alimentaires ; la prise en charge à 100 % du salaire en chômage partiel… »

GHANA. Les mineurs souhaitent que les sociétés minières renforcent les normes de sécurité pour empêcher la propagation du coronavirus. Le Ghana Mineworkers' Union (GMWU) du Trades Union Congress se dit profondément préoccupé par la nouvelle pandémie de coronavirus et ses conséquences potentielles sur la santé et la sécurité de ses membres. Tout en félicitant le gouvernement et les autres partenaires sociaux pour les mesures concrètes prises à ce jour, «le GMWU exhorte les employeurs à promouvoir le travail à distance, en particulier pour les travailleurs vulnérables comme les mères allaitantes et les femmes enceintes, et s'efforce également de créer des canaux ou des plateformes officiels pour des mises à jour régulières sur la pandémie Covid-19, en particulier à l'ère des médias sociaux et des fausses nouvelles».

CAMBODGE. Le porte-parole du ministère du travail et de la formation professionnelle, Heng Sour, a déclaré qu'au 20 mars, plus de 50 usines avaient déposé une demande de suspension de travail, touchant près de 30 000 travailleurs. Pav Sina, président de l'Union collective des mouvements de travailleurs (CUMW), a déclaré que le total pourrait être encore plus élevé que cela. Il a déclaré que les suspensions étaient dues à un manque de matières premières dans certains cas et à un manque d'acheteurs dans d'autres. Le président de la Confédération nationale des syndicats (NTUC), Fa Saly, a déclaré que le NTUC aimerait lancer un appel au gouvernement cambodgien, en particulier au ministère du travail et de la formation professionnelle, pour qu'il arrête temporairement le travail dans les ateliers, usines et entreprises de Phnom Penh afin d'atténuer le risque de répandre Covid-19…

CHINE. Alors que la reprise du travail et de la production progresse dans les régions à faible taux de coronavirus, une fédération chinoise de syndicats officiels liés à l'État a émis une déclaration pour mettre en garde contre la discrimination dans l'emploi sur les patients guéris au Covid-19 sur le lieu de travail. La Fédération des syndicats de la province d'Anhui, dans l'est de la Chine, a souligné dans l'avis que les employeurs ne pouvaient pas refuser d'employer des patients atteints de coronavirus guéris au motif qu'ils avaient été infectés par l'épidémie. La fédération a déclaré que les travailleurs qui doivent arrêter de travailler pour un traitement en raison d'une infection confirmée par un coronavirus devraient bénéficier d'une période de traitement médical conformément à la loi. Pour les personnes soupçonnées d'infection, les employeurs ne devraient pas résilier unilatéralement le contrat de travail en raison d'une maladie ou de blessures non liées au travail des travailleurs et de graves difficultés de production et de fonctionnement.

EUSKADI. Vendredi 27 mars, ESK et les syndicats ELA, LAB, Steilas, EHNE et HIRU annoncent l'organisation d'une mobilisation dans tous les centres de travail «afin que les travailleurs puissent exprimer leur colère face à la gestion de la crise sanitaire par les gouvernements et les employeurs.» Ils précisent que dans chaque lieu de travail, «vous devez décider comment vous mobiliser. Il n'y a pas de modalité arrêtée, vous devrez voir si vous le faites à l'entrée, à la sortie, au goûter […]. Les mobilisations doivent être bruyantes : nous sommes en colère ! […] Nous devons porter des cravates noires comme un symbole d'une gestion de la crise qui est catastrophique et qui va faire encore plus de morts. Pour que les mobilisations soient visibles, vous devez envoyer aux groupes ESK WhatsApp des photos et des vidéos des actions que vous réalisez. Ceux d'entre vous qui utilisent les réseaux sociaux ou qui ont leurs propres profils en tant que section syndicale, étiquettent @ESKsindikatua et utilisent : #HaserreGaude #HaserreEguna #MuestraTuEnfado. Ça suffit, les travailleurs sont en colère et en colère !!! Vendredi, mobilisez-vous».

NICARAGUA. L'Articulation des mouvements sociaux du Nicaragua (AMS, regroupement d'organisations sociales, paysannes et féministes indépendantes) accuse le pouvoir du couple Ortega-Murillo de cacher les véritables chiffres de malades du Covid-19, d'intimider les médias qui tenteraient d'informer sur la question, de ne pas prendre de mesures pour les entrées et sorties du pays (notamment à la frontière avec le Costa Rica, où l'épidémie est forte) et surtout de n'instaurer ni respecter aucune mesure de précaution ou

de confinement. L'eau potable et le savon sont rares dans ce pays. Le gouvernement en profite également pour continuer de réprimer toute contestation. La situation est très tendue dans les zones franches, avec des conditions sanitaires dangereuses et la menace de fermeture d'usines. Deux entreprises textiles, des *maquilas*, ont déjà cessé toute activité à cause du manque de matières premières et de la chute des commandes internationales, mettant plus de 9 000 salarié·es en vacances forcées, décidant, avec l'accord des centrales syndicales proches du pouvoir, une «suspension temporaire de la production», jusqu'au lendemain de Pâques. Un accord a d'ailleurs été signé le 25 mars entre ces syndicats progouvernementaux et l'association patronale des zones franches, l'ANIT. Ce document, tout en prônant le respect des mesures sanitaires, accorde le droit aux entreprises de «déclarer une suspension collective [ou individuelle] des contrats de travail», s'appuyant sur un article du Code du travail qui permet de renvoyer les salarié.es chez eux avec seulement six jours de salaire en attendant la reprise. Sandra Ramos, qui dirige un mouvement indépendant de femmes salariées et précaires, dénonce cet accord qui prive les travailleuses et les travailleurs des *maquilas* de ressources alors que leurs employeurs «depuis vingt ans exploitent ces travailleurs et aujourd'hui ne sont même pas capables de leur garantir quinze jours de salaire». La récession menace les zones franches qui emploient plus de 125 000 personnes, dont une majorité de femmes, dans 187 entreprises, la moitié dans le textile. Les 350 000 emplois indirects liés à ce secteur pourraient également être frappés.

ÉTAT ESPAGNOL. Le syndicat CGT d'Airbus (minoritaire) lance un appel à la grève à partir du 30 mars pour protester contre la reprise de la production, après quatre jours d'arrêt, qui met en danger la santé des travailleur·euses. En effet, 138 personnes ont été contaminées par le Covid 19, ainsi que 21 sous-traitants ; 820 autres sont en quarantaine. La CGT dénonce le fait qu'«Airbus n'est pas une industrie essentielle ni stratégique» (seules habilitées dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire à fonctionner dans l'État espagnol). Le délégué syndical CGT d'Airbus considère que la sécurité sanitaire n'est pas garantie. Les Commissions ouvrières n'appellent pas à la grève, à ce jour, mais exigent que cesse la production courante. Les deux syndicats demandent que les masques et autres protections utilisées sur les chaînes soient donnés aux hôpitaux.

BRÉSIL. La Fédération unique des travailleurs du pétrole (FUP) prévient qu'une grève sanitaire devient inévitable à Petrobras (l'entreprise au capital national du pétrole du Brésil). La direction impose des horaires épuisants à rallonge à ses employé·es (plus de douze heures et des séjours sur des plateformes en mer de 21 jours) afin d'approvisionner les entreprises brésiliennes. Les sous-traitants sont encore plus mal traités. Les dirigeants et les cadres sont, eux, confinés, en quarantaine, dénonce la FUP, alors que les travailleur·euses sont au boulot. La direction refuse à ce jour toute discussion sur les mesures de protection sanitaire.

ÉTAT ESPAGNOL. Des groupes sur Whatsapp et sur Facebook s'organisent entre médecins, infirmiers·ères et travailleurs·euses de la santé autour des difficultés rencontrées dans les hôpitaux : ils dénoncent des irrégularités et des dysfonctionnements que l'épidémie de coronavirus met en lumière. Leur objectif : recenser ces carences et lancer un appel à la grève générale dès que l'épidémie ralentira. Un de ces groupes compte plus de 30 000 *followers* : ce sont les «Médecins prêts à réclamer leurs droits». Ils recensent des griefs : les écarts de salaire et la précarité qui diffèrent entre les différentes communautés ; les heures sup mal rémunérées ; l'amende que constitue la retenue fiscale sur les gardes, qui d'ailleurs ne comptent pas pour la retraite, etc.

FRANCE. «Des réquisitions-socialisations ! Chiche ! Pas pour seulement sauver le patrimoine industriel, mais pour sauver des vies !», déclare SUD-Industries. Le syndicat exige : «Établissement d'un état des lieux des stocks de masques et autres équipements de protection disponibles dans les entreprises privées et réquisition par l'État ; la réquisition de toutes les entreprises pouvant être utiles à la fabrication de matériel médical utile dans la période en réorientant la production sous contrôle des organisations syndicales ; un moratoire sur le versement des dividendes aux actionnaires et attribution des sommes concernées à l'amélioration de la sécurité sanitaire et qu'aucun salarié ne voit ses revenus diminuer ; l'arrêt de la casse des droits sociaux et expropriation immédiate des milliardaires afin de financer la politique de la santé.»

26 MARS

GRANDE BRETAGNE. Le gouvernement a annoncé le 24 mars que les grandes entreprises n'auront pas à publier leur écart salarial homme-femme le 5 avril. «Nous reconnaissons que les employeurs britanniques affrontent

une incertitude et une pression sans précédent. À cause de cela, nous pensons qu'il est mieux de suspendre l'obligation de publication du *gender pay gap* cette année», ont expliqué dans un communiqué commun Liz Truss, la secrétaire d'État en charge des femmes et de l'égalité, et David Isaac, président de l'Equality and Human Rights Commission (EHRC). Pour l'instant, plus de 3 000 employeurs avaient mis en ligne leur *gender pay gap* de 2019, soit 26 % des grandes entreprises comptant 250 salariées et plus. Les premiers chiffres diffusés avaient permis de constater que le secteur de la finance restait mauvais élève. Cette annulation a inquiété l'organisme spécialiste des CIPD (Chartered Institute of Personnel and Development) qui a imploré les employeurs de publier volontairement leur écart salarial une fois la crise passée. «Le coronavirus va avoir un impact disproportionné sur les femmes actives, à cause de leur forte présence dans les commerces ainsi que l'hôtellerie-restauration», souligne Charles Cotton, expert du CIPD, alertant sur les risques «de perdre la dynamique d'efforts visant à mettre fin au *gender pay gap*». L'an dernier, la publication de l'écart salarial avait révélé que 78 % des entreprises payaient moins les femmes que les hommes.

ZIMBABWE. Des milliers d'infirmières hospitalières au Zimbabwe ont déclenché une grève mercredi pour dénoncer le manque d'équipements de protection et la pénurie d'eau quelques jours seulement après que le pays a signalé ses premiers cas de coronavirus, a déclaré leur syndicat. Dans un avis au gouvernement, les infirmières exigent un équipement de protection individuelle, de l'eau et une allocation pour risque de coronavirus. «Nous soignons tant de personnes, dont certaines pourraient être infectées, donc nos chances de contracter la maladie sont très élevées», a déclaré à l'AFP le président de la Zimbabwe Nurses Association, Enock Dongo. Le président de l'Association des médecins de l'hôpital du Zimbabwe, Tawanda Zvakada, dans une note aux hauts responsables de l'hôpital de l'un des plus grands hôpitaux du pays, l'hôpital central de Harare, a déclaré que les médecins ne se présenteraient pas avant d'avoir été équipés d'un équipement de protection.

IRLANDE. Environ 80 employés d'ABP Meats à Lurgan, considérés comme «essentiels», ont refusé de travailler aujourd'hui par crainte pour leur sécurité. Le syndicat Unite a été informé que les travailleurs demandent que la distance sociale adéquate de deux mètres soit facilitée et appliquée et que d'autres mesures soient adoptées pour maintenir les travailleurs aussi séparés que possible et que des nettoyages en profondeur soient effectués sur les postes de travail où les travailleurs se sont auto-isolés avec des symptômes de coronavirus.

«Ce qui se passe ici est tout à fait prévisible. Dans le contexte d'une pandémie, où les travailleurs ne se sentent pas en sécurité au travail, le gouvernement doit appliquer clairement les directives de l'Agence de la santé publique sur les coronavirus pour garantir leur sécurité», a déclaré Susan Fitzgerald, agente de coordination régionale de Unite. Par ailleurs, près d'un millier de travailleurs ont quitté le site de Seagoe Moy Park à Portadown. Cela fait suite à l'incapacité du plus grand employeur d'Irlande du Nord à fournir une protection de base en matière de santé et de sécurité

ÉTATS-UNIS. Le plus important syndicat des employés de l'Alaska a poursuivi l'État mardi, affirmant qu'il ne faisait pas assez pour offrir un lieu de travail sûr aux employés ou permettre des options de travail à distance au milieu de la pandémie de Covid-19. Bien que le gouverneur Mike Dunleavy ait annoncé des mesures pour protéger les résidents contre le coronavirus, y compris des recommandations d'abri sur place et une ordonnance du lundi soir fermant la plupart des entreprises non essentielles, Dunleavy considère les employés de l'État comme des employés essentiels. La section locale 52 de l'Association des employés de l'État de l'Alaska, composée de 8 000 membres, affirme devant la Cour supérieure qu'«en ne fournissant pas un environnement de travail sûr et en ne suivant pas les procédures adoptées par le défendeur, annoncées et promises par les employés de l'État, l'accusé nuit gravement aux membres de l'ASEA.»

ITALIE. Un accord a été signé durant la journée de grève, plus ou moins maintenue selon les secteurs, entre les confédérations syndicales et le gouvernement. La grève générale a été particulièrement suivie dans les industries métallurgiques lombardes et de la région du Lazio, où selon le syndicat FIOM le taux de participation à la grève a oscillé entre 60 % et 90 %. Les confédérations syndicales se disent satisfaites de l'extension des fermetures, des restrictions dans certains secteurs et de mesures permettant de s'assurer de l'application rigoureuse du protocole sanitaire dans les activités essentielles. Dans le détail, sont exclues des activités essentielles les productions pneumatiques, le papier peint, la ficelle et le tissu, les machines alimentaires, le commerce en gros de moyens de transport. La fabrication de produits chimiques – à l'exception des

colorants, des allumettes, des articles explosifs – et des articles en matière plastique est limitée comme celles des pièces de chaussures et les objets pour le bureau ou l'école – (secteur dont les travailleurs ont fait une grève hier couverte par les syndicats FILCTEM-CGIL, FEMCA-CISL et UILTEC). Se voient aussi exclus la réparation, l'entretien, l'installation de machines et d'équipements – mis à part quelques exceptions. Autre fermeture importante celle des industries d'armes et de munitions, en plus des coffres-forts, portes de sécurité, carrousels, mais aussi des avions, des vaisseaux spatiaux et divers matériels roulants. Pour le génie civil, oui aux travaux d'utilité publique avec quelques exclusions telles que la construction d'ouvrages sportifs, hydrauliques et chimiques. Des restrictions plus sévères sont aussi prévues pour certains secteurs : les centres d'appels (appels d'offres sortants), la production de plastique et la production de papier. De nouveaux secteurs ont au contraire été inclus dans la liste : les agences pour l'emploi ; la production de piles, batteries ou accumulateurs électriques ; la production de verre creux pour le confinement des aliments ; la production d'emballages métalliques, mais aussi les activités de soutien aux entreprises et la livraison à domicile. Le nombre d'activités passe paradoxalement de 80 à 82, mais les annulations et les restrictions devraient réduire le nombre de travailleurs "essentiels" de quelques millions par rapport aux 12 millions estimés mardi. Ces fermetures ou ouvertures qui doivent être organisées par les préfectures se feront avec la participation et l'approbation des syndicats. Le renforcement du protocole sanitaire a aussi été ajouté au texte signé par le ministre Roberto Speranza et par la CGIL, la CISL et l'UIL, « outre les précautions prophylactiques les plus strictes pour les médecins, les professionnels de la santé et tous les travailleurs de la santé, y compris les services ambulatoires et communautaires, un comité national avec les syndicats sera mis en place pour suivre la situation en permanence [...] Une attention particulière est accordée à la nécessité de fournir aux opérateurs les équipements de protection individuelle appropriés et de veiller à ce que tout le personnel exposé soit en mesure d'effectuer les tests de diagnostic fondamentaux, y compris leur répétition dans le temps ». Selon le secrétaire de la FIOM, cet accord entraîne le maintien des activités pour 30 % des salariés de son secteur et l'accès au chômage partiel avec 700 euros par mois pour le reste des travailleurs. Des chiffres difficiles à vérifier et qui dépendront aussi des autorisations ou interdictions délivrées par chaque préfecture. Les « syndicats de base » (CUB, USB, ADL-COBAS, COBAS, USI, etc.) ainsi que l'opposition de gauche dans la CGIL (« Le syndicat c'est une autre chose ») sont plus réservés sur le résultat et notent que c'est le fruit des grèves menées par les travailleurs et les travailleuses, dans plusieurs secteurs professionnels et régions.

ÉTATS-UNIS. La Pennsylvania Association of Staff Nurses and Allied Professionals (PASNAP), qui représente 8 500 infirmières et travailleurs de la santé à travers la Pennsylvanie, a publié un bulletin de notes sur la façon dont les hôpitaux sont préparés pour gérer l'épidémie de coronavirus. Le rapport du PASNAP examine les politiques et les pratiques de près de deux douzaines d'hôpitaux de la région de Philadelphie à la banlieue de Pittsburgh. Ont-ils des fournitures de protection adéquates pour les travailleurs ? Une unité isolée mise en place pour les patients Covid-19 ? Une tente de triage extérieure ? Dotation en personnel adéquate ? Une politique de quarantaine pour les travailleurs ? Le syndicat a interrogé ses membres pour recueillir leurs réponses à ces questions et plus encore. Bien que le bulletin ne reflète pas les déclarations de politique officielles des hôpitaux interrogés, la présidente du syndicat, Maureen May, affirme que les informations proviennent de personnes ayant les connaissances les plus directes. Les membres du syndicat ont évalué la préparation de leur employeur par un système de notation « bon », « équitable » et « non adéquat ». Voici leurs principales conclusions : les travailleurs de 21 des 23 hôpitaux interrogés se sont dits préoccupés par les niveaux d'EPI (équipement de protection individuelle) pour les travailleurs. Les travailleurs de St. Mary's dans le comté de Bucks et de Wills Eye à Philly ont déclaré que les hôpitaux ne fournissaient pas du tout de masques N-95 adéquats. Dix des 23 hôpitaux ont mis en place des tentes ou des postes de triage extérieurs adéquats pour les patients Covid-19. Seuls sept des 23 hôpitaux avaient désigné une unité distincte à l'hôpital pour les patients Covid-19. L'enquête du syndicat auprès des membres a également révélé que plus de la moitié des hôpitaux interrogés n'ont pas établi de gestion des absences pour les diagnostics Covid-19 parmi le personnel. Neuf hôpitaux ont été classés comme offrant des prestations « inadéquates » aux travailleurs qui doivent rester en quarantaine pendant quatorze jours. Parmi ces hôpitaux, dont cinq sont situés à Philly, les travailleurs ont déclaré qu'ils doivent utiliser les congés payés ou les congés de maladie accumulés – « ou risquent de ne pas être payés ». Huit hôpitaux ont offert des congés administratifs payés « adéquats », ou bien le gouvernement du comté local a proposé de payer les congés des employés des hôpitaux mis en quarantaine.

ÉTAT ESPAGNOL. Deux syndicats, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'UGT, se sont inquiétés le 26 mars de la vague de licenciements (temporaires, chômage technique ou partiel, ou définitif) qu'ils craignent pour la fin de mois. Elle pourrait concerner un million de personnes, selon le secrétaire général des CCOO, Unia Sordo. Le Conseil de ministres a pris hier des mesures interdisant les licenciements en lien avec l'épidémie de coronavirus durant l'état d'urgence. En même temps, les ERTES (les mises au chômage technique) ont été assouplis afin de rendre leur application plus rapide. La ministre du travail, Yolanda Diaz (Esquerda unida, PC galicien), prétend ainsi interdire l'«utilisation du Covid-19 pour licencier» mais pas les licenciements abusifs…

27 MARS

AFRIQUE DU SUD. La Cosatu (congrès des syndicats sud-africain) a condamné les employeurs qui ont contraint leurs employés à prendre un congé annuel pendant le confinement. Par ailleurs, les fonctionnaires ont été invités à sacrifier leurs congés ce qui les a incités à descendre dans la rue, ce qui pourrait perturber la lutte contre le coronavirus. Le Syndicat national de l'éducation, de la santé et des travailleurs assimilés (Nehawu), le plus grand syndicat de la fonction publique, a décidé de manifester contre le gouvernement pour ne pas avoir respecté son accord sur les salaires dans le secteur public.

Le Syndicat sud-africain de la restauration commerciale et des travailleurs assimilés (Saccawu) a déclaré que certains travailleurs avaient reçu des «ultimatums menaçants». Le porte-parole de Saccawu, Mike Sikani, a déclaré : «Le silence autour du sort des travailleurs est assourdissant, tout comme leur capacité à survivre à la pandémie tout en étant en mesure de remplir leurs obligations financières.»

FRANCE. La Fédération CGT des Services publics constate dans un communiqué que «depuis trois semaines, dans toute la France, les syndicats CGT interpellent des employeurs locaux qui poussent leurs agents à se rendre sur le terrain, c'est-à-dire rompre le confinement, alors que leur activité n'est ni vitale pour la collectivité ni nécessaire à la lutte contre la propagation de la pandémie. […] Aujourd'hui encore, par dizaines de milliers, dans toute la France, des agents de la fonction publique territoriale, personnels soignants, agents des EHPAD, ATSEM, assitant.es maternelles, asistant.es familiales, égoutiers, éboueurs, pompiers, gardiens, techniciens ou administratifs d'astreintes […] subissent d'inadmissibles injonctions pour aller travailler sans disposer des équipements de sécurité nécessaires pour se protéger du coronavirus. Il faudrait ne rien dire ?» et annonce déposer un préavis de grève du 1er au 30 avril 2020.

SUISSE. La décision du FC Sion de licencier neuf footballeurs professionnels est «scandaleuse», a estimé mercredi Lucien Valloni, le patron du syndicat des joueurs suisses (SAFP), mercredi dans une interview à l'agence de presse Reuters. Comme ailleurs dans le monde, le championnat suisse est à l'arrêt à cause de la pandémie de coronavirus, ce qui prive les clubs d'une grande partie de leurs revenus pour une période qui pourrait durer des mois. Face à cette situation, le FC Sion a licencié la semaine dernière neuf joueurs qui auraient refusé une baisse de salaire.

FRANCE. Du côté des syndicats du service de la Poste en Ille-et-Vilaine, le compte n'y est pas. Pour la CGT, «la Poste prend en compte bien tardivement un climat social catastrophique marqué par un nombre record de droits de retrait, d'arrêts de maladie consécutifs à l'épidémie de Covid-19» car «près d'une centaine d'agents à la plateforme industrielle courrier (Pic) de Rennes sont en arrêt. Combien y a-t-il d'absents sur la plateforme colis du Rheu et dans les bureaux de Poste ? Le 23 mars au soir, la direction de la plateforme du Rheu a fait appel à 70 intérimaires pour compenser l'absence de titulaires». Et sur ce site, «une quinzaine de personnels ont fait valoir leur droit de retrait». La CGT réclame «un plan de dépistage systématique du personnel, ce qui n'est pas fait aujourd'hui». SUD-PTT dénonce «le non-respect des distances de sécurité à la plateforme colis du Rheu» et «le recours à des dizaines d'intérimaires». SUD pointe aussi du doigt un autre élément : «Le restaurant collectif ayant fermé, les agents, postiers et intérimaires disposent seulement de deux réfrigérateurs pour leur pause déjeuner.»

FRANCE. Les syndicats de la CGT de la métallurgie Bourgogne-Franche-Comté demandent la mise à l'arrêt des usines non vitales afin de protéger la santé des travailleurs et des travailleuses. «Pour casser la propagation du virus le gouvernement a pris la juste décision d'un plan général de confinement. Mais dans le

même temps encourage des milliers de salariés qui ne peuvent pas télétravailler à se rendre sur leurs lieux de travail. Pour notre organisation il y a là une nouvelle incohérence et surtout un grave danger ! Dans la métallurgie nous constatons que des milliers de salariés sont obligés de se rendre dans leurs entreprises. Or, d'une part, dans bien des cas la santé de ces salariés n'est pas assurée, notamment par l'absence de moyens de protections, qui font également cruellement défaut à nos soignants. De l'autre nous constatons que ces usines encore ouvertes ne produisent pas, pour la plupart, des biens actuellement vitaux au pays» explique le syndicat.

BELGIQUE. La CNE (Centrale nationale des employés et des cadres du secteur privé) dénonce vendredi des abus d'entreprises qui placent rétroactivement leurs employés malades au chômage temporaire dans le cadre de la crise du coronavirus, au lieu de leur verser un salaire garanti, comme le prévoit la législation. Le syndicat chrétien parle d'attitude «révoltante» mais aussi «socialement irresponsable».

APPEL INTERNATIONAL DES CENTRES D'APPELS. «Depuis plusieurs semaines, des millions de travailleur·ses à travers le monde, continuent de travailler dans leurs centres d'appels afin de prendre des appels voire d'en émettre pour vendre des abonnements téléphoniques ou des assurances. [...] Chaque jour, les salarié·es du secteur sont obligé·es de se déplacer pour travailler au risque d'attraper le coronavirus ou de le transmettre... Le but ? Assurer le service clients, vendre ou animer les réseaux sociaux... pour les UBER, Google, Engie, Orange et autres Amazon, Air B'N'B, Bell-Canada... Notre question est simple : en quoi, au vu de l'urgence sanitaire que nous vivons, nos métiers sont-ils essentiels ? Oui, en quoi ?»

«Les syndicats UGTT (Tunisie), SUD-Solidaires (France), UMT (Maroc), CGT (État espagnol), SYNTO (Cameroun), STCC (Portugal) dénoncent le manque de protection qui subsiste dans les centres d'appels... Nous exigeons la mise en place du télétravail partout où le réseau et les conditions le permettent. Là où ce n'est pas possible et là où le service est essentiel, comme le service lié aux informations sur le Covid-19, nous exigeons le minimum de protection : gel, savon, lingettes disponibles en continu pour les salarié·es ; maximum de 50 personnes par espace de travail ; un mètre de distance entre chaque salarié·e ; évacuation des locaux jusqu'à désinfection des locaux en cas de cas avéré ou suspecté d'infection d'un un·e salarié·e ; Sans ces mesures, nous exigeons l'arrêt de la production ! Les salarié·es sous-traitants, féminisés et fortement précaires du secteur ne veulent pas et n'accepteront pas d'être la chair à canon du système capitaliste.»

FRANCE. L'Union syndicale Solidaires (Côtes-d'Armor) révèle que «fin 2018, le groupe multinational américain Honeywell fermait son site de production industriel de Plaintel [département des Côtes-d'Armor en région Bretagne] pour le délocaliser en Tunisie, licenciant en même temps 38 salarié·es. Cette entreprise, créée il y a une cinquantaine d'années – qui compta jusqu'à 300 salarié·es avant son rachat en 2010 par Honeywell au groupe Sperian – fabriquait en quantité considérable des masques respiratoires jetables et des vêtements de protection sanitaires. Sa production était de 200 millions de masques par an, soit près de 20 millions par mois, fabriqués sur des machines ultramodernes pouvant produire chacune 4 000 masques à l'heure. Les sections syndicales CGT et CFDT de l'usine de Plaintel avaient, à l'époque, lancé un cri d'alarme pour empêcher la fermeture du site et la destruction de leur outil de production...». Elle propose «que le site industriel de fabrication de masques de protection sanitaires de Plaintel soit recréé en urgence sous un statut d'établissement public industriel et commercial (EPIC-structure liée à ce qui peut être considéré comme un service public) ou sous la forme d'une société coopérative ouvrière de production (Scop). Le personnel compétent et disponible existe et ne demande que cela.»

TUNISIE. Dans une usine tunisienne près de Kairouan, Consomed, 150 personnes, des ouvrières pour la plupart, se sont enfermées afin de fabriquer des masques et des protections pour les hôpitaux. C'est l'AFP qui relaye l'information. *La Croix,* qui a tenté d'enquêter à distance, explique que ce confinement était volontaire et que ces travailleuses et travailleurs craignant que cette entreprise, principal site de production du pays et l'un des plus importants en Afrique de ce type de matériel, ne ferme en cas d'épidémie, auraient pris les devants... Consomed fonctionne désormais en vase clos : 110 femmes et 40 hommes travaillent, mangent et dorment dans les 5 000 m^2 d'entrepôts, dont un médecin, des cuisiniers et le directeur.

28 MARS

FRANCE. Colère et tristesse à la Fédération CGT-Commerce et services qui annonce dans un communiqué «hier soir nous avons appris le décès d'Aïcha, 52 ans, déléguée syndicale CGT, salariée du Carrefour de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Elle a succombé au Covid-19. Nous déplorons désormais le second décès lié au Covid-19 dans le secteur du commerce et des services. Nous sommes loin du discours rassurant de M. Bompard, PGD de Carrefour, sur France 2. La Fédération CGT Commerce et Services exige une nouvelle fois du gouvernement qu'il impose aux groupes de la grande distribution de n'ouvrir que les rayons des produits de première nécessité, de restreindre les amplitudes d'ouvertures et de fermer le dimanche. Les salariés sont suffisamment exposés ! Combien de morts vous faut-il encore pour comprendre ? Aucune prime ne pourra jamais remplacer une vie», accuse le syndicat.

ITALIE. À la crise sanitaire s'ajoute désormais une crise sociale de plus en plus grave, touchant tout particulièrement les régions du sud du pays, où l'on estime qu'environ 4 millions de personnes touchent une partie conséquente de leur revenu au noir. À Palerme, en Sicile, il y a eu une tentative collective de partir avec des caddies de courses sans payer. Après bientôt un mois de quarantaine, les inégalités sociales dans toutes leurs dimensions s'approfondissent dramatiquement. Les demandes adressées à la Banque alimentaire ont augmenté de 20 %, dont 40 en Campanie.

«Ceux qui ont l'habitude de recevoir un lot de nourritures à la maison, explique Chiara Capretti de Potere al Popolo, ou qui mangent dans les cantines populaires se sont retrouvés sans aides, beaucoup de volontaires sont âgés et, par conséquent, obligés de ne pas sortir. Même les coopératives du troisième secteur [équivalent de l'ESS français dans l'alimentaire] se sont arrêtées parce que les travailleurs n'ont pas d'équipement de protection. Nous sommes au bout du rouleau : pendant des années, le bénévolat a fourni des services sociaux, maintenant il n'y a plus d'organisation publique efficace».

À Naples, Giovanni Pagano, qui fait partie de l'exécutif national de la Fédération syndicale des USB del Sociale, raconte : «Nous avons besoin d'un revenu de quarantaine immédiatement ou la situation va se précipiter. Les travailleurs viennent à nos guichets, des fonctionnaires précaires, d'anciens chômeurs qui ont pu recevoir de petits chèques. Sans soutien, ils ne resteront pas chez eux mais iront chercher une solution. Les obstacles d'accès au revenu de citoyenneté doivent aussi être levés au plus vite. De nombreuses personnes qui travaillaient illégalement n'ont pas fait de demande parce qu'elles avaient peur de se heurter à une sanction… Les soignants, les gardiens, les nettoyeurs, les livreurs, les colporteurs, les barmaids et les petits marchands. Mais cela touche également les indépendants, ceux qui travaillent sur des projets, ou dans le secteur du tourisme et de la restauration. La priorité est d'éviter qu'ils s'endettent.»

Les administrations régionales et les mairies se joignent aussi à ces voix, demandant des aides d'urgence, la reconnaissance du statut de catastrophe naturelle, le retour de l'impôt pour des mairies qui se trouvent sans liquidités, le débat sur le revenu de citoyenneté est aussi relancé à l'échelle nationale. Depuis hier, des patrouilles de police surveillent les supermarchés de Palerme.

CATALOGNE-BALÉARES. Depuis la mi-mars, la coordination pour un Plan de choc social demande la suspension des loyers durant l'épidémie sans obtenir de réponse claire ni de la part de la Generalitat, en Catalogne, ni du gouvernement espagnol et ce alors que de nombreuses familles ne pourront plus payer leur loyer, à cause du chômage technique. Le Syndicat des locataires de Catalogne et la coordination Plan de choc social lancent ensemble une «grève des loyers», afin de coordonner leur non-paiement total ou partiel, à partir du 1er avril. Le Syndicat des locataires de Majorque a rejoint cette initiative (derrière le mot d'ordre «Nous ne sommes pas payés, nous ne payons pas») et demande la réquisition des logements vides pour y installer des familles sans ressources. Le syndicat CGT soutient cette campagne, alors que l'APH (l'association contre les expulsions des victimes de prêts, jadis dirigée Ada Colau, la maire de Barcelone) s'y oppose, arguant que les propriétaires à terme réclameront les impayés. Face à cette initiative, les bailleurs, réunis en lobby dans l'ASVAL, entendent maintenir les tarifs et leurs avantages fiscaux.

INDONÉSIE. L'Association médicale indonésienne (IDI) et de nombreux autres groupes professionnels ont fait part de leurs protestations au gouvernement concernant le manque d'équipement de protection individuelle pour les médecins, les infirmières et les travailleurs médicaux impliqués dans la gestion de l'épidémie de coronavirus. Ils ont même menacé de déclencher une grève si le gouvernement ne répond pas à leurs

besoins. «Chaque travailleur de la santé court le risque de contracter l'infection à coronavirus ou Covid-19. Nous exigeons donc un approvisionnement adéquat en EPI (équipements de protection individuelle) pour tout le personnel médical» comme indiqué dans la déclaration écrite signée par le président de l'IDI, Daeng M. Faqih, le vendredi 27 mars 2020.

FRANCE. Un collectif de soignants, qui avait déposé plainte contre Édouard Philippe et Agnès Buzyn, exige du gouvernement la publication des contrats de commandes de masques et de tests de dépistage du coronavirus. Plus précisément, «les contrats relatifs aux tests de dépistage du Covid-19» qui ont été «conclus par l'État depuis le 20 décembre». 92 professionnels de santé représentant le collectif C19, dont trois membres ont porté plainte la semaine dernière devant la Cour de justice de la République contre le Premier ministre et l'ancienne ministre de la santé sont à l'origine de cette action.

FRANCE. «La livraison de repas à domicile organisée par les plateformes numériques lucratives et prédatrices fait partie des secteurs d'activité non prioritaire. Elle met en danger les livreurs, leurs familles, ainsi que les clients des plateformes numériques. La nature de l'activité de livraison de par ses contacts avec digicodes, interphones, portes d'immeuble, rampes d'escaliers, boutons d'ascenseurs, fait du livreur un travailleur surexposé et un vecteur important de la dissémination de la maladie», explique un communiqué signé par le Collectif des livreurs autonomes de Paris, Minga Faire ensemble, l'Alliance des cuisiniers Slow Food, la coopérative Les Oiseaux de passage, la Coop des communs, le Syndicat des travailleurs et travailleuses du jeu vidéo, la CGT-SAP (Service à la personne), l'Union syndicale Solidaires, la Fédération SUD-Commerces et services, la Confédération nationale des travailleurs-Solidarité ouvrière (CNT-SO) : «Dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, nous exigeons l'arrêt immédiat de ces plateformes [Uber Eats, Deliveroo, Stuart, Glovo, Frichti, Nestor] et l'indemnisation de tous les livreurs.»

COLOMBIE. Des escadrons de la mort profitent du confinement en raison du coronavirus pour assassiner des militants paysans, ont averti des ONG locales. Un «nombre ahurissant» de militants des droits humains tués en Colombie, selon l'ONU. Lorsque des villes à travers le pays ont introduit des mesures de quarantaine locales la semaine dernière, trois dirigeants de mouvements sociaux ont été tués, et alors que le pays se prépare à imposer un confinement national mercredi, les militants ont averti que d'autres meurtres suivraient.

FRANCE. «Il y a forcément deux poids, deux mesures : la plupart des cadres restent chez eux et télétravaillent. Mais dans les entrepôts, c'est une autre histoire pour les salariés qui se sentent de plus en plus en danger. Un sentiment d'injustice est en train de monter dans de nombreuses entreprises comme chez Oscaro.com», explique Hichem Aktouche, chargé du secteur du commerce et des services au syndicat SUD-Solidaires, organisation majoritaire chez Oscaro. Depuis mercredi, en raison d'une grève et au droit de retrait d'une partie des salariés de ses entrepôts d'Argenteuil et de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), la société de la vente en ligne de pièces détachées automobile fonctionne au ralenti.

29 MARS

GRANDE-BRETAGNE. Les distributions de courrier de la Royal Mail pourraient cesser car les postiers se plaignent d'avoir à délivrer du «courrier inutile» pendant le confinement du Covid-19, alors que les dirigeants syndicaux encouragent le personnel à déposer un congé maladie plutôt que de risquer d'attraper un coronavirus au cours de leurs rondes quotidiennes, rapporte The Telegraph.

AFRIQUE DU SUD. Le Syndicat des travailleurs de l'habillement et du textile d'Afrique australe (SACTWU), affilié au COSATU, a conclu la deuxième convention collective nationale sectorielle du pays «Covid-19 Lockdown National Lockdown». L'accord prévoit que les travailleurs du textile qui sont couverts par le champ d'application de la NTBC se voient garantir le paiement intégral du salaire pendant la période de confinement. Ces paiements salariaux seront constitués d'une combinaison de fonds de la Caisse d'assurance chômage des travailleurs (FUI) plus une contribution en espèces des employeurs du textile.

FRANCE. Les syndicats CFDT, FO et CFTC du transport routier appellent les chauffeurs à exercer «individuellement» leur droit de retrait à partir de lundi en cas de «manquements» aux mesures de protection sanitaire contre le Covid-19. Pour les trois organisations, «le constat est récurrent de jour en jour», d'un

«manque de masques, gants et gel hydroalcoolique», un «manque de sanitaires et douches» accessibles, et des «clients ne respectant pas les conducteurs à la juste mesure». Les syndicats exigent «l'arrêt des transports non essentiels», la «réquisition des aires de repos, stations-service, restaurants routiers».

ÉTATS-UNIS Un syndicat représentant les infirmières du comté de Los Angeles a fait valoir que les masques respiratoires N95 spécialisés devraient être largement mis à la disposition des travailleurs de la santé en première ligne du Covid-19. Les infirmières sont invitées à réutiliser les masques et se voient refuser l'accès aux respirateurs N95 prescrits par une norme de l'État pour les maladies infectieuses, selon le syndicat Service Employees International Union Local 721. «La position de notre syndicat est que beaucoup de choses ne sont pas encore claires sur ce virus et que le comté de LA (Department of Health Services) devrait faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit de garantir que le personnel essentiel des infirmières soit protégé afin qu'elles puissent rester en bonne santé et puissent soigner des milliers de patients dans les semaines à venir, alors que le public aura plus que jamais besoin d'infirmières» insiste un communiqué du syndicat.

Coral Itzcalli, porte-parole de la section locale 721 du SEIU, a déclaré au City News Service que le syndicat avait rencontré des responsables du comté le 11 mars et avait reçu l'ordre de ne pas s'inquiéter car de nombreux équipements de protection individuelle étaient disponibles. SEIU 721 a accusé les administrateurs d'hôpitaux du comté d'avoir stocké les respirateurs N95 et a déposé une plainte auprès de la California Division of Occupational Safety and Health. Le syndicat a exigé que le comté enquête immédiatement sur le risque encouru par les travailleurs de la santé. «Il est tout à fait décevant que le comté de LA place les travailleurs de la santé de première ligne comme moi dans ce genre de danger alors que c'est précisément dans des moments comme ceux-ci que nous avons désespérément besoin de tout le personnel médical en parfait état», a déclaré Cynthia Mitchel, une infirmière à LAC +. USC. Jusqu'à ce que le comté fournisse ce qu'il considère comme un équipement de protection individuelle approprié, le syndicat a informé les différents professionnels de la santé qu'ils peuvent choisir de refuser les affectations qu'ils jugent dangereuses.

FRANCE. La CGT-Safran demande une nouvelle fois à la direction de fermer le site de Domérat (près de Montluçon, dans l'Allier, et qui fabrique des drones et des kits de guidage de missiles) afin de protéger le personnel (1 200 personnes), en particulier après l'annonce de sept cas suspects de Covid-19. Quelques jours après avoir demandé la cessation de l'activité et la fermeture du site de Domérat, la CGT-Safran a adressé un nouveau courrier à la direction ce samedi 28 mars. Le syndicat demande une nouvelle fois l'arrêt de l'activité et le confinement des salariés à leur domicile, en particulier après la mise en quarantaine d'une poignée d'agents et la suspicion d'infection de sept personnes. «Le 27 mars 2020, nous notons que vous avez mis en quarantaine un atelier (salle blanche) suite à quatre cas suspects. Au total, vous avez recensé sept cas suspects et vous avez isolé une douzaine de cas contacts qui ont été mis en quarantaine. Malheureusement, ces cas identifiés ne représentent pas l'ensemble des porteurs du virus. Ce que nous redoutions est en train de d'arriver, le rassemblement dans l'usine est vecteur de propagation du Covid-19», écrit le syndicat.

GUYANE. «La communauté scientifique et les personnels de santé demandent à tout le monde de rester chez soi pour limiter la propagation du virus. Pourtant, en Guyane, dans de nombreuses entreprises, les chefs d'entreprise essaient d'obliger les salarié·es à venir au travail malgré l'épidémie», dénoncent Solidaires, l'UTG, l'UNEF et Solidaires-Étudiant·es qui appellent «à s'organiser collectivement sur leur lieu de travail pour défendre leur santé et leur vie ainsi que celles de leurs proches face à l'attitude irresponsable des employeurs.» La coalition revendique «la traduction dans les langues de Guyane des instructions officielles; le renforcement de la continuité interne à la Guyane pour l'alimentation, les produits de première nécessité, au vu des niveaux très bas des fleuves; l'organisation alternative des marchés de fruits et légumes frais».

EUSKADI. Le comité d'entreprise de Aernnova Aeroestructuras de Berantevilla (Álava), qui construit du matériel aéronautique, a lancé un appel à la grève illimitée à partir de mardi 1er avril exigeant des conditions sanitaires et de sécurité sur ce site. En effet, plusieurs cas de Covid-19 ont été recensés parmi les travailleurs·euses et d'autres sont en quarantaine. L'entreprise avait déjà été fermée jusqu'à mardi 24 mars à cause d'un premier arrêt de travail dénonçant ces mêmes manquements. La direction a ensuite tenté de relancer la production sans prendre les mesures nécessaires. De plus, la société chargée du transport des employés vers le site a cessé sa prestation pour cause de plan social et les salariés d'Aernnova ne peuvent pas plus rejoindre l'usine en covoiturage à cause de l'épidémie.

ÉDITION DU

6 AVRIL

ÉPHÉMÉRIDE SOCIALE D'UNE PANDÉMIE (30 MARS-5 AVRIL)

30 MARS

ÉTATS-UNIS. Sous le plume d'Adam Shah, le mouvement parasyndical Jobs with Justice demande qu'en échange de l'argent public versé aux entreprises, il faut exiger d'«avoir son mot à dire» dans la gestion des entreprises, «que ce soit sous la forme de la nationalisation, de la propriété publique, de sièges dans les conseils d'administration ou encore de modifications législatives permettant aux travailleurs de participer aux décisions».

CANADA. Le Syndicat des travailleurs de l'hôtellerie annonce sa participation à la recherche de chambres d'hôtel pour transformer celles-ci en chambres d'hospitalisation.

FRANCE. Emmanuel Macron affirmait au début du confinement que «l'État prendra en charge l'indemnisation des salariés contraints à rester chez eux». Or, un guide du ministère auprès des universités stipule que, dans le cas des chargé·es d'enseignement vacataires (CEV), «peu d'heures auront été effectivement réalisées depuis la date de fermeture des établissements» et «l'absence de service fait doit conduire à ne pas verser de rémunération». La plupart des 120 000 vacataires (minorés à 100 000 par le ministère) sont déjà en situation précaire, les vacations représentant une part importante de leurs revenus. Ils n'ont pas droit au chômage partiel, ni au chômage tout court. Or ils ont déjà pour beaucoup effectué leur travail de préparation de leurs enseignements, et beaucoup d'entre eux continuent à distance à suivre leurs étudiants. Les syndicats enseignants, les associations et collectifs de précaires protestent. Il pourrait être envisagé des actions allant jusqu'à la grève des notes. Voir un témoignage : mediapart.fr/florian-gaite.

AFRIQUE DU SUD. Le Syndicat national des travailleurs de la métallurgie d'Afrique du Sud (Numsa) a accusé les services de bus Golden Arrow dans le Cap occidental d'avoir forcé les travailleurs à se rendre au travail pendant le confinement national.

«La direction de Golden Arrow essaie d'obliger les travailleurs à braver le confinement et à aller travailler. Ce n'est rien de plus qu'une tentative de meurtre et nous exigeons qu'ils cessent immédiatement.» «Golden Arrow n'est pas un service essentiel. À la suite de ces informations erronées, deux chauffeurs de bus ont été arrêtés vendredi pour avoir transporté des passagers. Ces deux conducteurs suivaient les instructions de la direction et étaient en contravention directe avec l'appel à mettre en œuvre la distanciation sociale.»

ZIMBABWE. Les conditions de travail des agents de santé sont déjà désastreuses, avec une pénurie de ressources et de fournitures médicales. En période de pandémie mondiale, l'effondrement du système de santé – et de l'économie en général - est source de crainte légitime. L'Association des infirmières et infirmiers du Zimbabwe (ZINA) a déclenché une grève, avec les médecins et les douaniers, pour exiger l'équipement de protection individuelle (EPI) – les agents de santé n'ont pas d'équipement de protection individuelle et, sans lui, ils présentent un risque d'infection considérablement accru –, l'accès à un approvisionnement constant en eau – dans certains hôpitaux, l'approvisionnement en eau est irrégulier. L'hygiène est primordiale dans la lutte contre le Covid-19. Sans accès à l'eau, les agents de santé courent un risque d'infection plus élevé. Le 17 mars, le Swaziland Democratic Nurses Union (SWADNU) a organisé une marche, de nombreux hôpitaux organisant des sit-in pour exiger des EPI (Équipement de protection individuelle). Bien que le gouvernement ait réagi en fournissant des EPI, il n'y en a pas assez et les infirmières craignent de devoir prendre d'autres mesures si l'équipement venait à manquer. En général, les syndicats sont préoccupés par le manque d'EPI et de kits de test.

FRANCE. «Chez Michelin, des salariés sont contraints de travailler sans prime, alors que la fabrication de pneumatiques n'est pas essentielle dans ces circonstances et que la santé du personnel devrait primer sur toute autre considération. Pour les usines en arrêt, la direction a imposé unilatéralement deux semaines – dont la cinquième semaine – de congés payés et des jours de RTT, de CET, de récupération ou autre. Pour la CGT, l'attitude de la direction est scandaleuse et dément toutes les déclarations visant à donner une image d'entreprise vertueuse, sociale et protectrice de son personnel. La CGT réclame l'arrêt de

toutes les usines en France, la mise en sécurité des salarié·es, ainsi que le paiement de ces arrêts contraints à 100 %, en prenant sur les dividendes des actionnaires si besoin», dénonce le syndicat dans un communiqué.

CÔTE D'IVOIRE. Une coalition de syndicats de travailleur·euses de la santé en Côte-d'Ivoire (médecins, infirmiers, sages-femmes et techniciens de labo), a dénoncé ce dimanche 29 mars 2020 le manque criant de matériels élémentaires dans les hôpitaux pour lutter efficacement contre le Covid-19. Elle s'est également interrogée : «Où sont passés les milliards pour la gestion de la crise du coronavirus ?». En conséquence, les syndicats de la santé lancent un ultimatum de 72 heures au gouvernement, sinon ils menacent de réduire leurs services voir de tout fermer, a-t-on appris. «Les 72 heures c'est le temps qu'il faut pour que les centres de santé soient approvisionnés de façon massive. À défaut, on peut fonctionner a minima pour diminuer l'exposition du personnel de santé. S'ils sont dix dans un centre, qu'il y a du matériel pour une personne, on fera travailler une seule personne. Ça ne sert à rien de faire venir les dix personnes pour qu'elles s'exposent», a déclaré le Dr Seka, le porte-parole de la coalition des professionnels de la santé.

FRANCE. Des employés d'un hypermarché Carrefour de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) ont exercé le lundi 30 mars 2020 au matin leur droit de retrait, exigeant la mise en place de «mesures d'hygiène et de protection» jusqu'ici défaillantes, selon la CGT, après la contamination de deux salariés au Covid-19. «Nous ne changerons pas de position tant que les mesures sanitaires et notamment la désinfection totale du magasin ne seront pas effectuées. Nous ne pouvons pas continuer à aller au charbon en risquant notre vie», a prévenu Fati Poucel, représentante CGT, déplorant par exemple la vitesse de propagation du virus sur les chariots du magasin.

GRÈCE. «Ce matin 30 mars 2020 à 6 h 30, les vampires de l'énergie ont profité du «bon» moment pour couper le courant de l'usine autogérée de Vio.Me. La présence d'une grue entourée de deux escouades de CRS nous prouve une décision politique… Et ils savent que nous produisons des produits d'hygiène personnelle et pour la maison, ce qui est de première importance pour la société», annonce les travailleur·euses de l'entreprise autogérée Vio.Me.

31 MARS

FRANCE. L'Union syndicale Solidaires du Val-de-Marne informe de la création d'un numéro vert pour répondre à toutes les questions des salariés sur le Covid-19 : 0-805-37-21-34. L'organisation syndicale départementale proclame haut et fort : «Organisons-nous, décidons et faisons nous-mêmes !». Elle réclame «des mairies, sous contrôle citoyen, qu'elles doivent organiser la mise à disposition et la distribution des produits alimentaires du quotidien, des services publics qu'ils doivent organiser une veille sociale et sanitaire des populations (notamment des personnes âgées, handicapées, à mobilité réduites, isolées ou confinées), une diffusion massive de matériel de protection (masques, gants, gel, glaces de protection, équipements de désinfection») et ajoute : «Celles et ceux qui travaillent dans des services vraiment essentiels sont les mieux placé·es pour définir dans quelles conditions le faire. C'est à eux et elles de définir l'organisation du travail, le temps de travail, les effectifs nécessaires etc. organiser collectivement le travail à tout point de vue (temps de travail, organisation, etc.) ; pas aux patrons et aux «chefs» qui sont… chez eux. Dans les circonstances actuelles, cela passe notamment par le libre exercice du droit de retrait en cas de mise en danger, dont personne ne peut mieux juger que celui, ceux ou celles exposé·es !»

TUNISIE. Ce 31 mars, des milliers de travailleurs de la capitale tunisienne, Tunis et d'autres parties du pays, sont sortis et ont protesté contre le confinement obligatoire imposé par le gouvernement depuis le 4 mars. La fermeture du pays a laissé un grand nombre de personnes dans le pays sans travail. Les travailleurs ont exigé un soutien adéquat du gouvernement et une protection contre la détresse économique causée par le confinement. Les manifestations ont commencé lundi dans le gouvernorat d'Ariana, en dépit des mesures strictes de verrouillage des autorités. Le gouvernement a également imposé un couvre-feu de nuit strict dans le but d'empêcher la propagation de Covid-19. La police a également arrêté des personnes pour avoir violé le couvre-feu, aggravant le surpeuplement des prisons. Jusqu'à présent, au moins 1 200 personnes ont été arrêtées.

FRANCE. Appel Refonder l'Université et la recherche pour retrouver prise sur le monde et nos vies. «La pandémie du coronavirus met à nu l'inconséquence des politiques menées ces dernières décennies.» Un collectif de chercheurs offre à la signature de toutes et tous un appel à repenser les liens entre science et société et invite chacun et chacune à se mobiliser pour engager la refondation de notre monde abîmé. La signature de ce texte appelant à repenser les liens entre science et société est ouverte à tous les citoyens et citoyennes, au-delà des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, étudiants, universitaires, chercheurs, techniciens, ingénieurs et administratifs. Signatures : http://rogueesr.fr/refonder/.

ÉTATS-UNIS. La semaine dernière, un groupe de cinq employés fédéraux et le plus grand syndicat fédéral des employés du pays ont déposé un recours collectif contre l'administration Trump, faisant valoir que les employés fédéraux exposés au nouveau coronavirus avaient droit à des indemnités de travail dangereuses. La Fédération américaine des employés du gouvernement et des travailleurs du Bureau américain des prisons, du ministère de l'Agriculture et du Département des anciens combattants ont poursuivi le gouvernement fédéral «devant la US Court of Federal Claims, alléguant qu'en n'accordant pas de prime de risque aux employés qui interagissent avec des personnes et des matériaux qui pourrait transmettre le virus, il viole à la fois la loi fédérale et les règlements du Bureau de la gestion du personnel». La loi fédérale oblige les agences à prévoir une augmentation de 25% de la rémunération des tâches impliquant «des difficultés physiques ou des risques inhabituels».

FRANCE. Devant l'aggravation de la situation sanitaire sur le hub de Fedex Roissy-CDG depuis jeudi, la CGT-INTÉRIM a alerté par courriel les pouvoirs publics (Direccte 93 et Direction générale du travail), Prism'Emploi (l'organisation patronale du travail temporaire) et toutes les directions des entreprises de travail temporaires des manquements graves de mesure de prévention et de protection de la part de Fedex, demandant aux employeurs des salariés intérimaires en mission sur le site d'assumer, conjointement avec la société Fedex, leur obligation de sécurité et de résultat en matière de protection de la santé et de la vie des salariés. Samedi soir, les élu·es CGT des CSE de Manpower, Adecco, Randstad, CRIT et Start People ont déclenché un droit d'alerte en situation de Danger grave et imminent (DGI) ainsi qu'en matière de santé publique et d'environnement, exigeant de leurs directions que plus aucun intérimaire ne soit détaché en mission sur le site de Fedex à partir du 29 mars 2020, les mesures sanitaires demandées par l'inspection du travail et les syndicats n'ayant pas été mises en place par Fedex.

Aujourd'hui, les sociétés Manpower, Adecco, Randstad, CRIT et Start People se sont engagées à ne plus envoyer d'intérimaires en mission sur le site de Fedex Roissy-CDG.

AFRIQUE DU SUD. Le Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA) rejette avec mépris les tentatives de la direction de Waco de faire chanter les travailleurs pour qu'ils acceptent de modifier leurs conditions générales de travail, en raison du confinement. «Nous avons écrit une lettre à la direction exprimant notre consternation face au fait que le P.-D.G. Stephen Goodburn a envoyé une lettre au personnel dans laquelle il proposait qu'à partir du 1er avril, les travailleurs gagnant plus de 150 000 rands par an voient leur salaire réduit de 17% et ceux qui gagnent moins que cela verront une réduction de 12% pour une période de 3 mois. Si les travailleurs n'acceptent pas la proposition de voir leurs salaires baisser, l'entreprise les menace de fermeture», explique le syndicat. Pour ce dernier : «nous pensons que cette lettre n'est clairement pas une réponse à la pandémie de Covid-19, mais plutôt un plan de restructuration visant à augmenter les marges bénéficiaires, grâce à des réductions de salaires. La gestion de Waco, comme toutes les entités capitalistes, est froide, calculatrice et impitoyable».

FRANCE. La direction Schindler (société d'ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants) n'aura pas attendu longtemps pour mettre en application les nouvelles ordonnances qui détruisent encore un peu plus le Code du travail. Une convocation est partie ce vendredi 27 mars à destination des trois organisations syndicales représentatives pour ouvrir une négociation sur le sujet des congés payés.

«En application de l'article 1 de l'ordonnance précitée, la société est autorisée, dans la limite de six jours de congé et sous réserve de respecter un délai de prévenance d'un jour franc à décider de la prise de jours de congés payés acquis par un salarié, y compris avant l'ouverture de la période au cours de laquelle ils ont normalement vocation à être pris ou à modifier unilatéralement les dates de prise de congés payés», précise la société qui ajoute : «il est impératif que nous soyons prêts pour le moment où l'économie va redémarrer».

SLOVÉNIE. Début mars 2020, Lidl Slovénie a entamé la procédure de licenciement de Tjasa Kozole, fondatrice du syndicat dans l'entreprise, prétendument pour manquement aux obligations contractuelles en raison d'une grave négligence. Une pétition publique qui a rassemblé près de 4 000 signatures a été signée, condamnant le licenciement de la dirigeante syndicale, qui tentait récemment d'organiser une meilleure protection des travailleurs dans le contexte de la propagation du Covid-19. Le Syndicat des travailleurs du secteur du commerce de Slovénie a déclaré que les allégations contre Tjasa étaient sans fondement et que la menace de licenciement était due à son rôle actif au sein du syndicat et à ses efforts pour améliorer les conditions de travail des employés de Lidl.

FRANCE. Délégué CGT à PSA, Jean-Pierre Mercier s'oppose au projet de réouverture des sites de production du groupe automobile : « On serait très, très favorable à ce que dans les usines de PSA, on fabrique des respirateurs par exemple. Ça, c'est une urgence vitale. Fabriquer des voitures, ce n'est pas du tout urgent. Nous, du côté des salariés, on est responsables. S'il faut aller à l'usine pour fabriquer des respirateurs, on est pour, parce qu'aujourd'hui, on est en pénurie. Mais sortir de chez nous, prendre des risques, propager le virus pour fabriquer des voitures, il n'en est pas question », a déclaré le syndicaliste.

CANADA. Le syndicat Unite Here qui représente plus de 60 000 travailleurs de l'hôtellerie et de services en Colombie-Britannique a indiqué que ses membres, dont beaucoup sont des mères célibataires, des immigrants et des personnes de couleur, sont sous le choc des retombées économiques du Covid-19. En effet, le président de la section locale Unite Here 40 a déclaré qu'en l'espace de deux semaines, 90 % de leurs membres ont perdu leur emploi. Les membres de la section locale 40 travaillent dans les aéroports, les hôtels, les services de restauration et les camps de ressources. « Les travailleurs du secteur ont contribué à générer plus de 22 milliards de dollars en Colombie-Britannique et 90 milliards de dollars pour l'ensemble du Canada », explique Zailda Chan, représentante du syndicat : « Maintenant qu'une écrasante partie du tourisme est au bord de l'effondrement, la question que j'ai à poser à l'industrie et à tous les niveaux de gouvernement est : allez-vous tout simplement vous débarrasser de ces travailleurs ? », demande-t-elle. Le syndicat revendique une allocation de ressources pour ces travailleurs désormais sans emploi.

CAMBODGE. Le 25 mars 2020, près de 1 000 travailleurs de l'habillement ont manifesté devant une usine de Phnom Penh, car son propriétaire n'a pas payé leur salaire, prétextant une baisse des paiements de ses clients en raison de la pandémie de Covid-19 en cours. Le propriétaire de l'usine a refusé de signer un accord promettant de verser aux travailleurs leurs salaires impayés comme les travailleurs l'ont demandé. Pav Sina, président du mouvement syndical des travailleurs, a déclaré que l'entreprise enfreint la loi en ne payant pas aux travailleurs leur plein salaire. Les travailleurs maintiennent leur grève.

ÉTATS-UNIS. Un groupe de travailleurs afro-américains pour la plupart, membres de la section locale 667 de Teamsters (camionneurs), a déclenché une grève sauvage dans un entrepôt de Memphis, après qu'un collègue a été testé positif au Covid-19. « Nous sommes vraiment dans une situation dangereuse et nous avons eu peur », a déclaré Maurice Wiggins, chauffeur de chariot élévateur.

En dépit d'être la plus grande chaîne d'épicerie aux États-Unis, Kroger n'a pas encore payé la prime de risque de ses travailleurs, contrairement à d'autres chaînes comme Safeway, H-E-B et Giant Eagle. Les travailleurs se plaignent que l'entreprise n'a pas pris de mesures adéquates pour se protéger contre le Covid-19.

Les travailleurs de Memphis se joignent à une vague croissante de grèves sauvages de travailleurs contraints de travailler pendant la pandémie de Covid-19 dans ce que beaucoup considèrent comme la première vague de grèves que les États-Unis ont connue depuis les grandes grèves générales des années 1930. Hier, un groupe de travailleurs de l'assainissement principalement afro-américains, membres de Teamsters 249, a fait grève à Pittsburgh pour exiger un meilleur équipement de protection. Cette semaine également, des travailleurs afro-américains non syndiqués de la volaille à Perdue Farms, en Géorgie, ont déclenché une grève sauvage en raison des conditions de travail dangereuses, et des chauffeurs de bus à Birmingham ont déclenché une grève pour manque de protection contre le Covid-19. Dans le Maine, les travailleurs des chantiers navals de Bath Iron Work ont déclenché une grève, en violation de la loi fédérale, pour protester contre le fait d'être étiquetés comme travailleurs essentiels des chantiers navals.

CHILI. « Les secteurs de droite et conservateurs ont commencé à essayer de répandre la peur de la pandémie, mais une fois que les gens ont commencé à prendre le problème au sérieux et à exiger la fermeture des

lieux de travail, la droite a commencé à adopter une position réactionnaire. Les secteurs libéral et social-démocrate ont hésité, comme toujours. Ils exigent certaines mesures, mais ils ne sont pas disposés à soutenir une quarantaine totale ou à fermer une grande partie de l'économie», explique Javier Pineda, militant de la Convergencia de 2 de Abril. «Des organisations de gauche et du mouvement social proposent une grève générale préventive, également appelée «quarantaine nationale» et «grève humanitaire nationale» sous le slogan que la santé et la vie de nos familles sont plus importantes que les bénéfices des entreprises», poursuit le militant. «Les travailleurs de l'éducation ont été les premiers à exiger la suspension des cours, remportant cet objectif le dimanche 15 mars. Les travailleurs du secteur public ont également réussi à réduire le nombre de quarts de travail, à réduire les effectifs dans la plupart des institutions et à limiter le travail à l'exécution de fonctions essentielles uniquement. De manière générale, de nombreux syndicats et travailleurs ont exprimé leur inquiétude face à la pandémie, exigeant l'arrêt de toutes les activités qui ne sont pas strictement nécessaires pour faire face à la contagion. Il y a eu plusieurs grèves sur les lieux de travail où des mesures d'hygiène et de sécurité n'ont pas été prises. Par exemple, les travailleurs et les employés des transports publics de plusieurs centres commerciaux et centres commerciaux en ont été victimes. En bref, les syndicats promeuvent une quarantaine nationale pour faire face à la pandémie, prenant l'initiative de fermer toutes les entreprises non essentielles. Il y a également l'appel à la «grève pour la vie», appelée par la Coalition féministe du 8 mars (Coordinadora Feminista 8M). Unidad Social, un front qui rassemble des organisations syndicales, étudiantes, féministes, socio-environnementales et de migrants, entre autres, a appelé à une "grève humanitaire"».

ÉQUATEUR. À Guayaquil, deuxième ville d'Équateur, les corps de personnes décédées du coronavirus se décomposent sur leurs lieux de décès. Les familles et les proches doivent parfois attendre plusieurs jours que les services de médecine légale viennent chercher les corps. Le 31 mars on dénombrait ainsi 450 corps qui attendaient d'être enlevés à leur domicile. Au point qu'on commence à retrouver des cadavres sur le pas des portes, dans des cercueils de fortune ou pire, jetés dans les rues de la ville. Pour protester face à cette situation, des habitants des quartiers périphériques de Guayaquil ont brûlé des meubles et des vêtements de leurs proches décédés et menacé d'incinérer eux-mêmes les corps.

FRANCE. Un appel de syndicalistes, de médecins, de personnels soignants. «C'est dès maintenant qu'il faut commencer à faire autrement, sans attendre le "jour d'après". Alors que droits sociaux et libertés publiques sont mis en cause, nous disons *stop* et appelons à des mesures immédiates, précises et concrètes pour les salarié·es et les populations ouvrant sur une alternative de progrès pour toutes et tous. Nous exigeons : l'arrêt immédiat des activités non essentielles, en réaffectant aux hôpitaux les matériels de protection actuellement utilisés pour ces activités, et la mobilisation, la conversion, voire la réquisition de secteurs industriels pour la production massive de masques, de gel hydroalcoolique, de tests, de matériels respiratoires afin de répondre aux besoins de toute la population. En urgence, des tests systématiques de dépistage. Il s'agit d'isoler et de soigner les malades pour lutter efficacement contre l'épidémie et permettre aux immunisés de s'impliquer concrètement dans une solidarité active. […] Création d'un pôle public du médicament afin de reprendre le contrôle de la production des traitements nécessaires […]. Démocratie sanitaire dans les territoires : des commissions départementales et régionales associant élus, professionnels de santé, représentants syndicaux, d'associations et d'organismes de prévention pour évaluer les besoins, suivre la mise en œuvre des mesures ci-dessus et assurer une prise de décision collective face aux enjeux de santé publique actuels et à venir.»

SALVADOR. Le premier mort du coronavirus au Salvador a été officiellement annoncé par un tweet du président Nayib Bukele le 26 mars, affirmant que cette femme, venue des États-Unis, avait respecté la quarantaine et qu'il n'y avait pas eu transmission à d'autres personnes. Le pays compte 31 cas avérés et 4 000 personnes sont isolées en quarantaine dans des «centres de contention». Le 31 mars, des milliers de Salvadoriens se sont pressés devant les agences gouvernementales demandant le versement de l'aide de 300 000 dollars promise par le gouvernement aux familles plus pauvres. Ce véritable mouvement de panique a été provoqué par les annonces et les rumeurs sur l'épidémie, mais les bureaux officiels ont fermé et aucune allocation n'a été distribuée.

LIBAN. Malgré le confinement et le couvre-feu, plusieurs centaines de personnes manifestent dans les rues de Tripoli ; même scène dans la banlieue sud de Beyrouth ; pour ces populations particulièrement pauvres,

l'urgence liée au coronavirus n'en est qu'une parmi d'autres : il faut aussi essayer d'avoir de quoi manger, de quoi boire. Le gouvernement annonce des chèques de 30 euros par famille et des paniers alimentaires, mais pas avant plusieurs semaines.

1ER AVRIL

AFRIQUE DU SUD. Deux travailleurs de la santé de la province de l'État libre ont été blessés après que la police a tiré des balles en caoutchouc et fait usage de grenades assourdissantes. Les travailleurs protestaient contre les problèmes de transport, qui avaient été rendus difficiles en raison du confinement de 21 jours. Après des discussions avec le ministère de la santé de l'État libre ainsi qu'avec l'hôpital, le gouvernement a depuis organisé des transports pour emmener les travailleurs au travail et en revenir.

SOMALIE. Confronté à la pandémie de Covid-19, le gouvernement somalien a décidé de fermer tous les établissements d'enseignement, publics et privés, pour contenir la propagation du virus. La fermeture est entrée en vigueur le 21 mars et doit durer jusqu'au 3 avril au moins, bien qu'une prolongation de ce délai soit probable. La fermeture a eu un impact financier énorme sur les enseignants somaliens qui travaillent principalement dans des écoles privées, selon Yaqub Ali Moalim, secrétaire général du Syndicat national des enseignants somaliens. Les propriétaires d'écoles privées ont déjà déclaré qu'ils ne paieraient pas les salaires des enseignants si le confinement devait se poursuivre, arguant qu'ils dépendent des frais payés par les parents. Moalim a déclaré que son syndicat avait activement recherché une réunion avec les acteurs de l'éducation pour discuter des questions salariales.

SRI LANKA. Le 18 mars, le gouvernement sri-lankais a décrété un couvre-feu à travers le pays. Toutes les usines et tous les bureaux ont été fermés, à l'exception de ceux fournissant des services essentiels. Malgré les instructions du gouvernement de fermer les usines avant le 18 mars, la plupart des usines des zones de libre-échange sont restées ouvertes jusqu'au couvre-feu. En conséquence, la plupart des travailleurs ne pouvaient pas retourner dans leurs villages et étaient bloqués dans leurs logements près des zones de libre-échange. Les travailleurs en attente de leur salaire mensuel n'avaient pas d'argent pour subvenir à leurs besoins de base. Dans une lettre adressée au ministre du travail, la Zone de libre-échange et le Syndicat des employés des services généraux (FTZ & GSEU) ont demandé une intervention immédiate pour le paiement des salaires des travailleurs. En même temps, FTZ & GSEU et le Women Center ont lancé un programme pour fournir de la nourriture aux zones franches. Des représentants du syndicat ont visité des pensions de famille, qui accueillent également des travailleurs journaliers employés par le biais d'agences contractuelles, pour distribuer des colis alimentaires.

ÉQUATEUR. Jorge Enrique Forero, correspondant du site Trochando sin fronteras (https://trochandosinfronteras.info/), signale les inégalités entre le quartier résidentiel huppé de Samboredon (62 000 habitants) et l'ensemble de la ville de Guayaquil (2 300 000 habitants) frappée par une grande pauvreté. À la mi-mars, à la suite d'une grande fête de mariage entre deux grandes familles de l'élite dans ce quartier résidentiel, on a compté 23 cas de coronavirus contre 58 dans le reste de Guayaquil. Évidemment, ont été contaminés les personnels de service qui habitent dans Guayaquil même. Aujourd'hui, dans le quartier riche les services de nettoyage, de santé, de pompes funèbres sont assurés alors que dans le reste de l'agglomération la pandémie se développe rapidement, les cadavres sont laissés à la rue et les services municipaux à la dérive. Le pont qui sépare Samboredon de Guayaquil est fermé, barrage de protection contre les « classes dangereuses ».

TURQUIE. Les syndicats, les parlementaires et les partis politiques en Turquie ont lancé aujourd'hui une campagne pour la santé pour tous les travailleurs, exigeant que le gouvernement prenne des mesures pour protéger les travailleurs contre l'épidémie de Covid-19. Les députés du Parti démocratique du peuple (HDP), Murat Cepni et Ferhat Tunc, ont rejoint les syndicats représentant les travailleurs des services de santé, de l'hôtellerie et des usines pour mettre en garde contre le risque pour la vie des travailleurs qui subissent le plus gros de la crise économique. À partir de jeudi, les militants appellent le public à éteindre leurs lumières à 20 heures pendant 20 minutes pour souligner leurs demandes, y compris la fin des licenciements, pour la suspension de toutes les factures de services publics, la fourniture d'équipements de protection et la nationalisation des services de santé.

GRANDE-BRETAGNE. Les employés d'un entrepôt dans le Yorkshire ont fait grève parce qu'ils ne peuvent pas garder un espace sûr entre eux conformément aux instructions du gouvernement sur la distanciation sociale. Le débrayage de samedi a impliqué 500 travailleurs de l'entrepôt du détaillant de mode en ligne sur le site de l'ancienne mine de charbon Grimethorpe à l'extérieur de Barnsley. La représentante du syndicat GMB, Deanne Ferguson, a déclaré : « La situation à Asos est dégoûtante : des milliers de personnes sous un même toit, sans distanciation sociale. Cela ressemble exactement à un foyer d'infection et les travailleurs ont très peur. Asos doit mettre les gens avant les bénéfices et s'assurer que les travailleurs sont à la bonne distance et seront payés correctement s'ils ont besoin de prendre un congé ».

PAKISTAN. Des dizaines de travailleurs d'une usine de textile ont organisé jeudi une manifestation de protestation contre la direction de leur usine qui ne leur paye pas leur salaire. Les travailleurs de l'usine située sur la route de Khurrianwala sont sortis de leurs unités de production lorsqu'ils ont appris que l'administration des usines avait battu deux de leurs collègues pour avoir exigé les salaires. Ils ont scandé des slogans contre la direction en présence de la police et ont demandé au gouvernement d'agir. S'adressant aux journalistes, les manifestants ont déclaré qu'ils avaient demandé à la direction de payer les salaires des travailleurs afin qu'ils puissent rentrer chez eux pour éviter le coronavirus, mais au lieu de payer, la direction a pris deux travailleurs, dont Jafar Ali, hors de leur unité, leur a ligoté les mains et les a sévèrement battus.

PLANÈTE FOOT. En Italie, à Livourne, les ultras ont décidé de reverser tout ou partie du remboursement du déplacement pour le match face à Pise, finalement disputé à huis clos le 7 mars dernier, pour l'achat d'équipements de protection individuelle, comme des gants, des masques et des gels hydroalcooliques, indispensables dans cette période aux travailleurs et travailleuses non-confinés. « De la sorte, un derby manqué avec beaucoup de regrets pour nous, peut devenir une arme pour se solidariser des nombreux travailleurs qui aujourd'hui sont complètement abandonnés. » En France, dès le début des consignes de confinement, des banderoles ont été accrochées par les groupes ultras aux abords des hôpitaux de leur ville. Des Green Angels 92 à Saint-Étienne aux Ultramarines 87 à Bordeaux, en passant par le Kop de la Butte à Angers ou encore le Collectif Ultras Paris (CUP) devant la Pitié Salpêtrière, les ultras unissent leurs voix dans cette lutte contre le Covid-19, qu'ils assimilent au plus important des matchs à remporter. À Lens, les ultras ont organisé une collecte de matériel pour aider le personnel et l'hôpital à mettre sur pied une crèche d'urgence : tables à langer sur roulettes, matelas individuels, parcs à barreaux, tapis épais de gymnastique, lits parapluie, chauffe-biberons, micro-ondes, livres, biscuits etc. À Toulouse, la cagnotte des Indians destinée aux personnels des centres hospitaliers de Purpan et de Rangueil a déjà récolté plusieurs milliers d'euros permettant l'achat massif de nourriture, café et autres vivres destinés aux salles de pause des soignants. À défaut de matériel médical, les ultras toulousains offrent aux soignants « ce qui leur permettra de gagner du temps qu'ils ne perdront pas devant des distributeurs ». De son côté, la Tribune Nord Sochaux a rapidement proposé ses services d'aide à la personne : garde d'enfants des personnels soignants, courses pour les personnes âgées, etc. Les Drouguis d'Orléans ont ainsi récolté 500 euros dont la moitié est allée à l'hôpital et l'autre « aux travailleurs orléanais maintenus malgré eux sur leurs lieux de travail ». Du côté du Red Star, même son de cloche : « Face à la crise sanitaire que nous subissons, les Red Star Fans et le Collectif Red Star Bauer appellent la famille du Red Star FC à faire vivre nos valeurs de solidarité, d'entraide et d'humanité. Dans cette période troublée, nous tenons à saluer l'ensemble des métiers exposés et mobilisés face au coronavirus. Nous n'oublions personne : professionnel·les du soin, du traitement des déchets, du secours, du commerce, des transports, du médico-social, de la logistique… » Les ultras grenoblois, dont les Red Kaos 94 fidèles à leurs valeurs sociales, n'ont pas oublié de souligner dans leur appel à dons à quel point les soignants étaient « malmenés, sous-payés, en manque de moyens pour travailler dans de bonnes conditions ». La Horda Frénétik 1997 de Metz va aussi dans ce sens : « Vous toutes et tous qui subissez quotidiennement les coupes de budget, les bas salaires, les heures supplémentaires. Le tout sans reconnaissance des instances qui aujourd'hui vous demandent de vous exposer et vous sacrifier pour vos congénères » rapporte le site http://dialectik-football.info/.

CANADA. Le TUAC (Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce), principal syndicat du secteur privé, représentant plus de 250 000 membres, s'est félicité qu'à la suite de négociations des primes salariales et des protections de sécurité améliorées aient été accordées aux salarié·es travaillant dans tous les magasins Loblaw, Metro et Sobeys, ainsi que dans tous les magasins Cargill, Olymel et Maple Leaf Foods au Canada.

Les employé·es des chez Pepsi et Coca-Cola ont également obtenu des primes salariales et des mesures de sécurité supplémentaires en reconnaissance de leur travail acharné tout au long de la pandémie de Covid-19.

FRANCE. Le Syndicat des travailleurs et travailleuses du jeu vidéo précise que contrairement à ce qu'affirme le studio Dontnod qui se félicite de sa gestion de la crise du Covid-19, de nombreux·euses salarié·es contestent cette version des faits. Quand le CSE a demandé l'ouverture du télétravail à tous, la direction a répondu que cela était «impossible pour une partie des employé·es» (équipes QA et IT notamment). La direction a également évoqué plusieurs fois une baisse de la productivité qu'elle n'était pas prête à assumer, sans toutefois fournir de documents permettant d'étayer cette affirmation. Le 13 mars, suite à la première allocution télévisée d'Emmanuel Macron, la direction de Dontnod a finalement encouragé le télétravail dans un mail adressé aux salarié·es. Cependant il paraît important de souligner que les équipes qui se sont vues refuser le télétravail se trouvent généralement tout en bas de la grille salariale des professions du jeu vidéo et sont également les moins reconnues dans la chaîne de production des jeux. Pourtant, ce sont celles qui ont été, in fine, les plus exposées et qui ont permis d'assurer le passage en télétravail du reste des équipes. Alors que les représentant·e·s du personnel se préoccupaient de la santé des salarié·es, la direction de Dontnod refusait à plusieurs reprises la mise en place des mesures de prévention, notamment au nom de la productivité. «Nous affirmons par ailleurs tout notre soutien et notre solidarité avec tous les travailleurs et travailleuses, obligé·es de se rendre au travail ou mis en danger par des patrons considérant que le profit est plus important que leur santé et celle de leurs entourages. Nous nous mobiliserons physiquement dès la sortie de crise pour défendre nos droits, les dispositions de notre Code du travail et notre service public», souligne le syndicat.

BURKINA FASO. De l'avis du porte-parole de la Coalition de syndicats en lutte contre l'élargissement de l'Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS), Bassolma Bazié, «de nombreux malades dans la détresse peinent à obtenir une prise en charge». Il ajoute que la mise en quarantaine de certaines villes, en riposte au Covid-19, a été mal ficelée, ce qui fait que des personnes passent «par des voies contournées pour accéder à leurs localités de résidence». Il a la même impression pour ce qui est de la fermeture des marchés et yaars, au sujet de laquelle, M. Bazié avance qu'elle a «plongé une frange importante de la population dans le désarroi et l'incertitude totale du lendemain». La Coalition de syndicats dénonce le fait qu'il n'y ait eu aucun accompagnement après que le gouvernement a décidé la suspension du transport interurbain. Le porte-parole des syndicats a également dénoncé ce qu'il a appelé des «dérives» de la part des forces de l'ordre pendant le couvre-feu.

CEUTA-MELILLA. Des migrants marocains bloqués à Ceuta, à la suite de l'état d'alerte sanitaire qui a été décrété dans l'État espagnol le 14 mars, ont entamé une grève de la faim le 30 mars afin d'en appeler à la délégation du gouvernement espagnol pour qu'elle reprenne les transferts vers la péninsule Ibérique. Les associations de solidarité Prodein et Geum Dodou s'inquiètent du sort des migrants, dont de nombreux mineurs isolés, dans les centres de séjour temporaire (CETI), et de ceux, nombreux, qui sont à la rue. Un bébé a été testé positif au Covid dans un centre et hospitalisé, ce qui accroît l'inquiétude sur la contagion dans ces lieux confinés. Selon la plainte déposée par la CGT de Ceuta, la surpopulation dans les CETI empêche tout respect des mesures recommandées par le ministère de la santé espagnol, même le savon est devenu rare. La distance de sécurité n'existe ni dans les espaces communs ni dans les chambres, où sont concentrées jusqu'à dix personnes qui dorment dans des lits superposés. Les habitants du CETI mangent serrés, à quelques centimètres les uns des autres.

À Melilla, la situation est similaire. Les associations dénoncent la saturation du CETI local, où se trouvent plus de 1 600 personnes sans aucune protection sanitaire, dont beaucoup de femmes qui ne peuvent s'isoler. «Les mesures préventives nécessaires doivent être prises d'urgence pour assurer l'hygiène continue et l'isolement social des détenus afin d'éviter une éventuelle contagion massive. De même, des mesures extraordinaires doivent être prises pour faciliter la coexistence pendant la durée de la situation d'enfermement, d'autant plus qu'ils se trouvent dans une pseudo-privation de liberté», ont-elles souligné. Le personnel de ces centres est évidemment tout aussi exposé, dénonce la CGT.

Enfin, des travailleurs transfrontaliers venant du Sud espagnol se sont également retrouvés bloqués dans

l'enclave espagnole, le Maroc venait de fermer ses frontières : certains sont parvenus à se loger dans les maisons, des garages ou des mosquées grâce à la solidarité des habitants de ces villes.

2 AVRIL

CATALOGNE. De nombreux détenus quittent les centres pénitentiaires pour passer le confinement chez eux et désengorger ces foyers épidémiques, même dans l'État espagnol. Mais pas les prisonniers politiques ! Le 28 mars le célèbre Tribunal suprême de Madrid (TSJ), celui-là même qui avait orchestré la mascarade de procès contre les dirigeants catalans les condamnant à de lourdes peines, a exclu de sortie les détenus accusés de « prévarication » au prétexte qu'ils pourraient s'enfuir. Cela concernait notamment d'anciens responsables du PP accusés dans l'affaire de corruption Gurtel. Mais le TSJ jouait un coup de billard à deux bandes. Il se préparait à empêcher les dirigeantes et les dirigeants indépendantistes catalans de rejoindre leur foyer pour le confinement. Lorsque la direction du système pénitentiaire catalan, à la demande de la Generalitat, s'est penchée sur le dossier des prisonnières et prisonniers politiques catalans, le TSJ a sorti l'artillerie menaçant les fonctionnaires qui prendraient une telle décision du délit de… « prévarication », comme les ripoux de l'affaire Gurtel ! Résultat : les détenus catalans devraient passer le confinement en prison. Une dernière instance juridique doit encore se prononcer, mais l'affaire semble pliée. Les prisonniers s'apprêtent à saisir le Conseil de l'Europe et l'ONU pour dénoncer le sort qui leur est fait à l'encontre des recommandations de toutes ces instances. Il faut rappeler que depuis quelques mois Jordi Cuixart, Oriol Junqueras, Carme Forcadell, Dolors Bassas et tous leurs camarades bénéficient d'un régime qui leur permet de sortir travailler tous les jours ! La justice espagnole n'est pas à une contradiction près… Cette polémique a enfin obligé l'UGT, dont l'ancienne secrétaire générale et ministre du travail de Catalogne le 1er octobre 2017, Dolors Bassas, est en prison, à demander la grâce des emprisonnés ! Mieux vaut tard… Dans l'État espagnol, soumis à un régime extrême de confinement, les démons franquistes, eux, sont dans la rue.

ITALIE. La pression de la Confindustria, ouvertement appuyée par Mattéo Renzi, se fait de plus en plus forte pour demander la réouverture des entreprises, alors même que les personnels soignants répètent en boucle de ne surtout pas relâcher le confinement en cette période de décrue du nombre de nouveaux cas positifs. Affolée par la chute du PIB et associant dans son discours précarité grandissante des Italiens et santé économique des entreprises, la Confindustria appelle à la reprise du travail. Les confédérations syndicales dénoncent des demandes de dérogation qui concernent déjà plus de 40 000 salariés dont la plupart dans les régions les plus touchées par l'épidémie, la plupart du temps acceptées par des préfets conciliants malgré la consultation des syndicats. Face aux difficultés économiques plusieurs syndicats (USB, CGIL, entre autres) associés à d'autres composantes du mouvement social font campagne pour la mise en place d'un revenu de quarantaine pour l'ensemble des formes de statuts existantes à hauteur de 600 euros par mois, sous le hashtag # andrà tutto bene con casa e reddito per tutti/e (Tout ira bien à la maison et avec un revenu pour toutes et tous). C'est le cas par exemple des livreurs à vélo, qui demandent à arrêter de livrer « face aux risques de contamination qu'ils font encourir à eux et aux autres ».

BANGLADESH. La crise du Covid-19 est particulièrement dévastatrice pour les 50 millions de travailleurs qui fabriquent des vêtements, des chaussures et des textiles dans les usines du monde entier. Avec la baisse des ventes, les détaillants d'entreprise annulent leurs commandes et les usines licencient des travailleurs, la plupart sans salaire. Ceux qui sont obligés de travailler doivent souvent le faire dans des usines dangereuses pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. La majorité des travailleurs du vêtement sont des femmes qui sont la principale salariée de leur famille.

Mais grâce à leurs syndicats, des dizaines de milliers de travailleurs de l'habillement au Bangladesh ont réussi à tenir tête aux employeurs pour s'assurer qu'ils soient payés pendant les fermetures d'usines et qu'ils disposent d'un équipement de protection approprié s'ils doivent se présenter au travail. À Gazipur, les syndicats d'usine et les dirigeants des syndicats de travailleurs représentant 10 000 travailleurs de l'habillement dans les usines de Hop Lun Ltd. ont négocié des mesures clés de rémunération et de sécurité. Les travailleurs recevront l'intégralité de leur mois de salaire pour mars alors que l'usine fermera ses portes du 26 mars au 5 avril. Chez Natural Denims Ltd., où quelque 8 200 travailleurs ont signé une convention collective en janvier, le syndicat de la Fédération Sommilito Garments Sramik (SGSF) a négocié avec la direction de l'usine

pour s'assurer que les travailleurs reçoivent leur plein salaire pendant la fermeture de l'usine. La direction a également mis sur pied un comité de 10 membres composé de membres du syndicat et de bénévoles de la direction qui aidera les travailleurs qui tombent malades ou font face à une situation d'urgence pendant la fermeture, et élabore des plans pour assurer la sécurité des travailleurs au cours des prochains mois. Les 3 000 travailleurs du vêtement de Yarn Dyeing Ltd. reçoivent 20 jours de salaire jusqu'à la fermeture de l'usine du 26 mars au 5 avril, et la SGSF dispense des informations sur le nouveau coronavirus et discute de mesures de sécurité avec la direction.

GRANDE-BRETAGNE. Les postiers demandent un programme d'action d'urgence pour les protéger contre la pandémie de coronavirus et leur permettre de servir le public. Dans une lettre au gouvernement lundi soir le Syndicat des travailleurs de la communication (CWU) exige une réduction drastique des livraisons de courrier et la fermeture des bureaux de tri où les travailleurs sont à risque. Le courrier suggère que Royal Mail devrait cesser de fonctionner comme une opération commerciale à but lucratif pendant la durée de la crise et plutôt faire partie d'un effort commun pour faire face aux effets du virus. Les propositions syndicales incluent également la délivrance d'équipements de protection individuelle (EPI) à tous les travailleurs des postes. «L'entreprise devrait cesser d'agir comme une opération commerciale et fonctionner à la place comme un service national vital, conformément au gouvernement accordant aux travailleurs et travailleuses des postes le statut de travailleur clé. Tout courrier publicitaire non adressé doit être immédiatement suspendu», insiste le syndicat.

AFRIQUE DU SUD. Le Syndicat général des travailleurs d'Afrique du Sud (Giwusa) condamne Medipost, une entreprise pharmaceutique employant plus de 400 travailleurs à Pretoria & Midrand and Topmed à Silverton, et employant plus de 200 travailleurs à Pretoria même, pour avoir contrevenu aux directives du ministère de l'emploi et du travail sur les Covid-19 et enfreint plusieurs articles de la loi de 1993 sur la santé et la sécurité au travail dans un but lucratif. Medipost, une entreprise pharmaceutique nationale employant 1 738 travailleurs à l'échelle nationale a informé ses employés de Midrand et Pretoria hier, 31 mars 2020, qu'elle ne respecterait plus les lignes directrices émises par le ministère de la Santé sur la distanciation sociale. L'entreprise médicale qui distribue des médicaments à plus de 930 000 ménages à l'échelle nationale propage désormais le coronavirus en refusant de respecter la distance sociale. Elle a annulé tous les changements d'organisation dans l'usine de production à Pretoria qui ont été institués pour observer la distanciation sociale. 400 travailleurs sont désormais entassés dans un petit immeuble travaillant côte à côte en violation des directives de la distance sociale. Le syndicat invite les médias à visiter les locaux pour voir par eux-mêmes à l'adresse suivante au 593 Nico Smit Gezina, Pretoria. Elle traite les membres du syndicat et les travailleurs avec mépris par exemple lors de son briefing avec les employés, les questions ne sont pas autorisées. Elle refuse d'établir un comité de santé et de sécurité en violation de l'article 19 de la loi de 1993 sur la santé et la sécurité. Topmed est une autre société pharmaceutique basée à Pretoria qui employait plus de 200 travailleurs. Elle a également participé aux actes suivants qui contreviennent aux lignes directrices du ministère de l'emploi et du travail sur Covid-19 et à la loi sur les relations de travail. Elle n'accepte pas la distance sociale à la cantine. Elle ne délivre des masques et des gants qu'une fois par semaine dont certains d'entre eux sont de mauvaise qualité. Elle refuse de reconnaître et de travailler avec le syndicat majoritaire Giwusa pour répondre aux préoccupations des travailleurs concernant le coronavirus. Ceci est contraire à la LRA et à la constitution. «Nous appelons tous les travailleurs à refuser un travail dangereux s'ils ont des raisons de croire que leur santé et leur sécurité sont en danger. Nous exigeons l'expropriation immédiate de toutes les entreprises qui mettent la vie des travailleurs en danger et qui ne respectent pas ces mesures», exige le syndicat.

ÉTAT ESPAGNOL. Le CSIF (Syndicat central indépendant des employés publics), le plus important syndicat espagnol de fonctionnaires, a déposé mardi une plainte contre le ministre de la Santé. Le syndicat accuse le gouvernement d'incapacité à protéger les travailleurs de la santé et de violer les lois relatives à la sécurité au travail. «Ils nous envoient à la guerre sans armes», a déclaré Miguel Bora, responsable du secteur de la santé du syndicat, dans un communiqué.

FRANCE. La CGT annonce qu'un salarié d'Amazon a été placé en réanimation à l'hôpital, mercredi 1er avril, après avoir contracté le nouveau coronavirus. Dans un post sur sa page Facebook, la CGT Amazon France Logisitique annonce qu'il s'agit d'un salarié des entrepôts Amazon de Brétigny-sur-Orge (Essonne). Au sein

de cet entrepôt, situé à une dizaine de kilomètres de Paris, quatre cas de Covid-19 ont officiellement été détectés, selon la CGT. Amazon, géant du commerce en ligne, est pointé du doigt par plusieurs associations et syndicats depuis le début de la crise du Covid-19. En ligne de mire, les conditions sanitaires dans les entrepôts, où, selon la CGT, la distanciation sociale ne peut pas être respectée et les moyens de protection sont insuffisants. Le syndicat a même déposé mardi 31 mars une plainte contre X pour «mise en danger de la vie d'autrui», après que la direction d'Amazon a refusé aux salariés du site de Lauwin-Planque (Nord) d'exercer leur droit de retrait face aux risques liés au coronavirus.

KANAKY. Dans un courrier adressé hier aux présidents du gouvernement, des provinces et au haussaire, six syndicats ont annoncé la «constitution» d'une Intersyndicale Covid-19, qui réunit désormais la Fédération des fonctionnaires, la CFE-CGC, l'USTKE, l'Usoenc, la Cogetra et la CSTNC. «La protection de tous les travailleurs relevant du secteur privé ou de la fonction publique est notre priorité, et doit également être la vôtre», indique le communiqué. Les six centrales demandent notamment que «toutes les garanties sanitaires» soient apportées par les employeurs. Elles réclament également le paiement en «intégralité» des salaires de mars et d'avril «en attendant que les nouveaux dispositifs de chômage partiel soient votés et applicables».

GUADELOUPE. Par une requête du 26 mars 2020, le syndicat UGTG a saisi le juge des référés du tribunal administratif de la Guadeloupe pour demander qu'il soit enjoint au centre hospitalier universitaire et à l'agence régionale de la santé de la Guadeloupe, d'une part, de passer commande auprès des sociétés SA Novacyt ou Alltest Biotech, via le revendeur Sobiotech Consult, ou de toute autre société, de 200 000 tests de dépistage du Covid-19, correspondant environ à la moitié de la population guadeloupéenne, et d'autre part, de passer commande des doses nécessaires au traitement de l'épidémie de Covid-19 par l'hydroxychloroquine et l'azithromycine, comme défini par l'IHU-Méditerranée infection, pour 20 000 patients.

COLOMBIE. Le confinement décrété par le gouvernement colombien de droite d'Ivan Duque jusqu'au 14 avril remet en lumière la terrible situation des deux millions de Vénézuéliens exilés économiques dans ce pays. Yanira Gonzalez, de l'association des migrants vénézuéliens de Cali, lance un cri d'alarme sur les réseaux sociaux après avoir appris qu'un homme s'est suicidé, pris de panique face à l'épidémie : «Le virus est une nouvelle menace pour nous, explique-t-elle dans une interview à la BBC. Nous vivons tous dans la peur de finir à la rue en Colombie, nous n'avons aucun revenu régulier.» En effet, 90 % de ces migrants travaillent dans le secteur informel. Mardi 3 avril, des dizaines de Vénézuéliens ont manifesté dans plusieurs villes de Colombie : des vendeurs ambulants, des coursiers, des travailleuses du sexe, entre autres, se sont rassemblés devant les mairies en exigeant des aides et ont été rapidement réprimés par la police. «Nous allons place Bolivar [centre de Bogota]», ont décidé les manifestants, après que des centaines de Colombiens ont manifesté là-bas pour réclamer des aides et un moratoire sur le paiement des services publics, que Duque refuse. Le gouvernement colombien a annoncé des mesures d'aide aux Colombiens plus démunis, jugées insuffisantes par les associations, mais cela ne concerne pas les Vénézuéliens, à l'exception de l'aide médicale dispensée à ceux qui sont en règle, à peine la moitié des immigrés. Ce sont les ONG qui prennent le relais grâce à des programmes de «transfert monétaire» avec la remise d'aide financière, de kits d'hygiène et des conseils contre l'épidémie. Mais ces programmes ne touchent pas ceux qui ne sont pas logés dans des centres de réfugiés ou qui vivent dans la rue. Malgré la fermeture des frontières colombiennes, des Vénézuéliens continuent d'arriver par des sentiers de fortune.

FRANCE. Selon la CGT des magasins Le Printemps, «après avoir refusé de payer ses fournisseurs, Le Printemps propriété exclusive de la famille Al-Thani (Qatar), met ses salariés en chômage partiel, c'est-à-dire à la charge de l'État français, donc des salariés par nos impôts… La CGT dénonce le manque de solidarité du Printemps… Le Printemps veut réquisitionner les jours de RTT des salariés, et les incitent fortement à poser des congés payés pendant la période de confinement. Il se sert des coordonnées personnelles des salariés pour les appeler et faire pression alors que ceux-ci sont en chômage partiel et donc plus sous l'autorité de l'employeur.» «Les congés payés appartiennent aux salariés et non à l'entreprise. Ils doivent servir pour le bien et le plaisir de chacun, et non pour supporter le confinement», ajoute le syndicat.

FRANCE. Une augmentation de plus de 30 % des signalements de violences conjugales en province et à Paris a été constatée depuis le début du confinement. La CGT rappelle que «les employeurs, notamment ceux qui ont recours au télétravail, au chômage partiel, doivent fournir sur leur réseau internet ou intranet toutes les

informations disponibles, en cas de violences intrafamiliales, à des fins de préventions et adresser un mail à tou·tes les travailleur·euses qui ne se rendent plus sur leur lieu de travail avec ces informations, ainsi que la procédure mise en place au niveau de l'entreprise. En cas d'urgence, les employeurs doivent pouvoir jouer un rôle de relais, en mettant en place une procédure d'intervention (par mail ou téléphone) pour permettre à toutes travailleuses en danger d'être mises immédiatement en contact avec un professionnel (police, associations spécialisées…).»

ARGENTINE. Difficile pour une victime de violences conjugales d'alerter les autorités lorsqu'elle est confinée 24 heures sur 24 avec son agresseur. En une dizaine de jours, les appels au 144, le numéro d'urgence pour les victimes de violences machistes, ont tout de même augmenté de 60 % dans la province de Buenos Aires. Selon l'Observatoire des violences de genre, Ahora que si nos ven («Maintenant que vous nous voyez»), au moins six femmes et petites filles ont été tuées depuis le début du confinement, le 20 mars. Pour celles qui ne pourraient pas passer d'appel, les autorités ont pensé à d'autres solutions : de nouveaux numéros de contact ont été créés sur le service de messagerie WhatsApp, ce qui permet d'alerter plus discrètement les services d'urgence. Depuis ce mercredi 1er avril, les femmes peuvent également demander un «masque rouge» en pharmacie, soit en personne, soit par téléphone. Il s'agit d'un code : le personnel de la pharmacie doit répondre qu'ils n'en ont plus en stock et prendre les coordonnées de la personne pour la tenir au courant. En vérité, ces coordonnées sont alors transmises aux autorités.

ARGENTINE. Selon l'Asociación Obrera Minera Argentina (AOMA), Holcim (du groupe LafargeHolcim) exige que les employés continuent de travailler normalement, en violation des décrets d'urgence adoptés par le gouvernement argentin pour se protéger contre le Covid-19. Le secrétaire général de l'AOMA et membre du comité exécutif d'IndustriALL Global Union, Héctor Laplace, a envoyé une lettre à la directrice des ressources humaines de Holcim, Cecilia Glatstein, disant que la cimenterie ignorait le décret obligatoire d'isolement social. Conformément aux dispositions, le syndicat a accepté que le nombre minimum de gardes nécessaires pour protéger les machines et les installations continue de fonctionner. «Holcim a demandé au ministère argentin de l'industrie et au ministère du travail de la province de Cordoue d'intervenir, exigeant que la production se poursuive sans interruption en vue de maintenir la pleine production», a expliqué Laplace. «Nous sommes indignés par les décisions prises par les autorités provinciales d'autoriser le Holcim à continuer à produire à 100 %. Ni le syndicat ni nos membres ne sont prêts à être exposés aux dangers de la pandémie. La seule chose dont Holcim se soucie, c'est de gagner de l'argent et de poursuivre ses activités» a déclaré le secrétaire général de l'AMOM.

ZIMBABWE. Selon le syndicat Zimbabwe Energy Workers Union (ZEWU), la gestion du Covid-19 par le gouvernement zimbabwéen peut conduire à une catastrophe dans un pays aux prises avec une famine généralisée, un chômage élevé, des pénuries d'eau et une crise économique. Son secrétaire général Martin Chikuni a déclaré : «Le ZEWU est préoccupé par l'effondrement du système de prestation de soins de santé du Zimbabwe, des hôpitaux sous-équipés et des équipements complexes nécessaires pour lutter contre le Covid-19 qui dépassent clairement les capacités du pays. Comment le Zimbabwe va-t-il gérer une crise de cette ampleur ?» Le syndicat se dit également préoccupé par le fait que le pays continue de faire face à des pénuries de produits alimentaires de base, comme la farine de maïs ou la farine de repas et le carburant.

TRINITÉ-ET-TOBAGO. Des bouleversements sociaux de masse auront lieu si les employeurs continuent de profiter des travailleurs en les forçant à partir en congé sans solde, en vacances non rémunérées ou en licenciement, a déclaré le président de la Fédération des syndicats indépendants, Joseph Remy à propos des centaines de travailleurs qui sont désormais sur la ligne de touche en raison des restrictions Covid-19. Il a dénoncé le fait que plusieurs entreprises avaient renvoyé des travailleurs à domicile sans salaire.

LESOTHO. Les représentants des travailleurs de l'habillement au Lesotho, où plus de 45 000 travailleurs fabriquent des jeans, des t-shirts et d'autres marchandises pour l'exportation, demandent au gouvernement de verser un salaire complet aux travailleurs en congé pendant les 21 jours de confinement imposés par le gouvernement pour empêcher la propagation du Covid-19. Les syndicats exigent également que ceux qui sont tenus de travailler bénéficient d'un transport gratuit conformément aux directives en matière de distanciation sociale. Les travailleurs ont «sacrifié leur vie pour le pays avec de maigres salaires et continuent de maintenir l'économie en tant que travailleurs essentiels pendant cette période», selon le communiqué

du United Textile Employees, du National Clothing, Textile and Allied Workers Union et de l'Independent Union démocratic du Lesotho

ALBANIE. Le syndicat albanais des télécommunications a obtenu une journée de travail de quatre heures pour ceux qui ne télétravaillent pas, ainsi que des masques fournis par l'entreprise, tandis qu'au Kirghizistan, la fédération syndicale exhorte le gouvernement à inclure des normes de travail à distance dans le Code du travail. Les syndicats d'Albanie, du Kirghizistan et du Monténégro ont publié des déclarations appelant les gouvernements à améliorer les politiques sociales, économiques et de santé publique afin de protéger leurs membres et la société.

BOLIVIE. L'épidémie de coronavirus qui prend de l'ampleur en Bolivie s'ajoute à celle de la dengue, qui a déjà contaminé plus de 47 000 personnes à travers le pays depuis le début du mois de mars, du jamais-vu. La présidente autoproclamée, Jeanine Áñez, a déclaré la quarantaine dans tout le pays le 19 mars, soutenue par la principale confédération syndicale, la COB, qui n'a pas formulé d'autres revendications que «Restez à la maison». Depuis, la situation n'a cessé de se dégrader comme dans la région du fleuve Beni (dans le bassin amazonien, au nord de la Bolivie), où des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes. Les manifestants protestaient car ils n'avaient plus rien à manger depuis plusieurs jours et demandaient un panier alimentaire d'urgence. Même situation à Potosí, où une coordination regroupant la Central Única de Campesinos de Ocurí, le Comité Cívico et la Cooperativa Minera réclame que «l'État se pose en intermédiaire pour la régulation du marché alimentaire en garantissant un prix de vente suffisant au petit producteur et un prix accessible à tous les consommateurs ; un bon de 5 000 bolivianos (500 euros) à chaque petit producteur paysan pour relancer son activité ; des moyens de protection pour le personnel de santé ainsi que l'acquisition massive de tests de dépistage du coronavirus».

Une revendication qui fait écho à celle de Jenny Arias, porte-parole de la Confederación de Trabajadores de Salud Pública, qui regroupe plus de 16 000 affilié·es parmi les personnels soignants, dénonçant l'absence d'équipements et de mesures de protection dans les hôpitaux. Autre point de tension, plus de 200 Boliviens et Boliviennes dormant dans des tentes à la frontière avec le Chili ont envoyé une lettre ouverte à la présidente, ils déclarent qu'ils ont subi plusieurs contrôles médicaux et sont en bonne santé, que sans la solidarité des Chiliens dans les communes voisines, ils ne pourraient se nourrir, le gouvernement bolivien ne leur ayant apporté aucune aide. Ils demandent à pouvoir rentrer au pays. Face au mécontentement grandissant, la présidente a annoncé hier qu'un bon de 400 bolivianos (40 euros) sera distribué en espèces à tous les foyers.

ÉTATS-UNIS. Les appels à la grève se multiplient dans le secteur de la distribution alimentaire, particulièrement exposé à la contamination au coronavirus (McDonald's, Fa-mily Dollar, Food Lion, Walmart, Amazon, Whole Foods, Instacart). Alors que les entreprises américaines ont mis en place différentes mesures exceptionnelles allant du congé maladie de 15 jours (seulement pour les salariés testés positifs au Covid-19) aux primes de risques (n'incluant pas les autoentrepreneurs – nombreux dans le secteur), les travailleurs ont répondu en multipliant les appels à la grève. Ils protestent contre les conditions de travail et réclament, entre autres, plus de masques et de désinfectant pour les mains, un revenu de remplacement garanti pour les malades, l'accès à la couverture de soins pour tous les statuts, des tests systématiques et la fermeture des établissements en cas contamination.

3 AVRIL

ÉTATS-UNIS. Les travailleurs de la santé locaux se sont rassemblés jeudi dans le centre-ville de Buffalo pour exhorter les autorités fédérales à faire davantage pour s'assurer que ceux qui sont en première ligne disposent de suffisamment d'équipement de sécurité pendant la crise de Covid-19. Ils ont exigé du président Trump qu'il force les entreprises à reconvertir les usines pour fabriquer plus de ventilateurs, des respirateurs N95 et d'autres équipements de protection individuelle, un pouvoir accordé par la Defense Protection Act.

«La crainte est que, lorsque la vague surviendra et que la situation sera désastreuse, nous nous épuisions», a déclaré Patrick Weisansal, technicien en radiologie dans un hôpital qui portait un sac-poubelle sur ses vêtements pour montrer sa solidarité avec les travailleurs des hôpitaux de la région de New York qui portaient des sacs-poubelles au travail. Deux syndicats comptant de nombreux membres dans le secteur de

la santé – les Communications Workers of America et la New York State Nurses Association – avaient organisé le rassemblement. Les travailleurs de la santé de la région associés aux syndicats CWA, CSEA et Teamsters se sont mobilisés pour un meilleur accès à l'équipement de protection individuelle comme les masques et les gants à Niagara Square.

MEXIQUE. À Oaxaca, 317 salariées d'une *maquila* (entreprise textile en zone franche) ont occupé l'usine Diseños Magdatex, qui ferme pendant un mois pour cause de coronavirus, les laissant sans ressources, avec une indemnité équivalant à une semaine de salaire, et plus rien. Elles ont aussi bloqué la zone industrielle. «Cette semaine qu'ils nous payent correspond en fait à la semaine qu'ils nous devaient!, a déclaré à l'ONG Educa une des salariées. [...] Nous sommes une majorité de femmes célibataires, seules avec des enfants et ils veulent nous renvoyer sans salaire. De quoi allons-nous vivre? Voilà pourquoi nous leur demandons au moins le versement du salaire de base, 864 pesos.»

FRANCE. Karl Mahé, monteur ajusteur de métier et délégué syndical CGT à plein-temps à l'usine Stelia de Saint-Nazaire, ne peut plus entrer sur le site depuis le 18 mars. «Tous les élus du personnel, détachés à temps complet pour mandat syndicat, sont interdits d'accès», confirme un élu d'une autre organisation. Pour la CGT, c'est une entrave au droit syndical. «On ne laissera pas passer ça, prévient Fabrice David, de l'union départementale. Un élu du personnel doit veiller aux conditions de travail de ses collègues, en particulier pendant cette période compliquée.» L'inspection du travail a été saisie à quatre reprises. La CGT doit aussi interpeller le préfet sur cette question, ce vendredi 3 avril, et envisage des recours juridiques. Depuis le confinement, Stelia a ralenti sa production. Un peu plus de 200 personnes sont en poste dans les ateliers, soit la moitié du personnel de production. Les cols blancs, environ 400 personnes, travaillent de chez eux.

ZIMBABWE. Le gouvernement a imposé la fermeture du 30 mars au 19 avril, mais le plus important syndicat de travailleurs, le Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU), a déclaré que certaines des entreprises ont été autorisées à continuer de fonctionner sous la couverture des services essentiels alors qu'elles ne sont pas du tout essentielles. «Lorsque de nombreuses entreprises sont exemptées, cela fait de l'ensemble du processus une plaisanterie, et cela signifie que nous avons échoué avant même de commencer le confinement» a déclaré le président du ZCTU, Peter Mutasa. Les commentaires du ZCTU interviennent après que le gouvernement, par le biais du ministère de l'industrie et du commerce, a permis à «presque tous les secteurs de l'économie», y compris les entreprises de fabrication de boissons, de continuer à opérer tout au long de la fermeture du 21.

FRANCE. La sécurité des salariés doit l'emporter sur la continuité de l'activité. C'est la position adoptée par l'intersyndicale CGT, SUD, CFE-CGC de l'entreprise Bosch, située à Onet-le-Château (Aveyron). «On ne veut pas redémarrer, tant que le pic de l'épidémie n'est pas atteint», déclare Yannick Anglarès, secrétaire CGT de l'usine spécialisée dans la fabrication d'injecteurs pour moteurs diesel, qui emploie 1 400 personnes, dont 900 ouvriers. «Nos produits ne sont pas vitaux, ils peuvent attendre un peu.» La veille de la fermeture du site, décidée le 17 mars, «les salariés inquiets se sont rassemblés et ont fait savoir à la direction qu'ils ne voulaient pas travailler», témoigne Jérôme Pouget, délégué SUD. «Les syndicats ont brandi la menace du droit de retrait imminent si elle ne faisait pas le nécessaire.»

INDE. La Cour suprême a ordonné aux médias de ne se référer, de publier et de diffuser que la version officielle des informations sur la crise sanitaire, invoquant la nécessité d'éviter les inexactitudes et la panique généralisée. La Fédération internationale des journalistes (FIJ) et son affiliée indienne, l'Union des journalistes indiens (IJU), tout en plaidant pour un journalisme responsable et précis, expriment leurs vives inquiétudes quant à une éventuelle mauvaise interprétation de cette ordonnance. L'IJU exprime sa préoccupation face à toute tentative du gouvernement de recourir à la censure des médias.

FRANCE. Aux Ateliers Haute-Garonne (AHG), entreprise de 250 salariés installée à Flourens (Haute-Garonne), la CGT a multiplié les recours afin que l'activité cesse. «J'ai déposé deux droits d'alerte, l'un pour danger grave et imminent, afin que les personnes fragiles puissent rentrer chez elles. Le second, en cas de risque grave sur la santé publique, explique Gaëtan Gracia, délégué syndical. J'ai effectué une tournée pour rencontrer les collègues, un à un. Je les ai motivés à exercer leur droit de retrait et à organiser collectivement un débrayage. Et, le soir [lundi 16 mars], on a monté un plan de bataille sur WhatsApp pour demander à la

direction l'arrêt de l'activité.» Mardi 17 mars, la production de rivets pleins pour l'aéronautique est en pause. Dans quelle mesure la pression exercée par la CGT a-t-elle pesé dans cette décision ? AHG n'a pas souhaité nous répondre. Quelques jours plus tard, l'activité reprenait au minimum, avec la mise en place d'un plan de redémarrage progressif en trois phases. 21 organisations syndicales de l'aéronautique ont signé, le 26 mars, un texte pour réclamer, «dans l'urgence, l'arrêt de toutes les productions non essentielles sur les sites» du secteur. «La riposte se coordonne et s'organise. C'est inédit dans le milieu», se félicite Gaëtan Gracia. Une démarche à laquelle s'est associée la CGT de Latécoère, qui qualifie la décision de la direction de reprendre la production de «monstrueuse», «criminelle et stupide».

FRANCE. L'usine Bosch (Rodez) est à l'arrêt depuis le 17 mars. Les salarié·es avaient exercé leur droit de retrait estimant que les conditions sanitaires n'étaient pas réunies pour continuer à travailler. Depuis, l'entreprise a tenté des reprises du travail les 23 et 30 mars. L'usine ruthénoise devait finalement rouvrir le 6 avril. Mais après négociations avec les syndicats, la reprise n'aura pas lieu avant le 14 avril. «150 personnes pourraient reprendre le travail. Il y aurait très vite entre 300 et 400 personnes. Et nous serions 500 au bout d'une semaine. C'est une reprise totale sauf pour ceux qui sont en arrêt-maladie ou en garde d'enfants», explique Rudy Martins du syndicat SUD. Les syndicats ne sont en tout cas pas du tout convaincus par les mesures mises en place pour protéger les salariés. «Les machines sont très resserrées et les personnels vont travailler dans un atelier 8 heures par jour de manière confinée. Il y a eu des réflexions sur les salles de pause, les salles de réunion. Mais rien sur les outillages sur lesquels on travaille en commun», indique Pascal Raffanel pour la CFE-CGC. «La seule protection qu'on va nous donner, ce sera un stylo individuel et nominatif pour appuyer sur les touches des machines», complète Yannick Anglares de la CGT. Les syndicats disent que la médecine du travail n'est pas favorable à la réouverture du site ruthénois. Mais son avis n'est que consultatif.

FRANCE. De nombreux enseignants de Haute-Garonne qui ont fait grève contre la réforme des retraites constatent des retenues sur leur salaire de mars. Sur leur fiche de paie du mois de mars, certains ont jusqu'à quinze jours de salaire amputés pour jours de grève. Une situation qui, en pleine crise du Covid-19, provoque la colère et l'indignation du syndicat Sud-Éducation 31. Celui-ci demande à l'académie de Toulouse l'arrêt immédiat des prélèvements et un reversement des montants amputés. Selon Sud-Éducation 31, jusqu'à présent le suivi des absences et des retenues sur salaire pouvait être modulable selon les académies. À Toulouse la règle était fixée à «pas plus de quatre jours».

4 AVRIL

BELGIQUE. Le personnel d'une dizaine de magasins, principalement à Bruxelles et en Wallonie, a débrayé en matinée car il juge insuffisantes les nouvelles propositions de la direction. «Le personnel reçoit la proposition de manière mitigée, a indiqué le syndicat CNE, il s'est mis en grève dans plusieurs magasins, certains restent ouverts ou d'autres sont fermés. C'est le ras-le-bol qui domine. Avec une angoisse et une tension qui dure depuis des semaines, le personnel est à bout mais debout.» Les syndicats souhaitent davantage de mesures de protection contre le Covid-19 dans les points de vente. Ils veulent aussi plus de compensations, sous forme de congés et de rémunération.

AFRIQUE DU SUD. La police a arrêté un homme mercredi après qu'un petit groupe appartenant à la Ligue des jeunes de l'ANC a exigé qu'un supermarché Spar, à Waterkloof (Pretoria) ferme ses portes, affirmant qu'il ne respectait pas le protocole concernant les mesures de protection du personnel (gants, masques et désinfectant). Après cette arrestation, environ la moitié des 30 travailleurs qui s'étaient rassemblés dans le magasin sont partis. Un responsable du magasin a indiqué que cela pouvait être considéré comme une grève illégale. Kissmore Rasilingwani, de l'ANCYL (la Ligue des jeunes de l'ANC), a déclaré à GroundUp : «Le protocole doit être suivi pour la santé des travailleurs.» Il a ajouté que la fermeture du magasin était «la seule solution». L'action des jeunes de l'ANC semble s'inscrire dans un mouvement plus large et plus général contre les magasins Spar dans la capitale.

GUYANA. En raison de l'épidémie de Covid-19 dans le pays, le Guyana Agricultural and General Workers Union (GAWU) souhaite que la Guyana Sugar Corporation (GuySuCo) suspende ses activités tout en apportant un soutien financier à ses travailleurs du sucre. Selon un communiqué du GAWU, hier, le syndicat

avait écrit à GuySuCo pour signaler que récemment, des travailleurs avaient exprimé leur crainte de contracter le coronavirus. Une crainte qui s'est «intensifiée» ces derniers jours, le nombre de personnes infectées ayant augmenté, des informations indiquant que ce nombre pourrait augmenter dans les prochains jours. Le syndicat a rappelé à GuySuCo que la société est tenue, par l'accord et par la loi, de protéger les travailleurs contre les dangers, qu'ils soient physiques ou biologiques, et a souligné que les salariés ont exprimé des inquiétudes non pas concernant leur travail mais parce qu'ils cherchent à protéger leur santé ainsi que celle de leur famille. C'est dans ce contexte que le syndicat a exhorté l'entreprise à envisager «une cessation temporaire d'activités».

FRANCE. «On manifeste parce qu'on n'a pas de matériel», peut-on entendre sur une vidéo largement partagée sur Facebook. Dans ce court extrait, on peut voir des soignants en fin de service du CH Dron, de Tourcoing, dans la métropole de Lille (Nord), manifester, jeudi 2 avril, pour protester contre le manque de matériel pour se protéger. «On n'a pas de personnel, on n'a pas de blouse, on n'a pas de masque, on n'a rien. Y'en a marre», poursuit la soignante qui filme. Selon l'UNSA et la CGT, à l'initiative de cette opération, 90 personnes ont manifesté à l'hôpital de Tourcoing. Les manifestants ont été reçus par la direction. «Pendant deux heures, elle a dû entendre ce que les équipes ont sur le cœur, explique Christophe Charlon, aide-soignant, secrétaire de la section CGT. On a dénoncé le problème d'organisation au sein des services ainsi que le sous-effectif et les problèmes de matériel.»

ÉTATS-UNIS. De nombreux salariés de l'alimentation sont obligés de travailler car leur secteur est classé essentiel pendant la crise du Covid-19. «Les salariés des usines de volailles, où il peut y avoir plus de 1 000 personnes par jour, travaillent très près les uns des autres, parfois au coude-à-coude, avec des couteaux et des ciseaux, faisant des milliers de coupes par jour des morceaux de poulet. Beaucoup ne vont jamais aux toilettes, car il y a peu de temps pour y aller quand ils sont en ligne et les pauses sont trop courtes pour que tous puissent utiliser les toilettes. Cela fait de ces lieux de travail un véritable point chaud pour la propagation de Covid-19», explique un syndicaliste.

Les grèves sauvages dans le secteur de la transformation des aliments sont de plus en plus nombreuses. Cette semaine, 1 000 travailleurs immigrés, membres de la section locale 7 du syndicat UFCW (Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce), ont fait grève au Colorado. La semaine dernière, des travailleurs de la volaille non syndiqués en Géorgie ont quitté leur poste pour protester contre les conditions de travail dangereuses. Ce matin, à Timberville, en Virginie, des salariés ont abandonné la chaîne de fabrication de l'usine de volaille Pilgrim's Pride, après qu'un collègue a été testé positif au Covid-19. Un groupe de travailleurs majoritairement latinos, membres de la section locale 881 de UFCW, fabriquant du flan et de la gélatine, a déclenché une grève chez Raymundo Food, à Chicago.

FRANCE. L'entreprise textile Garnier Thiebaut, à Gérardmer (Vosges), a décidé de fabriquer des masques. Paul de Montclos, son PDG, déclare que «les chefs d'atelier sont confinés, alors les filles [les couturières] sont pratiquement en autogestion et cela se passe bien».

TURQUIE. La Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK), la Confédération des syndicats des employés publics (KESK), l'Union des chambres des ingénieurs et architectes turcs (TMMOB) et l'Association médicale turque (TTB) ont lancé un appel au gouvernement pour qu'il prenne des mesures afin de protéger la santé et l'emploi des salariés pendant la pandémie de coronavirus. La pétition exige, notamment : «Hormis ceux qui produisent des biens et services nécessaires et urgents, tous les travaux doivent être interrompus d'urgence [...]. Les licenciements devraient être interdits pendant la pandémie. Pendant cette période, les prestataires de santé privés devraient être placés sous contrôle public, l'accès des citoyens aux services de santé devrait être entièrement gratuit, sans exception ni conditions préalables.»

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE. La FENTICOMMC (fédération syndicale des travailleurs du bois), a organisé des brigades «ouvrières» qui ont distribué 2 300 sacs de vivres et autres fournitures aux travailleurs de la construction. Le syndicat a déclaré qu'en raison de la quarantaine et des arrêts de travail, de nombreux salariés de la construction irréguliers ont perdu leur emploi et n'ont plus de revenus fixes.

COLOMBIE. Les représentants des producteurs nationaux et transnationaux et le syndicat des travailleurs·euses ruraux·ales SINTRAINAGRO ont négocié des mesures complètes de soutien financier et de protection de

la santé et de la sécurité pour près de 22 000 travailleurs·euses de la banane face à la crise du Covid-19. L'accord complet (disponible en espagnol en cliquant ici) comprend : des dispositions pour fournir à tous·tes les travailleurs·euses les outils d'hygiène personnelle nécessaires (masques, désinfectant, etc.) ; des points de distribution sur les différents sites devant être pourvus 24 heures à l'avance sur les différents lieux de travail ; des mesures de désinfection et de distanciation sociale sûres pour tous les transports en commun ; un protocole strict de contrôle régulier de la température des travailleurs·euses ; et le service échelonné des repas dans les cantines, avec une stricte application de mesures d'hygiène. Des comités mixtes patronaux-syndicaux sur la santé et la sécurité surveilleront la bonne application de l'accord.

5 AVRIL

TURQUIE. Certains salariés du textile, qui travaillaient à Akar Textile Factory, dans une zone industrielle d'Izmir, ont récemment été testés positifs au Covid-19. Alors que les autres travailleurs ont utilisé leurs droits légaux de retrait et ont cessé de travailler, les gardes de l'usine les ont attaqués avec des bâtons.

PÉROU. Certaines des plus grandes entreprises alimentaires du Pérou utilisent la crise du Covid-19 pour imposer des journées de 12 heures de travail, malgré les réglementations gouvernementales qui établissent un couvre-feu de 20 heures à 5 heures et limitent la semaine de travail à 48 heures. La Fédération des travailleurs de l'industrie alimentaire affiliée à l'UITA (FNT-CGTP-ABA) riposte et exige des mesures strictes pour protéger la santé et la sécurité des plus pauvres. Les dirigeants syndicaux ont dénoncé le fabricant de céréales pour le petit-déjeuner Global Alimentos et l'embouteilleur CBC parmi les entreprises qui se livrent à cette pratique. Le fabricant d'emballages San Miguel Industrias Pet a informé le secrétaire général du syndicat que les travailleurs devaient choisir entre perdre leur emploi ou travailler en équipe de 12 heures.

INDE. «La situation est désastreuse pour la classe ouvrière», dénonce un rapport publié par le Conseil central des syndicats de l'Inde, le Karnataka Domestic Workers Rights Union, le Garment and Textile Workers Union et le Savithri Bai Phule Mahila Sanghatane sur les effets de la pandémie de Covid-19 et du confinement sur le secteur informel de Bengaluru et les travailleurs migrants. «Certaines communautés particulièrement vulnérables meurent de faim ou sont au bord de la famine.» Les syndicats et les organisations de défense ont souligné que les mesures de sécurité sociale annoncées par le gouvernement n'avaient pas encore atteint les couches les plus vulnérables de la société. «Ce qui est très regrettable, c'est que la crise actuelle provoquée par la pandémie de coronavirus a révélé la réalité sociale des travailleurs migrants», a déclaré Clifton D'Rozario, secrétaire national du Conseil central des syndicats de l'Inde. «Actuellement au Karnataka, il y a des centaines de milliers de travailleurs migrants sans nourriture. Ils n'ont pas d'argent et ils n'ont pas de travail. La réponse de l'État a été assez épouvantable. Le gouvernement de l'État est complètement perdu dans ce dossier. C'est une question de droits humains et une question de survie.»

NIGERIA. Le syndicat NUCECFWW (Syndicat national des travailleurs du génie civil, de la construction, du meuble et du bois) exprimé sa colère cette semaine face au refus d'une entreprise de se conformer à la directive du gouvernement de fermer tous les lieux de travail en réponse à la pandémie de Covid-19. Le président du NUCECFWW, Amechi Asugwuni, a déclaré que les chantiers de construction de la raffinerie de Dangote avaient demandé à des milliers de leurs salariés de continuer à travailler sur les sites du projet Dangote Lekki malgré la quarantaine qui a contraint de nombreuses entreprises à cesser leurs activités.

DOCUMENTS

SUISSE

« IL FAUT ARRÊTER TOUTES LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION ET DE SERVICE QUI NE SONT PAS SOCIALEMENT NÉCESSAIRES ET URGENTES ! »

APPEL DE SYNDICALISTES DE SUISSE ROMANDE

Les syndicalistes soussigné·es considèrent que la politique du patronat et du Conseil fédéral porte gravement atteinte aux conditions de vie et de travail des salarié·es de ce pays. Tardive et n'allant pas au bout d'une véritable logique de prévention, elle met en danger des vies humaines.

Pour combattre la propagation du coronavirus, et réduire ainsi le nombre de décès à venir, il ne suffit pas de fermer bistrots, salons de coiffure et cinémas : il faut arrêter toutes les activités de production et de service qui ne sont pas socialement nécessaires et urgentes. À quoi bon interdire l'accès aux parcs publics si des centaines de milliers de salarié·es doivent travailler les un·es aux côtés des autres sur les chantiers, dans des entreprises industrielles, voire dans des bureaux ?

Une telle mesure est d'autant plus indispensable que le danger qui nous guette, en cas de propagation accrue du coronavirus, est l'engorgement des hôpitaux, ce qui entraînerait, à son tour, une augmentation ultérieure du nombre de décès.

Bref, nous appelons le Conseil fédéral à décider d'arrêter toutes les activités de production et de service qui ne sont pas socialement nécessaires et urgentes et à octroyer à toutes et tous les salarié·es concerné·es un congé extraordinaire payé (à ne pas décompter d'éventuelles heures supplémentaires à récupérer, ni de jours de congé à prendre) de durée indéterminée, à savoir jusqu'à la fin de la situation d'urgence sanitaire. Nos vies valent plus que leurs profits !

Dans la même logique de prévention de la santé, nous exigeons que les mesures adaptées de protection des salarié·es, y compris des contrôles réels de leur application, soient mises en place dans toutes les entreprises et services en activité.

Parallèlement, nous affirmons que les salarié·es ne doivent pas payer le prix du coronavirus. Nous demandons dès lors l'interdiction des licenciements pour cause d'arrêt ou de réduction de la production, ainsi que la prolongation des indemnités de chômage. Dans la même logique, nous revendiquons que toutes et tous les salarié·es mis·es en arrêt de travail, total ou partiel, y compris les employé·es avec un contrat de durée déterminée, les travailleur·euses temporaires et celles et ceux rémunéré·es à l'heure, bénéficient du maintien de leur salaire.

En Suisse, l'un des pays les plus riches du monde, il est parfaitement possible de garantir le financement de ces mesures. En premier lieu, cela doit être assuré par le biais du chômage partiel. Il est aussi envisageable de demander une « contribution de solidarité » aux grands patrons et actionnaires. Si la situation économique s'aggrave, il faut tout de même rappeler qu'au cours des dernières années les bénéfices des entreprises, y compris beaucoup de PME, ont été très importants. Ce n'est pas pour rien que les actionnaires empochent, chaque année, davantage de dividendes ; ce printemps 2020 ne fera pas exception. Sans oublier les cadeaux fiscaux massifs dont grands patrons et actionnaires ont bénéficié. Bref, il y a vraiment de quoi faire face, de manière solidaire, à la situation présente !

18 MARS 2020

INTERNATIONAL

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES CONTRAINT·ES DE RISQUER LEUR VIE POUR LES PROFITS DE QUELQUES-UNS !

RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTES

Le Réseau syndical international de solidarité et de lutte exprime son soutien aux travailleurs et travailleuses qui sont en grève en Italie. Face au drame de la diffusion du coronavirus, le gouvernement s'est plié aux demandes des industriels et des banquiers, de laisser ouverts les usines, les supermarchés, les centres d'appels, les banques, de laisser circuler les trains et les bus ! Tout ce qu'il faut pour les profits des capitalistes !

La bureaucratie des principales centrales syndicales a soutenu cette politique et celles-ci ont signé un accord qui prévoit seulement quelques jours de fermeture des usines pour… les rendre plus sûres. Tous les scientifiques et les médecins disent que le coronavirus se propage très facilement dans les lieux clos, donc les ouvriers et ouvrières qui sont forcé.es d'aller travailler risquent de mourir ! Il en va de même pour les cheminot.es, les travailleurs et travailleuses de tous les transports, les employé.es, etc.

En Italie, il y a déjà plus de 1 200 morts, les hôpitaux (qui ont subi de nombreuses coupes ces dernières années) sont désormais pleins, mais cela n'arrête pas la soif de profit des capitalistes. C'est une preuve de la barbarie et de l'inhumanité du capitalisme ! Mais les salarié.es ont décidé de faire grève et de ne pas aller travailler. Certains syndicats «de base» ont déclaré la grève, reconductible.

Des dizaines d'usines sont en grève dans tout le pays, des aciéries au secteur automobile, de l'industrie chimique à la métallurgie. Il y a aussi des grèves dans des centres d'appels, les télécoms., le commerce, etc. Nous sommes aux côtés de tous les travailleurs et toutes les travailleuses en grève en Italie ! Le capitalisme, c'est la barbarie : arrêtons-le !

16 MARS 2020

ÉTATS-UNIS
« LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A CHOISI DE NE PAS ÊTRE RESPONSABLE »

DÉCLARATION D'ANIMATEUR·TRICES DE MOUVEMENTS SOCIAUX

L'administration Trump a bâclé sa réponse au Covid-19. En raison de son incompétence et de sa réticence à reconnaître ses erreurs, l'administration a aggravé une situation déjà grave. Covid-19 est une menace mortelle pour la santé publique qui doit être prise au sérieux. Nous sommes un groupe d'animateur·trices de mouvement sociaux dont l'activité aborde une variété de questions, et nous savons qu'il n'y a pas de communauté organisée ou de domaine de notre travail qui ne sera pas touché par cette crise. Nous espérons que cette liste de revendications servira d'outil aux organisateur·rices et militant·es qui élaborent leurs propres réponses à Covid-19. La panique est dangereuse et s'accompagne souvent de violences contre les personnes marginalisées. Nous pensons qu'un dialogue responsable et productif sur les besoins de nos communautés doit être lancé dans tout le pays.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, environ 3,4 % des cas déclarés de Covid-19 se sont révélés mortels. En comparaison, la grippe saisonnière tue généralement bien moins de 1 % des personnes infectées. Plus de 3 000 personnes en Chine sont mortes du Covid-19. Les efforts de confinement de la Chine ont donné aux États-Unis un temps précieux pour se préparer à cette crise, mais plutôt que de développer un système de tests à l'échelle nationale, Trump a fait des boucs émissaires les Asiatiques, puis les migrants de la frontière sud.

Étant donné l'échec du gouvernement fédéral et le manque évident de préparation dans certaines municipalités, nous avons rédigé une liste de demandes afin que les gens et les groupes construisent et utilisent des moyens de défense. En plus d'apprendre quelles pratiques de sécurité adopter dans nos propres vies, nous devons également formuler des exigences pour le bien commun. Ces demandes ont été rédigées localement en collaboration avec des médecins, des scientifiques et des infirmières.

Les fonctionnaires au niveau de la ville et de l'État vous diront probablement que le gouvernement fédéral est responsable des services que vous leur demanderez. Sous Donald Trump, le gouvernement fédéral a choisi de ne pas être responsable, nous devons donc nous saisir de ce discours et exiger des mesures à tous les niveaux du gouvernement.

En examinant la première liste ci-dessous, qui comprend les demandes qui devraient être faites au gouvernement de la ville et de l'État, vous pouvez constater que votre municipalité a déjà répondu à certaines de ces questions. Dans ce cas, partagez les informations que vous apprenez avec les autres, si elles sont utiles, et concentrez-vous sur les demandes qui n'ont pas été satisfaites dans votre région. Lorsque vous appelez des fonctionnaires, tels que des conseillers municipaux ou le bureau de votre gouverneur, assurez-vous de demander des détails. « Il y a un plan » n'est pas une réponse satisfaisante.

Lorsque vous appelez des bureaux de santé publique pour demander des informations, veuillez être aimable avec les personnes à qui vous parlez. Ils font probablement de leur mieux avec des ressources limitées. Nous voulons améliorer leur situation en faisant allouer les ressources là où elles nécessaires afin qu'elles puissent faire leur travail. Certaines demandes peuvent correspondre aux besoins de votre communauté, d'autres pas. Pour déterminer ce que vous devez exiger localement, vous voudrez savoir si votre ville et votre État respectent les exigences suivantes :

1) Votre ville devrait avoir un plan pour loger les malades, y compris les sans-abri. Où votre ville hébergera-t-elle des personnes qui tombent malades si les hôpitaux deviennent trop saturés ? Des

unités modulaires seront-elles construites ? Y a-t-il des propriétés que votre municipalité prévoit d'acheter ?

2) Les mécanismes locaux de notification sont essentiels. Certains États ont déjà des numéros d'assistance 24/7 pour que les gens signalent un cas suspect de Covid-19 ou posent des questions. Si votre État ne fournit pas ce service, vous devez le pousser à le faire. Les appels à la hotline doivent rester anonymes et ne doivent en aucun cas conduire à une implication des forces de l'ordre, de l'ICE (United States Immigration and Customs Enforcement) ou à la détention des appelants contre leur volonté du fait de l'utilisation de la hotline, et cela doit être clairement indiqué aux autorités de santé publique. En l'absence d'action de l'État, les grandes villes devraient pouvoir mettre en place des permanences téléphoniques de cette nature.

3) Les villes et les États devraient avoir des protocoles pour des installations et des agents de proximité pour mettre en œuvre des modalités de dépistage de la maladie et d'après-dépistage d'une personne. Ces informations devraient être *largement* disponibles.

4) Les installations et les travailleur·euses de proximité devraient disposer de masques chirurgicaux à distribuer uniquement aux personnes malades ou présentant des symptômes.

5) Les abris et les centres de proximité doivent pouvoir rester ouverts. Les villes devraient apporter un soutien supplémentaire pour garantir que les services de base pour les personnes sans domicile soient maintenus ou accrus.

6) Les événements récents ont mis en évidence la nécessité de protocoles de planification de congés stricts pour les personnes malades et devant disposer d'un logement jusqu'à la fin de la période de quarantaine.

7) L'assistance doit être étendue pour aider les personnes à s'inscrire à Medicaid ou à des plans de santé locaux, tels que NYC Care, afin que davantage de personnes aient accès aux soins.

8) Les gouvernements des villes et des États doivent prendre des mesures pour garantir des mesures de protection adéquates pour les travailleur·euses de la santé. Tous les hôpitaux et établissements de soins doivent informer les travailleur·euses des mesures prises pour atténuer les risques auxquels ils sont confronté·es lorsqu'ils dispensent des soins.

9) Les gouvernements des États devraient offrir une ligne directe de sécurité (qui ne sera pas sous le contrôle des forces de l'ordre) afin que les personnes victimes de violences racistes ou xénophobes liées au Covid-19 puissent demander de l'aide.

10) Des équipes médicales doivent être envoyées dans les prisons, les maisons d'enfermement et d'autres installations pénitentiaires pour évaluer et traiter les patients. La plupart des établissements disposent déjà d'un personnel médical mais insuffisant et une flambée obligera probablement de nombreuses personnes à ne pas venir travailler. Les médecins sur place doivent avoir le pouvoir de dicter les changements nécessaires dans les conditions de vie dans l'établissement afin de traiter les malades et d'endiguer la propagation de la maladie.

11) Il doit y avoir une information publique plus sérieuse sur la maladie, comment elle se propage et les meilleures pratiques de sécurité. Ces efforts éducatifs doivent également dissiper activement les hypothèses racistes et xénophobes concernant la maladie, telles que les caractérisations racistes des Asiatiques représentant une menace pour la santé publique.

12) Le plan Covid-19 de chaque ville devrait inclure une aide au transport et des soins accessibles aux patient·es handicapé·es. Ces lignes directrices devraient être élaborées en collaboration avec les personnes handicapées et les responsables de la santé publique et doivent respecter les droits et l'autonomie des personnes handicapées.

13) Les villes avec des bâtiments publics à haute densité de fréquentation devraient envoyer des équipes ou créer des «heures d'ouverture» sur place pour garantir que les résident·es âgé·es et

handicapés qui peuvent avoir des difficultés à obtenir des soins médicaux y ont accès. Si cela n'est pas possible, au minimum, assurez-vous que les autorités du logement public se coordonnent avec les prestataires de santé locaux pour fournir des informations importantes aux résident·es.

14) Un engagement des autorités de santé publique, des forces de l'ordre, des procureurs et des autorités d'immigration selon lequel la divulgation ou la non-divulgation des symptômes du Covid-19 n'entraînera en aucun cas une incrimination, une implication du tribunal de la famille ou l'implication des autorités de l'immigration.

NOUS FAISONS LES DEMANDES SUIVANTES AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET VOUS INVITONS À VOUS JOINDRE À NOUS POUR FAIRE DE MÊME

1) Nous exigeons des tests gratuits pour toute personne qu'un clinicien estime devoir être testée. Les tests sont rares aux États-Unis. Nous trouvons cela inexcusable, étant donné que d'autres pays ont réussi à mobiliser des tests de masse. L'incapacité du gouvernement à fournir et à administrer des tests signifie qu'à ce stade, nous n'avons aucune idée du nombre de cas qui existent réellement aux États-Unis ni de l'étendue de la propagation de la maladie. Les médecins des zones touchées se sont plaints de n'avoir aucun test à administrer ou que les autorités sanitaires ne leur avaient pas permis d'administrer des tests pour Covid-19. Il s'agit d'un échec désastreux de la part de l'administration Trump et doit être traité immédiatement. Nous avons besoin de tests fiables facilement accessibles aux cliniciens et administrés sans frais.

2) Nous exigeons des soins gratuits pour ceux qui sont positifs pour garantir que celles et ceux qui ne sont pas assuré·es reçoivent des soins et ainsi participent à des mesures qui aident à ralentir la propagation du virus.

3) Nous exigeons la transparence. Nous exigeons que l'administration Trump autorise les responsables du CDC (Centres pour le contrôle et la prévention des maladies) et d'autres scientifiques du gouvernement à parler publiquement, sans édulcorer leurs conclusions avec Pence, Trump ou quiconque au sein de l'administration. Nous exigeons la restauration de la page du site Web du CDC qui suit le nombre de personnes qui ont été testées. Nous exigeons également une transparence totale sur la façon dont le gouvernement gère la crise et la publication de tous les courriels et documents liés à la gestion par le gouvernement fédéral de cette épidémie.

4) Nous exigeons des plans d'aide financière et matérielle pour les personnes censées s'abstenir de travailler. Il n'est pas réaliste de dire aux gens de ne pas quitter leur domicile si cela signifie qu'ils ou elles perdront leur logement ou qu'ils ou elles se passeront de nourriture ou de médicaments. Le confinement doit être rendu tolérable.

5) Nous exigeons que le gouvernement fédéral s'attaque de manière transparente aux problèmes d'approvisionnement, y compris les pénuries d'équipement de protection, de kits de test et de ventilateurs. Si Covid-19 se propage à l'échelle nationale, il est probable que notre pays sera confronté à une grave pénurie de ventilateurs pour soigner les patient·es qui deviennent gravement malades. Nous exigeons un plan transparent pour combler ces lacunes.

6) Nous exigeons un moratoire sur les expulsions de l'ICE [Immigration and Customs Enforcement] pour garantir que les sans-papiers soient encouragés à demander un traitement ou des tests.

7) Nous exigeons un plan de sécurité qui réponde aux besoins des personnes handicapées aux États-Unis susceptibles d'être affectées par le virus. Les personnes handicapées ont souvent été laissées pour compte en temps de crise. Nous considérons ce résultat inacceptable. Les personnes handicapées doivent également avoir voix au chapitre pour déterminer les mesures qui seront prises pour assurer leur survie.

8) Nous exigeons la fin de la rhétorique dangereuse de l'administration Trump qui s'adresse aux

migrant·es qui tentent de traverser la frontière sud. Nous agirons en solidarité avec nos ami·es sans papiers, leurs familles et les membres de leur communauté pour les protéger en cette période de crise. Le racisme et la provocation racistes de Trump entraîneront une escalade de la violence de l'État et de la violence perpétrée par des groupes civils et des individus à travers le pays. Cette rhétorique et cette violence doivent être combattues.

9) Le gouvernement fédéral doit honorer ses obligations légales envers les Natifs [Amérindiens] en fournissant le personnel médical nécessaire dans les réserves afin de lutter contre cette crise. Les populations autochtones ont terriblement souffert lors des précédentes pandémies car elles ont été traitées comme jetables par les autorités gouvernementales et le grand public. Nous ne devons pas permettre à ces histoires de se répéter.

Ces demandes ne sont pas exhaustives, mais nous espérons qu'elles offriront un point de départ solide aux personnes et aux groupes qui en ont assez de la réponse inepte et désastreuse de l'administration à cette crise. Le récit médiatique actuel est confus et inutile, tandis que le récit de l'administration est à la fois incohérent et activement nuisible. Nous reconnaissons également que cette maladie pose des défis uniques à ceux et celles d'entre nous qui s'organisent pour le changement dans nos communautés, et nous avons l'intention de relever ces défis, mais avant tout, nous exigeons une réponse juste et appropriée à cette crise. Nous ne serons pas des spectateur·trices car le président rend une situation mortelle encore plus catastrophique pour nos communautés.

4 MARS 2020

MEXIQUE
ALERTE ROUGE AU CHIAPAS

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ CLANDESTIN RÉVOLUTIONNAIRE INDIGÈNE
COMMANDEMENT GÉNÉRAL DE L'ARMÉE ZAPATISTE DE LIBÉRATION NATIONALE

Au peuple du Mexique,
aux peuples du monde,
au Congrès national indigène - Conseil indigène de gouvernement,
à la Sexta nationale et internationale,
aux réseaux de résistance et rébellion,
sœurs, frères et hermanoas,
compañeros, compañeras, compañeroas

Nous vous informons que :

- considérant la menace réelle, prouvée scientifiquement, pour la vie humaine que représente la contagion du Covid-19, aussi connu sous le nom de « coronavirus » ;
- considérant l'irresponsabilité frivole/fantaisiste et le manque de sérieux des mauvais gouvernements et de la classe politique dans sa totalité qui utilisent un problème humanitaire pour s'attaquer mutuellement, au lieu de prendre les mesures nécessaires pour affronter ce danger qui menace la vie sans distinction de nationalité, sexe, race, langue, croyance religieuse, militantisme politique, condition sociale et historique ;
- considérant le manque d'information avérée et appropriée sur l'étendue et la gravité de la contagion, ainsi que l'absence d'un véritable plan pour affronter la menace ;
- considérant l'engagement zapatiste dans notre lutte pour la vie.

Nous avons décidé de :

1) décréter l'alerte rouge dans nos villages, communautés et quartiers, et dans toutes les structures organisationnelles zapatistes;

2) recommander aux conseils de bon gouvernement et aux municipalités autonomes rebelles zapatistes la fermeture totale et immédiate de tous les *caracoles* et centres de résistance et de rébellion;

3) recommander aux bases d'appui et à toute la structure organisationnelle de suivre une série de recommandations et de mesures d'hygiène extraordinaires qui leur seront transmises dans les communautés, villages et quartiers zapatistes;

4) face à l'absence des mauvais gouvernements, encourager tou·tes, au Mexique et dans le monde, à prendre les mesures sanitaires nécessaires qui, sur des bases scientifiques, leur permettent d'aller de l'avant et de sortir vivant·es de cette pandémie;

5) nous appelons à ne pas abandonner la lutte contre la violence féminicide, à continuer la lutte en défense du territoire de la terre mère, à maintenir la lutte pour les disparu·es, assassiné·es et enfermé·es, et à lever bien haut le drapeau de la lutte pour l'humanité;

6) Nous appelons à ne pas perdre le contact humain, mais à changer temporairement nos façons de faire pour nous reconnaitre *compañeras, compañeros, compañeroas,* sœurs, frères, *hermanoas.*

La parole et l'écoute, avec le cœur, ont beaucoup de chemins, beaucoup de manières, beaucoup

de calendriers et beaucoup de géographies pour se rencontrer. et cette lutte pour la vie peut être l'une d'entre eux.

C'est tout.

Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain.

Au nom du Comité clandestin révolutionnaire indigène - Commandement général de l'Armée zapatiste de liberation nationale, sous-commandant insurgé Moises.

CHIAPAS (MEXIQUE), 16 MARS 2020

MONDE

HUIT THÈSES SUR LE CORONAVIRUS

DANIEL TANURO

1. Le fait que le ralentissement économique a précédé le Covid-19 ne doit pas conduire à nier ni l'impact économique de l'épidémie (interruption de productions, rupture des chaînes d'approvisionnement, impacts sectoriels sur le transport aérien et le tourisme, etc.) ni le sérieux de la menace qu'elle constitue en tant que telle. Phénomène disruptif à dynamique exponentielle, l'épidémie est un amplificateur spécifique de la crise économique et sociale. Elle est aussi un révélateur de la fragilité du système capitaliste et des dangers qu'il fait peser sur les classes populaires, notamment par son productivisme congénital et le type de politique, cause fondamentale de la crise écologique et climatique.

2. Juguler l'épidémie aurait nécessité de prendre rapidement des mesures strictes de contrôle sanitaire des voyageurs venant de régions contaminées, d'identification et d'isolement des personnes contaminées, de limitation des transports et de renforcement des services sanitaires. Englués dans les politiques néolibérales avec lesquelles ils tentaient de contrer le ralentissement économique, les gouvernements capitalistes ont tardé à les prendre, puis les ont prises insuffisamment, ce qui les a contraints à en prendre ensuite de plus sévères, sans arrêter pour autant de courir derrière la propagation du virus. Le zéro stock, l'austérité budgétaire dans les domaines de la santé et de la recherche et la flexi-précarité du travail doivent être mis en accusation à l'occasion de la crise.

3. Des scientifiques ont tiré la sonnette d'alarme lors de l'épidémie du coronavirus SRAS en 2002. Des programmes de recherche fondamentale ont été proposés en Europe et aux États-Unis qui auraient permis de mieux connaître cette catégorie de virus et d'en prévenir la réapparition sous de nouvelles formes. Les gouvernements ont refusé de les financer. Une politique absurde, mais taillée sur mesure pour laisser la main sur la recherche dans ces domaines à l'industrie pharmaceutique, dont l'objectif n'est pas la santé publique mais le profit par la vente de médicaments sur le marché des malades solvables.

4. Comme tout phénomène disruptif, l'épidémie suscite d'abord des réactions de déni. Celles-ci peuvent ensuite céder le terrain à la panique et la panique peut être instrumentalisée par des complotistes et autres démagogues pour faire le jeu de stratégies autoritaires de contrôle technologique des populations et de limitation des droits démocratiques, comme en Chine et en Russie. Il y a en plus un risque sérieux que le Covid-19 soit utilisé par les fascistes comme prétexte pour justifier et intensifier les politiques racistes de refoulement des migrant·es.

5. La gauche ne peut absolument pas se contenter de rabattre le facteur exogène de la crise sanitaire sur la crise économique capitaliste endogène. Elle doit prendre en compte la crise sanitaire en tant que telle et développer des propositions pour la combattre de façon sociale, démocratique, antiraciste, féministe et internationaliste. À contre-courant de l'individualisme, elle doit aussi adopter pour elle-même et propager dans les mouvements sociaux des comportements collectifs responsables du point de vue de la non-propagation du virus. À la différence des mesures de limitation de l'usage de la voiture prises par certains gouvernements en réponse au «choc pétrolier», par exemple, nul ne peut se soustraire ici à sa responsabilité par rapport à la santé : la sienne, celle de ses proches et la santé publique, sans oublier la responsabilité par rapport au Sud global. Ou bien les mouvements sociaux prennent cette question en main eux-mêmes, démocratiquement et à partir des réalités sociales des dominé·es, ou bien les dominant·es imposeront leurs solutions liberticides.

6. Le danger majeur de l'épidémie est le possible dépassement du seuil de saturation des systèmes hospitaliers. Il entraînerait inévitablement une aggravation du tribut payé par les plus pauvres et les plus faibles, en particulier parmi les personnes âgées, ainsi qu'un report des tâches de soins dans la sphère domestique, c'est-à-dire en général sur le dos des femmes. Le seuil dépend évidemment des pays, des systèmes de santé et des politiques d'austérité-précarité qui y ont été imposées. Il sera atteint d'autant plus vite que les gouvernants courent derrière l'épidémie au lieu de la prévenir. L'épidémie requiert donc clairement une rupture avec les politiques d'austérité, une redistribution des richesses, un refinancement et une dé-libéralisation du secteur de la santé, la suppression des brevets dans le domaine médical, la justice Nord-Sud et la priorité aux besoins sociaux. Celle-ci implique notamment : l'interdiction des licenciements des personnes infectées, le maintien du salaire en cas de chômage partiel, l'arrêt du contrôle, de l'« activation » et des sanctions contre les allocataires sociaux, etc. C'est principalement sur ces questions qu'il faut intervenir pour contrer les réponses irrationnelles et leur potentiel de dérapage raciste autoritaire.

7. Il y a de nombreux points communs entre la crise du Covid-19 et la crise climatique. Dans les deux cas, sa logique d'accumulation pour le profit rend le système capitaliste incapable d'empêcher un danger dont il est pourtant averti. Dans les deux cas, les gouvernements oscillent entre le déni et l'inadéquation de politiques conçues prioritairement en fonction des besoins du capital, pas des besoins des populations. Dans les deux cas, les plus pauvres, les racisé·es et les plus faibles, surtout dans les pays du Sud, sont dans le collimateur, tandis que les riches se disent qu'ils s'en sortiront toujours. Dans les deux cas, les gouvernements utilisent la menace pour avancer vers un État fort tandis que des forces d'extrême droite tentent de profiter de la peur pour pousser en avant d'immondes réponses malthusiennes et racistes. Dans les deux cas, enfin, la loi sociale de la valeur capitaliste entre en contradiction frontale avec des lois de la nature à dynamique exponentielle (la multiplication des infections virales dans un cas, le réchauffement et ses rétroactions positives dans l'autre).

8. Le danger climatique est cependant infiniment plus global et plus grave que celui du virus. Il en ira évidemment de même de ses conséquences si les exploité·es et les opprimé·es ne s'unissent pas pour abattre ce mode de production absurde et criminel. Le Covid-19 est un avertissement, un de plus : il faut en finir avec le capitalisme, qui entraîne l'humanité vers la barbarie.

12 MARS 2020

FRANCE

COVID-19 : POUR UNE SOCIALISATION DE L'APPAREIL SANITAIRE

ALAIN BIHR

La situation créée par la pandémie de Covid-19 est une démonstration grandeur nature et sans appel de l'inanité de la thèse soutenue, depuis des décennies, par les tenants de la libéralisation du système sanitaire. Leur postulat de base : chacun·e est détenteur d'un « capital santé » dont il est le principal voire le seul responsable (à lui de le conserver et, mieux même, de le valoriser – de l'améliorer), se trouve démenti depuis quelques semaines à une échelle proprement planétaire[1].

Tant la propagation du virus responsable de cette pandémie que les mesures, inégalement efficaces, prises par les États pour mettre à l'abri leurs populations prouvent, s'il le fallait, que la santé est d'abord un bien public : que l'état sain ou morbide du corps de chacun·e dépend d'abord de l'état sain ou morbide du corps social, dont le premier n'est qu'une dépendance ou un simple appendice, et de la capacité ou non dudit corps social de se défendre, par lui-même ou par l'intermédiaire de ses institutions politiques, face aux facteurs pathogènes, notamment en élaborant un système social de soins performant et une politique publique de santé mettant à la disposition de ce dernier les moyens (humains, matériels, financiers) nécessaires et suffisants.

On m'objectera que la situation créée par cette pandémie est proprement exceptionnelle et qu'en conséquence il serait erroné ou pour le moins aventureux de chercher à en tirer des conclusions d'ordre général. Mais l'argument peut parfaitement se renverser. Par son caractère proprement extraordinaire, par le fait qu'elle concerne un facteur pathogène qui menace rapidement et massivement l'ensemble de la population, l'exception peut au contraire confirmer la règle au sens le plus élémentaire du terme : la faire apparaître alors que les conditions ordinaires tendent au contraire à la masquer. Ce que cette pandémie nous rappelle et non pas nous apprend, c'est ce que bien d'autres études épidémiologiques avant elle nous avaient enseigné au fil des décennies antérieures et qui a été négligé par ceux et celles qui auraient dû en tenir compte au premier chef, les irresponsables qui nous gouvernent : le tribut acquitté annuellement par les travailleurs et travailleuses du fait de conditions de travail dangereuses, insalubres, usantes, qui se paient de pathologies chroniques ou lourdes et d'années d'espérance de vie en moins[2] ; celui acquitté non moins régulièrement par des populations humaines, notamment urbaines, du fait des multiples pollutions (de l'atmosphère, des eaux, etc.) engendrées par le productivisme capitaliste[3] ; le bilan effarant de décennies de malbouffe dont l'industrie agroalimentaire capitaliste est également responsable[4] ; etc.

Et elle nous rappelle de même – là encore, rien de neuf – ce que les personnels hospitaliers de France, en lutte tout au long de l'année dernière n'ont cessé de répéter : que l'hôpital public est la

1. Ce postulat, partie intégrante d'une conception individualiste du monde social (dont la maxime pourrait être : « La société n'est qu'une somme d'individus »), est plus largement au principe de toutes les politiques néolibérales. Il est, par exemple, au cœur de la casse en cours des systèmes de retraite qui consiste, précisément, en l'institution d'un « compte individuel à points ». Quant à la notion de capital santé, elle ne fait que décliner celle, plus général, de « capital humain » élaboré par Gary Becker. Pour sa critique, je renvoie à l'article qui lui est consacré dans *La Novlangue néolibérale,* Lausanne/Paris, Page 2/Syllepse, 2017.

2.Voir les résultats de la dernière enquête en date sur les conditions de travail en Europe : https://www.eurofound.europa.eu/fr/surveys/european-working-conditions-surveys/sixth-european-working-conditions-survey-2015

3. « La pollution de l'air pourrait être deux fois plus meurtrière que ce que l'on pensait. Une étude parue mardi 12 mars [2019] la juge responsable de 8,8 millions de morts prématurées par an dans le monde, dont 6000 en France », *francetvinfo.fr,* 14 mars 2020.

4. Selon l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), 17% (soit un sixième) des adultes vivant en France seraient obèses (www.inserm.fr/information-en-sante/dossiers-information/obesite, consulté le 14 mars 2020).

victime de politiques d'étranglement financier, le rendant de moins en moins capable de remplir ses tâches d'accueil et de soins des patients ; mais qu'il est aussi la victime d'une médecine libérale de ville tournant, en grande partie, le dos à sa mission, déportant vers l'hôpital public des patients relevant d'abord de sa prise en charge ; tandis que prospèrent des cliniques privées où les dépassements d'honoraires sélectionnent une « clientèle » de choix qui évite le double écueil précédent. Si bien que, lorsque survient le choc d'une pandémie, c'est tout ce système, sciemment délabré, qui s'avère incapable de faire face à la situation, en contraignant les soignants à opérer un tri parmi les patients en fonction de leur espérance de survie… et de leur âge. Comme le font en temps de guerre des chirurgiens dans des hôpitaux de campagne à l'arrière du front !

Or le postulat précédemment mentionné a servi de caution et de justification de toutes ces politiques. Dès lors que l'on part de l'idée que c'est d'abord à chacun·e de prendre soin de son « capital santé », en se responsabilisant (en « choisissant » de surveiller ou non son hygiène de vie, par exemple) et en s'assurant (en contractant une police d'assurance maladie privée en fonction de ses « choix » : des risques qu'il est prêt ou non à courir – en fait en fonction de ses ressources monétaires), il est logique de réduire comme peau de chagrin l'assurance maladie publique, de laisser le champ libre aux assurances privées ou mutualistes, non sans veiller à les mettre dûment en situation de « concurrence libre et non faussée », et de privilégier les cliniques privées relativement à l'hôpital public, en ouvrant ainsi par deux fois de nouveaux champs à la valorisation du capital. Car la libéralisation de l'offre doit aller de pair avec celle de la demande, comme il se doit dans une « économie de marché ».

Et c'est ce même postulat auquel les gouvernements doivent aujourd'hui tourner brutalement le dos, en décrétant des mesures de confinement plus ou moins drastiques de la population, pour tenter d'enrayer la diffusion de la pandémie et d'éviter la submersion des services hospitaliers, dont ils ont eux-mêmes réduit les capacités opératoires. C'en est fini de l'exaltation implicite de la liberté de choix de chacun·e quant à sa stratégie de valorisation de son capital santé ! En confinant chacun·e chez soi, en restreignant en conséquence sa liberté de circulation comme plus largement l'ensemble des libertés publiques, ces autorités reconnaissent implicitement que la santé est d'abord un bien public qui demande à être préservé en tant que tel. Sauf qu'il n'a désormais plus d'autre moyen de le défendre qu'en mettant en péril nos libertés, sans pour autant nous mettre à l'abri du danger, potentiellement mortel, de cette pandémie.

Mais la faillite pratique des politiques néolibérales en matière de santé ne doit pas nous fournir seulement l'occasion de dénoncer l'inanité de ses fondements idéologiques. Elle ouvre une brèche dont nous (les forces anticapitalistes, associatives, syndicales et politiques) devons tirer parti, en dénonçant la responsabilité des gouvernants, présents et passés, qui ont conduit ces politiques qui nous ont menés au désastre actuel, ce dont la population qui en fait les frais a de plus en plus clairement conscience. En inversant le postulat de ces politiques, en défendant l'idée que la santé est d'abord un bien public et qu'elle doit par conséquent être prioritairement à la charge des pouvoirs publics, on peut ainsi envisager de proposer, s'agissant de la France :

- l'abrogation immédiate de la demande d'économie de 800 millions d'euros sur le budget des hôpitaux au cours de l'année 2020 ;
- l'arrêt immédiat de la fermeture d'établissements hospitaliers, de services à l'intérieur des établissements et de suppression de personnels et de lits à l'intérieur des services tels que programmés par les agences régionales de soins (ARS) ;
- l'arrêt immédiat du financement des établissements par la tarification à l'acte et le rétablissement d'un financement sur la base d'un budget global à la hauteur des besoins tels qu'évalués par les personnels soignants ;
- l'adoption d'un plan d'urgence pour faire face à la pandémie, impliquant notamment des

embauches de personnels soignants et une réévaluation de leurs traitements, doublé de l'adoption d'un programme pluriannuel de rééquipement et de modernisation des établissements et de recrutement de personnels (médecins, infirmiers/infirmières, aides-soignant·e·s, ambulanciers, brancardiers, etc.), le tout sur la base des revendications de ces personnels et de leurs organisations syndicales ;

- le financement de l'ensemble de ces mesures urgentes par un impôt exceptionnel de solidarité sur les grandes fortunes ;
- la réquisition de l'ensemble des cliniques privées, de leurs personnels et de leurs matériels, pour faire face aux urgences de lutte contre le Covid-19 ;
- l'annulation de toutes les mesures d'exemption des cotisations sociales à charge des employeurs ; une augmentation de ces mêmes cotisations pour toutes les branches et tous les établissements faisant courir des risques sanitaires à leurs salarié·es et aux populations environnantes ;
- l'annulation des mesures antérieures de « déremboursement » des médicaments et du reste à charge (tiers payants pour les patients) ;
- la réorganisation de la médecine de ville autour de maisons de santé locales, mêlant spécialistes, généralistes, dentistes, professions paramédicales ;
- l'obligation pour tous les personnels médicaux, à la fin de leurs études, d'exercer durant un certain temps dans ces centres de soins, en contrepartie de la prise en charge du coût de tout ou d'une partie de leurs études par le ministère de la Santé ;
- une revalorisation sérieuse des moyens (financiers, matériels, en personnels) de tous les organismes publics de recherche médicale sous forme d'un plan pluriannuel ; une parfaite autonomie des chercheur·euses dans la définition des programmes prioritaires de recherche ;
- la nationalisation des grands groupes pharmaceutiques, qui ont largement démontré, en cette occasion comme en d'autres, l'insuffisance foncière de leur programme de recherche-développement au regard des priorités de santé publique ; et l'abolition du système des brevets médicaux, de manière à mettre les avancées de la recherche le plus rapidement possible au service du plus grand nombre.

Ce ne sont là que quelques propositions qui peuvent être avancées dans le cadre du débat qui doit accompagner les mobilisations contre la poursuite des politiques néolibérales de santé. Après le mouvement des Gilets jaunes et la lutte des personnels hospitaliers, qui se poursuivent l'un et l'autre, dans le cours desquels quelques-unes de ces propositions ont déjà été avancées, la situation actuelle nous offre une nouvelle opportunité pour faire entendre et imposer des revendications en faveur de la majeure partie de la population. Il nous faut nous faire entendre pour ne pas laisser le gouvernement profiter du désarroi actuel pour masquer ses responsabilités et poursuivre dans la même voie, une fois que la crise sanitaire actuelle aura été surmontée. À quel prix ?

17 MARS 2020

CHINE

LES TRAVAILLEUSES EN PREMIÈRE LIGNE DANS LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

CHINA LABOUR BULLETIN

La majorité du personnel médical des hôpitaux chinois est composée de femmes et, lors de la flambée de coronavirus (Covid-19), ce sont les femmes qui ont été à l'avant-garde de la bataille pour contenir l'épidémie.

À Shanghai, plus de 90% des infirmières et 50% des médecins qui combattent l'épidémie sont des femmes, selon un rapport de la Fédération des femmes de Shanghai. Et à Hubei, la province au centre de l'épidémie, on estime à 100 000 le nombre de femmes travaillant comme personnel médical de première ligne.

Trop souvent, cependant, leur travail a été sous-estimé et peu a été fait pour assurer leur sécurité. Des milliers de professionnels de la santé ont été infectés par la Covid-19 au cours des deux derniers mois, d'abord parce que les autorités de l'hôpital n'ont pas pris les précautions adéquates, puis en raison d'un surmenage et de l'épuisement.

À Wuhan, ce n'est que lorsque le nombre de cas confirmés a atteint 59 que l'infirmière Guo Qin et ses collègues ont reçu des vêtements de protection. À ce moment-là, il était trop tard. Guo Qin avait été exposée au virus à cause de son travail de prélèvement d'échantillons de sang et de glaires. Le 12 janvier, elle a eu de la fièvre et a rapidement été confirmée infectée. Le même jour cependant, les autorités affirment toujours qu'il n'y a pas eu d'infections parmi les agents de santé et aucune preuve claire d'infection de personne à personne. Après s'être rétabli fin janvier, Guo Qin a dû retourner au travail en raison de pénurie de personnel dans tous les hôpitaux de Wuhan.

Les infirmières auxiliaires, dont beaucoup sont des migrantes rurales d'âge moyen, sont encore plus à risque que les médecins et les infirmières en raison de la qualité moindre des équipements de protection fournis et du manque d'installations de traitement à leur disposition. Une infirmière auxiliaire, Chen Cuilan, qui était employée à l'hôpital central de Wuhan depuis de nombreuses années, a déclaré à Caixin que dès qu'elle a été confirmée avec Covid-19, elle a été forcée de quitter le service.

Cependant, Chen n'a pas pu retourner dans le dortoir de son hôpital en raison du risque de propagation de l'infection. Avec de nombreux collègues, elle a été forcée de dormir dans la rue pendant trois jours avant de finalement trouver une place dans l'une des stations de quarantaine de la ville. La majorité des infirmières auxiliaires dans la situation de Chen s'inquiètent maintenant de savoir où elles iront une fois leur période de quarantaine terminée, car les hôpitaux dans lesquels ils travaillent et vivent sont toujours remplis de 19 patients.

Le fait de travailler de longues heures sous une pression intense avec un manque d'équipement de protection a également fait des ravages sur la santé mentale du personnel médical. La Télévision centrale de Chine a rapporté qu'environ 30% des 1 596 infirmières de l'hôpital Renmin de l'université de Wuhan souffraient de dépression et d'anxiété.

Outre les professionnels de la santé, les travailleuses communautaires et les travailleuses de l'assainissement ont également joué un rôle essentiel dans la lutte contre Covid-19. Même dans l'industrie de la construction dominée par les hommes, les femmes ont été en première ligne pour construire des hôpitaux d'urgence à Wuhan. Pendant la construction des hôpitaux de Huoshenshan et de

Leishenshan, par exemple, les femmes étaient responsables du recrutement, de la préparation des matériaux et de la conception des structures. Plusieurs de ces femmes ont utilisé leurs plateformes personnelles de médias sociaux pour faire connaître leur rôle par ailleurs non annoncé dans l'industrie de la construction. «En travaillant avec des masques et des casques, personne ne se soucie de votre sexe», a souligné un ingénieur adjoint.

Malgré leur rôle vital dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, les travailleuses ont souvent été négligées par les autorités chinoises et les médias officiels. La Fédération des syndicats de Wuhan, par exemple, a publié une liste de treize «travailleurs modèles nationaux» dans la lutte contre le Covid-19 : seuls quatre d'entre eux étaient des femmes.

À la veille de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, il est essentiel que la contribution des travailleuses soit reconnue par le gouvernement et leurs employeurs et que les syndicats commencent à prendre leur responsabilité de protéger les travailleuses beaucoup plus sérieusement en cette période critique.

Comme nous l'avons noté dans notre article sur le site Web chinois sur les travailleurs du nettoyage, les syndicats locaux ont jusqu'à présent été incapables de répondre aux besoins urgents des travailleuses du nettoyage à Pékin et à Guangzhou.

5 MARS 2020

CHINE

LES MOBILISATIONS COLLECTIVES REDÉMARRENT DE PLUS BELLE AVEC LA REPRISE DU TRAVAIL

CHINA LABOUR BULLETIN

Après un mois au cours duquel il n'y a pratiquement pas eu de mobilisations ouvrières en Chine parce qu'une grande partie du pays était en état de confinement, les salarié.es recommencent à mener des actions collectives.

De nombreuses mobilisations liées aux difficultés économiques causées par l'épidémie de Covid-19 ont eu lieu.

La carte des grèves du *China Labour Bulletin* a enregistré 25 conflits depuis que les entreprises situées en dehors de la province de Hubei, située dans le centre de la Chine, ont provisoirement repris la production après la longue pause du Nouvel An chinois à la mi-février et à la fin du même mois. Ce chiffre est encore très bas par rapport aux années précédentes et la plupart de ces mouvements étaient relativement peu importants.

Une grande partie des mouvements ont eu lieu dans les services et les transports qui connaissaient déjà des difficultés économiques avant l'épidémie de Covid-19.

Le 10 mars, par exemple, plus d'un millier de chauffeurs de taxi de la ville de Liuzhou, dans le sud-ouest du pays, se sont mobilisés pour demander la suspension des frais de location des véhicules et le droit de les rendre aux compagnies de taxi sans pénalité.

Les chauffeurs ont déclaré que même si les gens retournaient au travail, le manque de passagers les empêcherait de gagner leur vie.

Avant l'épidémie de Covid-19, la mobilisation des taxis avait sensiblement augmenté à la fin de l'année dernière. Les raisons en sont l'accumulation du mécontentement envers la réglementation des autorités locales, la gestion des compagnies de taxi et surtout la concurrence des chauffeurs à la sauvette ou sans permis.

Ces mobilisations se sont traduites par une série de manifestations de grande envergure et parfois violentes

La plupart des récents mouvements de salariés étaient liés à des arriérés de salaires et à des licenciements.

À Pékin, par exemple, des travailleurs d'une entreprise de restauration rapide ont organisé une manifestation le 10 mars après que l'entreprise ait refusé de payer trois mois d'arriérés de salaires totalisant près de 400 000 yuans (4 800 euros), même après qu'un tribunal d'arbitrage lui ait ordonné de payer.

La veille, le 9 mars, le personnel médical d'un hôpital privé de Zibo, dans le Shandong s'est mobilisé contre un retard de trois mois dans le paiement des salaires et l'utilisation par l'hôpital de fournitures médicales périmées.

Lors d'une autre manifestation à Pékin, les salarié.es ont manifesté contre la politique de congé sans solde obligatoire mise en place par le fournisseur de services en ligne 58.com qui ne donnerait au personnel qu'une indemnisation égale à 80 % du salaire minimum mensuel local, ce qui est loin de correspondre à un salaire permettant de vivre décemment.

Plusieurs mobilisations ont été également organisées début mars par des petits commerçants et

des restaurateurs qui réclamaient une réduction des loyers en raison de la chute brutale des affaires qu'ils avaient connue depuis le début de l'épidémie.

Le *Financial Times* a indiqué que les magasins familiaux, les échoppes de rue, les restaurants sur le pouce et autres petites entreprises, qui emploient environ 230 millions de personnes en Chine, sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques car ils disposent de moins de capitaux et sont moins en mesure d'emprunter.

Les ouvriers du bâtiment, dont certains ont été recrutés pour construire des hôpitaux d'urgence pour les patients atteints de Covid-19 à Wuhan, ont également été amenés à protester contre les salaires impayés.

Plus récemment, des ouvriers d'un chantier de construction à Zhoukou, dans le Hunan, ont été tabassés après avoir organisé une manifestation pour protester contre des arriérés de salaires.

Alors que la production normale reprend progressivement en Chine, les travailleurs qui se débattent déjà après des mois de perturbations économiques seront plus déterminé.es que jamais à faire en sorte que ne soient pas violés leurs droits à la rémunération, à la sécurité sociale et à l'indemnisation.

20 MARS 2020

FRANCE
RENFORCER L'ENTRAIDE ET L'AUTO-ORGANISATION

COVID-ENTRAIDE

Depuis une semaine la France est entrée dans une nouvelle réalité vertigineuse. Le Covid-19 n'est plus une «petite grippe», selon nos gouvernants, mais la «pire crise sanitaire depuis un siècle». Un choc intime qui nous fait trembler pour nos proches et toutes les personnes particulièrement fragiles. Une secousse géopolitique qui fait s'effondrer la mondialisation néolibérale comme un château de cartes. 2019 avait été une année d'incendies ravageurs en Australie, Amazonie et ailleurs, et d'immenses soulèvements populaires. 2020 a d'ores et déjà les traits d'une paralysie totale, une crise systémique majeure.

Cette pandémie achève de rendre irrespirable la vie dans un système politique et économique délirant, néfaste, mais surtout inutile au moment où un immense besoin de soin se fait sentir.

Après être resté attentiste pendant un mois et demi, Emmanuel Macron a promis, pour ne pas perdre la face, que «l'État paiera [...] quoi qu'il en coûte». La «mobilisation générale» est décrétée. «Nous sommes en guerre», paraît-il, contre un «ennemi invisible».

Face à cette rhétorique militariste, nous affirmons une autre logique. À «l'union nationale» nous préférons l'entraide générale. À la guerre, nous opposons le soin, de nos proches jusqu'aux peuples du monde entier et au vivant. En France, comme dans les autres pays, nous allons tenir ensemble pour faire face à l'épidémie. Nous allons transformer l'isolement imposé en immense élan d'auto-organisation et de solidarité collective.

Avec nos voisin·es, nos ami·es, nos familles, nos proches, nos collègues ; dans nos immeubles, nos rues, nos quartiers, nos villes et nos villages ; notamment en utilisant les réseaux sociaux, nous allons construire l'entraide à la base. Pour aider les plus fragiles qui ne peuvent pas sortir à obtenir de la nourriture. Pour garder les enfants de celles et ceux qui doivent continuer de travailler. Pour partager des informations vérifiées sur la situation. Pour se donner des nouvelles et se réconforter dans cette situation déchirante. Pour soutenir les plus précaires dans leurs luttes pour vivre. Pour faire face à une crise économique, bancaire et financière qui s'annonce dévastatrice malgré les annonces faussement rassurantes des banques centrales. En restant chez nous pour le moment, mais dans la rue dès que possible.

Face à l'ampleur du bouleversement, même Emmanuel Macron appelle à «innover dans la solidarité». Mais nous ne sommes pas dupes du fameux «en même temps» : l'entraide que nous construisons n'est pas l'auxiliaire d'un État néolibéral défaillant. Elle ne sera pas le cheval de Troie d'une future «stratégie du choc» à base de télétravail, de «volontariat citoyen» dans des services publics détruits, et de poursuite dans la destruction des acquis sociaux au nom de «l'état d'urgence sanitaire».

Notre solidarité est celle du peuple, de ceux d'en bas, qui se serrent les coudes pour survivre et pour vivre dignement. Elle n'a rien à voir avec celle des élites mondiales – facilement dépistées, elles –, qui se retranchent dans leurs palais dorés, protégés et désinfectés pendant que les soignant·es sont «au front» sans moyens et fabriquent leurs propres masques de protection en prenant tous les risques.

Pendant que les travailleurs sociaux et les institutrices gardent leurs enfants, sans consigne officielle pour se protéger, s'exposant à une contamination. Pendant que les plus précaires, les sans-logis, sans papiers, sans réseaux sociaux, les intérimaires sans chômage partiel, les «indépendants»

contraints au travail en danger ou sans activité, seront encore plus frappé·es par la crise. Pendant que les personnes âgées dans les EHPAD, les personnes handicapé·es à mobilité réduite, les personnes internées en hôpital psychiatrique se voient encore plus privés de liens sociaux. Pendant que les «déjà confiné·es», les migrant·es enfermé·es en centres de rétention et les prisonnier·es voient leur situation encore aggravée. Pendant que les habitant·es des quartiers populaires et les personnes racisé·es sont parmi les premier·es visé·es par la répression liée au confinement.

Jamais l'alternative n'a été si claire, le scandale si palpable : nous jouons notre vie pendant qu'eux gèrent l'économie.

L'entraide que nous allons construire s'inscrit dans le sillage du soulèvement des peuples partout dans le monde au cours des derniers mois, du Chili au Liban, de l'Algérie au Soudan. Cette vague a répandu sur la planète la nécessité de mettre nos corps en jeu. Le Covid-19 rend indispensable, pour l'heure, leur confinement. Mais révolté·es ou confiné·es, nous mourrons d'un système qui recherche le profit et l'efficacité et pas le soin, le pouvoir et la compétition et pas l'entraide.

Cette épidémie ravageuse n'est pas une simple réalité biologique. Elle est amplifiée par les politiques néolibérales, la destruction méthodique de l'hôpital et de l'ensemble des services publics. Si ce virus tue autant, c'est aussi parce qu'il n'y a plus assez de soignant·es et de lits, pas assez de respirateurs ou parce que l'hôpital tend à devenir une entreprise à flux tendu. Et si nous applaudissons chaque soir à 20 heures les soignant·es, c'est aussi pour contenir notre colère contre les gouvernants qui savaient que la tempête arrivait depuis deux mois sans rien faire.

Nous appelons donc à renforcer la solidarité et l'auto-organisation pour faire face à la pandémie et la crise systémique, partout où c'est possible, sous toutes les formes imaginables, tout en respectant la nécessité absolue du confinement pour freiner la propagation. Plus particulièrement, nous appelons à rejoindre le réseau de solidarité auto-organisé #COVID-ENTRAIDE FRANCE (https://covid-entraide.fr/) qui se constitue dans des dizaines de lieux depuis une dizaine de jours. Nous invitons à créer des groupes d'entraides locaux en ligne et sur le terrain, de notre hameau à notre village, de notre immeuble à notre ville. Nous appelons à recenser les centaines d'initiatives qui se créent à travers une cartographie collaborative (https://covidentraide.gogocarto.fr).

Ne restons pas sidéré·es face à cette situation qui nous bouleverse, nous enrage et nous fait trembler. Lorsque la pandémie sera finie, d'autres crises viendront. Entre-temps, il y aura des responsables à aller chercher, des comptes à rendre, des plaies à réparer et un monde à construire. À nous de faire en sorte que l'onde de choc mondiale du Covid-19 soit la «crise» de trop et marque un coup d'arrêt au régime actuel d'exploitation et de destruction des conditions d'existence sur Terre. Il n'y aura pas de «sortie de crise» sans un bouleversement majeur de l'organisation sociale et économique actuelle.

Il y aura un avant et un après. Nous sommes pour l'instant confiné·es, mais nous nous organisons. Et, pour sûr, nous reprendrons les rues, les jardins, les outils de travail, les moyens de communication et les assemblées, ensemble.

La stratégie du choc doit s'inverser. Cette fois-ci le choc ne servira pas à affermir le contrôle, le pouvoir central, les inégalités et le néolibéralisme, mais à renforcer l'entraide et l'auto-organisation. À les inscrire dans le marbre.

ÉDITION DU

6 AVRIL

ARGENTINE

MASQUES ET COOPÉRATIVES : QUAND L'AUTOGESTION AGIT CONTRE LA PANDÉMIE

ROLY VILLANI[1]

À peine commençait-on à entendre parler du coronavirus, au début de cette incroyable année 2020, que les médias faisaient déjà état de l'augmentation du prix des masques chirurgicaux qui coûtaient alors 45 pesos l'unité (0,63 euro). En avril, alors que la quarantaine est déjà plus que généralisée, les moins chers se vendent 40 000 pesos le paquet de 500, c'est-à-dire 80 pesos l'unité (1,12 euro).

Les patrons le disent sans arrêt : la crise est une opportunité. Pour le capitalisme, une pandémie est le moment de vendre (ou inventer) des articles en lien avec celle-ci. Pénurie et hausse des prix vont main dans la main. Les profits supplémentaires aussi.

Percutant la logique de marché, qui plus est pour des produits aussi stratégiques que les masques chirurgicaux dans ce moment particulièrement délicat, le secteur coopératif a décidé d'agir. « Nous nous sommes fixés comme objectif de produire 18 000 masques par jour », dit Joaquín Fernández Sancha, président du Red Textil Cooperativa[2]. Pour l'instant, ils fournissent le ministère de santé de la province de Buenos Aires et plusieurs autres structures publiques. Mais ils ne sont pas les seuls : Textiles Pigüé, l'emblématique entreprise récupérée arrachée à GATIC SA[3], s'est mise, elle aussi, à disposition. « Nous sommes au service de la municipalité et de son secrétariat de la santé, sans aucun but lucratif, avec pour seul objectif de rendre service à l'État, pour les voisins et la communauté », dit Francisco Martinez, directeur et ex-président de la coopérative. L'objectif initial est de fournir rapidement à l'État de Buenos Aires un stock suffisamment important de ce produit, nécessaire voire indispensable dans la crise actuelle, pour faire baisser les prix.

Souvent, arc-boutés sur leurs préjugés, les porte-parole du libre marché disqualifient le secteur coopératif, l'accusant de manque de dynamisme. Les capitalistes considèrent que seul un ordre donné par une direction peut organiser la production en fonction des délais exigés par le « marché ». Dans la situation présente, on voit clairement qu'il s'agit d'un mensonge : aucune des deux entreprises ne fabriquait de masques et pourtant, il ne leur a fallu que quelques jours pour commencer à en produire par solidarité.

Le cœur de métier Textiles Pigüé est la production de vêtements de sport. « Notre département de design a rapidement standardisé les processus, fait les calculs correspondants et nous avons déjà des commandes d'entreprises et de municipalités », dit Martínez. Il ajoute : « Ceci nous a amenés à constater que nous pouvions confectionner également des charlottes, des blouses, des tabliers chirurgicaux, tous les éléments vestimentaires utilisés par les personnels de la santé. »

Aucune des 66 coopératives qui composent le Réseau textile coopératif, membre de la Confederación Nacional de Cooperativas de Trabajo[4], ne disposait d'un système de thermo-fusion.

1. Traduction Nara Cladera et Clément Reboul.
2. Réseau textile coopératif.
3. GATIC SA assurait notamment la fabrication des produits Adidas en Argentine avant sa faillite et la reprise de l'usine par les travailleurs en 2004.
4. Confédération nationale des coopératives de travail.

Elles ont donc commencé à produire en cousant, mais ont contacté les chercheurs et chercheuses d'universités publiques des banlieues pour améliorer la situation. «Les blouses, les charlottes et les masques ne sont pas cousus mais thermo-fusionnés ; les machines nécessaires sont majoritairement importées et avec l'arrêt des importations ça devenait très compliqué. Il est clair que, dans le contexte de la pandémie, les masques doivent être d'une fiabilité irréprochable. Pour que le travail que nous réalisons soit le plus professionnel possible, nous avons pris conseil auprès de l'INTI (Institut national de technologie industrielle), avec lequel nous étions déjà en lien, car beaucoup de nos coopératives sont déjà certifiées par cet organisme pour la fourniture de produits hospitaliers. Nous avons fait de même auprès de l'Administración Nacional de Medicamentos, Alimentos y Tecnología Médica[5]», dit Fernández Sancha. La coopération s'est faite avec l'Université de Lanús et celle de Quilmes : «L'idée n'était pas d'acheter une machine de thermo-fusion mais d'en développer une en collaboration avec les universités.»

La fierté d'affronter un problème planétaire ne pouvait amener à mettre en péril les travailleurs et travailleuses. Dans le cas de Pigüé, «seul le secteur de la confection était concerné ; quand l'idée d'aider la municipalité a surgi, des rotations ont été organisées, plusieurs services se sont réorganisés pour assurer cette production en toute sécurité. Heureusement l'usine est grande, on n'est pas entassé» dit Martínez. «Toutes les coopératives du Réseau textile coopératif se sont coordonnées et ont conçu un système d'équipes travaillant à des horaires différents, afin qu'il n'y ait jamais trop de monde dans les ateliers» «On a écarté le travail à domicile, car ce serait trop dangereux», explique Fernández Sancha.

Le cercle vertueux de la production locale, de la recherche publique et du remplacement des produits d'importations s'est mis en marche, encore une fois, grâce au secteur autogéré.

AUTOGESTIÓN, LA OTRA ECONOMÍA
http://autogestionrevista.com.ar/

5. Administration nationale des médicaments, des aliments et des technologies médicales.

PAKISTAN
UNE STRATÉGIE DE GAUCHE CONTRE LE CORONAVIRUS

AMMAR ALI JAN ET ZAHID ALI[1]

[…] L'État est en crise en raison de ses faiblesses structurelles et de l'absence de volonté politique. La confusion et le désordre règnent dans presque toute la société, puisque le patriarche qui protège notre civilisation, l'État, s'est montré incompétent et impitoyable au moment le plus urgent de notre époque.

Notre société tout entière fait l'expérience d'une vie sans État au beau milieu d'une urgence. L'essentiel de ce qui se fait est mis en œuvre par les travailleurs de la santé, malgré la présence de l'État et non grâce à lui […]. Le coronavirus n'est pas une question neutre. C'est une des plus grandes menaces pesant sur notre civilisation, qui a surgi comme la plus concentrée des expressions des contradictions sociales, économiques et politiques qui modèlent l'ordre mondial. Nous ne pouvons l'aborder comme une simple aberration du fonctionnement normal du système. […]

Il faut bâtir un nouveau monde reposant sur des valeurs et des pratiques différentes. C'est la raison pour laquelle si la demande populaire d'un revenu minimal et de la gratuité est nécessaire, elle est insuffisante, le système n'étant pas fait pour les satisfaire. La gauche ne devrait donc pas se contenter d'assaillir le système de revendications raisonnables, mais jugées impossibles à satisfaire par le système. Elle doit en même temps construire une stratégie de long terme pour réorienter la théorie et la pratique. Les institutions actuelles de la gauche – et de la droite – sont inadéquates pour faire face aux défis de notre temps. Nous devons développer un nouveau langage et une nouvelle pratique du socialisme si nous ne voulons pas être submergés par l'immédiateté persistante des multiples crises que nous devons affronter

[…] Ce à quoi nous assistons, ce n'est ni à une «récession» ni à une «crise financière», mais à une profonde dislocation des éléments essentiels de la vie économique et sociale. Si nous abordons la question en termes classiques, comme le fait par exemple notre gouvernement en pensant pouvoir utiliser des moyens habituels pour en venir à bout, nous serons confrontés à une issue terrifiante. Pour ne pas en arriver là, il faut changer toutes les normes de la vie économique et sociale. D'ailleurs, qu'en était-il de la vie économique et sociale au Pakistan avant cela ? […]

Avant l'émergence du Covid-19, pour la classe ouvrière la vie était déjà un cauchemar. Les travailleurs «à statut» revendiquent un salaire minimal, la sécurité sociale et de meilleures conditions de sécurité au travail. Ceux qui sont dans l'économie informelle et à gages se battent au jour le jour contre le fait que leur usine, leur atelier ou leur école peut les licencier sans préavis à n'importe quel moment. […] Si les travailleurs n'ont pas accès à des installations de santé, à des bons d'alimentation et à un revenu minimum, il ne leur sera pas possible de rester chez eux, ce qui prolongera la pandémie. […] Nous sommes au début d'une longue crise inconnue. Il est donc fondamental qu'en plus de revendiquer un salaire minimum, nous formions des groupes d'entraide dans les quartiers parce que les jours à venir seront très difficiles. […]

BONNE GOUVERNANCE OU DOUBLE POUVOIR ?

Nombre de commentateurs considèrent la crise comme le simple résultat de la négligence et de

1. *Pakistan Left Review*, https://pakleftreview.com.

la mauvaise gouvernance. Il ne fait aucun doute que l'incompétence du régime n'a fait qu'amplifier la menace. Cette crise n'est pas uniquement due à une politique particulière, mais est due à l'orientation générale de notre État et de sa politique économique. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'il n'y a pas de situation normale vers laquelle retourner, l'État ne fera qu'amplifier l'exploitation des travailleurs pour leur faire payer la crise.

En l'absence d'un modèle gouvernemental viable, nous devons commencer à imaginer des alternatives et de nouvelles formes de propriété qui ne cadrent ni avec la logique de l'accumulation capitaliste ni avec celle de l'État. Cela exige à la fois de travailler avec le gouvernement (ce serait de la folie de faire le contraire) et de rechercher de nouveaux espaces de solidarité au-delà de l'État. Cela implique de construire des réseaux de soins dans les zones abandonnées par l'État, et particulièrement dans les quartiers ouvriers.

À quoi pourrait ressembler une telle solidarité ? Cela veut dire construire des équipes de *self-help* là où l'État est absent pour diffuser les mesures de précaution, fournir une aide alimentaire et des abris pour les plus vulnérables, pour parler pour ceux qui ont été trompés par leurs employeurs et pour coordonner l'activité des travailleurs de la santé avec celle des communautés.

Il ne s'agit pas là de charité. Nous devons penser politiquement ces pratiques comme des tentatives de construire un monde au-delà des limites imposées par le capitalisme. Notre objectif devrait être de construire un réseau dont la force proviendrait du rôle concret qu'il jouerait au sein des communautés. Avec l'affaiblissement de l'appareil d'État, soit nous observons la décadence de la société – dont la militarisation est l'un des aspects – soit nous revenons au concept de double pouvoir : une stratégie orientée vers la construction d'un pouvoir autonome de la classe des travailleurs, au-delà de la représentation institutionnelle.

Nous savons par exemple qu'une fois la crise terminée, la classe dirigeante forcera la population à payer pour celle-ci […]. La seule défense dont elle disposera sera sa capacité à s'auto-organiser et à résister en s'appuyant sur les réseaux d'entraide pour prolonger leur lutte.

Le double pouvoir est partie intégrante d'une stratégie de rupture qui transforme les relations sociales et qui oriente la production et la distribution vers les besoins humains. Cela veut dire qu'il faut construire ces réseaux là où les potentialités créatives des travailleurs peuvent être installées. Une nouvelle volonté pourra alors être formulée et imposée par les travailleurs. […]

Pour la gauche pakistanaise, le temps est venu des idées audacieuses parce que les modes politiques qui consistent à formuler des revendications à l'État ne fonctionnent plus. […] La formation de comités d'entraide ouvriers doit commencer dès maintenant. Nous sommes déjà en retard. Nous devons en même temps développer la conscience des précautions à prendre contre l'épidémie de Covid-19 et développer les idées de contrôle ouvrier sur la production, de contrôle populaire sur l'alimentation, la distribution des ressources et sur les installations de santé. […]

CHINE
LES SYNDICATS AUX PRISES AVEC LA CRISE DU COVID-19

CHINA LABOUR BULLETIN

La pandémie mondiale de coronavirus a posé d'énormes défis aux gouvernements et aux institutions publiques du monde entier en termes de protection de la santé publique, de stabilité économique et de protection de l'emploi. Comment la Fédération des syndicats de Chine (ACFTU) a-t-elle évolué jusqu'à présent ?

Dans le cadre de notre enquête en cours sur l'initiative de réforme de l'ACFTU, *China Labor Bulletin* a mené une série d'entretiens avec des dirigeants syndicaux dans six villes de Chine en février et mars. Nous voulions évaluer leur réponse à la crise et comprendre quelles mesures ils avaient prises pour protéger la santé, les intérêts économiques et les droits légaux des travailleurs. Les résultats ont été publiés hier, 31 mars, dans un rapport sur notre site Web chinois intitulé 工会 改革 观察 与 促进 第九期 建筑业 与 新 冠 病毒. Le rapport comprend six cas d'arriérés de salaires de travailleurs de la construction ; cependant, comme nous avons largement exposé la question des arriérés de salaires ailleurs, ce rapport s'est concentré uniquement sur les six problèmes liés au coronavirus (Covid-19), à savoir :

- La fourniture de masques faciaux aux travailleurs de l'assainissement à Guangzhou.
- La fourniture de masques faciaux aux travailleurs de l'assainissement à Pékin.
- Des étudiants stagiaires contraints de travailler à l'usine de Shenzhen pendant l'épidémie de Covid-19.
- Infection par Covid-19 du personnel d'un centre commercial à Jinan, Shandong.
- Infection par Covid-19 des travailleurs de Panzhihua Chongqing Titanium Industry.
- Subventions inégales pour le personnel médical de l'hôpital d'Ankang dans le Shaanxi.

Les dirigeants syndicaux locaux avec lesquels nous nous sommes entretenus étaient trop souvent que faiblement conscients de ces questions et ne comprenaient guère les véritables problèmes rencontrés par les travailleurs de leur district. Au départ, il y avait un manque d'initiative presque complet de la part des syndicats locaux qui étaient largement tributaires de leurs supérieurs et du gouvernement local pour obtenir des conseils sur la marche à suivre et les mesures à prendre pendant l'épidémie de Covid-19. Plus tard, cependant, certains syndicats locaux ont pris des mesures provisoires pour répondre aux besoins des travailleurs.

Plusieurs responsables nous ont dit qu'il était normal que le gouvernement local prenne l'initiative dans la lutte contre l'épidémie et que les responsables syndicaux de niveau inférieur devaient simplement suivre les instructions. Dans de nombreux cas cependant, les instructions données étaient que les responsables syndicaux travaillent sous la direction de l'équipe locale de prévention des épidémies dans les quartiers, vérifient les températures, enregistrent les noms des responsables communautaires, fassent des rapports, etc.

Les responsables ont réellement abandonné toute action lorsqu'il s'est agi de ce qui devrait être la mission principale d'un syndicat, organiser les travailleurs et négocier avec les employeurs pour garantir que les employés soient correctement protégés.

Lorsqu'un représentant des ventes d'un comptoir de montres du centre commercial Ginza à Jinan a été infecté par Covid-19, le 4 février, par exemple, les dirigeants syndicaux locaux sont simplement

restés cois. Ils n'ont pas enquêté sur la situation créée, ni cherché à comprendre comment les autres membres du personnel du centre commercial étaient traités.

Les représentants syndicaux hésitaient à se rendre dans des usines ou d'autres lieux de travail qui avaient repris leurs activités pour évaluer les risques pour la santé auxquels étaient exposés les travailleurs, arguant que toutes les décisions concernant la reprise du travail devaient venir du gouvernement local.

Certains responsables de Guangzhou et de Pékin ont déclaré avoir envoyé des messages de soutien aux travailleurs de l'assainissement de leur district, mais ce n'était guère plus qu'un exercice de propagande dirigé par leurs supérieurs. Les représentants syndicaux n'ont pas parlé directement aux travailleurs de l'assainissement et, au moment de l'entretien, n'avaient encore fourni aucune assistance concrète.

Leur attitude et leurs réponses contrastaient nettement avec celles de plusieurs militants de la société civile et étudiants du Guangdong qui ont immédiatement pris l'initiative de se procurer des masques et de s'assurer que les travailleurs de l'assainissement disposaient de fournitures adéquates d'équipements de protection, si leurs employeurs ne les fournissaient pas.

Après notre discussion avec des responsables à Guangzhou, cependant, le président du syndicat du secteur de l'assainissement, Liang Xiaoling, a déclaré dans une interview au Southern Workers Daily que les travailleurs de l'assainissement du district de Liwan de la ville recevaient maintenant au moins un masque par jour. Et dans le cas de l'hôpital d'Ankang, où de nombreuses plaintes ont été déposées par le personnel médical concernant les heures de travail et le paiement des primes pour les travailleurs de première ligne, les responsables du syndicat ont accepté nos suggestions et publié des rapports détaillés sur leur site Web concernant la question des aides.

À Chongqing, où l'usine de titane de Panzhihua a potentiellement exposé 131 travailleurs au Covid-19 lors de sa réouverture hâtive à la mi-février, les responsables syndicaux du district ont initialement déclaré qu'ils ne pouvaient pas faire grand-chose. Par la suite, cependant, la Fédération municipale des syndicats de Chongqing a aidé à rédiger un «guide de travail» qui préconisait l'utilisation d'un système de négociation tripartite.

Bien que ce guide de travail dût en principe aider à prévenir une deuxième vague d'infections à mesure que les entreprises reprenaient leurs activités, il y a encore beaucoup de syndicats à Chongqing et dans toutes les villes chinoises qui peuvent faire mieux pour protéger les travailleurs. À cet égard, le rapport contenait sept recommandations sur les mesures concrètes que les syndicats locaux et d'entreprise pourraient prendre :

1. Les syndicats locaux doivent établir des canaux de communication réguliers pour partager des informations sur l'épidémie avec les syndicats d'entreprise. Le travail du syndicat local doit être ouvert et transparent et permettre à tous les travailleurs d'obtenir des informations à jour sur la situation lors du retour au travail. Dans le même temps, les travailleurs devraient pouvoir alerter le syndicat de tout problème concernant les mesures de contrôle du Covid-19 sur leur lieu de travail.

2. Les syndicats locaux doivent surveiller toutes les entreprises qui ont repris leurs activités et discuter avec les syndicats d'entreprise sur la meilleure façon de superviser les efforts de prévention des épidémies.

3. Pour les travailleurs qui ne sont pas en mesure de retourner au travail, ceux qui sont en quarantaine et ceux qui sont infectés par le Covid-19, le syndicat local doit négocier des indemnités avec l'employeur et le gouvernement local.

4. Les syndicats locaux doivent encourager les représentants des syndicats d'entreprise à élaborer des plans de travail réalisables pour la reprise du travail et la prévention des épidémies dans leur propre entreprise.

5. Les syndicats d'entreprise doivent représenter les employés dans les négociations tripartites avec l'employeur et le gouvernement local sur la meilleure façon de gérer les coûts impliqués pour toutes les parties pour une reprise sécurisée des opérations.

6. Une fois que les opérations ont repris, les syndicats d'entreprise doivent prendre la responsabilité d'assurer la sécurité et la santé au travail sur le site de production. Si l'entreprise ne peut garantir la sécurité du travail, le syndicat doit immédiatement intervenir et remédier à la situation. Le syndicat doit maintenir une communication régulière avec les employés pour s'assurer qu'ils sont pleinement conscients des mesures de lutte contre les épidémies et s'y conforment.

7. Si des employés sont infectés par Covid-19, le syndicat d'entreprise doit agir immédiatement et négocier avec la direction pour mettre en œuvre des mesures qui minimiseront le risque pour les autres employés.

En conclusion, le rapport souligne l'importance pour les travailleurs eux-mêmes de prendre l'initiative et d'exiger une meilleure représentation dans leur entreprise et dans les syndicats locaux. L'impact de l'épidémie de Covid-19 sur la santé des travailleurs, les intérêts économiques et les droits fondamentaux du travail durera encore plusieurs mois, voire plusieurs années. Les syndicats chinois doivent être présents pour protéger et défendre les intérêts de leurs membres.

Le rapport souligne que si le gouvernement n'avait pas réprimé les groupes de la société civile tels que le Centre de services pour les travailleurs migrants de Panyu en 2015, ces organisations syndicales très expérimentées et compétentes se seraient activement déplacées sur les lieux de travail pour organiser les travailleurs et faire pression sur les employeurs et les gouvernements locaux pour veiller à ce que les travailleurs soient correctement protégés. Cependant, ces groupes ayant presque entièrement disparu, il appartient désormais au syndicat officiel d'intervenir.

1ER AVRIL 2020

ÉTATS-UNIS

QUE FAIRE SI LE COVID-19 ARRIVE SUR VOTRE LIEU DE TRAVAIL ?

UNITED ELECTRICAL, RADIO AND MACHINE WORKERS OF AMERICA

Organisation syndicale se présentant comme «indépendante», démocratique, de base, elle n'est pas affiliée à l'AFL-CIO et représente 35 000 travailleur·euses dans une large variété d'entreprises publiques et privées. Ses textes sont publiés à la fois en anglais et en espagnol sur son site (www.ueunion.org/uewho.html). Le syndicat est partie prenante d'une large coalition d'organisations ouvrières, communautaires et environnementales qui ont lancé une campagne «People Bailout» demandant aux élus au Congrès de répondre aux besoins de la population face à la pandémie: «Le temps est venu d'engager des actions vigoureuses pour sauver des vies mais aussi de créer une économie qui fonctionne pour les gens qui travaillent.»

Sur les lieux de travail qui restent ouverts, il est hautement probable que le virus s'y fraiera un chemin. Les sections locale de l'United Electrical, Radio and Machine Workers doivent se préparer à l'avance en négociant avec l'employeur un protocole de désinfection des lieux et de limitation de l'exposition par les autres travailleur·euses. Ce qu'il faut avoir à l'esprit:

LE DROIT DE SAVOIR QUI EST MALADE

Afin de protéger et de représenter nos adhérent·es, nous devons savoir qui a été exposé ou non au virus sur les lieux de travail. Le syndicat a le droit de savoir quel·les sont les salarié·es qui ont été testé·es pour le Covid-19 (et pour d'autres maladies infectieuses). Du fait de la contagiosité du virus, cela inclut les salarié·es se situant en dehors du champ d'application de notre convention d'entreprise («*bargaining unit*»). Le syndicat a besoin de pouvoir connaître en toute indépendance quel·les sont les travailleur·euses et les lieux de travail qui ont pu être touchés.

Il ne faut pas accepter que l'employeur invoque le secret médical[1] [...]. La loi autorise la publication des informations nécessaires pour prévenir ou atténuer les menaces sur la santé des individus ou sur la santé publique. Partager ces informations avec le syndicat est nécessaire pour qu'il puisse représenter et défendre ses membres et leurs besoins. Elles lui permettent aussi d'agir pour prévenir la contagion de la maladie et pour protéger les salarié·es.

NOS REVENDICATIONS

- Des protocoles à suivre dès qu'un salarié a été testé positif; si possible avant.
- Exiger que l'employeur communique chaque jour au syndicat les cas positifs.
- Exiger la fermeture et la désinfection des locaux contaminés et le respect des consignes du CDC (attendre 24 heures après la désinfection pour la réouverture).
- Pas de perte de salaire en cas de fermeture.
- Les salarié·es ayant été en contact ou qui ont partagé un outil avec un Covid + ainsi que ceux

1. La suite de cette partie renvoie à des particularités des «conventions collectives» spécifiques aux États-Unis et aux secteurs syndiqués et non syndiqués. («The fight of our lives»).

porteurs de pathologies doivent être mis en congé maladie avec salaire intégral pendant au moins la durée de la quatorzaine.

- Le service de nettoyage doit confirmer au syndicat que la désinfection a été faite et comment elle a été faite avant toute réouverture du site.
- En coordination avec les autorités sanitaires locales, il faut négocier les conditions de retour au travail. [Selon les recommandations du CDC[2].]
- Une liste des espaces et des outils devant êtres décontaminés doit être établie. [...]
- Si l'employeur ou les travailleur·euses veulent plus de mesures de protection avant de retourner travailler (par exemple la prise de température au moment des changements d'équipes), nous exigeons que cela se fasse pendant le temps de travail.

MISE À JOUR DU 2 AVRIL, 11 H 45 EDT

Nous demandons aux sections locales d'être énergiques en vérifiant que les employeurs ont fait le nécessaire.

Pour les lieux de travail restant en activité, seuls les travailleurs assurant une fonction véritablement indispensable doivent être présents. Il faut s'assurer que des mesures particulières soient prises pour eux, sur les lieux de travail et d'habitation.

Les sections locales doivent exiger le droit de négocier tous les changements qui concernent la sécurité et la santé, les horaires, les salaires et les conditions de travail. [...]

2. Centers for Disease Control and Prevention.

INDE
SUR LA NÉCESSITÉ D'ALTERNATIVES CRÉATIVES ET À LONG TERME

VIKALP SANGAM CORE

Le processus Vikalp Sangam est une plateforme qui rassemble des mouvements, des groupes et des individus travaillant «sur des projets justes, équitables et durables pour le bien-être humain et écologique». Il rejette le «modèle de développement actuel et les structures d'inégalité et d'injustice qui le sous-tendent» et recherche «des alternatives dans la pratique et la prospection». Plus de 50 mouvements et organisations à travers le pays sont impliqués[1]. Pour plus d'informations, voir www.vikalpsangam.org/.

Alors que l'Inde et le monde font face à une crise sans précédent due à la propagation du virus Covid-19, la première et immédiate réponse doit être des installations de santé et de traitement, l'éloignement physique, les secours et la satisfaction de besoins de base pour les travailleurs, les services de base et autres mesures qui réduisent le risque de propagation et offrent une sécurité économique et de survie aux personnes les plus touchées non seulement par l'infection mais aussi par l'arrêt de la vie ordinaire. Une attention particulière doit être accordée aux plus vulnérables, notamment les personnes âgées, les «handicapés», les femmes et les enfants, les travailleurs journaliers, les résidents des bidonvilles urbains surpeuplés, les prisonniers dans les cellules surpeuplées, les travailleurs de la voierie et des déchets, les personnes transgenres, les travailleur·euses du sexe et les petits agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et habitants des forêts.

À cet égard, nous appuyons et réitérons les observations faites par plusieurs forums et réseaux, notamment par la Charte des travailleurs Jan Swasthya Abhiyan, d'un grand nombre d'économistes et de citoyens concernés, et par la Campagne pour la justice environnementale en Inde. Plusieurs pays à travers le monde, et certains États de l'Inde, ont déjà annoncé des aides salariales, de la nourriture et d'autres livraisons essentielles, des salaires maintenus pour les travailleurs sans emploi, etc. L'Inde doit apporter une réponse nationale, en s'appuyant et en allant bien au-delà des annonces du ministre des finances le 26 mars. L'Inde doit également promouvoir la solidarité et l'unité sociales tout en favorisant les mesures d'éloignement physique (et non «social»!), encourageant les réseaux de citoyens qui peuvent aider les plus vulnérables, dont beaucoup émergent spontanément à travers l'Inde. L'Inde doit décourager les réponses porteuses de préjugés, racistes ou classistes que l'on a malheureusement observées dans certains domaines, par exemple, contre les gens du nord-est de l'Inde parce qu'ils ressemblent aux Chinois, ou contre les ramasseurs de déchets, ou contre les étrangers qui se trouvent toujours en Inde. L'Inde doit protéger les droits humains fondamentaux contre les violations causées par une surveillance accrue de l'État et ses interventions dans la vie des citoyens, car il est facile de glisser dans des formes d'autoritarisme dans de telles situations (en particulier, lorsque l'on utilise des métaphores comme «Nous sommes dans un état de guerre») ; nous devons plutôt autoriser les communautés et les collectifs à appliquer les normes sociales nécessaires pour faire face à cette situation, avec le soutien du gouvernement. Enfin, toutes les ressources du gouvernement consacrées à des dépenses inutiles ou pouvant être différées doivent être affectées au Covid-19.

1. Voir la liste en fin d'article.

Il est cependant important de lancer également des mesures à plus long terme, maintenant ou lorsque la crise actuelle sera terminée, qui (a) réduiront considérablement la possibilité d'une propagation plus désastreuse des maladies et (b) amélioreront considérablement la capacité des communautés à faire face à ces éventualités. Nous les énumérons ci-dessous.

Nous pensons que la survie et la durabilité de cette planète résident dans l'adoption de valeurs de dignité, d'égalité et de justice pour toutes les espèces, tous les genres et toutes les catégories sociales. Cela devrait se refléter dans le rejet de toutes les politiques et pratiques qui entraînent la destruction, l'exploitation et la discrimination et l'injustice contre tout être vivant. Les stratégies et cadres nationaux dans tous les secteurs, doivent viser la santé humaine et environnementale.

Nous demandons instamment que les points suivants soient particulièrement pris en considération :

1) IMPOSER UN MORATOIRE SUR TOUT DÉTOURNEMENT DES ÉCOSYSTÈMES NATURELS À DES FINS D'INFRASTRUCTURES, D'EXPLOITATION MINIÈRE ET COMMERCIALE

Il existe un lien clair et scientifiquement établi entre la destruction écologique et la propagation de maladies comme le Covid-19. Même si le Covid-19 est originaire de Chine, d'autres agents pathogènes de ce type pourraient venir de l'Inde ou se propager plus largement en raison de la perturbation des équilibres naturels et des interdépendances. Un moratoire immédiat sur le détournement des écosystèmes naturels, y compris les forêts et les zones humides, pour l'exploitation minière, les infrastructures et d'autres projets de «développement» est crucial, plutôt que d'initier d'autres alternatives pour répondre aux besoins de subsistance et de développement, comme indiqué ci-dessous.

2) DONNER LA PRIORITÉ ET SOUTENIR LES SYSTÈMES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRES ET LE SECTEUR DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Chaque établissement doit disposer d'installations primaires combinant plusieurs systèmes de santé, avec des médecins aux pieds nus et des ambulanciers paramédicaux formés aux soins et aux traitements essentiels, y compris pour faire face aux situations de type Covid-19. La plus haute priorité doit être accordée au renforcement de la santé publique, y compris les unités épidémiologiques au niveau du district, qui peuvent analyser et surveiller les problèmes de santé locaux et leurs causes, et remettre les services médicaux du secteur public aux commandes, plutôt que poursuivre la privatisation encouragée ces derniers temps (avec les conséquences dévastatrices que nous constatons, même dans les pays «développés» comme les États-Unis, avec des millions de personnes incapables de se permettre même des soins de base). Les connaissances traditionnelles sur la santé qui ont résisté à l'épreuve du temps doivent être utilisées dans la crise actuelle et dans le développement à long terme des services de santé dans le pays, notamment en utilisant AYUSH, amchi et les traditions de santé locales pour développer des méthodes de prévention solides, telles que l'utilisation d'immuno-boosters à base de plantes (à noter que la Chine a été en mesure d'utiliser la médecine traditionnelle chinoise très efficacement à la fois pour la prévention et le traitement des cas de la crise Covid-19).

3) PROMOUVOIR LA CONCEPTION ÉCOLOGIQUE ET LA SENSIBILITÉ DANS TOUS LES DÉVELOPPEMENTS ET MOYENS DE SUBSISTANCE

Une politique claire et une orientation programmatique sont nécessaires pour trouver les moyens écologiquement durables et équitables de créer des moyens de subsistance et des emplois, des infrastructures, des communications, etc., et garantir des moyens de subsistance dignes, par ces moyens, dont on peut tirer des enseignements (voir par exemple www.vikalpsangam.org). Il est tout

à fait possible d'orienter les programmes existants comme le MNREGS, le logement, l'agriculture et d'autres dans cette direction.

4) AIDER LES AGRICULTEURS À PASSER À L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET BIODIVERSIFIÉE

Étant donné les liens évidents entre une agriculture industrielle à forte intensité de produits chimiques et une perturbation écologique créant les conditions de telles catastrophes liées aux maladies, des mesures urgentes sont nécessaires pour aider tous les agriculteurs à passer à une agriculture biologique diversifiée sur le plan biologique avec une assistance spéciale aux petits agriculteurs, pasteurs, pêcheurs et habitants des forêts. Les essais et dissémination d'OGM, avec leur grand potentiel de perturbation écologique, doivent être arrêtés immédiatement.

5) RENFORCER L'AUTOGOUVERNEMENT GRÂCE AUX GRAM SABHAS[2], AUX SABHAS[3] DE ZONE/QUARTIER

La mise en œuvre de l'autonomie locale avec toutes ses possibilités, une véritable démocratie populaire est cruciale. Les gram sabhas, les sabhas de zone/quartier et d'autres institutions de gouvernance locales auront besoin d'aide pour renforcer les capacités et générer des ressources, pour pouvoir gouverner leurs terres et leurs écosystèmes, leur vie économique et communautaire, de manière à garantir la représentation et la participation des sections marginalisées pour garantir la justice sociale.

6) RENFORCER LES ÉCONOMIES LOCALES AUTONOMES

Il est maintenant évident qu'une économie mondiale, avec des ressources, de la main-d'œuvre et des produits qui se déplacent à travers le monde, est un système extrêmement vulnérable susceptible de s'effondrer. Les institutions d'autonomie locale doivent disposer des ressources, de l'assistance technique et d'autres formes de coopération afin de développer leurs propres économies locales et autonomes, en utilisant des compétences et des ressources locales et nouvelles, en répondant avant tout aux besoins locaux. Un commerce plus important devrait s'appuyer sur cela et ne pas le saper. Grâce à cela, la nécessité d'une mobilité et d'un commerce de masse pourrait être considérablement réduite. Cela pourrait même aider à réduire et à inverser la migration rurale-urbaine causée par la détresse économique et sociale, qui provoque des densités urbaines très élevées propices aux épidémies.

7) REPENSER LES ÉTABLISSEMENTS URBAINS ET SEMI-URBAINS

Nous devons repenser les agglomérations urbaines et semi-urbaines de manière à ce que le lieu de travail et la résidence de la plupart des gens soient à proximité, l'autonomie gouvernementale par le biais des sabhas de zone soit autonomisée et les écosystèmes naturels urbains soient régénérés et protégés grâce aux forums de citoyens.

Ces mesures et d'autres ont été décrites plus en détail dans le Manifeste du peuple pour une Inde juste, équitable et durable, publié par le processus Vikalp Sangam, début de 2019 (www.vikalpsangam.org). Nous demandons instamment la pleine reconnaissance de ses recommandations ci-dessus.

28 MARS 2020

Liste des mouvements signataires : ACCORD (Tamil Nadu), Alliance for Sustainable and Holistic Agriculture (national), Alternative Law Forum (Bengaluru), Ashoka Trust for Research in Ecology and the Environment (Bengaluru), BHASHA (Gujarat), Bhoomi College (Bengaluru), Blue Ribbon Movement (Mumbai), Centre for

2. NdT : Les *gram sabhas* sont des gouvernements locaux au niveau des villages.
3. NdT : Conseil ou assemblée.

Education and Documentation (Mumbai), Centre for Environment Education (Gujarat), Centre for Equity Studies (Delhi), CGNetSwara (Chhattisgarh), Chalakudypuzha Samrakshana Samithi / River Research Centre (Kerala), ComMutiny: The Youth Collective (Delhi), Deccan Development Society (Telangana), Deer Park (Himachal Pradesh), Development Alternatives (Delhi), Dharamitra (Maharashtra), Ekta Parishad (several states), Ektha (Chennai), EQUATIONS (Bengaluru), Gene Campaign (Delhi), Greenpeace India (Bengaluru), Health Swaraaj Samvaad (national), Ideosync (Delhi), Jagori Rural (Himachal Pradesh), Kalpavriksh (Maharashtra), Knowledge in Civil Society (national), Kriti Team (Delhi), Ladakh Arts and Media Organisation (Ladakh), Local Futures (Ladakh), Maati (Uttarakhand), Mahila Kisan Adhikar Manch (national), Mazdoor Kisan Shakti Sangathan (Rajasthan), National Alliance of Peoples' Movements (national), North East Slow Food and Agrobiodiversity Society (Meghalaya), Peoples' Science Institute (Uttarakhand), Revitalising Rainfed Agriculture Network (national), reStore (Chennai), Sahjeevan (Kachchh), Sambhaavnaa (Himachal Pradesh), Samvedana (Maharashtra), Sangama (Bengaluru), Sangat (Delhi), School for Democracy (Rajasthan), School for Rural Development and Environment (Kashmir), Shikshantar (Rajasthan), Snow Leopard Conservancy India Trust (Ladakh), Social Entrepreneurship Association (Tamil Nadu), SOPPECOM (Maharashtra), South Asian Dialogue on Ecological Democracy (Delhi), Students' Environmental and Cultural Movement of Ladakh (Ladakh), Thanal (Kerala), Timbaktu Collective (Andhra Pradesh), Titli Trust (Uttarakhand), Tribal Health Initiative (Tamil Nadu), URMUL (Rajasthan), Vrikshamitra (Maharashtra), Watershed Support Services and Activities Network (Andhra Pradesh/ Telangana).

ÉDITION DU

6 AVRIL

LE VIRUS ET LA PESTE BRUNE

DES MEMBRES DE LA COMMISSION ANTIFASCISME DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

Dans cette période de crise sanitaire, alors que le mouvement social tente de continuer à assurer les solidarités nécessaires, il peut être utile de jeter un œil de ce qui se dit à l'extrême droite, et quelles thèses circulent dans ces milieux et, hélas, bien au-delà. Sans surprise, les différentes galaxies reprennent leurs obsessions habituelles, chacune voyant dans la situation actuelle la confirmation de son discours.

Le Rassemblement national (RN) continue de dire tout et son contraire, comme l'ont montré les multirevirements de Marine Le Pen, notamment sur la période de «confinement» que nous vivons. Il aurait été, selon elle, mis en œuvre trop tard alors qu'elle-même déclarait le 27 février que ce n'était pas une solution. Dans la série de «faites ce que je dis, pas ce que je fais», alors que les bars et restaurants étaient fermés, et que les «gestes barrière» s'imposaient à tout le monde, Steeve Briois faisait rouvrir le Coq lillois pour fêter sa réélection à Hénin-Beaumont et guincher avec d'autres eurodéputés du RN.

Le Rassemblement national surfe aussi sur la vague du «complotisme ambiant», plus ou moins finement selon ses dirigeant·es. Dans un contexte de crise sanitaire, mais pas seulement, les thèses «complotistes» se développent, renforcées par une communication gouvernementale chaotique et alors que la plupart des «grands médias» se contentent de relayer la parole du pouvoir. Pour la direction du RN, il s'agit de ne pas se couper de son électorat: une enquête IFOP pour l'Institut Jean-Jaurès et Conspiracy Watch montre en effet que 55% des sympathisants du Rassemblement national souscrivent à la thèse selon laquelle le nouveau coronavirus a été développé en laboratoire, 40% de manière «intentionnelle» et 15% de façon «accidentelle». Interrogée le 30 mars dernier sur l'avis de ses électeurs, Marine Le Pen a d'abord botté en touche avant d'ajouter que «c'est une question de bon sens». Moins subtil, Gibert Collard s'engouffre dans le débat sur la chloroquine, et le rôle des laboratoires, demandant «Quel courroux anime le couple Buzyn-Lévy contre le professeur Raoult?», comme si c'était ça la vraie question.

MAIS À CÔTÉ DU RN, LA FRONTIÈRE EST BIEN SOUVENT POREUSE ET D'AUTRES SE LÂCHENT PLUS OUVERTEMENT

Riposte laïque laisse évidemment libre cours à ses délires racistes, parlant du «coronavirus» qui serait plus dangereux, dénonçant «le confinement réservé aux seuls vrais Français», et se demandant «qu'attendent les flics pour tirer sur les racailles?», reprenant ainsi l'idée que «le coronavirus est une stratégie mondialiste pour détruire les sociétés occidentales». Inventant des scènes de pillage dans les quartiers populaires de Seine-Saint-Denis, Riposte laïque n'a pourtant pas reproduit la tribune hallucinante de Michel Onfray dénonçant les «territoires perdus de la République» où les jeunes feraient des barbecues tous les soirs, entre deux agressions et visites à la mosquée. Si Riposte laïque a une audience non-négligeable qui se cantonne qu'aux franges les plus rances de la fachosphère, nous ne pouvons que nous inquiéter du respect (et des invitations qui vont avec) dont continue à bénéficier Michel Onfray dans de nombreuses rédactions.

Alain Soral, sur son site *Égalité & Réconciliation,* exprime dans une vidéo modestement titrée «Soral a (presque toujours) raison – Réflexions sur le couillonavirus» que ceux qui contrôleraient notre système de santé (des juifs ashkénazes) auraient plus grand profit que le virus se propage,

tout en faisant un parallèle audacieux et abject avec la liste de Schindler («On a le gang qui a en charge la médecine d'État: Buzyn, Lévy, Bauer, Hirsch, Jacob, Guedj, Salomon… C'est la liste de Schindler!»), allant jusqu'à ressortir le mythe de l'empoisonnement des puits par les Juifs, inventé au 14e siècle. Dans cette vidéo, on y apprend, fait important, que le confinement gêne Alain Soral puisqu'il ne peut plus aller manger au restaurant… il n'a donc plus comme seule solution de se faire livrer des plats préparés: on peut donc se proclamer antisystème et en profiter dans ce qu'il a de plus caricatural!

Autre antisémite convulsif, Boris Le Lay ne pouvait pas faire moins, et pour lui, c'est sûr, c'est un coup des banques centrales «qui ont racheté tous les marchés et ont réalisé le plus grand hold-up de l'histoire sur une panique montée de toutes pièces». Pour «preuve», la Bourse de New York a connu rebond de 20% suite aux annonces de soutien gouvernemental à l'économie américaine. Et qui dit Bourse de Wall Street dit évidemment «banquiers juifs», CQFD.

L'antisémitisme ne nourrit pourtant pas forcément son homme, alors si on peut profiter de la crise sanitaire pour se faire un peu d'argent, pourquoi se priver? L'escroc antisémite Dieudonné propose à la vente des masques importés de Chine (peu de chance que les client·es les reçoivent au vu de la nouvelle législation) quatre fois plus cher que ce qu'on peut trouver ailleurs sur Internet.

Comme toujours, l'extrême droite, comme le complotisme, montre qu'ils ne servent avant tout qu'à faire diversion. Faire croire que ce serait la faute des juif·ves, musulman·nes, d'une «élite» ou des *illuminatis,* c'est refuser de dénoncer un système, le capitalisme, qui montre une nouvelle fois sa grande part de responsabilité dans les difficultés que nous avons à faire face à la crise, et donc, le renforcer.

Mais quelque part la terre doit conserver le sillon de tes pas,
quelque part elle doit te bercer dans sa tendresse animale,
et faire revivre tes échos.
Où sont-ils tes milliers de jours ?
Où les as-tu cachés ?
Où sont ces jours prestigieux, prodigieux,
ces jours que tu jetais, les mains ouvertes,
le geste large,
en les semant sans limites par le monde ?[1]

Pour Rafael Gómez Nieto, combattant de la Nueve, et José María (Chato) Galante, militant antifranquiste, fauchés comme tant d'autres par le corona.

1. Mary Low, « La nuit est pour toujours », *Sans retour,* Paris, Syllepse, 2000.

LIENS

Crise du COVID-19 : donner la priorité à la reproduction sur la production (A. Koechlin)

L'épreuve politique de la pandémie (Pierre Dardot et Christian Laval)

États-Unis : comment l'extrême-droite tire parti du Covid-19 (J. Wilson)

États-Unis : 2,2 millions de personnes pourraient mourir si le Coronavirus n'est pas maitrisé (S. Lerner)

Suisse : appel de syndicalistes : « il faut arrêter toutes les activités de production et de service qui ne sont pas socialement nécessaires et urgentes ».

État espagnol : déclaration d'anticapitalistas face à l'état d'alerte

Grande-Bretagne : « Si vous voulez arrêter le coronavirus, répondez aux exigences du personnel hospitalier » (H. O'Connor)

États-Unis : Covid-19 : le monstre frappe enfin à la porte (M. Davis)

« Quand un virus émerge, on demande aux chercheurs de trouver une solution pour le lendemain, ensuite on oublie » (B. Canard)

Le cri de colère d'un chercheur au CNRS (B. Canard)

Pendant l'épidémie le droit du travail continue de s'appliquer (N. Weiler)

Pénurie de masques : la faillite des gouvernement successifs (S. Chapelle)

Face au coronavirus, les femmes davantage en première ligne que les hommes (R. Knaebel)

Les caissières, largement exposées au cornavirus, oubliées de la « guerre » de Macron (N. Weiler)

Palestine : contre le coronavirus, l'UAWC met ses équipes et ses locaux à la disposition du gouvernement et des paysan·ne·s (et) Akram Al-Waara : les Palestiniens détenus en Israël en péril

Défendons-nous contre le coronavirus, mais pas seulement… (Réseau syndical international de solidarité et de luttes)

À bout de souffle (J. Palmieri)

La pandémie affecte encore plus durement les femmes (ROSA)

Croire sur parole ? Du côté du pouvoir, le libéralisme autoritaire comme seule réponse (J. Salingue)

Italie : « Construire la solidarité par des actions concrètes, c'est montrer qu'il est possible de construire une société solidaire » (M. Moïse)

Les efforts de « guerre » ne sont pas centrés sur le sanitaire : faire porter le poids de l'urgence aux salariés (Mediapart)

Comment gérer une économie de guerre ? Quelle union sacrée ? (Batifoulier, Da Silva et Vahabi)

De quoi le Covid-19 est-il le nom ? (J.-P. Clech)

Suisse : Nous ne sommes pas de la chair à patrons ! (SolidaritéS)

La Corée du Sud, le pays qui ne s'est pas cadenassé (J. Kim)

Protégeons nos vies, pas leurs profits ! (4e Internationale)

Non au « coronawashing » de la politique néolibérale (D. Tanuro)

Écosocialisme : du virus au climat, un même message (D. Tanuro)

Coronavirus et crise économique mondiale (C. Katz)

Italie : « Nous ne sommes pas de la chair à patron » (A. Zecca)

La nécessaire refondation de nos systèmes agricoles et alimentaires (Confédération paysanne)

Le coronavirus révèle l'extrême fragilité de la mondialisation néolibérale (J. Gadrey)

« Ne stigmatisons pas les chauves-souris » (J.-F. Silvain)

« Les connards qui nous gouvernent » (F. Lordon)

Contre les pandémies, l'écologie (S. Shah)

L'économie face au coronavirus : l'État doit payer (Saez et Zucman)

Le plan de sauvetage bancaire massif qui se cache derrière les mesures contre le coronavirus (A. Fares)

Non le Coronavirus n'est pas responsable de la chute des cours boursiers (É. Toussaint)

La pandémie du capitalisme, le Coronavirus et la crise économique (partie 1) (É. Toussaint)

Idées pour faire face au Coronavirus 1 (CADTM-Belgique)

Idées pour faire face au Coronavirus 2 (CADTM-Belgique)

Terrassons le coronavirus et la marchandisation de la santé (La Santé en lutte)

Coronavirus : contre Agamben, pour une biopolitique populaire (P. Sotiris)

Italie : épidémie et guerre sociale (Quarticciola Ribelle)

La mobilisation collective s'impose (Ensemble !)

Un monde instable à l'heure du coronavirus (C. Aguiton)

Crise sanitaire : agir par la solidarité et la justice sociale (Attac-France)

Non, nous ne sommes pas en guerre. Nous sommes en pandémie (M. Combes)

Capitolavirus (J.-M. Harribey)

« Ce virus illustre la fin d'un monde » (G. Azam)

Coronavirus, capitalisme, Etat, santé… : un avant et un après ? (Solidaires-Finances publiques)

« Le gouvernement veut sauver l'économie avant les gens » (E. Beynel)

Le monde du travail doit être mobilisé uniquement pour les besoins essentiels (CGT)

Communiqué intersyndical Fonction Publique sur le projet de loi d'urgence Covid-19 (CGT, FO, FSU, Solidaires)

La lutte contre le Covid-19 ne doit oublier personne (Ligue des droits de l'homme)

Après l'État d'urgence, l'État d'urgence sanitaire (Ligue des droits de l'homme)

Coronavirus : « réduisons le nombre de personnes incarcérées pour de courtes peines ou en fin de peine » (Tribune collective)

Comment l'élite mondiale va tenter d'exploiter l'épidémie (N. Klein)

Profitons de la pandémie pour faire la paix avec la Terre (M. Delmas-Marty)

L'emboitement de quatre crises met en lumière les limites des marchés (R. Keucheyan et C. Durand)

Face au coronavirus, les politiques n'ont pas eu le cran de poser le débat (Y. Sintomer)

L'économie française en état d'exception (R. Godin)

Déclaration intersyndicale en Loire-Atlantique (CGT, FO, FSU, Solidaires)

Covid-19 : l'action syndicale dans le monde (LabourStart)

Amazon : pétition mondiale pour être «protégés» (Réseau syndical international de solidarité et de luttes)

Coronavirus : nos solidarités pour rempart (T. Roumier)

Jour d'avant, jour d'après (P. Khalfa)

Les chauves-souris et les pangolins se révoltent (F. Keck)

Coronavirus au travail (Union syndicale Solidaires)

La solution ne viendra pas de ceux qui font partie du problème ! Organisons-nous ! (Union départementale Solidaires Val-de-Marne)

Covid-19, la fin du capitalisme ? (Solidaires-Chimie/SUD-Industrie)

Covid-19, la santé avant tout ! (CGT)

Les mobilisations collectives redémarrent de plus belles en Chine avec la reprise du travail

En luttant contre le virus, transformer la société (Union communiste libertaire)

ÉDITION DU 6 AVRIL

http://lenvolee.net/

www.lameute.info/posts/paroles-de-soignantes (La Meute)

cqfd-journal.org/Personne-n-est-dupe-de-l (CQFD)

byusmedia.fr/africains-et-afrodescendants-face-au-coronavirus (*Buy us Media*)

www.franceameriquelatine.org/covid-19 (France Amérique latine)

«À l'air libre» (Mediapart)

cqfd-journal.org/Deux-menaces-pesent-sur-les (CQFD)

PBS New Hour

«Repenser l'après coronavirus» (*Le Soir*)

Contretemps web

Middle East Research and Information Project

Il est urgent de limiter les transports aux seuls besoins essentiels

Masques : les preuves du mensonge d'État (*Mediapart*)

Global Retail Worker Sick-out (coworker.org)

Santé et service public ne sont pas les priorités des dirigeants de la presse, ni de La Poste (SNJ et SUD-PTT)

Communiqué unitaire (Coordination défense santé)

Coronavirus : le colonialisme aussi aggrave la situation (Réseau syndical international de solidarité et de luttes)

Qui es-tu Nicole Belloubet, pour t'asseoir à ce point sur les libertés publiques ? (*Libération*)

Coronavirus en Guadeloupe : à 6 700 km de distance, le Conseil d'Etat juge que tout va bien (Réseau syndical international de solidarité et de luttes)

Réunion sur la gestion du Covid-19 dans les services publics (Fédération syndicale unitaire)

La FSU intervient sur la situation des agent-es pendant la crise sanitaire (Fédération syndicale unitaire)

Un confinement très inégalitaire (Sciences Po)

Le bac et le DNB pour tous et toutes ! (SUD-Éducation)

Communiqué intersyndical sur la gestion de la pandémie (Isère)

IMAGES

CORONAVIRUS
Fiebre y tos
Fiebre y dolor de garganta
Fiebre y dificultad para respirar

Judy Lam

AMAZONIANS
UNITED
CHICAGO · DCH1

LE CORONA
DISPARAÎTRA
LA COMMUNE
REFLEURIRA !

PAS POUR LE CAPITAL

NOS VIES VALENT PLUS
QUE LEURS PROFITS !
Sud
ETAT D'URGENCE
SANITAIRE ?
Des masques
Des gants
Du gel
TOUT
DE SUITE !

LES MAUVAIS JOURS FINIRONT
ET GARE À LA REVANCHE !
MERCI SOIGNANTS

FRIC HOPITAL PU
POUR L'
OLIDAIRE AVEC LES CAISSI

ATENÇÃO OPERADOR
PARALISAÇÃO DE TODOS OS CALL CENTERS DO BRASIL
SEXTA 20/03
PRA NÃO TERMINAR ASSIM NA P.A.

LIBERTAD PARA LOS PRESOS POLÍTICOS
ANTE AMENAZA DE COVID-19
CENIDH
EL RÉGIMEN ORTEGA MURILLO DEBE GARANTIZAR MEDIDAS DE HIGIENE Y AISLAMIENTO PARA LOS REOS COMUNES Y
A LOS PRESOS POLÍTICO DEBE LIBERARLOS YA
#ALosP.P.
#LosQueremosEnCasa

CORONAVIRUS DISEASE 2019 (COVID-19)
RESOURCES
Chicago
Federation
of Labor

CORONAVIRUS
DES MASQUES, PAS DES BÂILLONS
LA LOI D'URGENCE SANITAIRE
NE NOUS FERA PAS TAIRE !
Union syndicale
Solidaires

JOINT STATEMENT ON
PERSONAL PROTECTIONS
FOR HEALTHCARE WORKERS
WSNA
WASHINGTON
STATE NURSES
ASSOCIATION
1199NW
SEIU Healthcare.
United for Quality Care
UFCW 21
a VOICE for working America

SOCIALISATION ET AUTOGESTION
DES MOYENS DE PRODUCTION
COURAGE AU PERSONNEL SOIGNANT
ET À TOU.TE.S LES TRAVAILLEUR.SES FORCÉ.E.S
VIVE LA SÉCU !
ET QUE VIENNE LA FIN DE LEUR MONDE !

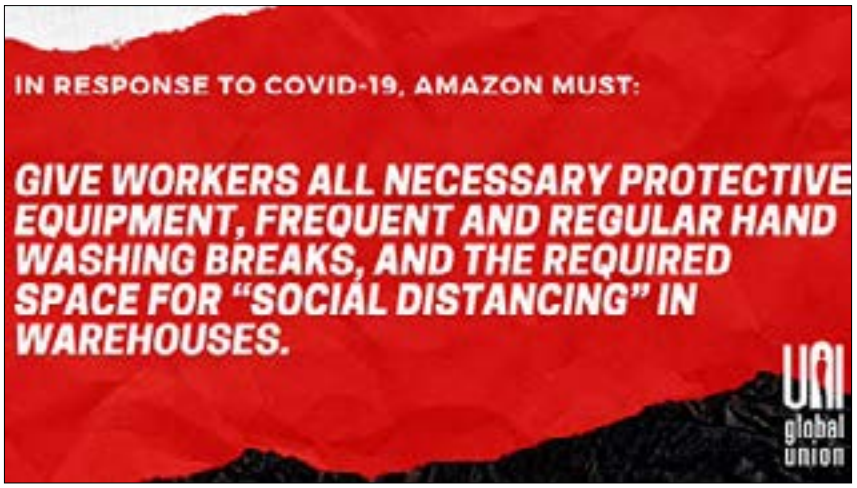
PRIORITIES FOR
WORKERS AND UNIONS
aflcio.org/covid-19

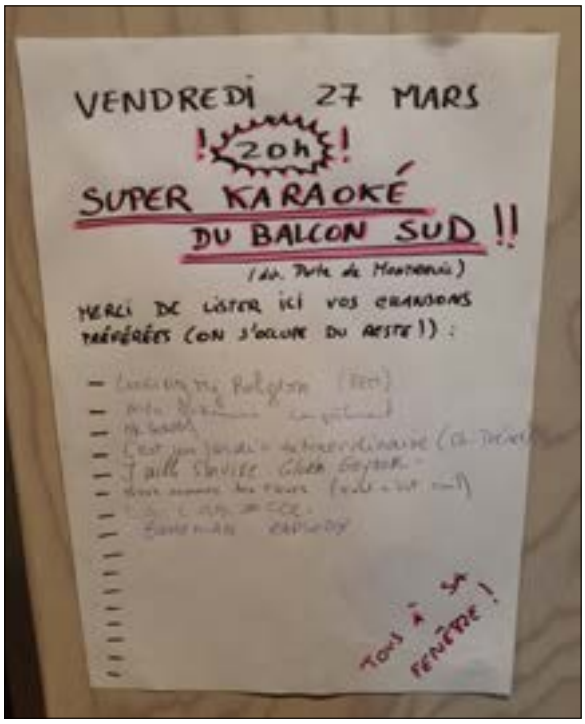
PROTECT

SACTWU CARES:
Help to fight the
spread of
COVID-19
SACTWU

ARTS
EDUCATION
SCIENCES
HEALTHCARE
WAR

CGT CHU NANTES
la cgt
facebook.com/cgtchunantes
com@cgt-chu-nantes.org
www.cgt-chu-nantes.org
En raison des mesures de confinement mise en place dans le cadre du plan de lutte contre l'épidémie de coronavirus, nous avons pris la décision de fermer nos locaux.
Nous continuons d'assurer une permanence téléphonique et dans certains cas de nécessité absolue un accueil physique vous sera proposé uniquement sur RDV.
Pour l'ensemble de la population nous tenons a rappeler les consignes suivantes:
RESTEZ À LA MAISON

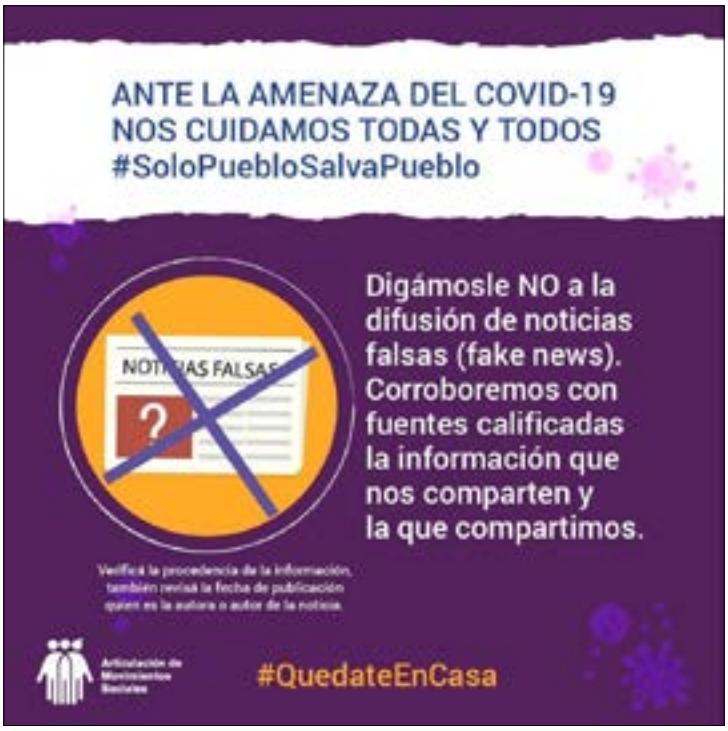

IN RESPONSE TO COVID-19, AMAZON MUST:
GIVE WORKERS ALL NECESSARY PROTECTIVE EQUIPMENT, FREQUENT AND REGULAR HAND WASHING BREAKS, AND THE REQUIRED SPACE FOR "SOCIAL DISTANCING" IN WAREHOUSES.
UNI global union


VENDREDI 27 MARS
20h
SUPER KARAOKÉ
DU BALCON SUD !!
(dès Porte de Montreuil)
MERCI DE LISTER ICI VOS CHANSONS
PRÉFÉRÉES (ON S'OCCUPE DU RESTE !) :
TOUS À VOS FENÊTRES !

NURSES
PROTECT
NURSES
PATIENTS
PUBLIC HEALTH

COVID-19
Soignant-e-s en DANGER

FEDERAL RESERVE NOTE
KB 75752961 J
B2
THIS NOTE IS LEGAL TENDER
FOR ALL DEBTS, PUBLIC AND PRIVATE
100
KB 75752961 J
ONE HUNDRED DOL


ANTE LA AMENAZA DEL COVID-19
NOS CUIDAMOS TODAS Y TODOS
#SoloPuebloSalvaPueblo
Digámosle NO a la difusión de noticias falsas (fake news). Corroboremos con fuentes calificadas la información que nos comparten y la que compartimos.
Articulación de Movimientos Sociales
#QuedateEnCasa

SCIENCES
CITOYENNES

MANGER À PARIS

PENDANT L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

LE MATIN / MORNING

01 - **Le Carreau du temple.** 1 rue Dupetit-Thouars 3e (M) Temple / (M) République. Tous les jours (9h30-14h)
02 - **Les grands voisins.** 74 avenue Denfert-Rochereau 14e (M) Raspail / (M) Denfert-Rochereau. Tous les jours (9h30-14h)
03 - **L'armée du salut.** 213 rue d'Aubervilliers 18e. (M) Porte de la Chapelle Lun. au dim. (à partir de 9h)
04 - **Barbès.** 70 Boulevard Barbès 18e. (M) Chateau rouge. (M) Marcadet. Tous les jours (9h30-14h)
05 - **P'tits déj Solidaires.** Jardins d'Éole, Entrée rue d'Aubervilliers 19e (M) Stalingrad. Lun. au dim. (vers 8h30)

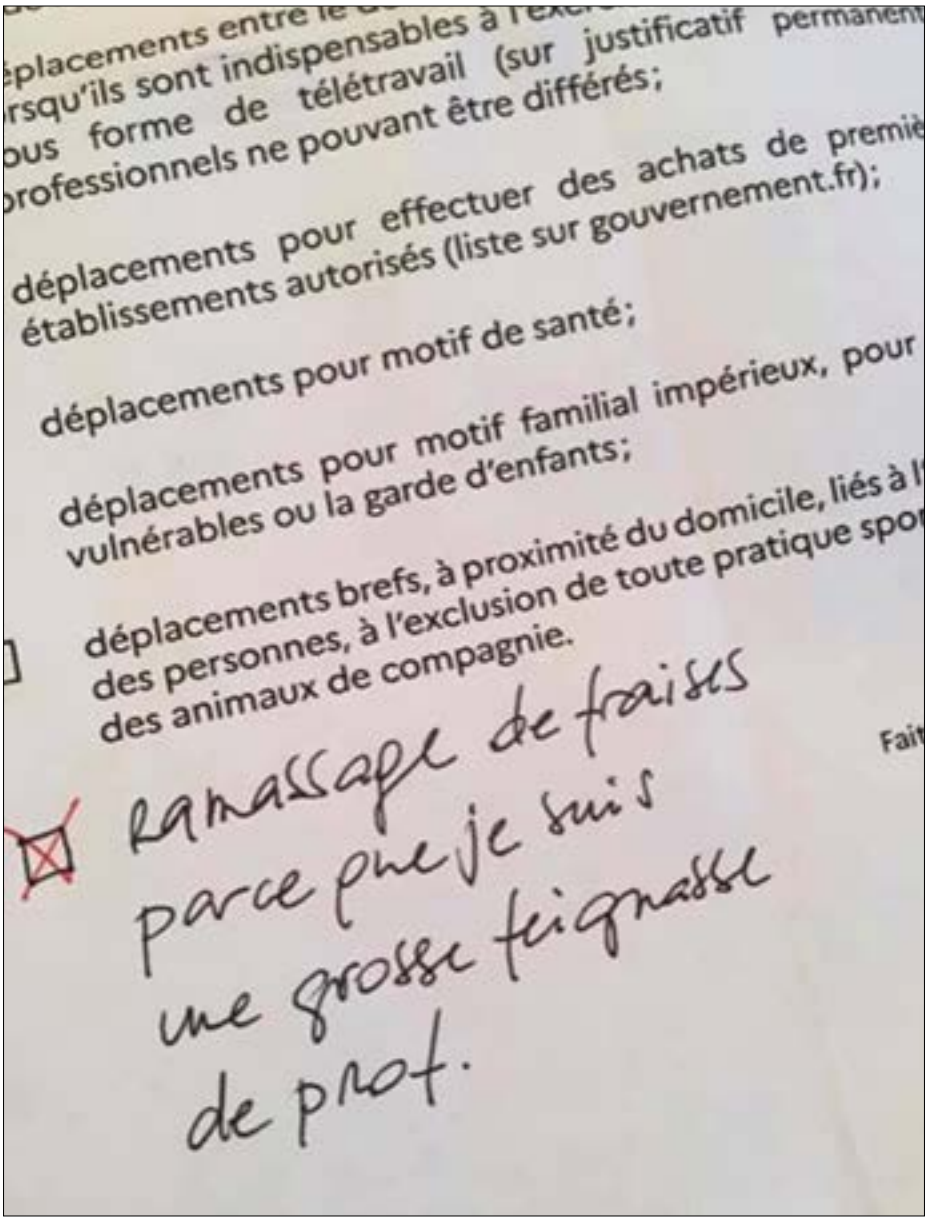
LE MIDI / LUNCH

01 - **Le Carreau du temple.** 1 rue Dupetit-Thouars 3e (M) Temple / (M) République. Tous les jours (9h30-14h)
02 - **Les grands voisins.** 74 avenue Denfert-Rochereau 14e (M) Raspail / (M) Denfert-Rochereau. Tous les jours (9h30-14h)
04 - **Barbès.** 70 Boulevard Barbès 18e. (M) Chateau rouge. (M) Marcadet. Tous les jours (9h30-14h)
06 - **Les Restos du coeur.** 6 avenue Joseph Bédier 13e. (M) Pte d'Ivry. Lun. au ven. (11h-13h)
07 - **Les Restos du coeur.** 7-15 avenue Porte de la Villette. 19e (M) Porte de la Villette. Lun. au ven. dim. (à vérifier) (11h-13h)
08 - **Les Restos du coeur.** 29 rue du soleil 20e. (M) Télégraphe. Lun. au ven. (11h-13h)
09 - **L'assiette migrante.** Rue Pierre Larousse, 93300 Aubervilliers (M) Front Populaire. Mer., ven., dim. (13h)
A - **Les midis du M.I.E.** Pour les mineurs isolés Jardins de la rue Pali-Kao 11e. (M) Couronnes. Jeu. et ven. (12h) Sam. et dim. (12h30)

LE SOIR / DINER

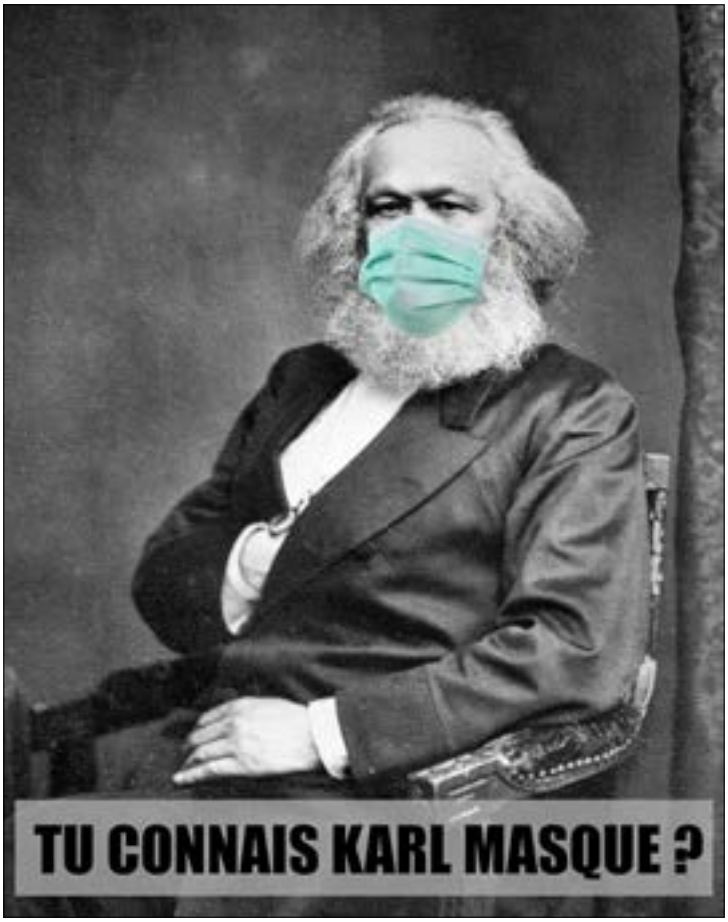
10 - **Les Restos du coeur.** face au 48 quai d'Orsay 7e. (M) Invalides. Mar., jeu., sam. (20h) et dim. (19h30)
11 - **Les Restos du coeur.** Rue Joubert 9e. (M) Heure Calamartin (M) Saint Lazare. Lun., mer. et ven. (20h)
12 - **Les Restos du coeur.** 1 av. de Verdun 10e. (M) Gare de l'Est. Lun., mer., ven. 20h-21h30 et dim. (19h30-21h)
13 - **L'armée du salut.**11 rue Léon Jouhaux 10e. (M) République. Lun. au dim. (18h30)
14 - **Les Restos du coeur.** Place de la République 10e. (M) République. Mar. et jeu. (20h-21h30) et sam. (15h30-21h)
15 - **Les Restos du coeur.** 16-18 bld Richard Lenoir 11e. (M) Bréguet-Sabin. Mar., jeu. et sam. (20h)
16 - **Les Restos du coeur.** 42 Cours de Vincennes 12e. (M) Nation. Lun., mer. et ven. (20h)
17 - **Les Restos du coeur.** Square Marie Curie, 29 bd de l'Hôpital 13e. (M) Austerlitz. Jeu. (20h)
18 - **Les Restos du coeur.** Place Île de Sein, Bld Arago 14e. (M) Saint-Jacques (M) Denfert-Rochereau. Lun, mar, mer. ven. (20h30) et dim. (15h30)
07 - **La Charba / L'un est l'autre.** 7-15 avenue Porte de la Villette. 19e. (M) Porte de la Villette. Lun. au dim. (18h-20h)
19 - **Une charba pour tous.** 108 rue Curial 19e. (M) Jaurès. Lun. au ven. (17h)
20 - **Les Restos du coeur.** Jardin Anaïs Nin, Bld Macdonald 19e. (M) Pte de la Chapelle (T) Pte d'Aubervilliers. Mar., mer., jeu., ven. (20h-21h30)
21 - **Les Restos du coeur.** 24 rue Saint-Roch 1er. (M) Tuileries. (M) Pyramides. Tous les jours (19h30)
08 - **Les Restos du coeur.** 29 rue du soleil 20e. (M) Télégraphe. Tous les jours (19h30)

ENTRAIDE
BESOIN DE NOURRITURE,
PRODUITS D HYGIENES ?
CONTACTE NOUS PAR :
- MAIL : ENTRAIDE@TANNERIES.ORG
- SMS UNIQUEMENT : 06 67 64 24 28
ENVIE D'AIDER ?
VIENS DÉPOSER DE LA
NOURRITURE*
TOUS LES JOURS DE
17H À 18H30
AUX TANNERIES 37 RUE DES
ATELIERS
* FRUITS LÉGUMES DE SAISONS-CONSERVES-PATES-RIZ-FARINE-
HUILE-CONDIMENTS SAVON-JAVEL-DENTIFRICES BROSSES A DENT-
PAPIERS TOILETTES-PROTECTIONS PERIODIQUES
/// PAS DE POISSONS OU DE VIANDE ///


déplacements pour effectuer des achats de premiè
établissements autorisés (liste sur gouvernement.fr);
déplacements pour motif de santé;
déplacements pour motif familial impérieux, pour
vulnérables ou la garde d'enfants;
déplacements brefs, à proximité du domicile, liés à l
des personnes, à l'exclusion de toute pratique spor
des animaux de compagnie.
ramassage de fraises
parce que je suis
une grosse feignasse
de prof.

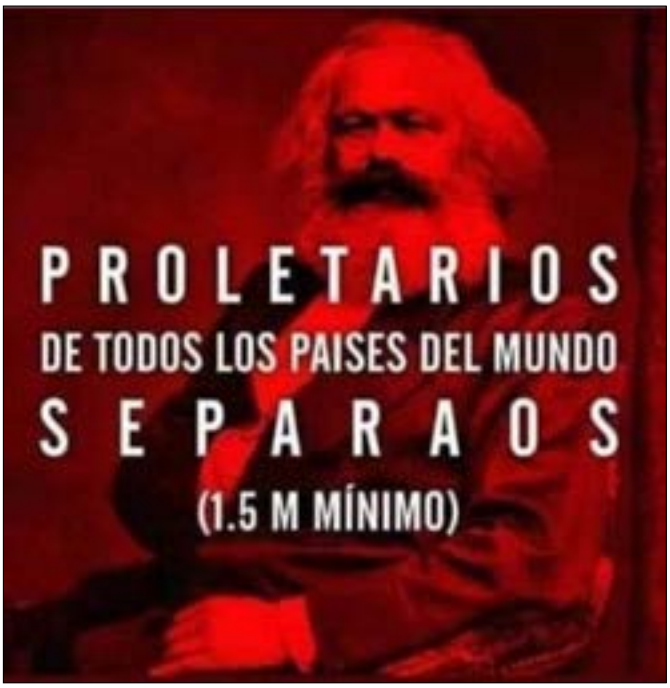
AU FRONT
SANS
ARMES

MACRON SORS TON POGNON !!
ET DEMANDE PARDON
*MULHOUSE RESISTE.


TU CONNAIS KARL MASQUE ?

POURQUOI
VOTRE HÔPITAL PUBLIC
S'INVITE DANS LES
MUNICIPALES
L'Hôpital Public,
votre bien commun à sauver
L'hôpital public n'est pas une entreprise à but lucratif et doit pouvoir tous vous accueillir : il lui faut donc des lits, des personnels et des financements à la hauteur des besoins.
L'hôpital public est le lieu de recours sur votre territoire pour les malades les plus graves et les plus complexes. Pour cela, il lui faut des équipes stables pour vous accompagner pendant votre hospitalisation.
L'hôpital public est votre lieu du soin. Les soignés et leurs soignants doivent y être respectés, dans des locaux rénovés. Il faut aussi des quotas de personnel adaptés à la charge de travail, des rémunérations à la hauteur de la moyenne des pays Européens.
L'hôpital public est une organisation à votre service. Or, une organisation est efficace quand la décision est concertée, partagée avec vous, les acteurs de terrain et les usagers.
La santé en France mérite mieux qu'une politique comptable.
Elle mérite une politique de santé.
Votre maire participe à la gestion de votre Hôpital
Interpellez-le !!!!
www.collectif-inter-hopitaux.org
contactext.cih@gmail.com
@CollectInterHop
@lecollectifinterhopitaux
Pétition: change.org/urgencehopital

AUJOURD'HUI,
LES GESTES BARRIÈRES.
DEMAIN
LES GESTES BARRICADES.


PROLETARIOS
DE TODOS LOS PAISES DEL MUNDO
SEPARAOS
(1.5 M MÍNIMO)

www.syllepse.net

pour aller plus loin que l'impossible

et n'oubliez pas que nous avons besoin de vous

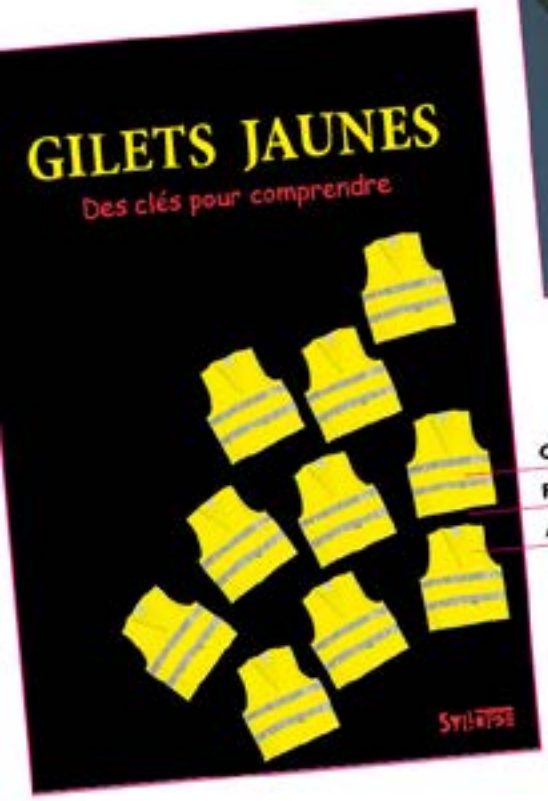
syllepse.vidéo 1

syllepse.vidéo 2

le virus ne passera pas

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE N°1
LA PARABOLE DE L'EAU
À TÉLÉCHARGER

AUTOGESTION,
L'ENCYCOPÉDIE INTERNATIONALE
7 TOMES À TÉLÉCHARGER



GILETS JAUNES, DES CLÉS
POUR COMPRENDRE
À TÉLÉCHARGER

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE N°2
ZÉRO POLÉMIQUE...
ET AUTRES POÈMES
À TÉLÉCHARGER

www.syllepse.net